

Une victoire des « faucons » israéliens

Vieux luttant politique, pugnace et rusé, M. Itzhak Shamir a trahi — une fois n'est pas coutume — sa réputation. Non seulement le chef du gouvernement israélien a cédé sur toute la ligne, mercredi 5 juillet, à la droite de son parti, rassemblé en comité central à Tel-Aviv. Mais — plus grave — il a capitulé sans même livrer bataille. Emmené par un Ariel Sharon dont la morgue triomphale reflète l'ambition démesurée, les « faucons » du Likoud ont dicté leur loi au premier ministre, portant un coup sévère — voire fatal — à l'initiative de paix qui porte son nom et prévoit la tenue d'élections dans les territoires occupés.

Les témoins de la droite ont imposé au plan Shamir un corset idéologique qui vise à l'étouffer : refus du dialogue avec l'OLP et de l'état palestinien, développement des implantations juives en Cisjordanie et à Gaza, exclusion du scrutin des Arabes de Jérusalem, maintien du « statu quo » aussi longtemps que se poursuivra l'infidélité. Les chefs du Likoud ne font que réaffirmer devant leurs troupes le dogme « révisionniste » qui tient pour acquise la domination du peuple juif sur l'ancien Israël biblique.

Mais c'est précisément ce vieux fond doctrinal que M. Shamir avait fait mine d'oublier ces derniers temps.

La victoire des durs du Likoud est un triple défi lancé aux travaillistes, à l'OLP et aux États-Unis. L'initiative de paix d'Israël tire tout son crédit du fait qu'elle exprime un consensus au sein de la classe politique. Depuis deux mois et pour la première fois, le Likoud et les travaillistes, après s'être tant déchirés, défendaient ensemble les grandes lignes d'un plan de paix dont le ressort tenait à son « ambiguïté constructive ». Les deux partis, s'en tenant aux grandes principes, avaient sagement choisi de laisser dans le flou les détails de leurs propositions. En combattant à la manière des « troues » du plan Shamir, le Likoud place les travaillistes devant un dilemme : ou bien le parti de Rabin et Peres se compromet un peu plus avec la droite, ou bien il quitte la coalition gouvernementale, provoquant de probables élections anticipées. La réponse devrait venir rapidement.

L'OLP a accueilli sans surprise le durcissement du Likoud. Les dirigeants palestiniens les plus ouverts au dialogue le jugent « désastreux ». Mais tous ceux qui reprochaient à M. Yasser Arafat d'avoir trop cédé de terrain en reconnaissant l'existence de l'État juif et en répudiant le terrorisme pourront se targuer d'avoir dénoncé avec raison la « perfidie » de M. Shamir. Pour les États-Unis enfin, l'attitude du Likoud représente un véritable camouflet. Car l'administration Bush avait soutenu à fond un projet d'élections qui légitimait de surcroît son dialogue avec l'OLP. A quel bon tenter d'arracher de nouvelles concessions aux dirigeants palestiniens si Israël se renferme dans son intransigeance d'autant ?

(Lire nos informations page 7.)

Accident ou attentat ?
Onze morts dans un autobus sur la route Jérusalem-Tel-Aviv
(Lire page 34.)

M 0147 - 0707 D - 4,50 F
3790147004500 07070

Se prononçant devant le Conseil de l'Europe pour « la dissolution des blocs militaires »

M. Gorbatchev propose une négociation sur les armes nucléaires tactiques

M. Mikhaïl Gorbatchev est arrivé, jeudi 6 juillet en fin de matinée, à Strasbourg, où il s'est adressé aux membres du Conseil de l'Europe pour développer son concept de « maison commune ».

Déclarant : « Nous sommes pour la dissolution des blocs militaires », M. Gorbatchev a proposé une réduction unilatérale des missiles nucléaires tactiques soviétiques en Europe « s'il devient apparent que les pays de l'OTAN sont disposés à ouvrir des négociations » sur la question. Et il a suggéré de « réunir des experts de l'URSS, des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France ».

Avant de quitter Paris, il avait eu un ultime entretien avec M. François Mitterrand, qu'il a invité à se rendre en Union soviétique.



Si c'est ça les étudiants de la Sorbonne, apparemment, ils ont redoublé !

Voir page 3 la bande dessinée de Plantu.

« Route glissante »

La rapide visite de M. Gorbatchev à Paris aura laissé un sentiment mitigé. Certes, on fait valoir à l'Élysée que la déclaration commune sur le Liban constitue « un grand succès diplomatique », même si l'URSS avait déjà solennellement reconnu l'indépendance et la souveraineté du pays du Cèdre, en mai dernier, lors de la visite à Moscou du secrétaire d'État américain, M. Baker.

Certes, on fait valoir dans l'entourage de M. Béréguvsky que bon nombre des accords économiques et commerciaux signés ces derniers jours constituent enfin l'amorce de cette percée tant attendue d'hommes d'affaires français jugés par trop frileux. Certes, certes...

Il n'en demeure pas moins que, sans être gravement affectée par

ses diverses prestations, l'image de M. Gorbatchev ne va pas sortir particulièrement renforcée du passage par Paris. Pour parler franc, M. Gorbatchev a déçu beaucoup de gens qui ne demandaient qu'à être confortés dans leur admiration.

JACQUES AMALRIC.
(Lire la suite page 4 et nos informations page 34.)

La campagne, Vendée de la perestroïka

Les problèmes de l'agriculture restent aigus en Union soviétique. Vendredi 30 juin, M. Gorbatchev avait lancé, à l'occasion d'une réunion du comité central consacrée à ces questions, un sérieux avertissement aux cadres du parti qui « appliquent mollement » les réformes économiques.

Dans les campagnes, les résistances sont nombreuses, les Soviétiques préférant souvent la sécurité des structures collectives à l'audace des initiatives privées.

MOSCOU
de notre envoyé spécial

« Louer quelques hectares. Mais pour quoi faire ? » Dans sa chambre confortable au parquet rouge, cette vieille babouchka fait

la sourde oreille. Mikhaïl Gorbatchev a beau répéter que les paysans doivent passer maîtres de leur terre, elle n'y songe pas un instant. Ses souvenirs galopent aux années 30, quand elle est arrivée au kolkhoze baptisé depuis lors « quarantième anniversaire de la Révolution d'octobre », à trois heures de voitures de Kiev.

« On travaillait jour et nuit. Il fallait rentrer des champs à pied. Aujourd'hui, je suis chez moi à 6 heures du soir. Nous étions des moujiks. Nous vivions comme des nobles. » Nicolaï Sotchkouk, le président du conseil du kolkhoze, hoche la tête : « Les gens ne veulent pas redevenir des esclaves. S'ils reprennent les terres en charge, ils ne pourront pas utiliser les techniques industrielles dont dispose la ferme collective. On a proposé à des agriculteurs de s'occuper à leur compte d'un troupeau de vaches. Ils ont refusé. »

Par la fenêtre, le ciel d'Ukraine menace. Une violente tempête a soufflé la veille, couchant les blés, brisant net des branches d'érables et de bouleaux. La terre noire, coiffée d'un halo de brume, ne donne pas à la campagne les traits éclatants qu'aimait Tolstoï. Entre ses murs damassés, notre babouchka a peut-être rêvé, il y a longtemps, d'une propriété individuelle ou, qui sait, de s'enrichir. Mais, plus d'un demi-siècle après la liquidation sanglante des paysans, la sécurité prime sur l'audace. On ne sait jamais ce que le ciel ou le pouvoir réserve.

Maîtres des terres. La belle formule ! Nicolaï Sotchkouk s'en moque, comme de la perestroïka : « Les kolkhoziens ne peuvent pas en parler, car ils ne le voient pas. »

ÉRIC FOTTORINO.
(Lire la suite page 29.)

Ruée sur les universités

Difficultés pour les bacheliers parisiens

A peine connus les résultats au baccalauréat 1989, les inscriptions des nouveaux bacheliers ont commencé, le 5 juillet, dans la plupart des universités françaises.

Depuis quelques années, rectorats et présidents d'université ont multiplié les efforts pour améliorer l'accueil des aspirants étudiants et réduire, autant que possible, les files d'attente et les bousculades, qui avaient fini par exaspérer les jeunes, leurs parents... et les plus hautes autorités de l'État.

Multiplication des points d'inscription, étalement dans le temps, mobilisation des enseignants ou utilisation du minitel permettant d'atténuer la ruée du premier jour.

Restent, cette année encore, les points noirs traditionnels dans les universités les plus pressées de la région parisienne (Paris-I-Panthéon, Paris-II-Assas, Paris-X, Nanterre) et dans les disciplines où les demandes excèdent le nombre de places disponibles : droit, administration économique et sociale, langues étrangères appliquées et, surtout, communication, notamment à Paris-III-Censier.

L'esquisse de sectorisation géographique tentée cette année à Paris-II-Assas constitue indéniablement un début de réponse à ces distorsions et pourrait bien être étendue l'année prochaine.

(Lire page 22 l'article de GÉRARD COURTOIS.)

Mécontente du satellite, la SEPT demande des fréquences terrestres

La colère de la chaîne culturelle

Diffusée par le satellite TDF 1 depuis le 31 mai, la SEPT rencontre de très importantes difficultés de réception. Rejetant la faute sur les industriels, M. Jérôme Clément, président du directoire de la chaîne culturelle européenne, demande au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) des fréquences terrestres.

« Le satellite TDF 1 a été fait pour aider les industriels français à soutenir la concurrence du Japon. Aujourd'hui, TDF 1 est en orbite, il marche, il est fin prêt. Les industriels, eux, ne le sont pas et le matériel pour capter le satellite demeure introuvable. Cette imprévoyance constitue un véritable scandale. » M. Clément ne décolère pas. « La chaîne culturelle a démarré à l'heure dite, satisfait un véritable besoin et constitue le seul projet nouveau de l'audiovisuel public. Et pourtant, les particuliers ne peuvent la recevoir. L'État qui a accompli de gros

efforts financiers ne peut se satisfaire de cette situation. C'est pourquoi je compte demander au CSA l'octroi à la SEPT d'un réseau de fréquences terrestres, un réseau multi-villes tout au moins. La droite a privatisé TF 1 ; pourquoi la gauche ne donnerait-elle pas aux Français une télévision culturelle publique et, qui plus est, européenne ? »

Un courrier déjà abondant, deux ou trois cents appels téléphoniques quotidiens, le mon-

trant : ses difficultés de réception deviennent pour la SEPT un enjeu crucial. Impossible pour elle de se satisfaire des deux cent cinquante mille foyers câblés français qui la recevront d'ici à la fin de l'année, alors que des milliers d'autres — la chaîne évalue déjà à trente mille ou quarante mille, le nombre de personnes intéressées — ne peuvent la capter individuellement. Faute d'équipements.

PIERRE-ANGEL GAY.
(Lire la suite page 14.)

cet été,
Julliard

Rezvani
Le 8 fleau

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 11 fr. ; Grèce, 150 dr. ; Israël, 90 p. ; Italie, 1.800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 72 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 336 F CFA ; Suisse, 1,80 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

Débats

SORTIR DU COMMUNISME

Mille mots

par TIMOTHY GARTON ASH,
JANOS KIS ET ADAM MICHNIK (*)

AVEC la Pologne et la Hongrie, l'Europe a aujourd'hui une chance sans précédent. Celle de transformer le communisme en démocratie libérale. Personne ne l'a fait précédemment. Personne ne sait si c'est possible. Mais, comme il se doit, de manière pacifique, par évolution et non révolution.

Les causes qui sont à l'origine de cette chance sont nombreuses. La personne de M. Gorbatchev a certainement son importance, à la fois par l'exemple de ses propres politiques et la retenue avec laquelle il permet aux Etats du pacte de Varsovie d'être eux-mêmes les artisans de leurs propres destinées. Mais les crises économiques chroniques et intenses liées dans la plupart des pays de l'empire soviétique, l'échec de l'idéologie et de la confiance en soi de la classe dirigeante communiste, l'impact des relations toujours plus étroites avec l'Occident, l'exemple unique de Solidarité en Pologne et d'autres formes d'opposition démocratique ou de pression sociale par le bas, sont peut-être des raisons encore plus importantes. Le phénomène Gorbatchev dans une large mesure une réponse à tout cela.

Les définitions du but à atteindre sont aussi variées : indépendance, capitalisme ou socialisme démocratique, un ordre de paix européen ou une Maison commune européenne. Dans cette symphonie des rêves, nous ne devons jamais perdre de vue un instrument essentiel : la démocratie libérale, gouvernement du peuple par le peuple, pour le peuple, ancré dans les règles de la loi, les libertés inhérentes à l'économie de

marché et le pluralisme d'une société civile développée. Les armements excessifs en Europe peuvent être réduits par une négociation multilatérale. Mais les armes en elles-mêmes ne sont pas causes de guerres, et la quasi-absence d'armes n'est pas la meilleure garantie de paix : encore moins l'absence de certaines armes, tandis que d'autres restent. Depuis 1945, des guerres ont éclaté entre démocraties et dictatures, entre dictatures et entre Etats communistes. Aucune n'a été livrée par une démocratie libérale contre une autre. La démocratie est la clé.

Comme le souligne la récente déclaration à Bonn des gouvernements soviétique et ouest-allemand, nous sommes confrontés à des problèmes communs que nous ne pouvons résoudre qu'ensemble. La destruction de notre environnement est le problème commun le plus important, et mille part ailleurs plus qu'en Europe de l'Est. Mais ce n'est pas tout. C'est la conséquence directe d'un système de production chroniquement gaspilleur, échappant à toute forme de contrôle indépendant. Certaines mesures de prophylaxie pourraient donc être prises par des décisions entre gouvernements de l'Est comme de l'ouest. Mais des solutions réelles ne seront trouvées qu'en transformant le système. Seule la protestation populaire a pu arrêter la catastrophe écologique qu'aurait produite le projet du barrage sur le Danube. La démocratie est la clé.

Le rétablissement économique ne suit pas automatiquement la démocratisation. Mais le point central du

communisme est la subordination de la rationalité économique aux exigences de la domination politique. Comme la dictature politique est la cause profonde de la situation économique des Etats communistes, la condition sine qua non de leur rétablissement économique est la suppression de la dictature politique. Là encore, la démocratie est la clé.

La démocratie est une condition nécessaire, mais pas suffisante. Ni la Pologne ni la Hongrie ne peuvent sérieusement espérer opérer cette transformation pacifique sans une aide importante de leurs amis. Leurs crises économiques, particulièrement leurs endettements en devises fortes, sont beaucoup trop profondes. Les dilemmes sociaux et politiques sont bien trop insolubles. Comme un écrivain russe l'a très bien exposé : nous savons que nous pouvons transformer un aquarium en coupe de poisson, mais le problème est de savoir comment transformer une soupe de poisson en aquarium.

Depuis plus d'une décennie, l'Europe de l'Est a regardé avec admiration et envie le modèle espagnol d'une transition pacifique de la dictature à la démocratie. Mais l'Espagne avait déjà les organes vivants du libre marché et non le squelette desséché d'une économie dirigée. L'Espagne avait un roi qui contenait les forces de la réaction de façon décisive, l'Espagne avait une frontière avec la Communauté européenne de l'Ouest et une autre sur l'Atlantique. Il n'y a guère de meilleurs voisins que de larges et profondes mers.

Donc la Pologne et la Hongrie ont besoin d'aide : pour la démocratisation et pour l'établissement de marchés. Quelques aides modestes ont déjà été offertes par les présidents Bush et Mitterrand, par Mme Thatcher et le chancelier Kohl, à ces directions politiques qui ont particulièrement amorcé, particulièrement n'ont pas s'opposées à ce qui est maintenant une demi-réforme et une demi-révolution (pacifique). Pourtant, une réflexion plus approfondie est nécessaire sur la manière dont cette action économique occidentale peut directement aider la transition politique et la transformation économique.

Les deux pays pourraient bientôt avoir des Parlements reflétant un véritable vote populaire. Mais les peuples ont seulement élu leurs représentants parlementaires. Initialement du moins, l'ensemble de l'appareil d'Etat continuera à être occupé par le Parti communiste. Ainsi de très larges secteurs devront encore être soumis à des changements, depuis le rôle déformant de la nomenklatura, en passant par le fonctionnement de la justice et de la police, jusqu'à la position privilégiée unique du Parti communiste lui-même. Cela prendra du temps et occasionnera des conflits. Sans aide occidentale, il sera impossible de gagner ces batailles politiques essentielles, tout en faisant le nécessaire pour une transformation douloureuse. Sans aide occidentale, quel-que chose cédera : soit la patience du peuple, soit la retenue des diri-

geants, soit les deux à la fois. Et les dirigeants ont encore des armes. Nous pensons à la place Tiananmen.

La Pologne et la Hongrie souhaitent revenir en Europe, en Occident, pour leur vie économique et politique autant que pour leur vie culturelle. Mais l'Europe, l'Occident, est-il prêt à les recevoir ? Nous pouvons imaginer beaucoup de raisons pour lesquelles les gouvernements occidentaux ne seront pas prêts à payer un tel prix. D'immenses sommes d'argent ont déjà été gaspillées parce qu'elles avaient été données aux mauvaises personnes, d'une mauvaise manière et au mauvais moment. La patience de beaucoup de pays est déjà mise à l'épreuve par la propre intégration économique de l'Europe de l'Ouest (1992). Les industriels et les banquiers ne feront pas simplement ce que les politiciens veulent qu'ils fassent.

Il est compréhensible que les électeurs fassent passer leurs propres intérêts avant ceux d'une démocratie à édifier dans des pays lointains dont ils savent peu de chose. Avec étonnement, beaucoup d'Allemands de l'Ouest pourraient même placer leurs intérêts avant ceux d'une démocratisation en Allemagne de l'Est. Il n'en demeure pas moins qu'il existe une grande chance, mais elle a un prix.

Ne pas aider, cependant, pourrait coûter beaucoup plus cher. Pour le moment, la transition vers la démocratie, si tendue et difficile soit-elle, est la seule alternative à une déstabilisation durable de l'Europe de l'Est. Bien sûr, nous ne pouvons exclure la possibilité d'un retournement dans la politique soviétique. Mais la paix soviétique ne pourra bientôt plus être rétablie dans cette région. L'Union

soviétique n'a pas les ressources pour cela. Après Khrouchchev, il était encore possible d'avoir vingt ans de stabilisation ligatchévienne, seraient impraticables.

Nous avons intitulé cet article « Mille mots » en hommage au célèbre « Deux mille mots » du printemps de Prague. Mais le fait que notre travail n'est pas celui d'un seul auteur et d'une seule nation, mais celui de trois auteurs originaires de trois régions de l'Europe, cela aussi a un sens. Bien que l'Europe se soit rapprochée pendant les vingt ans après 1968, nos amis tchèques et slovaques sont loin d'en avoir profité.

Il existe déjà quelque chose comme une opinion intellectuelle paneuropéenne. Il y a presque une opinion publique paneuropéenne. L'Europe ne peut pas être refaite par les seuls gouvernements.

(*) Timothy Garton Ash (Oxford) est l'auteur de *The Polish Revolution: Solidarity and the Uses of Adversity: Essays on the Fate of Central Europe* (à paraître).

(*) Janos Kis (Budapest) est philosophe et membre de l'Union des démocrates libres (SZDSZ). Il a été l'un des principaux dirigeants de l'opposition démocratique et dirige le journal indépendant *Beszélő*.

(*) Adam Michnik (Varsovie) est directeur du nouveau journal d'opposition *Gazeta Wyborcza*. Il vient d'être éliminé du 1^{er} tour des élections polonaises.

Un nouveau droit contre l'arbitraire

par ALAIN TOURAINE

LES droits de l'homme, proclamés par la Révolution française dans un esprit d'universalisme, ont été au moins d'écho que les œuvres de Locke ou de Rousseau. Ils n'ont pas été une arme dans une lutte de libération : les droits de l'homme faisaient reculer l'arbitraire, le pouvoir établi, l'Ancien Régime. Quelques années plus tôt, les déclarations américaines des droits avaient été de même associées au soulèvement et à la guerre pour l'indépendance des colonies britanniques.

Les idées ne passent que si elles s'affrontent directement à leur adversaire qui est toujours le pouvoir, sous une forme ou sous une autre. Notre célébration du bicentenaire de la Déclaration de 1789 serait sans importance et serait même infidèle si elle n'était qu'une commémoration de ce que nous avons acquis et que tant d'autres n'ont toujours pas acquis. Il est vrai qu'elle est déjà par elle-même un choix actif : celui de la démocratie contre les pouvoirs autoritaires, même et surtout quand ils se couvrent du nom de révolution. Mais est-ce assez, pour nous donner le sentiment que nous faisons progresser à notre tour l'esprit de liberté ? Assurément non.

Nous ne célébrerons dignement 1789 que si nous portons le combat plus loin, si nous faisons reculer sur un point précis, l'illimité du pouvoir qui est celui des armées, de l'idéologie ou de l'argent. Accepterions-nous sans résister qu'un moment même où les festivités se déploient à Paris et dans tous les pays qui en appellent à l'exemple de la Révolution française, un quartier de vieillards assésant des milliers de

manifestants pacifiques sans que l'aide humanitaire puisse secourir les victimes ? Et nous qui avons sauvé des bontés, acceptons-nous que personne ne soit surpris des Kurdes pour le secourir et, par ce fait même, pour faire connaître la vérité ? Nous savons protester, ou même rappeler des ambassadeurs et rompre des contrats, quelquefois au moins. Mais ces mesures sont si mineures, et surtout, elles sont étrangères à l'esprit de la Déclaration des droits : la seule réponse acceptable est celle qui proclame un droit et qui entend de le faire respecter.

L'objection nait aussitôt : ce droit d'intervention contre un Etat ne se détruit-il pas lui-même puisqu'il ne peut être exercé que par un autre Etat et qu'il servirait donc inévitablement à couvrir une politique d'invasion et de conquête ? Combien d'armées n'ont-elles pas envahies des territoires étrangers en affirmant qu'elles libéraient les peuples qu'elles étaient en train d'asservir ? Il faut donc que soit revendiqué et proclamé le droit d'organisations non étatiques à défendre des êtres humains, définis non comme citoyens d'un Etat, membres d'une nationalité, d'une confession religieuse ou de toute autre catégorie sociale, mais comme êtres humains.

Proclamons le droit de ces organisations à secourir les victimes, même contre la volonté des Etats. Là est le « scandale » qu'il faut revendiquer. Autant aucun Etat n'a le droit d'attention à la souveraineté d'un autre Etat, autant aucun Etat ne doit déposer d'une souveraineté totale. Son autorité doit être limitée à ce qui relève de la vie sociale et nationale ; elle doit être

subordonnée aux droits de l'homme, de chaque homme et chaque femme de cette planète. Serions-nous fidèles aux textes qui proclament « les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme » si nous acceptons que la souveraineté d'un Etat soit supérieure à ce que, à ce compte, il faudrait respecter la monarchie absolue, et surtout il ne faudrait pas, au moment où était proclamée la souveraineté nationale, la subordonner aux droits de l'homme.

Ni passivité ni résignation

Quelle forme concrète donner à cet ascendant des droits de l'homme sur la souveraineté de l'Etat ? Ne faut-il pas s'en remettre aux Nations unies et à ses organismes spécialisés ? Dans beaucoup de cas, oui, mais la Charte des Nations unies a été signée par des Etats ; ses résolutions sont votées par les représentants de ceux-ci et certains d'entre eux, membres permanents du Conseil de sécurité, exercent un droit permanent de veto. Ce n'est pas seulement par en haut, par des organismes supranationaux, qu'il faut limiter la souveraineté des Etats ; c'est aussi par en bas, par la pression de la conscience publique. La Déclaration de 1789 n'appelle pas à un principe de légitimité politique mais à ce qui limite tout pouvoir politique, fit-il démocratique.

Il faut donc que des organisations non étatiques, des groupes de volontaires indépendants mais soutenus par des manifestations claires de l'opinion publique et même par des textes constitutionnels, s'engagent auprès des victimes soit de catastrophes naturelles soit de décisions poli-

tiques au nom de l'humanité. Nous savons que des gouvernements boudent leurs frontières, expulsent médecins, infirmiers et éducateurs, mais il faut que ce rejet soit ressenti non comme une simple brutalité mais comme une atteinte à un droit.

La France se sent un devoir particulier à l'égard des droits de l'homme, qui ont été proclamés avec le plus de force universelle sur son sol, et les *French doctors*, en particulier, sont de ceux qui ont fait vivre le plus couragement ce droit à l'assistance des plus malheureux dans des conditions de grande urgence et parfois en sachant s'affronter aux gouvernements responsables. Droit d'assistance ? Ce n'est même pas assez dire ; osons le nommer : droit d'ingérence, car il s'agit bien d'imposer des limites à la souveraineté des Etats au nom du principe que les fondements du droit international doivent l'emporter sur les lois nationales et que ces principes eux-mêmes ne peuvent reposer, en l'absence d'un Etat mondial, que sur des principes universels, ceux-là mêmes que nous appelons les droits de l'homme.

Le secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire, Bernard Kouchner, a lancé une campagne de signatures d'une Déclaration universelle du droit d'assistance humanitaire qui proclame à la fois le devoir d'assistance humanitaire et le droit des organisations non gouvernementales et des agences des Nations unies de porter cette assistance. Les signataires de cette pétition voudraient que la France soit le premier pays à reconnaître que ce droit peut s'appliquer sur son sol comme sur tous les autres.

Aider l'avenir

par CLAUDIE et JACQUES BROYELLE (*)

CONTRAIREMENT aux idées reçues en Occident, la Chine communiste est un pays libéral, et même ultralibéral. La propriété privée, loin d'avoir été abolie en 1949, y règne en maître : le Parti communiste possède tout. Et le simple pékin est privé de tout. Le seul problème est que les Chinois ne veulent plus être possédés par le Parti communiste.

A la mort de Mao, en 1976, pas même une association sportive indépendante du Parti ne pouvait être constituée. Dès qu'une poignée de Chinois se réunissaient, discutait, réfléchissait et publiaient un modeste bulletin ronéotypé, les foudres de la dictature du prolétariat s'abattaient sur leurs têtes, et les envoyaient à l'ombre pour quinze ans. Tel est le sort qu'a connu, en 1979, à l'issue du Printemps de Pékin, Wei Jing-sheng, simplement pour avoir réclamé dans sa revue « *Tan-suo* » (Enquête) une « cinquième modernisation : la démocratie ».

« Le Parti communiste source sa direction unique dans tous les domaines » : tel est le principe fondamental du régime, inscrit dans la Constitution, et que les chars ont imprimé en lettres rouges place Tiananmen.

Le totalitarisme chinois s'est successivement assoupli, d'abord, amoindri et gendré, avant de se crispier, le doit sur la décente des tribunaux. Telles sont les limites du communisme.

« Vous êtes comme le soleil à 8 ou 9 heures du matin. L'avenir de la Chine vous appartient ! », lançait Mao aux jeunes pendant la révolution culturelle. Cette révolution, ils l'ont faite le mois dernier. Mais le crépuscule du

communisme — cette « jeunesse du monde » — peut être plus long que la nuit boréale qui précède l'aurore.

En attendant, que faire pour aider les Chinois en France ? Tout simplement les aider à réaliser ici ce qui leur est interdit là-bas : se réunir, réfléchir, débattre ensemble de littérature ou de sociologie, exposer et publier librement. A l'écart de toutes pressions, d'où qu'elles viennent. Et pour cela leur offrir une « Maison chinoise de la démocratie », où ils puissent faire l'apprentissage de la liberté.

Ce projet va-t-il effrayer nos élites politiques ? Ne va-t-on pas voir se constituer une ambassade-bis de Chine en France ?

« Tout est politique » : cette vision du monde est celle des communistes. Si la liberté d'expression et d'association est « politique », qu'elle leur revienne en effet bonsoir. Mais cette « crainte » ne doit pas conduire à renier nos principes, pour quelques poignées de contrats illusoires avec Pékin, au demeurant subventionnés par le contribuable européen.

Deng Xiaoping, qui doit endosser la responsabilité du massacre de Tiananmen devant l'histoire, a vécu cinq ans en France, de 1920 à 1925. Il a profité de nos libertés pour organiser l'agitation communiste. Prêchons l'égalité, la liberté et la fraternité : accordons aux Chinois dissidents de France les moyens matériels et moraux de penser et de s'exprimer librement.

(*) Sinologues.

Plusieurs personnalités ont assuré leur soutien à l'initiative de la Coordination des Chinois pour la démocratie visant à créer, à Paris, une Maison chinoise de la démocratie.

Parmi les signataires, on relève les noms des personnes suivantes : Simon Lévy, Jean-François Revel, Olivier Todd, André Glucksmann, Yves Mimand, Alain Peyraube, Claude Malhuret, François Lé-

tard, Alain Madelin, Gérard Langue, Vladimir Maximov, Sergueï Grigoriev, Danielle Ellsberg, Jacques Julliard, Lucien Bianco, Armando Valladares, Alexandre Zinoviev, Natalia Goubaeva, Alexandre Guizot, Léonid Pionchuk, Claude Cadet, Chang Ying-Hsiang, Bernard-Henri Lévy, Hua Linshan, Yves Hervonnet, André Lévy, François Jullien, Jacqueline Nivard, sinologues ; Claude Roy, Jean-Marie Benoit, etc.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75422 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde
Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MIM, André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouff.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Correspondant en chef :
Claude Sales.

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - TAPÉZ LEMONDE
code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications : 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-89-81.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - TAPÉZ LEMONDE
ou 36-15 - TAPÉZ LM

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléx MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

Tarif FRANCE BELGIUM SUISSE AUTRES PAYS
3 mois 365 F 399 F 304 F 700 F
6 mois 720 F 762 F 572 F 1 400 F
9 mois 1 030 F 1 069 F 1 044 F 2 040 F
1 an 1 300 F 1 300 F 1 000 F 2 650 F

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOUYEZ CE BULLETIN
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements
tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs
seulement : ne pas oublier de joindre
avant leur départ, l'ancienne
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

مكتبة الأنجلو

La visite en France du chef de l'État soviétique

La conférence de presse des deux présidents

- M. Mitterrand : « La maison commune européenne est une immense entreprise »
- M. Gorbatchev : « L'histoire disposera dans ce cadre de la réunification allemande »

M. Mitterrand, surtout avec ses écoutteurs de la traduction simultanée, a, le 5 juillet, au cours de la conférence de presse conjointe, le masque impassible qu'on lui voit au « Bébête show » et ne manque pas de donner le plus souvent possible la parole à son hôte, non sans filtrer les questions : tantôt un Soviétique, tantôt un Français, tantôt un représentant du monde arabe ou un « Anglo-Saxon », sans oublier l'Allemand. Il faut négocier ferme pour poser une question, à moins que l'on empêche résolument le micro le plus proche.

M. Gorbatchev apparaît sérieux et même grave, davantage que lorsqu'il s'était livré au même exercice au même endroit, en 1985. Un peu d'humour tout de même, lorsqu'il échange un sourire avec son fidèle idéologue Alexandre Yakovlev, assis au premier rang à droite, ou lorsque M. Mitterrand, qui dit garder pour lui son opinion sur la « crise des communistes », le charge de répondre sur ce point : « Ce sont les questions les plus faciles qui me sont adressées ! »

Un passage, un scoop : M. Gorbatchev révèle, en réponse à une question, qu'il a été baptisé et qu'il « n'y a rien d'anormal à cela ». On s'en doutait, du fait que sa mère est croyante, mais c'est la première fois que le secrétaire général du PC soviétique le confirme. Un confrère américain

apprendra plus tard de Raïssa qu'elle a été baptisée elle aussi, mais que ce n'est pas le cas de leur fille Irina. On se doutait d'ailleurs que ce n'était pas une chose à faire dans les années 50...

L'exercice permet aussi de découvrir la « nouvelle presse » soviétique de la glasnost, en particulier avec l'envoyé spécial d'Ogouloï, qui voudrait savoir ce que MM. Mitterrand et Gorbatchev ont bien pu se dire lorsqu'ils se sont proménés sans interprète dans les jardins de l'Élysée. « Nous avons plutôt parlé par gestes », répond le président français. Son collègue de la télévision tchécoslovaque est moins curieux, qui s'intéresse aux attitudes de M^{rs} Thatcher et de M. Kohl face à la perestroïka, mais oublie de demander ce que M. Gorbatchev pense du « printemps de Prague »...

Quant au président soviétique, il a négligé la question d'un journaliste de l'agence Novosti mettant en cause les « soviétologues » français, mais il se rattrait un peu plus tard pour s'en prendre au Figaro et autres organes de presse, dont « nous savons bien pour qui ils travaillent ». Les mauvaises habitudes ne sont pas encore toutes perdues...

M. T.



Voici les principaux extraits de la conférence de presse conjointe donnée, mercredi 5 juillet en fin d'après-midi à l'Élysée, par MM. Mitterrand et Gorbatchev :

Après une brève introduction de M. Mitterrand, M. Gorbatchev a pris la parole : faisant clairement allusion à la perestroïka en URSS et aux mouvements de démocratisation qui se développent dans certains pays d'Europe centrale, il a notamment déclaré :

« Au cours de nos entretiens avec le président, nous avons vu que nous étions guidés par toute la responsabilité que nous impose cette époque où se déroulent des processus historiques, extraordinaires, qui vont déterminer l'avenir immédiat et l'avenir lointain du monde. Cela exige des hommes politiques d'envergure un haut degré de compréhension de l'importance et de la signification de ces processus (...).

« Les processus, comme nous les observons, se déroulent de façon positive, avec une orientation positive, mais ils sont complexes et fragiles. Ils sont soumis à un danger de déstabilisation, de rupture qui pourrait porter un préjudice énorme non seulement aux pays en question, mais au développement dans le monde, et tout d'abord sur le continent européen où sont apparus ces processus... »

Après avoir confirmé que l'URSS est prête « à contribuer aux efforts » visant à régler la crise libanaise, M. Gorbatchev a poursuivi :

« Lorsqu'on nous demande ce que nous voudrions que fasse l'Occident à l'égard de notre perestroïka, nous disons que nous voulons qu'on comprenne bien sa signification, que l'on comprenne ses conséquences positives non seulement pour notre pays mais pour notre peuple. S'agissant des conséquences pratiques, économiques, eh bien ! c'est là l'affaire de tout un chacun. Nous savons qu'un rôle décisif dans le succès de la perestroïka appartient au peuple soviétique. Nous savons également que la société a besoin maintenant de paroles décisives afin que chacun puisse voir que la première étape consiste en une réforme non seulement politique mais économique et que cette première étape puisse se réaliser. Il nous le faut pour résoudre nos problèmes dans le domaine de la politique extérieure sur la base d'une réflexion nouvelle... »

En conclusion de son intervention, M. Gorbatchev a affirmé qu'il avait reçu en 1988 plus de treize mille lettres de France, dont la plupart « ont un caractère amical et bienveillant ». C'est ensuite qu'il a entretenu, avec M. Mitterrand, de répondre aux questions des journalistes sur les sujets suivants :

Du nouveau sur Soljenitsyne

La première réaction officielle de M. Gorbatchev à la demande de l'Union des écrivains soviétiques de publier l'Archipel du goulag, de Soljenitsyne (le Monde du 4 juillet), est à l'évidence favorable : la président soviétique dit sa « confiance » pour cette association et « examinera avec attention » leur demande. On admet d'ailleurs dans son entourage que M. Medvedev, responsable de l'idéologie au Politburo, s'est frotté en décembre dernier quand il s'est dit hostile à cette publication.

Plus obscure est l'attitude au problème « concret » que pose la restauration de la citoyenneté soviétique de l'écrivain exilé. Soljenitsyne en avait été privé par un décret du présidium du Soviet suprême, et encore aujourd'hui rien n'interdit à son président (M. Gorbatchev) de signer un autre décret en sens inverse. Mais il est possible que l'on attende une demande de Soljenitsyne lui-même, ou encore que la glasnost impose désormais un débat au nouveau Parlement soviétique. C'est d'ailleurs au Soviet suprême, non à son président, que l'Union des écrivains a adressé sa demande.

LE RÔLE DOMINANT DES PC POLONAIS ET HONGROIS :

— M. Gorbatchev : « L'édification de notre maison commune européenne, cela ne veut pas dire que nous ne voulons jamais dire que l'on élimine telle ou telle nation, ou tel ou tel système, ou telle ou telle forme de notre choix social ; c'est un respect, une reconnaissance de toutes les valeurs des uns et des autres, des échanges qui permettront à chacun de garder sa nature profonde, tout en acceptant des changements sur la base de ses échanges, d'une concurrence libre, et de tout ce qui peut permettre d'améliorer la vie dans cette maison. Si nous sommes d'accord, chaque peuple conservera son droit au choix, et c'est cela qui est l'essentiel. Si nous ne reconnaissons pas ce principe fondamental, nous ne pouvons pas nous attendre à une amélioration dans les relations internationales... »

LA RÉUNIFICATION ALLEMANDE :

— M. Gorbatchev : « Il faut pourvoir avec les quatre alliés (États-Unis, URSS, Grande-Bretagne, France) les relations telles qu'elles se sont établies (...).

LES ÉVÉNEMENTS DE CHINE :

— M. Gorbatchev : « Je ne vois aucun obstacle à ce que dans le cadre du processus qui se développe il y ait possibilité de rencontre avec cette organisation (Solidarité), qui est reconnue par le peuple polonais, à la Diète, et qui participera à l'élection des députés qui permettront et qui conduiront le développement ultérieur de ce peuple... »

LES COMMUNISMES SONT-ILS EN VOIE DE DISPARITION ?

— M. Gorbatchev : « Je ne suis pas d'accord. (...) Dans la mesure où la classe ouvrière est vivante, son idéologie est vivante et les intérêts de ce mouvement ouvrier, de cette classe ouvrière, se trouvent reflétés dans la social-démocratie, dans le mouvement communiste. Ce sont deux branches du mouvement ouvrier. (...) Donc il faut parler non pas de crise du marxisme, non pas de crise du communisme, mais du renouveau. (...) Si l'on pense que nous renonçons à nos valeurs, que nous renonçons au socialisme, que nous renonçons au pouvoir populaire, c'est une erreur. Il faut que tout le monde le comprenne... Nous voulons dynamiser le socialisme, lui conférer un second souffle. J'en suis convaincu, mais ce sont des tourments brutaux. Cela s'accompagne de grandes discussions. Il est naturel que certains estiment que c'est là une faiblesse, une crise. D'autres veulent déjà nous jeter dans les poubelles de l'histoire. On l'a fait déjà plus d'une fois. Tout cela existe, mais si l'on estime que ces valeurs sont une réalité, eh bien ! l'on se trompe... »

LA RÉHABILITATION DE SOLJENITSYNE :

— M. Gorbatchev : « C'est avec confiance que je tiens compte des

opinions de l'Union des écrivains de l'Union soviétique (qui a demandé la publication de l'Archipel du goulag). Je crois que c'est le point de vue de cette Union et ce point de vue doit être examiné avec attention.

En ce qui concerne la réhabilitation, là, tout est concret.

L'AVENIR DE LA PERESTROÏKA SANS M. GORBATCHEV :

— M. Gorbatchev : « Je pense que ces idées ne sont pas dues à Gorbatchev personnellement. En fait, les sociétés, dans les pays européens et dans le monde, en sont venues à ce grand tournant et ont pris conscience du fait qu'il était indispensable à l'heure actuelle de poser ces problèmes-là de façon nouvelle (...).

Ce processus est bien lancé parce que les peuples, les hommes

compréhendent la nécessité du changement. Mais est-ce que vous êtes inquiet pour ma santé ? Ou qu'est-ce qui a motivé votre question ? Est-ce que les Britanniques seraient au courant du fait que les jours de Gorbatchev sont comptés ? C'est une chose que j'ai lue dans le Figaro, mais cela ne me surprend pas parce que le Figaro écrit cela depuis longtemps déjà. (...) Nous connaissons bien les organes de presse, nous savons bien pour qui ils travaillent... »

L'ÉTAT DES RELATIONS AMÉRICANO-SOVIÉTIQUES :

— M. Gorbatchev : « Le problème n'est pas du tout d'avoir des attitudes de gagnants en matière de propagande, mais de sortir d'une période très complexe de guerre froide, de stéréotypes, de méfiance, d'accumulation d'armements, de confrontations. Il nous faut donner tout cela, il faut être sage et faire preuve de vigueur... »

« Nous continuerons à aller de l'avant et c'est ce que je crois avoir entendu dire à M. le président des États-Unis : nous continuerons ces relations soviéto-américaines et nous continuerons à utiliser ce capital. (...) Nous collaborons, nous coopérons, peut-être que tout ne plait pas à nos partenaires dans ce que nous faisons... Nous ne pouvons pas dire que nous sommes très enthousiasmés en ce qui concerne certaines mesures prises par l'administration de M. Bush, mais cela n'est pas un obstacle au dialogue réaliste. Je suis persuadé que le dialogue soviéto-américain continuera et je crois que nous nous y intéresserons tous (...). Le dialogue soviéto-américain est un élément très important des relations internationales et nous ne pouvons pas manquer de sens des responsabilités. Je suppose que les dirigeants américains réagissent de même... »



QUAI VOLTAIRE
Roger Stéphane
TOUT EST BIEN

Si vous ne devez lire qu'un livre de souvenirs, cet été, (...) emportez celui-ci.
Bernard Pivot-Delpéche/Le Monde

Ce livre devrait être l'un des best-sellers de la saison.
Angèle Enkhil/L'Express

Un livre qu'on ne peut pas commencer sans le terminer.
Jacques Chancel/Radioscopie

La visite en France du chef de l'État soviétique

« Route glissante »

(Suite de la première page.)

M. Gorbatchev a raté en particulier son rendez-vous avec l'intelligence parisienne, mercredi à la Sorbonne, en ayant recours à la bonne vieille langue de bois pour remettre les pendules à l'heure et se défendre de toute dérive « petite-bourgeoise ». Signe des temps, M. Gorbatchev devait récidiver quelques heures plus tard, lors de sa conférence de presse donnée en compagnie de M. Mitterrand, lorsqu'il a trouvé des accents presque indignés pour défendre les lendemains radieux de communisme qui ne connaissent aucune crise. Pour ne rien dire des attaques d'un autre âge qu'il a jugé utile de porter à l'encontre du *Figaro*. On s'est souvenu d'ailleurs de la porte-parole de Brejnev, aujourd'hui ambassadeur à Londres, se sentait déshonoré de terminer une réunion de presse sans accrocher au moins un ou deux journalistes occidentaux...

Les enthousiastes déçus

M. Gorbatchev, qui a limité strictement ses apparitions sur les petits écrans, est apparu finalement plus tendu, plus nerveux qu'à l'ordinaire. Il a, il est vrai, des raisons. Ne reconnaît-il pas, mercredi soir, sur Antenne 2, l'« inquiétude » que lui inspiraient les tensions inter-ethniques en URSS ? La perestroïka a beau être jugée par lui « irréversible »,

l'inquiétude perceait aussi chez le président soviétique lorsqu'il a reconnu, au cours de sa conférence de presse, que les processus de libéralisation en cours en URSS, en Pologne et en Hongrie comportent « un danger de déstabilisation et de rupture ».

L'inventeur de la perestroïka, il est vrai, aura surtout déçu des enthousiastes qui, prenant leurs désirs pour la réalité, attendaient en particulier de lui une condamnation sans nuances de la répression en Chine. Car, sur le fond de ses déclarations, il aura été égal à lui-même pendant ces quarante-huit heures parisiennes : slogans multiples de cette fameuse maison commune européenne, toujours dans la brume, mais où M. Mitterrand ne voudrait pas « toujours vivre à la cave ou au grenier » ; nombreux appels feutrés aux Occidentaux en général et aux États-Unis en particulier pour qu'ils ne jettent pas de l'huile sur le feu de la démocratisation à l'Est ; prudence radicale à la perspective de la réunification allemande, même si « la période de l'après-guerre a vécu ». Seul dossier, un classique du genre pourtant, à avoir été mis en veilleuse par M. Gorbatchev : celui du désarmement nucléaire et conventionnel, auquel n'ont été consacrées que quelques phrases rituelles. Il faut, en outre, mentionner les trois « premières » de la conférence de presse : l'aveu du baptême, qui aurait été proprement impensable il y a quelques années encore, le calme olympien conservé lors de l'évocation du sort de Soljenitsyne (même s'il faut encore s'interroger sur le sens

d'une partie de la réponse fournie) et l'assurance tranquille manifestée à la perspective d'une rencontre avec M. Lech Walesa.

« Le devoir de l'Occident »

Les difficultés auxquelles fait face M. Gorbatchev ne sont pas ignorées, quoi qu'il en dise souvent en public, par les responsables français. D'où sans doute l'engagement de M. Mitterrand, plus net et clair que jamais, d'aider M. Gorbatchev. « Je crois », a dit le président de la République mercredi soir sur Antenne 2, que c'est un devoir pour les pays démocratiques que de contribuer dans la mesure de leurs moyens à la réussite de la perestroïka (...). C'est un devoir pour tout le monde et si l'Union soviétique éprouve des difficultés pour son propre développement, les pays d'Europe et d'ailleurs qui souhaitent la réussite doivent y contribuer ».

La ligne à suivre ayant été tracée, M. Roland Dumas a emboîté le pas, jeudi matin sur Europe 1, estimant à son tour que « le devoir de l'Occident est d'aider la perestroïka ». Le ministre des affaires étrangères, plus disert qu'à l'habitude, a également reconnu que si M. Gorbatchev est « très maître de lui », « une énorme pression pèse sur ses épaules ». « Il est comme un chauffeur qui conduirait sur une route glissante », a-t-il expliqué : il ne peut pas prendre les virages comme sur une route sèche ».

JACQUES AMALRIC.

Au conseil de l'Europe

M. Gorbatchev propose des négociations sur les armes nucléaires tactiques

STRASBOURG
de notre envoyée spéciale

« Nous sommes pour la dissolution des blocs militaires et l'ouverture immédiate, à cet effet, d'un dialogue politique entre eux, pour la création d'un climat de confiance excluant toutes les actions de surprise. » Telle était la phrase choc du discours prononcé le 6 juillet par M. Gorbatchev devant l'assemblée du conseil de l'Europe. Une phrase que M. Gorbatchev s'était gardée pour Strasbourg, bien que la question lui eût été posée à la Sorbonne, mercredi.

C'est en premier lieu dans le domaine de la sécurité, en effet, que M. Gorbatchev a voulu amorcer la définition attendue de son idée de « maison commune ». Il a d'abord repris des thèmes déjà connus : l'idée de substituer la « doctrine de la dissuasion » à celle de dissuasion, la conviction que les négociations de Vienne peuvent permettre d'abaisser considérablement le niveau des armements conventionnels en Europe « dans les deux ou trois ans », l'idée, enfin, qu'il faut aussi ouvrir des négociations sur les armes nucléaires tactiques. Sur ce dernier point, et c'est la nouveauté, M. Gorbatchev affirme clairement que le temps est venu. « Les positions de l'OTAN et du pacte de Varsovie, dit-il, se présentent comme diamétralement opposées. Toutefois, ne dramatisons pas les divergences (...), car nous estimons que l'élimination des armes nucléaires est un processus qui se déroule par étapes. Une partie du chemin qui nous sépare de l'élimination complète des armes nucléaires, les Européens

peuvent la parcourir tous ensemble sans renoncer à leur position respective : l'URSS peut rester fidèle aux idéaux d'un monde sans armes nucléaires et l'Occident au concept de dissuasion minimale. » M. Gorbatchev se réfère toutefois à ce concept de dissuasion minimale, qui recouvre bien des ambiguïtés : « Tout ce qui n'est pas explicite ne peut que gêner la confiance (...), alors, poursuit-il, pourquoi ne pas se réunir entre experts de l'URSS, des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, ainsi que des États qui ont sur leur territoire des armes nucléaires et ne pas procéder à un examen approfondi de ces problèmes ? (...)

S'il devient apparent, dit-il encore, que les pays de l'OTAN sont disposés à entrer avec nous en négociation sur les armes nucléaires tactiques, nous pourrions procéder sans retard à la poursuite des réductions unilatérales de nos missiles nucléaires tactiques en Europe ».

M. Gorbatchev a ensuite résumé les objectifs de la nouvelle pensée

soviétique en matière de sécurité : « Nous nous prononçons pour un monde désarmé (...); nous sommes pour l'élimination complète des armes chimiques dans l'immédiat (...); nous sommes pour les réductions radicales des armements et des forces armées conventionnelles jusqu'au niveau de la suffisance défensive raisonnable (...). Nous sommes pour le retrait total de toutes les troupes étrangères du territoire des autres pays (...); nous sommes résolument contre la création de toute arme spatiale; nous sommes pour la dissolution des blocs militaires et l'ouverture immédiate à cet effet d'un dialogue politique entre eux ».

M. Gorbatchev, en introduction de son discours, avait repris un thème déjà abondamment développé à Paris. La difficulté sur la voie du rapprochement, avait-il dit, c'est « la conviction fort répandue selon laquelle surmonter la scission de l'Europe signifie surmonter le socialisme (...); aucune union ne pourra être faite à partir de ces approches ».

CLAIRE TRÉAN.

Vingt-trois Etats représentés

Créé le 5 mai 1949 par dix États soucieux d'éviter le retour des dictatures et des guerres (Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède), le Conseil de l'Europe compte, depuis le 5 mai dernier, vingt-trois États membres.

C'est un organisme de coopération dont les compétences ne sont pas économiques. Il a pour objectif de défendre les principes de la démocratie et les droits de l'homme, d'améliorer la qualité de la vie et pour traiter de toutes les questions concernant la société européenne.

Composée de cent soixante-dix-sept représentants des Parlements des États membres, son assemblée se réunit trois fois par

an à Strasbourg. Elle adresse ses recommandations au comité des ministres, qui réunit les ministres des affaires étrangères des pays membres. C'est ce comité qui approuve les conventions.

En quarante ans, le Conseil de l'Europe a adopté quelque cent quarante conventions, portant pour la plupart sur la lutte contre le terrorisme et contre la drogue, l'environnement et le patrimoine culturel. La plus célèbre est la convention des droits de l'homme, entrée en vigueur en 1953, qui a donné naissance six ans plus tard à la Cour européenne des droits de l'homme, chargée de recevoir les plaintes des particuliers ayant épuisé toutes les juridictions de leur pays.

A la Sorbonne

Une réaction « responsable » sur les événements en Chine

On avait dit au départ : « rencontre avec les étudiants et les professeurs », puis rencontre avec « les intellectuels », ce qui valait mieux ; en fait, les « membres de l'Institut » n'occupaient, mercredi 5 juillet, en fin de matinée, que deux travées de l'amphithéâtre de la Sorbonne, tout le reste allant aux milieux politiques et autres « corps constitués », aux membres de la délégation soviétique et aux représentants de la presse, au point qu'il ne restait pratiquement rien pour les étudiants. Malgré que quelques jeunes gens apercus au poutrelle, l'âge moyen dépassait de très loin celui d'un public universitaire.

Toujours est-il que M. Gorbatchev avait en face de lui, comme devait le rappeler M. Gendreau-Masalon, chancelier des universités de Paris et organisateur de la réunion, les représentants de ce que les Russes appellent, en un terme que les Français leur ont emprunté, l'« intelligentsia ». De M. Pisani à Harlem Désir, de Maurice Duverger à Bernard Péroche, de Bernard Henri Lévy à Régis Debray, Claude Lanzmann, Maurice Druon, Haroun Tazieff, François Verry, Paul-Loup Sulitzer, etc., le Paris médiatique était là, sans parler des ministres, MM. Jospin et Lang, qui encadraient Klousa Gorbatcheva, de MM. Couve de Merville, Pöcher, Ralite, Etier et autres hommes politiques. Les directeurs de journaux avaient pris place qui parmi les journalistes, qui parmi les « intellectuels ».

Quatre questions

Un dissident chinois réfugié en France, Wei Wuzang, était également présent, mais c'est finalement le sinologue Jean-Luc Domenach qui posa la première question sur la répression en Chine. Réponse : « réfléchi et responsable » de M. Gorbatchev, qui fait l'éloge des réformes en Chine, mais évoque les phénomènes « douloureux » qui accompagnent les transformations de ce genre dans tous les grands pays : « C'est normal des lors que les mutations touchent les intérêts de tous les groupes sociaux. Cela ne peut se passer comme derrière une boutelle de baobabs ».

Le chef du PC soviétique rappelle ensuite ce qu'il avait dit à Pékin lors de sa dernière visite : « Il faut régler les problèmes par le dialogue, un dialogue entre les dirigeants politiques et le peuple, les jeunes, les

intellectuels. C'est toujours notre avis. Il ne s'agit pas d'une directive ni d'un conseil. Les Chinois peuvent en tenir compte ou non. » Cela dit, et tout en déplorant les « pertes humaines », M. Gorbatchev croit pouvoir constater qu'il y a actuellement « une accalmie », une atmosphère permettant de poursuivre les changements. Dans l'entourage du président soviétique, certains précisent que cette « accalmie » signifiait un ralentissement de la répression. Mais l'Agence Tass a traduit le propos par « terminaison de la normalisation », un mot qui, depuis la « normalisation » en Tchecoslovaquie après 1968, a plutôt mauvaise réputation dans les pays communistes.

On entend encore M. Gorbatchev promettre à Haroun Tazieff — qui lui avait envoyé une lettre restée sans réponse — une meilleure coopération contre les catastrophes naturelles et rassurer M. Régis Debray (qu'il a peut-être confondu avec M. Michel Debré) sur le fait qu'il partage la définition du général de Gaulle sur l'Europe « de l'Atlantique à l'Oural ». Le numéro un du Kremlin trouve enfin « bonne » la question du professeur Michel Lessage, soviétologue, qui s'interroge sur les relations entre le Gorbatchev chef du parti et le Gorbatchev chef de l'État. On apprend un passage que, bien que la conférence du parti, l'an dernier, ait décidé de généraliser ce principe du cumul des fonctions à tous les niveaux, M. Gorbatchev « ne sait pas encore comment il sera appliqué à l'échelon des Républiques et des régions ». Des « discussions animées » se déroulent toujours en effet à ce propos.

Quatre questions seulement, et une partie de l'auditoire reste un peu sur sa faim. D'autant que la réunion a commencé par un exposé de haute orthodoxie marxiste de la part de l'invité sur la filiation entre la Révolution française et celle d'Octobre 1917 en Russie, qui a été, selon lui, « un pas de plus, un pas décisif pour l'histoire de l'humanité ». « On espère en Occident que les pays socialistes vont regagner le titre de capitalistes », ajoute encore M. Gorbatchev ; on y répond des illusions sur la société bourgeoise, décrite comme le modèle de la vérité absolue. « Eh bien non, il n'y aura pas « réformisme » du socialisme à la faveur des réformes en cours. Que l'intelligence se le dise. »

MICHEL TATU.

La déclaration sur le Liban

Voici le texte de la déclaration franco-soviétique consacrée au Liban et publiée le mercredi 5 juillet :

MM. Gorbatchev et Mitterrand ont exprimé leur profonde préoccupation face à la situation de crise persistante au Liban, ainsi qu'aux maux et aux souffrances de la population libanaise. Ils appellent à un cessez-le-feu immédiat rigoureusement respecté comme condition indispensable à l'établissement d'un dialogue interlibanais constructif visant à la réconciliation nationale et à l'édification pacifique du pays fondée sur l'équilibre des intérêts de toutes les communautés libanaises. Ils estiment aussi que des mesures doivent être prises d'urgence pour assurer la cessation effective des fourni-

tures d'armes à tout groupe libanais en conflit.

Tout en proclamant leur soutien à la mission du « comité des trois » de la Ligue arabe sur le Liban, l'URSS et la France réitérant leur disponibilité à concourir par tous les moyens aux efforts de pacification et, notamment, dans le cadre du Conseil de sécurité des Nations unies, en liaison avec la mission que celui-ci a confiée au secrétaire général.

M. Gorbatchev et M. Mitterrand sont convaincus que le Liban doit demeurer un État souverain, indépendant, uni, à l'intégrité territoriale respectée, ainsi qu'un membre effectif et à part entière de la communauté internationale.

(Lire également page 7.)

Le général Moïseïev se déclare satisfait de la doctrine militaire française

Le chef d'état-major général des forces soviétiques, le général Mikhaïl Moïseïev, et le chef d'état-major des armées françaises, le général Maurice Schmitt, ont signé, mercredi 5 juillet, un accord qui prévoit une série d'échanges entre les deux armées en 1990-1991.

Préparé lors de la visite en Union soviétique en avril dernier du ministre français de la Défense, M. Chevènement, cet accord prévoit des échanges de visites entre chefs militaires, entre délégations d'écoles d'officiers et divers autres contacts. En outre, des visites mutuelles de journalistes spécialisés ont été prévues.

Cet accord reprend dans ses grandes lignes ce qui a déjà été conclu entre les armées soviétiques,

d'une part, et les armées américaines et ouest-allemandes, d'autre part.

Le général Moïseïev a pu s'adresser avant la signature de cet accord aux officiers stagiaires des écoles de guerre françaises réunis à l'École militaire. Lors de son voyage en URSS, le ministre de la Défense avait en l'occasion de s'adresser à l'académie militaire Vorochilov.

« Votre doctrine militaire », a expliqué le chef d'état-major général des forces soviétiques, n'envisage pas le nucléaire en tant qu'arme militaire, mais en tant qu'arme politique. Elle correspond tout à fait aux intérêts du peuple français. » En revanche, a ajouté le général Moïseïev, « les États-Unis et l'OTAN préparent une guerre nucléaire aussi bien que possible. Leur doctrine prévoit l'emploi de l'arme nucléaire pour gagner la guerre et elle accepte l'idée d'une frappe préventive. (...) Je ne pense pas que vous nous considériez comme des ennemis et jamais l'URSS n'a envisagé la France comme un ennemi ».

Le général Moïseïev a rappelé les grands principes de la doctrine de « suffisance stricte de défense » que les pays du pacte de Varsovie ont officialisés en mai 1987 lors de leur sommet à Berlin. Il a expliqué que « la suffisance raisonnable » est « le niveau minimum de potentiel militaire d'un pays ou d'une alliance qui exclut de conduire des opérations offensives ».

La rencontre avec M. Marchais

Mieux vaut tard que jamais

Par Marx, Engels et Lénine réunis, qu'elle a été difficile à caser cette entrevue entre Mikhaïl et Georges ! Les services du protocole se sont arrachés les cheveux pour trouver dans l'emploi du temps le petit « creux » adéquat. Toutes les heures y ont passé pendant quelques jours. Promis-juré, c'était 13 heures, mercredi, chez M. l'ambassadeur. Manque de chance, il y avait un déjeuner dans les mêmes lieux avec le premier ministre. Alors on a dit 16 h 45 et pourquoi pas 17 heures ; puis on a décidé 19 heures, même jour, même lieu, mais ce qui était à craindre s'est produit : retour par sa conférence de presse, M. Gorbatchev a pris beaucoup de retard.

Georges Marchais, lui, était arrivé avec un peu d'avance, à 18 h 52. La résidence de l'ambassadeur était gardée par une trentaine d'accompagnateurs qui se sont rapidement mis en quatre pour faciliter le travail de la presse. Avec fermeté et efficacité. Le secrétaire général du PCF était accompagné de son « chef des affaires étrangères », M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central chargé

de la politique extérieure. M. Marchais a expliqué son absence au dîner de la veille, à l'Élysée, par des vacances dans le Lubéron.

« Oh ! Georges ! »

A 19 h 15, les journalistes ont été invités à gravir l'escalier de la demeure où les thésiphières des Gorbachev rivalisent avec les porcelaines de Sévres. « Vous faites gaffe avec les meubles, ici, c'est ancien », a aimablement demandé un fonctionnaire de l'ambassade.

« Oh ! Georges », s'est exclamé Mikhaïl en pénétrant à 19 h 38 dans le salon où l'attente commençait à se faire longue. Visiblement ému, l'air un peu gauche, le dirigeant du PC français s'est inquiété de savoir si tout se passait bien pour le père de la perestroïka. « Vous avez le sentiment d'être satisfait », lui a demandé Mikhaïl, en russe. Avant de se donner l'accolade, les deux hommes ont immortalisé, pour les caméraman et les photographes, l'inévitable poignée de mains.

Après deux minutes, un officiel lancé : « Spassibo ! » (merci) pour que les journalistes décampent les lieux. MM. Gorbatchev et Marchais se sont alors installés autour d'une table, dans un salon mitoyen, en compagnie de M. Gremetz, de l'ambassadeur M. Riabov, de MM. Alexandre Iakovlev, membre du secrétariat du comité central, et Edouard Chevardnadze, ministre des affaires étrangères.

A 20 h 17, M. Gorbatchev est réapparu sur le perron. Un dîner l'appellait rue de Bièvre. Cinq minutes après, M. Marchais est sorti à son tour, ravi. « L'entrevue s'est déroulée dans un climat extrêmement apaisé et chaleureux », a dit le secrétaire général, en précisant : « Tout le monde sait que Mikhaïl Gorbatchev et moi nous connaissons et nous fréquentons depuis longtemps. »

Selon le récit du dirigeant français, l'entretien a porté sur trois questions. « Tout d'abord, il a fait une information sur la perestroïka. Ce qui a été l'occasion pour moi de réaffirmer que le PCF apportait son soutien le plus total à la perestroïka. » En second lieu, a-t-il ajouté, nous avons abordé la nécessité d'avancer toujours plus hardiment dans la voie de la paix par le désarmement. Enfin, M. Gorbatchev a confié à M. Marchais sa « satisfaction à l'issue de ce voyage en France et des discussions qu'il a eues avec le président ». Cela a donné l'occasion au dirigeant français de « lui rappeler que le PCF a toujours milité, milité et militera pour le développement de la coopération sur les plans politique, économique et culturel entre la France et l'Union soviétique ».

Et, comme cette fois le temps avait été un peu compté, M. Marchais a été invité à Moscou pour la seconde quinzaine de septembre. « C'est avec un réel plaisir que j'ai accepté l'invitation », a confié M. Marchais.

O.B.

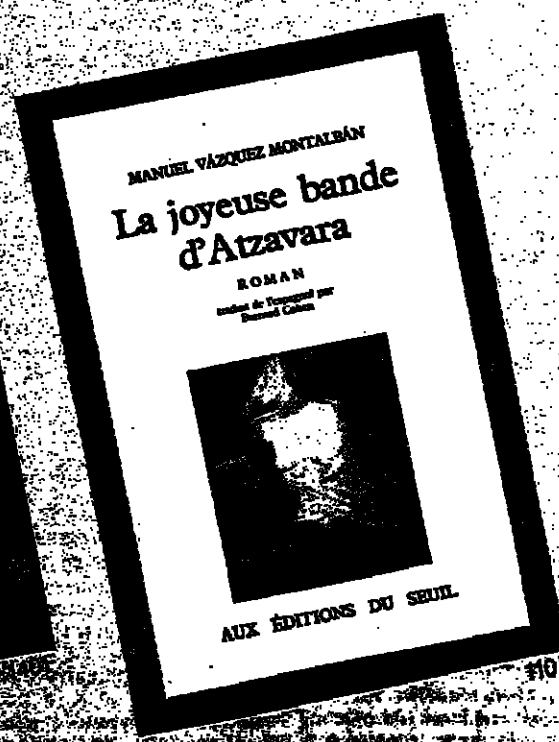
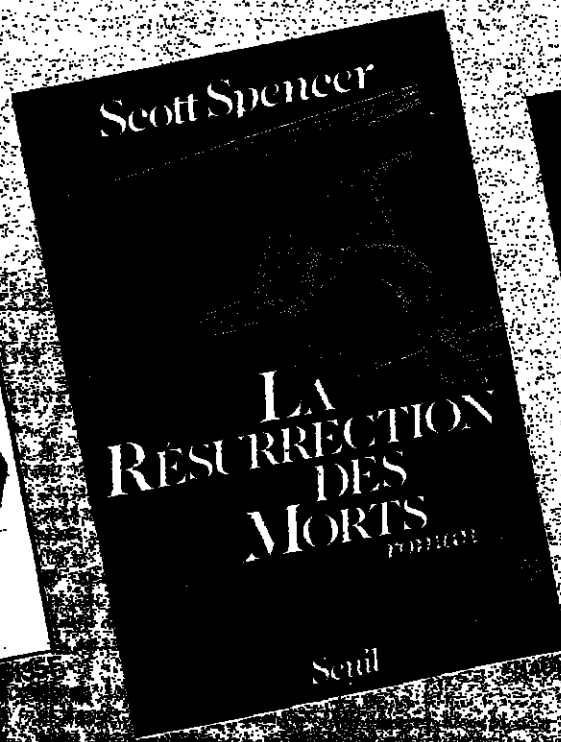
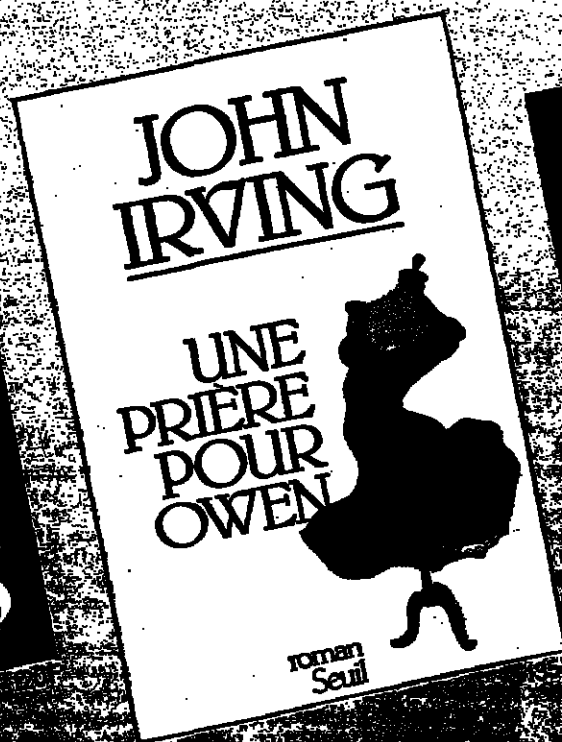
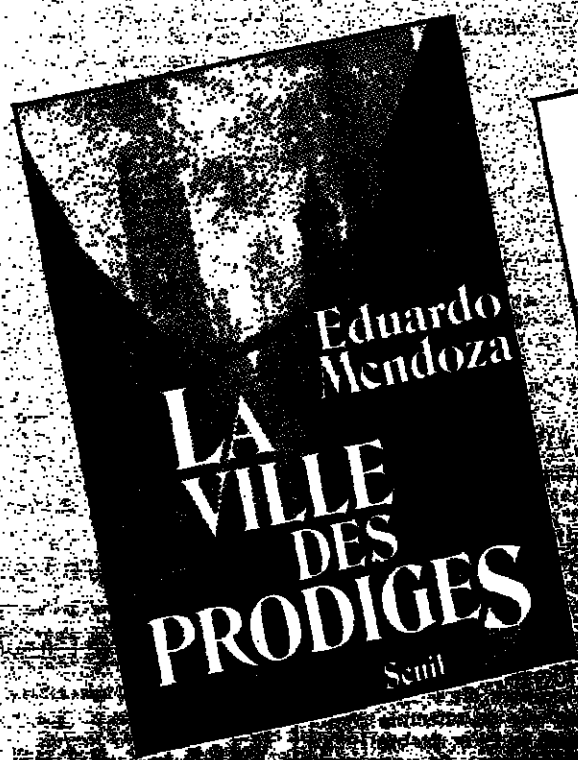
A propos de Yalta

Un passage du bulletin de l'étranger du Monde daté du 6 juillet peut prêter à confusion. Lorsqu'il y est question de Yalta, c'est du Yalta mythique, dont le nom est devenu symbole du partage de l'Europe, que bien évidemment il s'agit. En réalité, comme nous l'avons écrit souvent, et comme Jean Lajoy vient encore de le montrer dans un livre récent (1), la conférence qui s'est tenue à Yalta, en Crimée, en février 1945, entre Roosevelt, Churchill et Staline, loin d'avoir entériné un partage de l'Europe qui ne devait se matérialiser que trois ans plus tard, a constitué un dernier effort pour tenter de l'éviter.

La seule clause territoriale des accords qui y ont été conclus concerne la cession à l'URSS de la ville ukrainienne de Lvov, autrichienne jusqu'à la guerre de 1914, polonaise dans l'entre-deux-guerres, annexée par Moscou en 1939 en vertu du pacte Staline-Ribbentrop. Aussi bien Churchill que Roosevelt, en revanche, s'opposaient à la ligne Oder-Neisse que Staline proposait comme frontière entre la Pologne et l'Allemagne et qui l'est devenue depuis. « Il n'y a pas intérêt à gaver l'Europe polonaise de nourriture allemande au point de la faire crever d'indigestion », devait dire notamment le premier ministre britannique. Quant à l'Allemagne, il fut question de la démembrer en cinq États, mais jamais de la diviser entre un « Est » et un « Ouest » qui n'existeraient pas encore...

(1) Jean Lajoy, *Yalta, hier, aujourd'hui et demain*, Robert Laffont, 1988.

Été Seuil



ROMAINS ÉTRANGERS

Europe

POLOGNE

L'élection du président de la République a été ajournée

L'élection par le Parlement du président de la République polonaise a été reportée. Le chef du groupe parlementaire communiste à la Diète, M. Marian Orzechowski, membre du bureau politique, a annoncé, mercredi 5 juillet, à l'issue d'une réunion des députés du POUF, que le général Jaruzelski représenterait la Pologne au sommet du pacte de Varsovie, les 7 et

8 juillet, à Bucarest, puis recevrait le président américain, M. George Bush, attendu à Varsovie du 9 au 11 juillet. Aucune précision n'a été apportée sur l'intention du général Jaruzelski de maintenir ou non son refus d'être candidat, annoncé vendredi dernier puis repris à la demande du parti. M. Orzechowski n'a

pas non plus écarté la possibilité de confier la direction du gouvernement à Solidarité, indiquant qu'aucune idée n'avait pour le moment été acceptée ni rejetée. Le président du groupe parlementaire de Solidarité, M. Brzezinski-Geremek, était attendu, jeudi 6 juillet, à Bonn, pour plaider le dossier de l'aide économique à la Pologne.

Le report du voyage à Varsovie de M. Helmut Kohl

La droite allemande reprend son offensive contre l'Ostpolitik

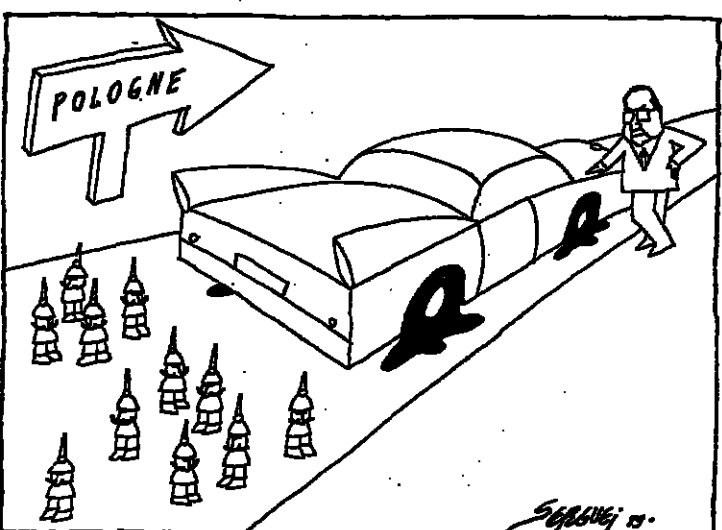
En pleine euphorie « gorbismienne », en RFA, les relations entre l'Allemagne fédérale et la Pologne entrent dans une nouvelle phase de tension. Le chancelier Kohl, qui devait se rendre peu après la mi-juillet à Varsovie, a reporté son voyage sine die. Le président Richard von Weizsäcker, qui s'apprêtait à aller lui-même en Pologne le 1^{er} septembre, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'entrée des troupes nazies, pour célébrer la réconciliation entre les deux pays, a dû renoncer à ses plans.

Le chancelier a officiellement justifié sa décision, mercredi 5 juillet, par la persistance de désaccords sur le montant et les modalités de l'aide économique que Varsovie espère recevoir de Bonn. Son porte-parole avait évoqué aussi l'incertitude de la situation politique en Pologne. Ces raisons ne sont pas convaincantes. M. François Mitterrand n'a pas renoncé à son voyage à Varsovie entre les deux tours des élections polonaises. Le président américain George Bush se rend lui-même en visite en Pologne du 9 au 11 juillet. Il s'est engagé à venir en aide aux Polonais, mais en prévenant que cette aide dépendrait du programme de réformes que le futur gouvernement mettrait en place. Les élections polonaises, à la Pologne doit être d'ailleurs discutées au sommet des pays industrialisés, à Paris, les 15 et 16 juillet.

Depuis plusieurs mois, Varsovie et Bonn négocient sur cette question. Le gouvernement polonais, qui a fait au début de l'année des concessions importantes à la RFA, notamment sur les droits culturels de sa minorité d'origine allemande, s'était fait quelques illusions sur la contrepartie financière que les Allemands étaient prêts à payer. Il en avait rabattu sur ses prétentions, pas suffisamment cependant pour la droite ouest-allemande la plus dure qui, après s'être résignée ces dernières années à mettre en sourdine son opposition à la politique à l'Est du ministre des affaires étrangères, M. Genscher, redécouvrait brusquement une âme de croisé.

Les « casques d'acier » de la droite conservatrice disposent aujourd'hui d'un allié stratégique bien placé : M. Theo Waigel, ministre fédéral des finances. En tant que président de l'Union chrétienne-sociale (CSU) de Bavière — parti frère de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) du chancelier Kohl — il est l'un des personnages-clés de la coalition au

Il n'en a pas fallu davantage à M. Waigel pour tenter de se démarquer du chancelier, d'abord sur la politique européenne en obtenant la suppression de l'impôt sur l'épargne et en prêtant une oreille conciliante aux arguments britanniques contre l'union monétaire, puis aujourd'hui la politique à l'Est (Ostpolitik). Non content de s'opposer à l'octroi d'une aide substantielle à la Polo-



pouvoir, M. Waigel, qui passait jusqu'ici pour un interlocuteur plutôt accommodant au sein de la coalition, n'a jamais été très en fâche sur ces questions. Mais il a actuellement beaucoup de soucis à domicile. Avec 4,6 % des voix aux dernières élections européennes, les républicains du leader d'extrême droite Franz Schönhuber ont infligé un véritable camouflet à la CSU, qui se présentait pour la première fois devant les urnes depuis la mort de Franz-Josef Strauss. A quelques mois des prochaines élections régionales et fédérales, les discours de la CSU se musclent. Les dirigeants de la CSU, qui n'ont pas résolu définitivement la succession, en profitent pour régler leurs comptes. Accusé de ne pas avoir l'effet d'un leader, M. Waigel doit se défendre des prémisses du ministre-président, M. Streibl, à assumer tout seul l'héritage.

Le « moteur » franco-allemand en panne L'aspiration de la RFA à l'avantage de souveraineté, qui n'a cessé de se renforcer ces dernières années, a réveillé un vieux mélange de nationalisme, d'anticommunisme et de xénophobie qui a de tout temps fait le lit de la droite dure. Créé par

le ministre des finances n'a pas hésité à reprendre à son compte, devant l'association des réfugiés de Silesie, les refus des nationalistes allemands de reconnaître la frontière Oder-Neisse, qui sépare depuis la guerre la Pologne et la RDA.

« Les territoires allemands de l'Est de la Neisse font également partie de la question allemande », a-t-il affirmé en proclamant que « l'empire allemand n'avait pas péri avec la capitulation de 1945 ».

deux dissidents de la CSU pour proposer à la chancellerie, de condamner les thèses de l'aile droite de la majorité sur les territoires de l'Est lui avait déjà valu plusieurs années de purgatoire à l'Est. M. Gorbachev n'a pas tardé une fois encore à réagir. Dans le discours qu'il a prononcé mercredi 5 juillet à la RFA, il a refusé les propos de M. Waigel et regretté que la question des frontières en Europe soit ainsi revenue au premier plan de l'actualité.

La France subit, elle aussi, les conséquences de cette situation pré-électorale en Allemagne et des prudences auxquelles s'estime contrainct le chancelier pour ménager l'électeur le plus à droite. M. Genscher a beau répliquer vertement au ministre des finances et multiplier les voyages à Paris ces temps-ci (il y sera à nouveau vendredi 7 juillet), le « moteur » franco-allemand donne bien des signes de faiblesse. M. Mitterrand, M. Jacques Delors et quelques autres ont dû réviser à la baisse, au sommet de Madrid, leurs ambitions pour l'Europe. La principale annonce faite par le président français il y a quelques semaines à Varsovie, à savoir la réouverture de crédits à la Pologne, valait moins pour le moment concerné que par l'effet d'entraînement qu'elle était censée avoir sur les partenaires occidentaux de la France. A plusieurs reprises, MM. Dumas et Genscher, MM. Mitterrand et Kohl ont déclaré vouloir mener à l'égard de ce pays une politique commune. Mais la RFA, apparemment, ne suit pas.

Henri de Bresson et Claire Tréan.

HONGRIE : dirigeant du PC de 1956 à 1988

Janos Kadar est mort

Janos Kadar, qui avait dirigé le PC hongrois pendant trente-deux ans — de la fin de l'insurrection de 1956 jusqu'au mois de mai 1988 — est décédé jeudi 6 juillet dans un hôpital de Budapest, où il avait été admis en raison d'une « pneumonie et de problèmes respiratoires et de circulation ». Agé de soixante-dix-sept ans, il avait perdu en mai dernier le poste honorifique de président du parti, le dernier qu'il ait occupé au sein du régime.

Dans le rôle imposé du vilain...

Que voilà un homme apparemment tout simple. Il dirigea la Hongrie pendant trente-deux ans : pour ce qui est de la durée il fit mieux en Europe communiste que Léline, Staline ou la plupart des autres dirigeants suprêmes. Pourtant, après une si longue expérience, il est encore impossible de répondre à la question la plus élémentaire : qui était-il ce Janos Kadar ?

Certes, on sait tout sur les grandes dates de sa biographie personnelle. Sa naissance, en 1912, à Fiume, port alors austro-hongrois devenu la ville yougoslave de Rijeka. Un père inconnu. Une mère appelée Csermanek, dont il porta le nom avant d'emprunter le pseudonyme qu'il illustra. Ajusteur à quatorze ans, militant syndicaliste — illégal — à dix-huit ans et en même temps cadre d'un mouvement communiste interdit, ce qui lui vaudra d'être arrêté à quatre reprises pendant la période Horthy et de vivre en clandestinité le temps qu'il ne passait pas en prison.

Il sort de l'ombre à la fin de 1944, lorsque se forme un gouvernement à Debrecen, libéré par l'armée rouge. Le Parti communiste reconstitué, et de plus en plus dominant, est tenu en mains par les exilés, — Rakosi, Geroc, Farkas, Ravi — revenus avec les troupes soviétiques. Dans un premier temps, ils partagent les postes de commandement avec leurs camarades qui sont restés au pays pendant la dictature de droite. Le plus connu de ces derniers, Laslo Rajk, détiendait un poste-clé : il est ministre de l'Intérieur. En avril 1948, début de sa disgrâce, il descend de l'intérieur aux affaires étrangères, mais il est remplacé par un homme qui passe pour son ami : Janos Kadar. Depuis la Libération, celui-ci a progressé très vite : chef de la police de Budapest au moment où il faut la reconstituer, puis secrétaire du parti de la capitale, enfin secrétaire du comité central et membre du bureau politique.

Sa nomination au poste de ministre de l'Intérieur coïncide avec le début des grandes purges. Il exerce cette fonction lors du procès du cardinal Mindszenty et surtout lorsque son ami Rajk est arrêté. On a beaucoup dit que le nouveau ministre de l'Intérieur visitait nuitamment son prédécesseur à la prison, qu'il le persuada d'avouer dans l'intérêt du parti des crimes imaginaires en échange de quoi il aurait la vie sauve. Rajk avoua et fut exécuté. Et après avoir « converti » l'opinion, Kadar a son tour fut incarcéré.

Le « glorieux sursaut » d'octobre 1956

Heureusement, Staline mourut. Libéré, réhabilité, Kadar recommença une carrière par le bas : secrétaire du parti dans le 13^e arrondissement de Budapest. Mais il revient plus tard au secrétariat du comité central et au bureau politique. La bataille fait alors rage entre les vieux staliniens et les réformateurs. Victime de la période stalinienne, Kadar ne peut déborder d'affection pour les Rakosi et Geroc qui s'arriment à leurs postes, mais, à la différence d'un Imre Nagy, il ne s'est pas encore fait l'avocat d'une nouvelle politique. Son heure va sonner de plein drame. Sous les coups de l'insurrection, les dirigeants verrouillés ont dû lâcher prise. Le parti s'est écroulé. Imre Nagy, chef du gouvernement, accepte la libéralisation, s'engage dans la démocratisation et s'efforce de reprendre le contrôle de la situation.

Janos Kadar, membre de ce gouvernement mais surtout nouveau premier secrétaire d'un parti communiste en voie de réfection complète, déclare le 1^{er} novembre 1956 à Radio-Budapest : « Dans un glorieux sursaut, notre peuple a abattu le régime Rakosi. Il a conquis la liberté et l'indépendance pour notre pays... Nous pouvons dire avec assurance que ceux qui ont préparé ce soulèvement sortent de nos rangs. »

Le soir même il disparaît. On apprendra plus tard qu'il a franchi

la frontière pour aller discuter avec les Soviétiques à Oujgorod. Là il forme subrepticement un « gouvernement révolutionnaire et paysan » qui sollicite — c'est du moins la version officielle — l'aide fraternelle « de l'armée soviétique pour écraser la contre-révolution ». Revenu à Budapest, il met en train une politique de « normalisation ». Il est détesté par ceux-là mêmes dont il célébrait « le glorieux sursaut », en fait par l'immense majorité du peuple. L'ex-victime a pris rang parmi les bourreaux. Il fait exécuter — c'est du moins au nom de son gouvernement — que cette infamie est commise — Imre Nagy et d'autres acteurs de la révolution de 1956. On le croit à tout jamais perdu d'honneur et de réputation jusqu'à ce jour de 1961, où il lance sa phrase : « Qui n'est pas contre nous est avec nous. » C'est le contraire de la maxime stalinienne. La période de « normalisation » est achevée.

Peu à peu Kadar absorbe du programme des révolutionnaires ce qu'un régime communiste peut alors en digérer : pas grand-chose, mais tout de même une réforme qui fait une place à l'économie de marché, une tolérance relative à l'égard des hétérodoxes, une ouverture prudente sur le monde occidental. La Hongrie est devenue la plus confortable ou la moins inconfortable « des baraquas du camp socialiste ». Même après la tourmente de 1968 — le printemps de Prague pour l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie — le cap sera maintenu. Kadar a soutenu Debrecen autant qu'il a pu le faire, mais lui avait conseillé d'agir très prudemment. Il s'est ensuite associé à l'intervention armée, mais il a montré que le cœur n'y était pas.

Lassitude et sclérose

Chacun comprenait la règle du jeu : pour jouir d'une autonomie interne et avancer à son rythme, la Hongrie devait être un allié modèle de l'URSS. Le danger ne vint pourtant pas de l'extérieur, mais de la lassitude et de la sclérose qu'engendra un régime d'une durée excessive. La réforme économique dont les Hongrois étaient si fiers ne fut pas menée jusqu'au bout, et l'indispensable réforme politique fut à peine esquissée. Le régime se trouva donc dépourvu quand la crise fut venue. Du temps de sa plus grande lucidité — en 1972 quand il atteignit la soixantaine — Kadar présenta sa démission. Elle fut refusée. Dès lors il s'accrocha et résista à la fin des années 70 à une tentative de mise à la retraite. Enfin, le 22 mai 1988, complètement dépassé, il fut destitué avec quelques honneurs. Il cessa d'être secrétaire général et membre du bureau politique, mais restait au comité central alors que nombre de ses amis en étaient exclus. Le titre de président du parti — sans aucune espèce d'importance — est vrai — était créé à son intention. Même sur cette voie de garage il provoquait des encombrements inutiles et fâcheux. Dans l'année qui suivit, sa santé physique et psychologique parut s'altérer. Alors, en avril 1989, il fut privé de ses derniers titres. Sa vieillesse fut vraiment un naufrage. Il aurait pu partir avec l'éclat du réformateur, ce personnage que sa nature non perverse lui fit jouer. Il s'est éteint avec quelques oripeaux des rôles de vilain que les événements lui avaient imposés.

BERNARD FÉRON.

Afrique

L'Éthiopie prête à coopérer avec le Soudan « pour la paix dans la région »

Addis-Abeba (AFP). — L'Éthiopie est prête à coopérer avec les nouveaux dirigeants du Soudan « pour établir une paix durable dans la région et renforcer les relations bilatérales », a déclaré mercredi 5 juillet le président éthiopien, M. Mengistu Haile Mariam. Dans un message au chef de la junte soudanaise, le général Omar Hassan Ahmed El-Béchir, qui a renversé vendredi le gouvernement de M. Sadek El-Mahdi, le président Mengistu s'est déclaré satisfait d'apprendre que la recherche de la paix au Soudan et dans la région constituait la priorité des nouveaux dirigeants soudanais.

Addis-Abeba n'a pas encore reconnu formellement le nouveau pouvoir en place à Khartoum. Les relations entre l'Éthiopie et le Soudan, qui s'améliorèrent depuis le retour des civils au pouvoir en 1986, avaient traversé une période creuse pendant le mandat de l'ancien président Nemery.

Par ailleurs une source de la guérilla sudiste soudanaise a démenti mercredi l'annonce faite le même jour par la junte soudanaise d'une rencontre entre les nouveaux dirigeants de Khartoum et les représentants de l'APLS.

Le quotidien de l'armée soudanaise, *Al-Qout Al-Moussallaha*, seul journal autorisé depuis le coup d'État de vendredi, avait annoncé mercredi qu'une délégation de la junte soudanaise se rendrait à Addis-Abeba jeudi pour des négociations de paix avec la SPLM.

La chute d'un Mig-23 soviétique en Belgique

Une commission d'enquête est formée à Moscou

Par la voix de M. Gorbatchev, le 5 juillet, au cours de son entretien avec Antenne 2 et Europe 1, ainsi que par celles de ses représentants diplomatiques à Bruxelles, à La Haye et à Bonn, l'URSS a exprimé ses regrets pour la chute accidentelle de l'appareil Mig-23 qui, le mardi 4 juillet, provoqua le mort d'une personne près de Courtrai. Le ministre belge des affaires étrangères, M. Eyskens, a indiqué que l'Union soviétique avait promis de payer à la Belgique tous les dommages matériels « et même moraux » résultant de cet incident.

M. Eyskens et son collègue de la défense, M. Collin, ont de plus proposé la création d'un système d'alarme entre le pacte de Varsovie et l'alliance atlantique, à l'exemple du « téléphone rouge » existant entre Moscou et Washington. Cette suggestion a été favorablement accueillie à Moscou par le général Chapochnikov, premier adjoint au chef des forces aériennes soviétiques. « Il est hors de doute, a-t-il déclaré aux *Izvestia*, qu'il faut une liaison opérationnelle dans des situations de ce genre. »

Les circonstances dans lesquelles s'est produit l'accident — et le retard avec lequel il a été connu par les parties concernées — provoquent en effet de nombreuses interrogations à Moscou, où une commission d'enquête présidée par le général Roussanov, chef de la sécurité des vols au ministère de la défense, a été formée pour enquêter. Il apparaît que, si l'état-major a été immédiatement informé — en quatre-vingt-dix secondes — du fait que le pilote avait fait fonctionner son siège éjectable, il n'a appris que par les dépêches des agences de presse occidentales que l'avion était tombé en Belgique. Toujours selon les sources militaires soviétiques, le colonel

Skouridine, qui pilotait l'appareil, avait dirigé ce dernier, avant de l'abandonner, vers la Belgique où il aurait dû normalement s'abîmer en pleine mer. On s'explique mal qu'il ait néanmoins dévié vers l'intérieur des terres.

Le ministre soviétique de la défense, le général Jazov, a lui-même déclaré qu'il est « difficile d'expliquer pourquoi (le Mig-23) n'a pas été abattu, pourquoi il n'a pas été détecté » par la DCA du pacte de Varsovie alors qu'il était en perte de vue. « Une enquête de grande

envergure devrait avoir lieu », a-t-il ajouté.

L'affaire a été évoquée mercredi au Soviet suprême, où des députés ont exigé des éclaircissements. On sait que le général Jazov a essuyé de sévères critiques avant d'être confirmé à son poste de ministre. L'incident n'est pas sans rappeler la défaillance des défenses aériennes soviétiques qui, en 1987, n'avaient pas détecté le petit appareil piloté par Mathias Rust avant qu'il ne réussisse à se poser au beau milieu de la place Rouge. — (AFP, Reuters.)

URSS

Brèves obsèques pour Andreï Gromyko

Une discrète cérémonie d'une vingtaine de minutes, en présence de deux membres du bureau politique, M. Vitali Vorotnikov et M. Alexandre Biroulkova, s'est déroulée, mercredi 5 juillet, au cimetière de Novodievitchi à Moscou à l'occasion de l'enterrement d'Andreï Gromyko qui fut pendant vingt-huit ans ministre des affaires étrangères de l'URSS.

M. Vorotnikov, président de la fédération de Russie, qui dirigeait la commission gouvernementale pour les obsèques, a prononcé une courte allocution pour rappeler les principaux événements de la carrière d'Andreï Gromyko.

Le premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Beasmernykh, a fait pour sa part un éloge un peu plus chaleureux du disparu, en évoquant son activité à la tête de la diplomatie soviétique. On distinguait d'ailleurs

parmi les personnes présentes de nombreux responsables du ministère des affaires étrangères, comme M. Igor Rogatchev, vice-ministre chargé des affaires asiatiques, et M. Vladimir Potoukvi, vice-ministre en charge des organisations internationales.

Andreï Gromyko repose sous les boulevards près d'Elisa Soulova, la femme de Mikhaïl Soulova, celui qui fut l'idéologue du Kremlin à l'époque de Léonid Brejnev. Une petite pluie persistante tombait et, rapidement, la foule des parents et connaissances s'est dispersée.

L'ancien chef de la diplomatie soviétique — qui n'eut en droit ni à des funérailles nationales, ni à une place dans le mur du Kremlin — rejoint notamment, au cimetière de Novodievitchi, son prédécesseur au ministère des affaires étrangères, Viatcheslav Molotov, ainsi que Nikita Khrouchtchev.

هنا من الأسفل

ISTH INSTITUT PRIVÉ
DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES
DEPUIS 1954

Pour vous aider à réussir à :

- l'examen de **CFPA**
- Préparation complète des matières du 17 août au 16 septembre
- Notes de synthèse • Préparations complètes, corrigées et notées.

AUTEUIL
s.n.c. - 100 rue de la République - 42.24.10.72 +

Premiers signataires: Kader Abderrahim Syndicaliste • Action Catholique des Enfants • Sophie Agninski Comédienne • Michel Aglietta Professeur Economie Paris X • Daniel Angleraud Responsable Syndical • Pierre Arditi Comédien • Gabriel Arnaud • Françoise Arnaud Comédienne • Francine Arpin Mission Etudiante • Elisabeth Bodinat Ecrivain • Gérard Borenger Responsable Association • Claude Bartolome Secrét. Nat. du P.S. • Alain Bashung Chanteur • Henri Béguin Retraité Syndicaliste • Marie-Paul Belle Chanteuse • Nabli Ben Moad Chargé de Mission • Jean Bouguigui Comédien • Pierre Bergé • Richard Berry Comédien • Luc Besson Metteur en scène • Jean-Michel Blanchet Etudiant Paris XII AES • François Boillon Ingénieur Administrateur • Jean-Pierre Bordier Syndicaliste Policier • Monotti Bottazzi • Paris Bookblow • Jean-Claude Boulard Secrét. Nat. du P.S. • Alain Bourgairel Instituteur • Saïd Bouziri Pdt Association Générale • Pierre Brana Secrét. Nat. du P.S. • Jean-Marie Cambacérès Secrét. Nat. du P.S. • Jean-Christophe Cambadellis Délégué national du P.S. aux droits sociaux • Philippe Campinchi Syndicaliste Etudiant • Michel Cantal Depart Urbaniste • Pierre Carassus Secrét. Nat. du P.S. • Marie Cardinal Ecrivain • Jean-Claude Casadesus Chef d'orchestre • Michel Charzat Secrét. Nat. du P.S. • Pierre Chevalier Pdt de la M.G.E.N. • Daniel Cholley Cons. Régional Ile-de-France • Marjona Cocozza Maire Adjointe Drancy • Jean-Marie Cohen Solal Médecin • Gérard Collomb Secrét. Nat. du P.S. • Georges Conchon Ecrivain • François Contes Paris X Ass. Etud. en Histoire • Benjamin Coriat Economiste • Costa Gavras Cinéaste • François Coursin Responsable Associatif • Jean-Pierre Dacheux Cons. Régional P.S. • Abderrahman Dahmane Pdt Génération 2001 • Jean Dauby Ingénieur Divisionnaire • Pierre De Saintignon Responsable Associatif • Marcel Debarge Secrét. Nat. du P.S. • Colette Defarelt Secrét. Nat. du P.S. • Danièle Delorme Comédienne • André Delachat Responsable Syndical • Serge Depaquit Anc. Sec. Nat. du PSU • Jacques Derrida Philosophe • Lucienne Deschamps Comédienne • Harlem Désir Pdt SOS-Racisme • Geneviève Domenach-Chick Secrét. Nat. du P.S. • Philippe Draperie Etudiant Paris XIII AES • Claire Dufour Syndicaliste Etudiante • Annie Dufranc Paris VI Physique • Marguerite Durus Ecrivain • Lawrence Durrell Ecrivain • Eliane Dutheil Directeur d'Hôpital • Jean Duvignaud Ecrivain • Salda El Assimi Conseillère Pédagogique • Abdelmajid El Cohen Président association • Henri Emmanuelli Secrét. Nat. du P.S. • Claude Estier Président du Groupe Socialiste et les Sénateurs Socialistes • Philippe Farino Vice-Pdt CN Immigration • Marie-Angé Favre Cabasso Déléguée Générale d'Association • Henri Fizbin Président RCH - Ancien Député • Michel Fourcade Syndicaliste • Daniel Frachon Secrét. Nat. du P.S. • Anne-Catherine Franck Secrét. Nat. du P.S. • Gérard Fuchs Secrét. Nat. du P.S. • Jacques Gallez Cadre, Synd. de la Chimie • Max Gallo Secrét. Nat. du P.S. • Pierre Gaudouy Responsable Associatif • Yannick Garcia Paris I Histoire • Françoise Gaspard • Gérard Gaume Syndicaliste • Odette Gayon Comptable • Guy Georges Pdt du CECOMCEN • Jean Germain Pdt de la MAIF • Claude Gibert Professeur de Médecine Paris • Michel Gond Responsable Synd. • Christianne Grange Professeur • Daniel Grocolas Anc. Secrét. de l'OFAJ • Benoîte Groult Ecrivain • Jean-Pierre Gualazzi Syndicaliste • Sorbonne • Christophe Malavay Comédien • Patricia Marengo Paris VII Géographie • Jean-Marie Mariani Transports Aériens • François Marthouret Comédien • Francis Martin Pdt Ass. Etudiants en marketing • Isabelle Martin Etudiante Mutualiste • Fred Martinache • Pierre Mauroy Premier Secrétaire du P.S. • Mohamed Meh Toul Réalisateur T.V. • Khaled Mekoua Pdt Club Citoyenneté et Intégration • Macha Méril Comédienne • Louis Mermaz Président du Groupe Socialiste et les députés socialistes • Louis Mexandeau Secrét. Nat. du P.S. • Jean-Marie Michel Formateur • Serge Monti Réalisateur • Alain Monod Avocat au Conseil d'Etat • Georges Morin • Bernard Murat Metteur en Scène • Chacka N'Diaye • Yves Navarre Ecrivain • Françoise Nicolas Paris III Langues Etr. Appliquées • Dominique Moire Directeur d'Hôpital • Hélène Parmelin Ecrivain • Jean-Claude Pecker Collège de France • Robert Pentin • Michel Perennes Responsable Syndical • Michel Pezet Secrét. Nat. du P.S. • Edouard Pignon Peintre • Maurice Piques Pdt de la CAMIF • Isabelle Porro Paris VII Médecine • Suzanne Prou Ecrivain • Jean-Jack Queyranne Secrét. Nat. du P.S. • Guy Raffi Président d'Associations • Janine Ramonda Paris III Lettres • Charlotte Rampling Comédienne • Jacques Ravinet Etudiant Mutualiste • Bertrand Renouvin Pdt de la Nouvelle Action Royaliste • Henri Rey Cherch. en Sciences Politiques • Catherine Ribeiro Chanteuse • Alain Richard Secrét. Nat. du P.S. • Catherine Rihoff Ecrivain • Bernard Rodenstein Pasteur Pdt Ass. Espoir • Bernard Roman Secrét. Nat. du P.S. • Frédéric Rosmini Secrét. Nat. du P.S. • Jean-Pierre Rossignol Responsable Syndical • Yvette Roudy Secrét. Nat. du P.S. • Françoise Seffmann Secrét. Nat. du P.S. • Maurice Sevens Journaliste • Jacques Simon Professeur - Syndicaliste • Jean-Daniel Sraer Professeur de Médecine • Josée Sraer Maître de Conférence • Gisèle Stievenard Secrét. Nat. du P.S. • Dominique Strauss-Kahn Secrét. Nat. du P.S. • René Teulade Pdt de la FNMF • Jean-Marc Thibault Comédien • Philippe Thillay Sociologue • Christophe Thinnot Synd. Etudiant • Roger Tropéano Dtl. Nat. à la Culture P.S. • Michel Tobiana Ligue des Droits de l'Homme • Daniel Vaillant Secrét. Nat. du P.S. • Claude Vercourtère Enseignant • Robert Verdier Ligue des Droits de l'Homme • Jean-Pierre Versant Historien • Michel Vernières • Marcel Villeneuve Ingénieur • Bernard Wallon Ligue des Droits de l'Homme • Richard Zanca I.E.P. Paris • Lionel Zinsou

Appel aux dirigeants des principales puissances industrielles pour l'annulation de la dette.

Depuis de trop nombreuses années, le monde vit une situation irrationnelle: les pays pauvres financent les pays riches, le Sud subventionne le Nord. Chaque année, les pays pauvres remboursent beaucoup plus que les pays riches ne leur prêtent.

Aujourd'hui, la France célèbre le Bicentenaire d'une Révolution qui a aboli les privilèges et consacré une nouvelle conception de l'être humain. "Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit."

Mais aujourd'hui aussi, la dette est une chape de plomb qui étouffe le développement du Tiers-Monde. Elle mécanise les sacrifices consentis par les populations les plus pauvres. Elle menace la démocratie en exacerbant les tensions sociales.

N'est-il pas paradoxal que des nations aussi riches que l'Argentine et le Venezuela, produisant et exportant bien plus de richesses qu'elles n'en importent et n'en consomment, soient contraintes à des mesures d'austérité poussant leurs peuples à l'émeute?

Que dire de la misère plus grande encore, des pays dépourvus de ressources naturelles ou énergétiques?

Une telle situation n'est ni acceptable, ni tolérable. Le 14 juillet se tiendra à Paris le Sommet des sept pays les plus industrialisés qui sont aussi les plus grandes démocraties de la planète. Vingt-trois chefs d'Etat du Tiers-Monde ont également répondu à l'invitation de la France.

Nous lançons un appel solennel pour que, deux cents ans après la prise de la Bastille, soit repris le message de liberté et de fraternité qui reste celui de la Révolution Française.

A Dakar, le 24 mai 1989, le Président Mitterrand a annoncé que la France annulerait purement et simplement la totalité de la dette des 35 pays les plus pauvres vis-à-vis de l'Etat Français. Telle est la voie qui doit être suivie. C'est de l'intérêt de chacun. C'est un impératif moral pour tous.

Nous lançons donc un appel pour qu'en cette date du Bicentenaire de la Révolution Française, vous puissiez, Chefs d'Etat et de Gouvernement des grandes puissances industrielles, vous engager résolument dans un processus de réexamen et d'annulation de la dette du Tiers-Monde.

Signatures à envoyer à: Pour l'annulation de la dette
Mouvement de Solidarité avec le Tiers-Monde
BP 113.07 75326 Paris Cedex 07

Pierre Guidon Secrét. Nat. du P.S. • Roger Hamon Comédien • Henri Holmman Ecrivain • Sylvain Horchberg Cadre Sup. EDF-GDF • Michel Jauray Cons. Régional Ile-de-France • Christine Join-Lambert • Alain Kanfer Médecin des Hôpitaux de Paris • Serge Kaufmann Compositeur-Réalisateur T.V. • Monique Kawada Responsable d'Association • Abdolkader Kettou • Henri Laborit • Gilles Lacan • Janine Lucotte Cadre Aérospatiale • Jean Lacocture Ecrivain • Bernadette Lafont Comédienne • Jean Luzzi Journaliste • Claude Lanzmann Ecrivain • Jeannette Laot Inspecteur Général des PTT • Jean-Luc Laurent Cons. Régional Ile-de-France • Gérard Le Gall Secrét. Nat. du P.S. • Jacques Le Goff Historien • Jean-Marie Lechevallier • Nathalie Lefebvre Paris XI Physique • Martine Legrand Responsable Associatif • Les Députés Socialistes Français au Parlement Européen • Didier Leschi Synd. Etudiant • Gérard Lindopery Secrét. Nat. du P.S. • Lio Chanteuse • Elisabeth Lofacono Paris II Architecture • Lucie Lucot Infirmière Générale • Michel Maffessoli Professeur à la

مكتبة الأنجلو

هكدام النحل

Politique

Le Monde • Vendredi 7 juillet 1989 9

Les débats au sein de l'UDF et du parti socialiste

Les centristes mettent des conditions à leur retour dans le giron de M. Giscard d'Estaing

Les dirigeants du CDS ont, mercredi 5 juillet, pour la première fois refusé officiellement de siéger au bureau politique de l'UDF convoqué le même jour par M. Valéry Giscard d'Estaing. Dans une lettre envoyée au président de l'UDF, M. Pierre Méhaignerie soulève un changement de nom de la confédération afin de mieux symboliser « un mouvement libéral et social qui se situe au centre » et réclame une réforme du mode de fonctionnement interne.

Après les déclarations incendiaires de M. François Léotard contre l'UDF devenue, à l'entendre, « obsolète » et les propos gâtés plus encourageants sur le même sujet de M. Pierre Méhaignerie, M. Valéry Giscard d'Estaing faisait dire qu'il avait choisi de laisser tranquillement repasser cette UDF au moins jusqu'à la fin de l'été. Brutal changement de pied ou début de semaine : l'ancien président, sans trop de publicité, décidait lundi 3 juillet de convoquer pour le surlendemain un bureau politique. Le premier depuis le dimanche européen du 18 juin. Était-il désireux d'exploiter sur le champ les bonnes dispositions des centristes manifestées la semaine dernière par leur empressement à opter pour un intérogroupe parlementaire de l'opposition à l'Assemblée nationale ?

Toujours est-il que cette invitation est tombée à plat. Le PR était absent. M. Alain Madelin, pour la circonstance, ne représentait que lui-même. Toujours en retrait dans le Colorado, M. François Léotard n'a guère pris la peine de motiver son absence. Alors que la préparation des élections sénatoriales figu-

rait à l'ordre du jour de ce bureau, M. Marcel Lucotte, président du groupe URRI et ainsi responsable en titre de la coordination de la majorité sénatoriale, a également boudé, ayant fait savoir par avance qu'il refuserait de s'asseoir à la table de ce bureau politique tant que le CDS n'aurait pas éclairci sa position par rapport à la confédération. Ce qui semble être précisément un passe de se faire. Sans que M. Lucotte y soit d'ailleurs pour quelque chose, les dirigeants centristes ont, pour la première fois, refusé officiellement de siéger au bureau politique de l'UDF, et ce, jusqu'à nouvel ordre. C'est-à-dire tant que le positionnement au centre de la confédération ne sera pas officiellement réaffirmé par son président et tant que le mode de fonctionnement interne ne sera pas revu et corrigé.

Les deux exigences se retrouvent dans la lettre expédiée, mercredi 5 juillet, à M. Giscard d'Estaing par MM. Méhaignerie et Jacques Barrot. L'UDF rappelle-t-ils, doit « être un mouvement libéral et social qui se situe au centre ». Ils entendent que cela soit dit et répété et, précisent même que « un changement de nom pourrait symboliser cette volonté nouvelle ». Ils insistent enfin sur la nécessité « d'adaptation et d'amélioration dans un esprit plus démocratique et de plus grande représentativité des modalités de décision et de fonctionnement de la confédération ». Autrement dit, les dirigeants centristes veulent réviser à la baisse le poids de la représentation dans les instances dirigeantes de l'UDF des petites composantes, Parti radical, PSD, Adhérents directs, Clubs Perspectives et Réalités et, plus généralement, rappeler à M. Giscard d'Estaing sa promesse réitérée lors du dernier conseil national du

14 avril dernier de donner à l'UDF « davantage de transparence et de démocratie ».

M. Méhaignerie : l'opposition constructive

Dans l'immédiat et d'un point de vue plus stratégique, cette lettre sans équivoque des dirigeants du CDS semble davantage participer d'une volonté — malgré leur déconvenue du 18 juin et la pression forte de leurs notables à rentrer dans le rang de l'opposition — de ne pas perdre leur âme. M. Méhaignerie a eu encore l'occasion de le signifier au cours d'une conférence de presse mercredi 5 juillet. Il est pour l'intérogroupe parlementaire a-t-il réaffirmé mais simplement à titre capitaliste, dans l'espoir que le vote par tête qui sera établi « imprimer de lui-même une restructuration de l'opposition à partir de grands thèmes ». Sans sous-estimer « la présomption de solidité » qui automatiquement s'établira entre les trois groupes RPR, UDF et UDC. M. Méhaignerie a déjà cru bon d'annoncer la couleur pour les grands débats de la rentrée. Il est pour la loi sur le financement des partis et véritablement « il est mis fin aux pratiques actuelles et aux bureaux d'études ». Une majorité de son groupe est contre la loi d'amnistie. Il s'est dit aussi « ouvert » sur le projet de loi de programmation militaire. Le budget de 1990 fera aussi l'objet de la part des députés centristes d'un examen pointilleux et constructif. M. Méhaignerie dit « oui » également au projet de regroupement des scrutins locaux. En revanche, M. Méhaignerie n'a pas dit publiquement qu'il prévoyait quelques sévères difficultés avec le RPR sur le projet de recombinaison administrative de l'Île-de-France. Bref,

même si les socialistes lui semblent « plus paralytiques par la proximité de leur congrès » et le gouvernement « plus conservateur dans ses propositions », les centristes entendent bien se maintenir dans une « opposition constructive ». A cet effet, M. Méhaignerie a rappelé encore avec insistance que l'opposition « ne doit pas se retrancher derrière ses noyaux durs ». Aussi s'est-il déclaré définitivement opposé au système de M. Charles Fauriol de « primaires à la française » pour l'élection présidentielle, outre l'inconvénient de s'« éloigner de la frange urbaine et des salariés », aurait, selon lui, pour effet d'« extrémiser les votes ».

La succession de M. Giscard

Sans doute M. Giscard d'Estaing avait-il le souci d'évoquer tous ces sujets au cours du bureau politique de l'UDF de mercredi après-midi. Logue, devant tant de bonderies, fut finalement présenté comme simple réunion de concertation sur les élections sénatoriales du 24 septembre. Il a été convenu que, mardi 11 juillet, les présidents des groupes parlementaires de la majorité du Sénat seraient une première réunion en compagnie d'un représentant de chacune des composantes UDF. M. Madelin a encore rendu compte des premiers contacts qu'il avait établis pour la préparation des élections sénatoriales de l'opposition et ce petit monde s'est quitté sur une nouvelle ode à l'union de M. Giscard d'Estaing. « Ce thème de l'union », a-t-il relevé, est fortement ancré dans l'opinion publique. Qu'on le veuille ou non, chacun devra en tenir compte ».

Un autre problème n'a pas été évoqué, celui de la présidence du

groupe UDF de l'Assemblée nationale, qui fait pourtant déjà beaucoup causer. Il est acquis que M. Jean-Claude Gaudin sera candidat aux élections sénatoriales des Bouches-du-Rhône. Les candidats, pour l'instant officieux à sa succession, ne manquent pas : M. Pascal Clément, pour l'anecdote ; M. François Léotard, fort d'un descendant, qui pourrait miser sur une forte majorité PR dans ce groupe UDF mais handicapé par son absence chronique au Palais-Bourbon. Le fait que M. Michel d'Ornano, lui-même intéressé par ce poste, le pousse officiellement à se présenter ne semble pas non plus, pour le président du PR, le meilleur présage de succès. M. Gérard Longuet est aussi disposé à servir de secours. Enfin, M. Philippe Mestre. M. Giscard d'Estaing ne serait pas, dit-on, mécontent de faire la promotion de l'ancien directeur de campagne de M. Raymond Barre. Pour tenter de faire un premier tri, M. Gaudin a convié les députés UDF à une journée de réflexion, fin juillet, au bord de la Méditerranée. Une journée de réflexion qui ne se présente pas comme une journée de détente...

M. Delebarre confirme qu'il s'associe à la démarche de M. Jospin

M. Michel Delebarre estime dans un entretien au *Nouvel Observateur* publié vendredi 7 juillet que la nouvelle direction du PS issue du congrès de Rennes (prévu du 15 au 18 mars 1990) aura à « dégrader le parti des luttes d'influence entre écuries présidentielles rivales ».

« La question n'est pas de proposer à la tête du PS telle ou telle personnalité supposée brillante, compétente ou médiatique, elle est de constituer autour du premier secrétaire une véritable équipe d'une dizaine de personnes », précise-t-il.

En réponse à une question lui demandant s'il est prêt à abandonner son ministère pour se consacrer au PS, M. Delebarre répond : « J'assume actuellement une tâche importante au gouvernement. Mais je sais aussi que les années sans élections qui sont devant nous sont une occasion unique pour redynamiser le PS, pour l'ouvrir, l'élargir, l'enrichir (...). Mais pour cela le PS doit réussir son prochain congrès et j'entends bien l'y aider ».

M. Delebarre confirme qu'il signera une contribution avec M. Lionel Jospin pour ce congrès et souhaite que la prochaine majorité du parti « soit la plus large possible ». Toutefois, ajoute-t-il, « on n'aboutira à rien si les leaders de courants (...) ne reprennent pas à leur compte cette idée de Pierre Mauroy qui consiste à dire que l'animateur du PS est une tâche politique valorisante et qui en vaut bien d'autres ».

Avec Le Monde sur Minitel

POLYTECHNIQUE

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE



POUR RÉUSSIR, IL SUFFIT D'ÊTRE EMPLOYABLE D'APRÈS UN COSTUME STRICT, DE SAVOIR CONSEILLER, D'ÊTRE ENCLIN À FAIRE UN MAINTIEN SOUS LE SOUTÈRE.

JEAN-FABRY, Président du groupe Belier WCRS France, le groupe de communication français plus de 35 millions de francs de C.A. 200 collaborateurs.

JACQUES HENOCQ, Président du Groupe Belier WCRS France, le groupe de publicité français plus de 12 millions de francs de C.A. 200 collaborateurs.

BELIER WCRS FRANCE:

540 MILLIONS DE FRANCS DE NOUVEAUX BUDGETS EN 5 MOIS.

NOUVEAUX CLIENTS : (agences Paris et régions, corporate et marketing direct).

CFES (Préservatifs), Dunlopillo, Essilor, Fabbri, France-Loto, Johnnie Walker, New-Man, Pan Am, RFM, Cahiers du Cinéma, Croyola, Alstom, Javel St-Marc, L'Oréal (Caractère), Stock, BSN Institutionnel, Ciments Français, Framatome, Locamesure, Lyonnaise des Eaux Institutionnel, Promotelec, Rhône-Poulenc Chimie, Thomson Institutionnel, Bordeaux Câble, Cerabati, Porcelaine de Limoges, Conseil Supérieur du Notariat Français, Crédit Municipal, Raquettes Donusay, Pechiney Dunkerque, Sanoft, SNCF (Carré Jeune), Airtour-Tourpa-Cruisair, Cetelem, Conseil National du Cuir, Caisses d'Épargne L'Écurieul, Hôpitaux de Paris...

PRIX OBTENUS PAR BELIER WCRS PARIS (juin 1988/mai 1989) :

Prix presse magazine (APPM) Ultra Lotus baby : prix catégorie enfants.	Prix presse magazine (APPM) Ultra Lotus baby : 1 ^{er} prix de la meilleure affiche.
Festival de New York Lotus PH : certificat.	Lotus PH : mention soin / hygiène.
Festival de Cannes du film publicitaire Candia grand lait : diplôme.	Club des directeurs artistiques Petit-beurre La : 1 ^{er} prix affichage.
Epica Petit-beurre La : prix affichage.	Prix la publicité et l'enfant (ESP) Ultra Lotus baby : grand prix.
Evis : prix presse quotidienne.	Clio awards : finalistes (résultat le 12 juin).
Prix audiovisuel médiation familiale Synthol : 1 ^{er} prix.	Petit-beurre La : catégorie campagnes et catégorie alimentation.
Grand prix de l'affichage Petit-beurre La : grand prix.	Candia grand lait : catégorie produits laitiers.
Lotus PH : mention.	Secotine : catégorie entretien maison.
Grand prix de l'affiche française Rosy : sélection de l'événement.	Jacques Henocq élu personnalité créative de l'année 88. (enquête IPSOS).
Golden break awards Film préservatifs 89 et Lotus PH : certificats.	
Trophée d'or « Dernières Nouvelles d'Alsace » Comité Français du parfum.	
Grand prix EDHEC annonceurs Petit-beurre La : 1 ^{er} prix.	
Grand prix International affichage Petit-beurre La : prix International France.	
Grand prix Stratégies Petit-beurre La : 1 ^{er} prix alimentation.	

LE CHIFFRE DE L'ANNEE

Dans la liste suivante de succès, quel est celui à qui vous demandez le plus de succès de l'année ?

	Agences	Publicités	Budgets
Jacques Henocq	24	22	28
Philippe Michel	16	23	20
Christiane Vioz	10	16	13
Jacques Sigault	15	6	10
Jean-Marie Leprieux	4	7	6
Serge Lemaire	6	2	4
Roselynn Desmoulin	4	2	3
Edith Hildes et Catherine Delamont	2	5	3
Lucie Pouchou	—	2	1
— Notre promesse pas	19	5	12
	100	100	100

Données n° 614 de 12-88 Alcotra 88.

BELIER WCRS, 14 BOULEVARD DU GENERAL LECLERC 92200 NEUILLY TEL. 47581250

Politique

Le bilan de la session parlementaire

La session extraordinaire du Parlement s'est achevée mercredi 5 juillet après épuisement de l'ordre du jour fixé par le président de la République le samedi 1^{er} juillet. Quarante-huit lois (dont quinze conventions) ont été adoptées définitivement au cours de cette session de printemps. Sur les trente-trois lois adoptées (hors conventions), il y a vingt-huit projets de loi (origine gouvernementale) et cinq propositions de loi (origine parlementaire).

Ce chiffre de trente-trois — le tableau que nous publions se rapporte aux principaux textes — place cette session dans les rangs des sessions à

activité moyenne. Cette tendance confirme la volonté du premier ministre, M. Michel Rocard, affichée il y a un an, de « légiférer mieux en légiférant moins ». Vingt textes sur ces trente-trois projets ont été adoptés par les deux chambres, Assemblée et Sénat, soit après accord en commission paritaire (CMP), soit après un vote conforme en première ou deuxième lecture.

Sur quatre textes importants l'abstention du PCF a évité au gouvernement de recourir au 49-3 (engagement de responsabilité) : immigration, éducation, rapports locaux et démantèlement des entreprises privatisées.

PRINCIPAUX TEXTES	Assemblée nationale			CMP (Commission mixte paritaire)
	Pour	Contre	Abstention	
Délégation aux Communautés européennes				
Groupements européens d'intérêt économique	PS-UDC-UDF-RPR		PC	Accord
Organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie	PC-PS-UDC-UDF		RPR	Accord
Démantèlement des entreprises privatisées (1)	PS	UDC-UDF-RPR	PC	Echec
Révision des condamnations pénales				
Information et protection des consommateurs	PC-PS	RPR	UDC-UDF	Accord
Urbanisme et agglomérations nouvelles	PC-PS	UDC-UDF-RPR		Echec
Détention provisoire	PC-PS-UDC-UDF-RPR			Accord
Rapports locaux	PS	UDC-UDF-RPR	PC	Echec
Règlement définitif du budget 1986	PS-UDC-UDF-RPR	PC		
Règlement définitif du budget 1987	PS-UDC-UDF-RPR	PC		
Travail clandestin	PS-UDC-UDF	PC	RPR	
Accès des personnes âgées ou handicapées	PS-UDC-UDF-RPR	PC		Accord
Prévention du licenciement économique	PS	PC	UDC-UDF-RPR	Echec
X ^e Plan (2)		49 alinéa 3		Echec
Sécurité et transparence du marché financier	PS-UDC-UDF-RPR		PC	Echec
Sécurité routière	PS-UDC		PC-UDF-RPR	Echec
Enseignement de la danse	PS-UDC-UDF-RPR		PC	Accord
Répression de l'usage de dopants dans le sport	PC-PS-UDC-UDF-RPR			
Prévention des mauvais traitements à enfants	PC-PS-UDC-UDF-RPR			Echec
Conditions de séjour et d'entrée des étrangers (3)	PS	UDC-UDF-RPR	PC	Echec
Amnistie (4)	PC-PS	UDF-RPR	UDC	Echec
Éducation	PS	UDC-UDF-RPR	PC	Echec
Sécurité des aéroports	PS-UDC-UDF-RPR		PC	Accord
Présidence commune A-2-FR 3 (5)		49 paragraphe 3		Echec
Personnels médicaux hospitaliers	PS	PC	UDC-UDF-RPR	Echec

- (1) Le Sénat a rejeté en adoptant une question préalable en première lecture, et une motion d'irrecevabilité en nouvelle lecture.
(2) Le Sénat a rejeté l'article unique.
(3) Le Sénat a rejeté en adoptant une question préalable.
(4) Le Sénat a supprimé chacun des articles du projet.
(5) Le Sénat a supprimé chacun des articles du projet.

L'opposition défère au Conseil constitutionnel les lois sur l'immigration et le licenciement économique

Les députés de l'opposition ont saisi mercredi 5 juillet le Conseil constitutionnel de la loi relative aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France adoptée en dernière lecture par l'Assemblée nationale dans la nuit du 4 au 5 juillet. Le principal argument de ce recours repose sur la critique de la disposition de la loi qui prévoit que désormais l'arrêté de reconduite à la frontière d'un étranger peut être contesté devant le tribunal de grande instance et en appel devant le premier président de la cour d'appel.

Les auteurs du recours résument comme « totalement contraire à notre tradition juridique » le transfert de compétences opéré par cet article de la juridiction administrative au profit du juge judiciaire. Pour les auteurs du recours, aucune des limitations que le Conseil constitutionnel a admises, dans certains cas au principe de répartition des compétences entre juge administratif et juge judiciaire ne peut en l'occurrence s'appliquer.

Une phase de la procédure législative qui a conduit à l'adoption de ces dispositions est également critiquée : les auteurs du recours demandent au

Conseil constitutionnel de sanctionner le vote unique global demandé sans délibération sur un certain nombre d'amendements, mardi 30 mai, pendant l'examen du texte par la commission des lois. C'est M. Michel Sapin, président de cette commission, qui avait exigé ce que les auteurs du recours considèrent comme un « véritable vote bloqué », que le règlement de l'Assemblée ne prévoit pas à ce stade de la discussion des textes.

D'autre part, des sénateurs de l'opposition ont, à l'initiative de M. Jean-Pierre Fourcade (URR), Haute-Saône, président de la commission des affaires sociales, déposé, lundi 3 juillet, au Conseil constitutionnel la loi modifiant le code du travail et relative à la prévention du licenciement économique et au droit à la convention.

Les auteurs du recours estiment que la loi contient des dispositions défectueuses de caractère normatif en raison de l'appel à des notions imprécises telles que « salariés âgés » ou encore « salariés présentant des caractéristiques sociales » particulières.

Les requérants reprochent encore à certaines dispositions de la loi de

porter atteinte au principe du respect de la liberté individuelle, de remettre en cause le principe d'égalité, de donner aux organisations syndicales le droit d'ester en justice aux lieux et places d'un salarié.

Est également critiquée la disposition qui prévoit la présence, lorsqu'il n'y a pas d'institution représentative du personnel dans l'entreprise, lors de l'entretien préalable au licenciement, d'un négociateur extérieur à l'entreprise.

M. K.

● L'éventuelle réintégration des « dix » de Renault contestée par les sénateurs. — Les sénateurs de l'opposition ont, à leur tour, après les députés (le Monde du 5 juillet), déposé au Conseil constitutionnel l'article 3 de la loi d'amnistie adoptée le 3 juillet qui aurait pour effet, si le Conseil constitutionnel l'avalisait, de permettre la réintégration des délégués syndicaux de la régie Renault licenciés pour fautes lourdes. Une précédente loi d'amnistie (juillet 1988) les avait exclus du bénéfice d'une telle réintégration à la suite d'une décision du Conseil constitutionnel.

Réorganisation et aménagement de l'Île-de-France

Les socialistes sont hostiles à la création d'une communauté urbaine

Tandis que MM. Michel Rocard et Jacques Chirac préparent la communication que le premier ministre doit faire le 26 juillet au conseil des ministres sur la réorganisation et l'aménagement de l'Île-de-France, le président du groupe socialiste au conseil régional, M. Yvanick Bodin, a précisé, le 5 juillet, les positions des socialistes sur ce projet. Les socialistes ne s'opposent pas à la création d'une communauté urbaine à Paris comme à Lille ou à Lyon (idé défendue par certains socialistes) « est à rejeter car elle introduit encore un niveau de décision supplémentaire et elle serait à cheval sur plusieurs départements, ce qui est irréaliste ».

Les socialistes, qui, au sein du conseil régional d'Île-de-France forment le groupe politique le plus important, ne s'opposent pas à la création d'une communauté urbaine à Paris comme à Lille ou à Lyon (idé défendue par certains socialistes) « est à rejeter car elle introduit encore un niveau de décision supplémentaire et elle serait à cheval sur plusieurs départements, ce qui est irréaliste ».

Les socialistes, qui, au sein du conseil régional d'Île-de-France forment le groupe politique le plus important, ne s'opposent pas à la création d'une communauté urbaine à Paris comme à Lille ou à Lyon (idé défendue par certains socialistes) « est à rejeter car elle introduit encore un niveau de décision supplémentaire et elle serait à cheval sur plusieurs départements, ce qui est irréaliste ».

autoroute circulaire à prix d'or, pour l'État et pour la région, on n'améliore pas la fluidité de la circulation, on ne fait que déplacer les bouchons, c'est absurde ».

Sur quatre points précis au moins, les socialistes d'Île-de-France ont fait des propositions qu'ils demandent au premier ministre de prendre en compte.

● Il est souhaitable de rétablir la procédure d'agrandissement supprimée à la fin de 1985 qui permet l'autorisation de construire des bureaux dans certaines communes de l'Ouest à l'avis d'un comité appelé comité de décentralisation.

● La péréquation des ressources fiscales, notamment celles des taxes professionnelles, très importantes pour les communes de la région parisienne, doit être révisée dans le cadre régional afin que la règle actuelle ne soit pas une promesse en l'air.

● Il faudrait mettre en place des établissements publics ad hoc comme ce fut le cas pour les villes nouvelles lancées il y a vingt ans, lorsque des opérations d'aménagement bien localisées furent décidées : dans la plaine de Montesson, à l'ouest de la Défense, dans la zone située entre Roissy et la Marne ou encore sur le plateau de Sacy.

● Les pouvoirs de l'agence foncière et technique de la région parisienne

comme opérateur foncier, devraient être renforcés par exemple dans toutes les zones où la SNCF, la RATP ou le Port de Paris possèdent des terrains urbanisables.

M. Bodin devrait être reçu par M. Rocard, dans le cadre général des consultations que va ouvrir le premier ministre le 19 juillet, le même jour que M. Pierre-Charles Krieg, président RPR du conseil régional, mais séparément.

F. Gr.

Selon BVA

La cote de popularité de MM. Mitterrand et Rocard reste élevée et stable

La cote de popularité du président de la République et du premier ministre reste élevée en juin avec 60 % de bonnes opinions pour M. Mitterrand (61 % en mai) et 55 % pour M. Rocard (inchangé), selon un sondage BVA publié le 6 juillet dans Paris-Match.

Le pourcentage de mauvaises opinions est de 32 % (31 % en mai) pour le président de la République et de 33 % (inchangé) pour le premier ministre.

La cote de confiance des personnalités de l'opposition est en baisse. M^{me} Simone Veil enregistre le plus fort recul, en chutant de 9 points, à 36 % par rapport à mai. M. Valéry Giscard d'Estaing perd 2 points, à 44 %.

Le sondage a été réalisé du 19 au 23 juin auprès d'un échantillon de 982 personnes, représentatif de la population française âgée de dix-huit ans et plus.

« France-URSS Magazine »

Une lettre de M. Patrick Bergaud

À la suite de la publication dans le Monde du 20 juin, d'un article consacré à France-URSS Magazine et au mensuel M, sous le titre : « Gorty et Achille... en vedette », et le surtitre : « Nouvelles formules de deux revues communistes », nous avons reçu de M. Patrick Bergaud, rédacteur en chef de France-URSS Magazine, les précisions suivantes :

France-URSS Magazine n'est pas une revue communiste. Magazine d'information sur l'URSS et les relations franco-soviétiques, éditée par l'association France-URSS, il se veut ouvert à la plus grande diversité des points de vue et opinions sur tous les sujets qui y sont abordés. Son premier numéro est un exemple de cette démarche.

Je ne suis moi-même pas membre du PCF, pas plus que d'aucune autre formation politique que celle qu'elle soit. J'entends exercer mon métier de journaliste en toute indépendance d'esprit et contribuer ainsi à l'ouverture voulue par la direction de France-URSS Magazine.

Le président de la République ne souhaite pas de nouvelles sessions extraordinaires

Le président de la République a indiqué, mercredi 5 juillet, en conseil des ministres, qu'il désire désormais « au maximum les demandes de sessions extraordinaires » du Parlement et qu'il ne souscrit pas à une éventuelle demande de session extraordinaire en septembre.

Le chef de l'État a fait cette déclaration à l'occasion d'une communication sur le bilan de la session parlementaire présentée par M. Jean Popperen, ministre des relations avec le Parlement, à l'indiqué M. Louis Le Penec, porte-parole du gouvernement.

M. Popperen, a-t-il précisé, a constaté que « l'existence du gouvernement n'avait pas été réellement mise en cause devant l'Assemblée nationale » et qu'il n'y avait pas eu de difficultés « à trouver une majorité ». Cette session « s'est déroulée de façon satisfaisante, l'atmosphère n'a été que rarement conflictuelle, elle a permis au gouvernement de progresser dans la mise en œuvre de sa politique », a-t-il ajouté.

EUROCAP
INSTITUT CAPILLAIRE
Plus de 30 ans d'expérience dans les soins du cheveu
4, Place Franz Liszt
75010 PARIS
(1) 48.24.33.82

Le communiqué du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres au palais de l'Élysée le mercredi 5 juillet 1989. Nous publions les principaux extraits du communiqué publié à l'issue du conseil.

CONVENTION INTERNATIONALE

Le ministre d'État, ministre des affaires étrangères, a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la construction et à l'exploitation d'une installation européenne de rayonnement synchrotron, située à Grenoble.

RÉFORME DES PROCÉDURES CIVILES D'EXÉCUTION

Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant réforme des procédures d'exécution.

Le droit actuel en la matière rencontre pour l'essentiel au code de procédure civile de 1806. Vieilles, compliquées, trop techniques, très mal connues, ces règles ne sont plus adaptées aux structures de notre société. Sa modernisation d'ensemble s'impose.

Issu des travaux d'une commission présidée par M. Paret, professeur à l'université de droit de Paris, le projet de loi pose les principes directeurs du droit de l'exécution et énonce les règles applicables aux différentes mesures d'exécution, à l'exception de la saisie immobilière qui pourrait, l'an prochain, faire l'objet d'un texte distinct.

Le projet de loi simplifie les procédures d'exécution et en accroît l'efficacité. Ainsi, les créanciers munis d'un titre exécutoire pourront saisir les sommes d'argent figurant sur les comptes de leur débiteur sans avoir, comme dans l'actuelle saisie-arrest, à introduire une instance judiciaire pour obtenir le paiement de leur dû. Ils pourront, sous certaines garanties, obtenir des organismes publics et parapublics des renseignements leur

permettant d'agir contre les débiteurs qui dissimulent leur adresse ou leurs avoirs. Le régime des astreintes est par ailleurs amélioré pour lui assurer une meilleure efficacité.

En même temps, le projet de loi s'attache à humaniser les poursuites. Il instaure un minimum absolu insaisissable sur les revenus du travail. Il autorise les débiteurs à vendre à l'amiable les biens saisis. Il prévoit des délais en matière d'expulsion. Soucieux du respect dû à la liberté individuelle, il subordonne à une autorisation et à un contrôle de l'autorité judiciaire l'entrée de l'huissier dans un domicile en l'absence ou contre le gré de son occupant.

Le contenu de l'ensemble du nouveau dispositif sera soumis à un juge de l'exécution, juge unique du tribunal de grande instance ou du tribunal d'instance. C'est au juge qu'il reviendra de donner les autorisations requises par la loi et de trancher toutes les difficultés d'exécution, quelle que soit leur nature, en tenant compte des difficultés rencontrées par les débiteurs malheureux pour amortir les échéances ou les intérêts des sommes dues.

Enfin, le projet de loi clarifie le régime des mesures conservatoires.

Mesures d'ordre individuel

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du premier ministre :

— M. Bernard Carquiglini est nommé délégué général à la langue française.

Sur proposition du ministre de l'intérieur :

— M. Jean-Claude Treas, préfet de la Creuse, est nommé préfet hors cadre.

— M. André Froust, sous-préfet 1^{re} classe en service détaché, est nommé préfet de la Creuse.

(Né le 29 juin 1939 à Tarbes (Hautes-Pyrénées), ancien élève de l'école militaire de Saint-Cyr, M. Froust a été officier d'active avant de quitter l'armée pour être intégré dans le corps préfectoral et être nommé en 1975 directeur du cabinet du préfet de la Nièvre, puis de la Haute-Corse. Sous-préfet de Thonon-les-Bains en 1979, il est détaché au ministère des affaires étrangères à partir de 1981 et nommé conseiller à l'ambassade de France à Ottawa. Revenu en France en 1984 comme sous-préfet de

Lieux (Calvados), il est nommé directeur de la DGSE en août 1986.)

— M. Jean-Claude Pottier est nommé préfet.

chargé d'une mission de service public relevant du gouvernement.

— M. Christian Traouac, préfet de la Vendée, est admis sur sa demande au bénéfice du congé spécial.

Sur proposition du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer :

— M. Bernard Attali est renouvelé en qualité de président du conseil d'administration d'Air France.

Sur proposition du secrétaire d'État chargé de la consommation :

— M. Jean Terquem, conseiller d'État, est renouvelé en qualité de président de la commission de la sécurité des consommateurs.

(Lire p. 31 la nomination des PDG des grandes entreprises et organismes publics.)

هكمان الأشعل

محمد المنصور

Société

Le Monde • Vendredi 7 juillet 1989 11

Parallèlement à une réforme du Fonds d'action sociale

Le gouvernement envisage de créer un « observatoire de l'immigration »

M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, a annoncé, jeudi 6 juillet, à Mantes-la-Jolie (Yvelines), que le gouvernement étudierait diverses mesures pour favoriser l'intégration des immigrés. Il est prévu notamment de créer un « observatoire de l'immigration » et de réformer la gestion du FAS (Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles).

Qui a dit que le gouvernement ne s'occuperait que du statut des immigrés (de loi Joxe) et négligerait leur intégration ? Désormais, dit le ministre, le contraire. M. Claude Evin s'est rendu à Mantes-la-Jolie, où une municipalité socialiste conduit des expériences intéressantes en matière de logement et d'éducation. Il en a profité pour préciser la politique gouvernementale et annoncer sinon des mesures, du moins des projets.

« Nous ne voulons pas faire de la France une société pluriculturelle à la libanaise, a dit le ministre. L'intégration ce n'est pas cela. Mais nous n'imposons pas, non plus, l'assimilation culturelle qui impliquerait, dans la sphère du privé, le renoncement à toute valeur d'origine. » Selon M. Evin, il faut faire en sorte que « notre société s'adapte mais sans renoncer à ses valeurs fonda-

trices ». Par intégration, il entend aussi bien « le refus de l'exclusion » que le fait de « permettre une participation active des immigrés à notre vie sociale ». Le ministre cite en exemple les boursiers qui se sont présentés aux dernières élections municipales. C'est, selon lui, l'un des moyens de « réactiver le creuset français » et de développer avec les immigrés « une culture de la ressemblance se fondant sur les valeurs essentielles de notre société ».

Les étrangers jouissent grosso modo des mêmes droits sociaux que les Français, a remarqué M. Evin. L'objectif n'est pas de leur donner de nouveaux droits, mais de faire en sorte qu'ils ne souffrent pas de discriminations liées à leur nationalité ou à leur origine ethnique.

Une étude sur le logement

La politique d'intégration du gouvernement est double. D'une part, lutter contre les exclusions de toutes les populations en difficulté, qu'elles soient françaises ou étrangères ; d'autre part, prendre des mesures spécifiques concernant les immigrés.

Dans cet esprit, M. Evin définit trois orientations : améliorer la connaissance des phénomènes migratoires ; veiller à ce que les

étrangers ne soient pas exclus des dispositifs de droit commun ; évaluer les interventions spécifiques en s'appuyant davantage sur les collectivités locales. Ces orientations seront exposées à l'automne prochain au conseil des ministres.

Un observatoire de l'immigration et de la présence étrangère en France est envisagé, compte tenu de l'insuffisance des données statistiques et qualitatives dont on dispose actuellement. Cet organisme d'étude serait « placé sous le contrôle d'un conseil scientifique et technique réunissant des personnalités qualifiées et des autorités morales ».

Un rapport annuel sur l'intégration des immigrés serait publié par un secrétariat permanent, dans le cadre du Conseil national des populations immigrées. Celui-ci, réunissant des représentants de l'administration et des communautés immigrées, ainsi que les partenaires sociaux et des personnalités qualifiées, doit, selon M. Evin, « jouer un rôle de pont à gratter auprès des pouvoirs publics ».

Une étude sur le logement des immigrés a été demandée à une mission conjointe de l'inspection générale des affaires sociales, de l'inspection générale des finances et de l'inspection générale de l'équipement. Il s'agit de rassembler les poids entre les différentes com-

munes, de faire en sorte que les foyers d'immigrés ne se transforment pas en habitats refuges pour marginaux et de permettre aux maîtres d'être associés à la gestion de ces foyers, qui leur échappent totalement.

Un décret est en préparation pour « alléger les procédures de gestion » du Fonds d'action sociale. Cet organisme public, qui vient de célébrer son trentième anniversaire, subventionne près de trois mille associations. Il consacre au logement des immigrés la moitié de son budget annuel, qui est de 1,5 milliard de francs.

S'il annonce diverses mesures, M. Evin ne parle pas d'un « lot-cadre sur l'intégration des immigrés » qui vient d'être réclamé par les 512 000 signataires d'une pétition à l'initiative de SOS-Racisme, de la FEN, du CNAL et d'autres associations (Le Monde du 29 juin). Et il ne fait allusion à aucune structure au niveau gouvernemental, demandé, ici ou là. Une dizaine de ministères devraient continuer à s'occuper à leur manière de l'immigration : la protection sociale, l'éducation, le logement, la justice, l'intérieur, les affaires étrangères... sans compter la défense et l'emploi.

ROBERT SOLÉ.

ENVIRONNEMENT

Des mesures à l'étude contre la sécheresse

La France manque d'eau

« Je n'ai pas de devoir de décevoir certains secteurs du territoire en état de sécheresse grave. » M. Brice Lalonde, secrétaire d'État chargé de l'environnement et de la protection des risques majeurs, a conclu, samedi 3 juillet, l'exposé qu'il venait de faire sur la sécheresse.

La mesure qu'il a évoquée est une procédure exceptionnelle ayant pour effet de rendre l'alimentation en eau potable prioritaire sur toute autre utilisation. Les autorités peuvent alors interdire aux industriels et aux agriculteurs de pomper dans les rivières comme dans les nappes. Elles ont également le pouvoir de modifier la gestion des barrages.

Nous n'en sommes pas encore là, mais la situation est telle dans plusieurs régions de France qu'il faut bien envisager une répartition autoritaire de la pénurie. « Mon devoir », a dit M. Lalonde, « est de prévoir le pire : c'est-à-dire qu'il continue à ne pas pleuvoir durant une partie de l'été. » Le ministre a demandé aux préfets des départements les plus touchés d'imaginer des scénarios catastrophes de manière à pouvoir faire face.

Le dernier bulletin hydrologique, en date du 5 juillet, est en effet

préoccupant. Sur l'ensemble du pays, les pluviomètres ont enregistré en juin un déficit de 25 % à 50 % par rapport à la normale. Partout, la canicule a accéléré l'évapotranspiration des sols et des végétaux. Malgré quelques pluies convulsives, la sécheresse qui sévit depuis septembre 1988 s'est donc aggravée. Conséquence : la plupart des grands cours d'eau (le Rhin, le Rhône, la Loire, la Garonne, la Durance) n'ont plus que la moitié et parfois le quart de leur débit ordinaire. Si les nappes profondes ne sont pas encore affectées, celles qui sont situées dans des terrains calcaires, comme les Causses, le Quercy et l'arrière-pays pyrénéen, ainsi que celles qui sont enfouies dans des sols granitiques ou schisteux comme en Bretagne, en Limousin et en Corse commencent à baisser.

Une consommation excessive

Le tableau est évidemment très différent selon les bassins hydrographiques. Il y a si peu d'eau dans le Loire que l'un des réservoirs de la centrale de Chiron a dû être stoppé.

En Bretagne, la situation risque de se dégrader prochainement sur le littoral, dans les stations touristiques et dans les zones d'agriculture intensive. En Limousin, pour sauver les poissons, il a fallu retirer de certains cours d'eau. D'ici, dans une dizaine de départements du bassin de la Loire et de Bretagne, les préfets ont imposé des restrictions à l'arrosage des pelouses, au remplissage des piscines et même à l'irrigation des cultures.

La sécheresse a des effets particulièrement spectaculaires dans le Sud-Ouest. L'Artois et la Garonne n'ont plus que le quart de leur débit normal, le Tarn 15 % et l'Aveyron moins de 10 %. Quant aux nappes superficielles, elles sont à leur plus bas niveau jamais enregistré et elles continuent à baisser. Pourra-t-on compter sur les barrages ? Une demi-douzaine d'entre eux, qui ont lâché de l'eau en mai et juin, n'ont plus que la moitié de leur réserve. Aussi le canal du Midi n'a-t-il été ouvert que quelques heures : le temps de laisser partir les bateaux de plaisance qui étaient retenus prisonniers entre deux écluses.

Ailleurs, les points rouges de la sécheresse sont sur le Doubs, qui est victime d'eutrophisation, sur certaines rivières de la Côte d'Or, où l'on envisage de fermer la pêche, dans l'arrière-pays pyrénéen, où les sources tarissent, mais surtout en Corse, où, dans certaines communes de montagne, on monte déjà l'eau par camion-châble.

Au point où en sont les choses, de nouveaux forages ou la construction hâtive de retenues ici ou là ne serviraient à rien. L'eau manque et la seule issue est désormais de l'économiser. « Je fais appel au civisme des Français », a dit M. Lalonde, pour arrêter le gaspillage qui est par exemple le lavage des voitures et l'approvisionnement des piscines. Le ministre de l'environnement tire d'ailleurs des difficultés actuelles une leçon plus générale. En trente ans, la consommation d'eau des Français a quadruplé. « Il va bien falloir s'arrêter dans cette course ascendante », dit le ministre, « sinon tous les barrages et tous les forages imaginables n'y suffiront pas. Les ressources en eau sont limitées, il faut à présent réfléchir à une meilleure gestion de ce capital. »

MARC AMBROISE-RENDU.

DÉFENSE

Nominations militaires

Le général Vincent Lanata devient inspecteur général de l'armée de l'air

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres de mercredi 5 juillet a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• **AIR.** — Est élevé au rang et à l'appellation de général d'armée aérienne, le général de corps aérien Vincent Lanata, nommé inspecteur général de l'armée de l'air.

[Né le 7 juin 1935 à Bastia (Haute-Corse) et ancien élève de l'École de l'air, Vincent Lanata a, notamment, servi au centre de prospective et d'évaluation du ministère de la défense (1975-1978), commandé la base aérienne d'Orange (Vaucluse), puis la IV^e région aérienne (Aix-en-Provence) en 1983. Depuis 1986, il était major général de l'armée de l'air.]

Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps aérien, le général de division aérienne François Vallat, nommé major général de l'armée de l'air.

Sont nommés : inspecteur des armements nucléaires, le général de brigade aérienne Jacques Flori ; directeur adjoint des centres d'expérimentation nucléaires, le général de brigade aérienne Paul Vercoq.

• **TERRE.** — Sont promus : général de division, les généraux de brigade Pierre Godon et Gérard Briancourt-Rouge ; commissaire général de division, le commissaire général de brigade Paul Gantois, nommé chef du service central d'études et de réalisation du commissariat de l'armée de terre.

Sont promus : général de brigade, les colonels Gérard Folio, Bernard Roblin, Jean-Louis Favrot, Pierre Vinot-Préfontaine, René Mascaro, Michel Pinea, François Toulouse et Daniel Gazzeau ; commissaire général de brigade, le commissaire colonel Paul Soudier ; général de brigade, les colonels Jean-François Larrière, Michel Pichon, Jacques Norlain et Bernard Bigotte.

Sont nommés : major régional de la I^{re} région militaire, le général de division Marc Anglard ; adjoint au général gouverneur militaire de Paris et commandant la I^{re} région militaire, le général de division Michel Roquejeoffre ; commandant la 55^e division militaire territoriale, le général de brigade Jacques Leroy ; commandant l'artillerie du I^{er} corps d'armée et de la VI^e région militaire, le général de brigade Jean-Claude Delmasvader ; commandant la 7^e division blindée et la 65^e division militaire territoriale, le général de brigade Christian Queant ; directeur de l'École supérieure des officiers de réserve du service d'état-major, le général de brigade Jacques de Belenot ; commandant et directeur du matériel du III^e corps d'armée et de la II^e région militaire, le général de brigade Daniel Toulouse ; commandant et directeur des transmissions de la I^{re} région militaire, le général de brigade René Adam ; chef d'état-major du général commandant la I^{re} armée et gouverneur militaire de Strasbourg, le général de brigade Michel Billot ; directeur adjoint à la direction cen-

trale des transmissions, le général de brigade Bernard Roblin ; directeur de l'enseignement militaire supérieur, scientifique et technique, le général de brigade Jean-Louis Favrot ; adjoint au général commandant la 15^e division d'infanterie et la 43^e division militaire territoriale, le général de brigade Michel Pichon ; commandant les écoles du commissariat de l'armée de terre, le commissaire général de brigade André Simon ; directeur du commissariat de l'armée de terre de la V^e région militaire, le commissaire général de brigade Jacques Juanchich ; sous-directeur « approvisionnements » à la direction centrale du commissariat de l'armée de terre, le commissaire général de brigade Paul Soudier.

• **ARMEMENT.** — Sont promus : ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Hervé Groulle, Michel Lévy et François Millard.

• **SERVICE DE SANTÉ.** — Est promu : médecin général, le médecin chef Michel Otter.

Sont nommés : inspecteur général du service de santé, le médecin général inspecteur Henri Antoine ; directeur du service de santé de la I^{re} région militaire, le médecin général Charles Lombard ; directeur adjoint du service de santé de la I^{re} région militaire, le médecin général André Laurent.

• **SERVICE DES ESSENCES.** — Est nommé : directeur central du service des essences, l'ingénieur général de deuxième classe Gérard Peron.

M. Paul-Marie de La Gorce président du comité d'études de la défense nationale

M. Paul-Marie de La Gorce a été nommé, mercredi 5 juillet, président du comité d'études de la défense nationale. A ce titre, il devient rédacteur en chef de la revue mensuelle *Défense nationale*, en remplacement du contre-amiral (cadre de réserve) Jean Hugon.

[Né le 10 novembre 1928 à Paris, M. Paul-Marie de La Gorce, collaborateur de nombreuses publications, a appartenu à plusieurs cabinets ministériels, notamment à ceux de M. Christian Fouchet (ministère de l'Intérieur en 1967-1968) et M. Yves Guéna (ministère de l'Information en juin et juillet 1968). Il a dirigé le cabinet de M. Léo Hauser, secrétaire d'État aux affaires étrangères (1972-1974). Depuis, il a été commentateur de politique étrangère à l'ORTF, à TF 1, puis à Radio-France. Il collabore au *Monde diplomatique*.]

PARIS

Le conflit dans les crèches : des négociations difficiles. Mercredi 5 juillet, les personnels des crèches de Paris se sont à nouveau mobilisés après cinq semaines de grève.

Le conseil supérieur de la fonction publique territoriale qui se réunissait le même jour place Beauvau a renvoyé la belle dans le camp de la mairie de Paris en refusant de prendre en charge les dossiers autres que ceux des puéricultures et maternelles. De son côté, la mairie qui a fait des propositions concernant les conditions de travail, a refusé de satisfaire les revendications des grévistes sur la revalorisation salariale.

JACQUES ATTALI, ROMANCIER

Jacques Attali aurait pu se laisser aller au seul plaisir de raconter. Il s'en est gardé, soignant le style, travaillant le rythme, l'harmonie, le phrasé, les dialogues. Il a réussi tout cela avec, pour river leur clou, en passant, à ses critiques, une histoire difficilement racontable, sous peine de la banaliser, de priver le lecteur de la joie des découvertes et des égarements sur de fausses pistes soigneusement balisées par l'auteur.

Josyane Souvignea, *Le Monde*



Avec « La vie éternelle », Jacques Attali nous offre la plus bouleversante des histoires d'amour.

L'Arche

Tout son livre proclame que si le propre des hommes est de laisser des traces après eux, plus souvent par leurs violences que par leurs bienfaits, les seules promesses à durer sont faites de mots et d'art. Le romancier et ses personnages ont pris le relais du faiseur de Golem.

Christine Arnothy, *Le Parisien*

C'est plus qu'un chef-d'œuvre, c'est quelque chose d'inoubliable... C'est un bouquin tellement exceptionnel que je me suis promis de le clamer à tout Paris

San Antonio

FAYARD

Société

SPORTS

CYCLISME : le Tour de France

Jean-Marie Leblanc ou l'esprit de 89

Les 195 coureurs encore présents dans l'épreuve du Tour de France n'ont pas eu le loisir de profiter de la journée de repos prévue mercredi 5 juillet. Un problème technique, survenu sur l'un des deux avions affrétés par les organisateurs pour transporter les concurrents de Lille à Dinard, a entraîné une série de perturbations. Si certaines équipes sont arrivées en Bretagne avec seulement trente minutes de retard, d'autres ont attendu plusieurs heures dans l'aéroport de Dinard, avant de pouvoir décoller. Résultat d'une journée, jugée par des directeurs sportifs et déplorée par beaucoup de coureurs, n'ont pu reconnaître le parcours de l'étape contre la montre disputée jeudi 6 juillet, entre Dinard et Rennes.

DINARD de notre envoyé spécial

Chaque matin, dans le quart d'heure qui suit le départ de l'étape, les voitures suivantes reçoivent le salut de Jean-Marie Leblanc, directeur des compétitions de la Société du Tour de France depuis l'automne dernier. La voix est aimable, le propos clair. L'homme, dans la plénitude de la quarantaine, paraît à l'aise dans une fonction dont il est le premier à dire, sans fausse modestie mais sans vanité non plus, qu'il se sent capable de la remplir, au moment où elle lui fut proposée.

Jean-Marie Leblanc avait pour cela quelques qualités. Ce fils d'agriculteur, né dans un village de l'Avenir et qui resta un homme du Nord, éprouva dès l'adolescence, cette passion du vélo qui fait dire, de tous ceux qu'elle atteint, qu'ils ont été « vaccinés avec un rayon de bicyclette ». Ainsi fut-il coureur amateur, avant d'entrer en professionnalisme en 1967, pour n'en ressortir qu'en

1971. La passion du vélo n'interdit pas de s'intéresser à autre chose, même à la chose publique. Le coureur Leblanc était aussi, dans la vie, un bachelier en philosophie, riche encore de deux années universitaires de sciences économiques. La tentation du journalisme le tentait, il y succomba. La Voix du Nord fut la première à l'adjoindre. Passée l'initiation, on s'aperçut dans le milieu que Jean-Marie Leblanc était un « bon ». L'équipe l'appela pour lui confier, en 1978, la rubrique cyclisme. Dès lors, tout s'enchaîna avec la simplicité qui commande la logique.

Aujourd'hui, le directeur des compétitions de la Société du Tour de France ne désimule pas qu'il se veut, qu'il se sent, à des fautes de Jacques Goddet. La petite phrase par laquelle il accompagne son propos est, à elle seule, un discours-programme : « Après de Jacques Goddet, j'étais assuré de la meilleure formation possible, celle qui oblige à la rigueur intellectuelle, celle aussi qui se ramène à ces quelques mots : le sport d'abord, avec le moins de concessions possibles à la publicité. »

Jean-Marie Leblanc a vécu en 1988 ce qu'il appelle pour lui un « mauvais Tour de France ». L'affaire Delgado, avec tous ses relents, ne fut assurément pas étrangère à sa morosité. Il a trop de finesse et de bon sens pour ne pas avoir mesuré l'effet néfaste qui en résulte. Mais l'ancien coureur demeure tout autant sensible à des incidents de course, à des fautes d'organisation qui, pour n'avoir pas eu, dans l'option, un aussi grand écho, n'en demeurent pas moins pour lui des bavures.

Sur toutes ces défaillances du Tour 88, il prit sur lui l'initiative d'établir un rapport. Aussi bien, lorsque, en octobre 1988, la Société du Tour de France lui fit savoir qu'elle avait trouvé, en remplacement de Victor Louis, un nouveau directeur général avec Jean-

Pierre Carasso et un nouveau directeur de compétition qui serait... Jean-Marie Leblanc lui-même, ce dernier a répondu qu'il tout de suite. A nouveau directeur, Tour nouveau ? La réponse ne saurait encore être donnée. Du moins faut-il enregistrer pour prendre date, ce que confie aujourd'hui Jean-Marie Leblanc : « Il s'agit effectivement, dit-il, de multiplier une situation qui risquait de conduire à un effacement du sport, au nom de nécessités commerciales. Certains se sont montrés inquiets parce que celui qui est aujourd'hui directeur général de la Société, Jean-Pierre Carasso, vient du monde de la publicité. Je peux vous assurer que de telles craintes sont vaines. Carasso est un homme qui aime le sport et qui, chaque matin, lit l'Équipe avant moi. Nous sommes l'un et l'autre en harmonie pour que le Tour soit un grand et bon événement sportif. Il faut d'abord, pour cela, une course saine et libre. Il faut ensuite un public, pour toucher ce public, le concours obligé des médias. Et ce n'est qu'ensuite que les sponsors doivent trouver leur place. »

Le troisième événement sportif mondial

Ainsi, pour Jean-Marie Leblanc, l'avenir le plus proche est simple à définir. Il s'agit d'effacer l'impression néfaste laissée par les dernières années. Après quoi, une ambition s'affirme : faire du Tour de France le troisième événement sportif mondial, après les Jeux olympiques et la Coupe du monde de football. C'est ici qu'une question trouve dès lors tout naturellement sa place : « Pensez-vous à un retour des équipes nationales ? »

La réponse de Jean-Marie Leblanc mérite d'être rapportée : « Félix Lévitan, dit-il, considérait cette éventualité comme une vue de l'esprit. Jean-Pierre Carasso et moi serions tentés, au contraire, de

dire : quel dommage qu'il n'y ait pas d'équipes nationales ! En fait, nous n'avons pas obtenu complètement l'idée d'un tel retour. Comment le réaliser ? Je vous dirai nettement que ce n'est pas, à l'heure qu'il est, une question d'actualité. Mais je vous dis aussi que je n'ai pas oublié un article de Jacques Goddet, écrit en 1982, année de la Coupe du monde de football en Espagne. Cet article lançait alors l'idée suivante : pourquoi pas, tous les quatre ans, l'année de la Coupe du monde de football, faire aussi un Tour de France avec des équipes nationales ? Voilà à partir de quoi on peut cogiter. »

Quant à un Tour « mondialisé », tel que certains le voient déjà, avec un départ de Montréal, un passage par les États-Unis, des péripéties au-delà des océans, le nouveau directeur des compétitions se montre circonspect. La dimension européenne, avec départ dans les années à venir de Munich ou de Londres, lui paraît possible et même satisfaisante. Mais, pour le reste, il faut penser à la logistique. Sait-on qu'aujourd'hui chaque coureur du Tour dispose de six vélos ? Cela signifie qu'avec deux cents concurrents au départ, il faudrait faire franchir à l'équipe à mille deux cents vélos, plus leurs roues et leurs boyaux. Cela signifie aussi des décalages horaires, alors que, déjà, bien des coureurs se plaignent d'un transfert de 500 kilomètres sur le territoire français.

Si l'une des neuf épreuves cyclistes (1) organisées par la Société du Tour de France apparaît « exportable » à Jean-Marie Leblanc, ce n'est pas, évidemment, le Grand Prix des nations.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

(1) Ces neuf épreuves sont : le Tour de France, le Tour féminin, la Coupe internationale de printemps, Paris-Roubaix, le Tour de l'Oise, Bordeaux-Paris, le Tour de la Communauté européenne, le Grand Prix des nations et Paris-Tours.

TENNIS : les Internationaux de Grande-Bretagne

John McEnroe, le regain d'une gloire

Les quarts de finales des championnats de Wimbledon ont été conformes à la logique, mercredi 5 juillet : Ivan Lendl et Boris Becker qui se rencontreront en demi-finale vendredi 7 juillet se sont facilement imposés aux deux seuls joueurs non tête de série à ce stade du tournoi, respectivement Dan Goldie et Paul Chamberlin. En revanche, John McEnroe et Stefan Edberg, qui seront opposés dans l'autre demi-finale, ont bataillé sévèrement contre respectivement Mats Wilander et Tim Mayotte.

Londres de notre envoyé spécial

Les grilles de Wimbledon s'ouvrent habituellement au public une heure avant le début des premiers matches : c'est-à-dire à 11 h 30. Les gens, dont beaucoup ont passé la nuit dans des sacs de couchage sur le trottoir pour être sûr de pouvoir entrer dans l'enceinte de All England Lawn Tennis Club, se répandent alors sur les arcs de

pique-nique, dévalisent les boutiques de souvenir ou les stands de ravitaillement, guettent l'arrivée des stars des courts. Wimbledon n'est plus alors qu'une immense garden-party dans l'attente des premiers échanges.

Mardi 5 juillet le cérémonial n'a pas été respecté. Les personnes qui avaient fait la queue à l'entrée ne se sont pas éparpillées dans les allées et sur les pelouses, elles ont aussitôt reformé des serpents humains aux issues du Court Central. Après avoir patienté des heures et des heures pour pénétrer dans le stade, cette cohorte voulait pouvoir accéder à l'arène. Car on n'était plus vendredi soir mais mercredi après-midi dans le « South-West 19 », banlieue verdoyante et paisible de Londres, on était plutôt du côté de Pampelune, en plein Pays basque, à la veille d'une corrida. Bref Wimbledon frémissait d'une tension malsaine dans l'attente d'un drame, le match quart de finale McEnroe-Wilander.

« Eh bien le drame s'est produit ! Mais ce n'a pas été celui qu'attendaient ces spectateurs avides de sensations. Car ce bon public devait en effet croire qu'il allait voir un Américain hystérique, bavant de fureur comme un taureau de combat.

La presse britannique lui avait en tout cas annoncé un spectacle trié-chou, prêt à tout pour gêner ses adversaires, pour emporter une victoire. N'avait-il pas reçu un avertissement pour comportement antisportif dans son match avec l'Australien John Fitzgerald dont il avait cassé la cadence en retardant l'engagement, en se plaignant du bruit - insupportable pour tous - d'un réfrigérateur de ballons, en ignorant la présentation des ballons neufs ? C'était un brusque retour à la situation de 1982, quand McEnroe, champion en titre, était traité par l'Angleterre avec les égards que la police des frontières accorde aux terroristes.

Hauts et bas vertigineux

Mais ce n'est pas ce McEnroe là - il est vrai parfaitement détestable - qui s'est incliné mercredi à 14 heures locales devant le luge royal ou avant pris place Lady Di, l'épouse du prince de Galles. C'est un joueur à la recherche de lui-même, au milieu de son dernier état de champion, qui retrouvait le temps d'un match son passé glorieux.

McEnroe-Wilander, c'est un paragraphe dans le livre des records : ils ont disputé en 1982 à Saint Louis le plus long match de l'histoire du tennis open, 6 heures 22 minutes de face à face, entre le premier qui venait de prendre à Björn Borg la première place mondiale et le second, tout frais champion de Roland-Garros qui était alors le plus jeune vainqueur d'un tournoi du grand chelem. C'est aussi douze matches, toujours serrés, qu'ils se sont partagés. C'est encore, ce mercredi, deux joueurs vedettes qui ont un surprenant point commun : à l'époque du sponsoring roi, ils ont joué avec des raquettes qu'ils avaient payées de leurs deniers.

Depuis sa défaite sur le gazon londonien lors des quarts de finale 1985 contre Kevin Curran, McEnroe, le vainqueur de quatre open des États-Unis et de trois championnats de Wimbledon, le finaliste des Internationaux de France, n'a même plus atteint les demi-finales d'un tournoi du grand chelem. Depuis sa victoire à Flushing Meadows qui lui donnait la première place mondiale, Wilander, le champion suédois, a remporté quatre titres, n'a plus disputé la moindre finale dans le plus petit tournoi.

Il ne fallait pas chercher ailleurs la cause du match. Elle n'était que dans ces considérations personnelles, mais extrêmes. Au point que cette partie aussi pourrait trouver sa place dans le livre des records au titre du plus grand nombre de balles de break jouées par des champions de ce calibre : quarante-huit, vingt-huit contre Wilander, le reste contre McEnroe. Avec cette particularité : l'Américain fit neuf fois le break et le Suédois seulement huit fois. Cela suffit pour faire la différence au bout de quatre petites heures d'un tennis sans influence. Car ni l'un ni l'autre ne parvint vraiment à gérer cette énorme émotion qui les submergeait tour à tour.

Ces « poly-musclés » de l'open jouèrent petit bras. Wilander a perdu le break du premier set en mettant dans le filet un coup droit qu'il aurait passé les yeux fermés n'importe quand. Avant cela McEnroe avait servi une double faute sur un point de break donnant le onzième jeu au Suédois.

Et il en alla ainsi jusqu'au bout, Wilander alignant cinq jeux pour en concéder aussitôt six, McEnroe perdant son premier service pour mieux remporter trois manches. Il n'y avait pas de coup plus sensationnel que l'astro. Il n'y avait que des hauts et des bas, vertigineux comme sur le grand-huit des fêtes foraines. Un voyage au bord de la peur, éprouvant, déconcertant, excitant, dans lequel Mats Wilander a tremblé un peu plus que John McEnroe.

Mats la foule n'a pas été déçue. Elle n'avait pas en le tennis ni lui avait été promis. Elle a eu un match de champion jouant comme si chaque point pouvait être le dernier de sa carrière. Et elle a compris que cela était l'annonce d'une grande demi-finale entre l'ancien triple champion et le tenant du titre. Il y aura d'autres files d'attente vendredi à Wimbledon.

ALAIN GIRAUDO.

Les résultats SIMPLE MESSIEURS

Quarts de finale. - Lendl (Tch. 1) b. Goldie (Et. 47) 7-6 (10-8), 7-6 (7-4), 6-0. McEnroe (Et. 8) b. Wilander (Sué. 5) 7-6 (8-6), 7-6 (6-3), 6-4. Becker (RFA 2) b. Chamberlin (Et. 85) 6-1, 6-2, 6-0. Edberg (Sué 2) b. Mayotte (Et. 8) 7-6 (7-4), 7-6 (14-12), 6-3.

RELIGIONS

65^e miracle officiel à Lourdes

La guérison d'une petite Sicilienne

L'archevêque de Catane (Italie) a officiellement reconnu comme miracle, jeudi 6 juillet, la guérison à Lourdes en 1976 d'une jeune Sicilienne aujourd'hui âgée de vingt-cinq ans.

Delizia Cirioli est née le 16 novembre 1964 d'une famille modeste à Paternò, en Sicile. Elle ressent, en 1976, les premières atteintes d'un sarcome d'Ewing, tumeur maligne de la moelle osseuse, survenant le plus souvent chez des enfants. En se développant, elle nécrose le tissu osseux. L'évolution de ce cancer est rapide. Delizia est hospitalisée le 30 avril 1976 à Catane. Les médecins préconisent une amputation de la jambe et un traitement au cobalt. Les parents refusent toute intervention chirurgicale ou thérapeutique.

Le village de Paternò va alors se cotiser pour envoyer à Lourdes la jeune malade. Mais pendant le pèlerinage du 5 au 13 août 1976, son état empire. Au retour, la situation semble désespérée. Le village prie pour Delizia. C'est aux alentours de la fête de Noël 1976 que la jeune adolescente ressentira les symptômes de la guérison.

Elle retournera à Lourdes en 1977 pour la faire constater. Ce n'est que le 26 septembre 1982 que, repêchée sévère, la commission médicale internationale de Lourdes tranche le cas Cirioli : « Guérison certaine, durable, inexplicable », selon la formule des experts.

Le dossier est ensuite transmis à l'autorité épiscopale compétente : l'archevêque de Catane, Mgr Luigi Bommarito, qui mettra sept ans avant de déclarer le caractère miraculeux de cette guérison.

L'Eglise est devenue vigilante : sur dix mille « guérisons » présentées à Lourdes (depuis 1858), deux mille cinq cents ont été reconnues médicalement « inexplicables », et soixante-cinq seulement officiellement admises comme miracles par la hiérarchie catholique. Le dernier cas de reconnaissance miraculeuse à Lourdes remonte à 1978 (Serge Parrot d'Angers). Quant à Delizia Cirioli, elle vient de passer son diplôme d'infirmière à Catane...

Une Eglise catholique dissidente, celle de Washington aux États-Unis, le Père George Stallings, quarante et un ans, a été suspendu de ses fonctions, mardi 4 juillet, par l'archevêque de son diocèse, le cardinal Hickey. Cette mesure suit la création, le dimanche précédent, d'une Eglise dissidente, baptisée Imani Temple (Imani veut dire Foi en swahili), exclusivement composée de fidèles noirs. La première messe a eu lieu à l'université Howard devant 4 000 personnes et dans des rituels africains. Le Père Stallings reproche à l'Eglise catholique américaine son passé raciste (elle a été l'une des dernières à condamner l'esclavage).

COMMÉMORATION

La célébration du Bicentenaire

M. Mitterrand a ouvert le Congrès mondial de la Sorbonne

M. François Mitterrand a ouvert jeudi matin 6 juillet le Congrès mondial organisé à la Sorbonne jusqu'au 12 juillet sur le thème « L'image de la Révolution française » (Le Monde du 6 juillet), le président de la République a d'abord souligné la dimension internationale de cette manifestation, indiquant : « Le temps est loin où l'on pouvait imaginer qu'il suffisait de réfléchir entre Français à cet événement complexe fondateur d'une large part de notre histoire. » Il a rappelé la « portée universelle » des proclamations de 1789, avant de préciser qu'un tel rassemblement d'historiens était « le signe d'une coopération scientifique mondiale, respectueuse de la pluralité des approches et d'autant plus nécessaire que son objet est devenu, au fil des temps, notre propriété commune. » Répondant à M. Michel Vovelle, directeur de l'Institut d'histoire de la Révolution française, qui venait de présenter les grandes orientations de la rencontre, le chef de l'Etat a conclu : « Ni anachronisme, ni liturgie appropriée, c'est un bon mot d'ordre, non seulement pour ce congrès, mais aussi pour l'effort de remémoration collective auquel le Bicentenaire nous convie tous. » (Lire pages 23 et 24 notre supplément quotidien sur le Bicentenaire).

SOLIDARITÉ

Croix-Rouge française : le déficit total atteint 232 millions de francs

« Le déficit de la Croix-Rouge française se monte pour l'année 1988 à 120 millions de francs, mais il faut aussi ajouter le passé et c'est donc une somme totale de 232 millions de francs que nous avons en négatif », a indiqué M. Georgina Dutoix, la nouvelle présidente de la Croix-Rouge française, jeudi 6 juillet, au cours d'une conférence de presse.

M. Dutoix a expliqué que les quelque 112 millions de francs qui viennent s'ajouter au déficit de l'année 1988 proviennent de « trois types de compte » : des unités fermées et qui continuent à générer des déficits et des salaires (18,6 millions de francs), des découverts qui ne pourront jamais être comblés (79,2 millions de francs) et enfin des comptes clients défectueux de 15 millions de francs.

La présidente de la Croix-Rouge a estimé à « probablement deux ans » le temps qui sera nécessaire à la remise à flot de l'organisation humanitaire. « Pour repartir sur des bases saines, a-t-elle précisé, il faut changer les hommes, rendre le siège de la Croix-Rouge plus tonique, plus présent et plus transparent, mettre en place une autre gestion, fermer certains établissements (probablement plus de dix) et procéder à des licenciements (environ une vingtaine dans un premier temps). »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5039

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
I. Des femmes qui n'ont pas de prix. - II. Un homme qui veut la mort. - III. Ruminait au feu. - Spécial pour le sénateur. - IV. Qui a pris sa volée. Grande cuvette. - V. Coutures dans un tissu précieux. - VI. Un mont entre la France et l'Italie. Grand, quand on fait des bonnes œuvres. - VII. Une partie de Venise. Plat, en Provence. - VIII. C'est parfois travailler comme un âne. - IX. Peut-être devenir mères quand elles sont veuves. Pronom. - X. Un gros plat. Peignaient

en famille. - XI. Une géopie solitaire. D'un auxiliaire.

VERTICALEMENT
1. Décolorants très puissants. Quand elle est noire, il y a beaucoup d'os. - 2. Méchamment frappé. Un homme à qui la campagne a bien profité. - 3. En Suisse, sont de vraies patates. Une ancienne capitale. - 4. A payer. Bien nourri. - 5. Pour le voir, il faut de bonnes lunettes. - 6. Père de nombreuses filles. Qui n'a pas besoin de compter. - 7. Procède par extinction. Bon, se mesure en pintes. - 8. Pays. Avait du souffle. - 9. Point du jour.

Solution du problème n° 5038

Horizontalement
I. Hercule. - II. Alcaïque. - III. Bain. Ina. - IV. Inés. - V. Sémor. - VI. Et. II. Est. - VII. Taie. Mita. - VIII. Extrair. - IX. Née. Or. - X. Sem. Ions. - XI. Ur. Doués.

Verticalement
1. Habileté. Sa. - 2. Elan. Tann. - 3. Reins. Item. - 4. Canotière. - 5. Ut. Sel. Io. - 6. Loi. Milou. - 7. Einstein. Né. - 8. Ré. Out. Osé. - 9. Déserteur.

GUY BROUTY.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-53-12-86
MINUTEL 36.15 CODE A37 puis OSP

SERVICES DES DOMAINES
adjudication le 13 JUILLET 1989 à 14 h 30
à VILLACOUBLAY, commune des Yvelines, sans Palais
VÉLIZY-VILLACOUBLAY (Yvelines)
Avenue de l'Europe
ENSEMBLE IMMOBILIER A USAGE DE BUREAUX comprenant :
1. - Un bâtiment construit de deux constructions accolées :
- MAISON DE MATRE, édifiée sur terrain comportant rez-de-chaussée et deux étages à usage de bureaux ;
- Bâtiment ancien édifié sur terrain avec rez-de-chaussée à usage de bureaux.
2. - CENTRE DE CALCUL : rez-de-chaussée à usage de bureaux, local technique, salle pour ordinateur, étage partiel à usage de bureaux.
3. - MAISON GARDIENNE en mauvais état.
Superficie totale : 6 232 m² dont 858 m² bâtis
Superficie SDPFO : 2 190 m²
Superficie utile : 1 340 m² environ
LIBRE - MISE A PRIX : 21 000 000 F
RENSEIGNEMENTS : direction des services fiscaux des Yvelines, 6, avenue de Paris, VERSAILLES - Tél. : 39-50-05-94. Page 72. Service central de publicité, 15,17, rue Scribe à PARIS (9^e). - Tél. : 42-66-93-46. Poste 204.
DETAIL DE CETTE VENTE : BULLETIN DES DOMAINES
numéro : 130 F par an, édité SCP, 17, rue Scribe
75436 PARIS CEDEX 09 ou Tél. : 42-66-93-46. Poste 204

Communication

Pour protéger la sensibilité des enfants

Le CSA oblige les chaînes à ne pas diffuser avant 22 h 30 les films interdits aux mineurs

Il n'y aura plus de films interdits au moins de treize ans ou de dix-huit ans avant 22 h 30 à la télévision : c'est la décision que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) vient de notifier par lettre aux présidents des chaînes. Elle s'applique aux canaux publics ou privés à l'exception de Canal Plus dont les émissions cryptées ne sont pas accessibles aux yeux du CSA, les enfants du spectacle de la violence et du sexe aux heures de grande écoute. Pour les séries et dessins animés, qui ne sont pas soumis comme les films au visa de contrôle du Centre national de la cinématographie, le CSA ne rappelle à la responsabilité des présidents de chaînes.

La décision des sages était attendue. Elle fait suite aux polémiques déclenchées par la diffusion sur la 5 de nombreux films érotiques ou violents et par la programmation sur FR 3, à 20 h 30, de *Portier de nuit* et *Possession*. De nombreuses associations familiales avaient protesté.

Intervenant dans le débat, le président de la République avait demandé la mise en place d'une « concertation sans imposition particulière » afin de « protéger la sensibilité des enfants durement éprouvée ».

Face aux chaînes qui voulaient régler le problème par une autodiscipline collective et une meilleure information des téléspectateurs, le CSA a préféré intervenir par voie réglementaire. La censure qui frappe les télévisions est, de plus, beaucoup plus large que prévu puisqu'elle concerne aussi les films interdits au moins de treize ans. Surprises, les chaînes ont immédiatement manifesté leur mécontentement en menaçant de ne plus coproduire des films qu'elles ne pourraient pas diffuser aux heures de grande écoute. « Je ne pourrai plus diffuser à 20 h 30 *Tout de suite*, *Canicola* ou *Ne réveillez pas un flic qui dort* dans lequel TF1 a

investi 7 millions de francs, explique Etienne Mongeau, directeur général de TF1. Nous n'allons pas continuer à investir dans des films de cinéma sans être certains de pouvoir les diffuser aux heures de grande écoute ».

Même réaction à M6 où l'on redoute que cette décision condamne les chaînes à « une véritable autocensure » en matière de production cinématographique. « Cette décision peut être gênante pour les tournages déjà engagés », explique-t-on à A2. Pour les films à tourner, nous serons très exigeants : on ne mettra de l'argent que sur des films qui offriront toute garantie de passer à 20 h 30. La télévision a investi l'an dernier 543 millions de francs dans le cinéma français, soit 21,5 % du financement de la production. 30 % de ces sommes ont été investies sous forme de coproduction.

JEAN-FRANÇOIS LACAR.

La colère de la SEPT

(Suite de la première page.)

Les télévisions adaptées ne sont produits qu'à mille exemplaires par mois, les « démodulateurs » — cette boîte qui reconstitue images et sons à partir du signal satellite — restent désespérément absents des états, et les premiers « désembrouilleurs » nécessaires pour les chaînes cryptées ne seront prêts qu'à la fin de l'année (le *Monde* du 1^{er} juin). « Nous n'avons même pas pu trouver suffisamment de matériels pour la centaine de personnes que nous voulons équiper », déclare M. Clément. La SEPT se bat seule pour promouvoir le satellite, quand les industriels, France-Télécom et Télédiffusion de France (TDF) restent l'arme au pied. Une inertie qui incite le président du directeur de la SEPT à demander à TDF une renégociation du prix de location — 70 millions de francs en année pleine — de son canal satellite.

Ce retard et ces obstacles techniques exaspèrent d'autant plus les

responsables de la chaîne que, sur tous les autres fronts, les derniers avancent à grandes enjambées. Le mariage franco-allemand ? Longtemps difficile, les discussions viennent de franchir une étape décisive avec le feu vert définitif accordé par les onze ministres-présidents des Länder (Etats régionaux) d'Allemagne fédérale (le *Monde* daté 2-3 juillet). Le financement ? Les partenaires d'outre-Rhin apporteront, à parité avec les Français, plus de 400 millions de francs par an. La nature juridique de la chaîne européenne ? Une réunion, fin août, en dressera les contours définitifs : une société mère installée à Strasbourg, chargée de la programmation et de l'antenne, et présidée alternativement pour deux ans par un Allemand ou un Français. Deux filiales de production seront implantées, l'une en RFA et l'autre dans l'Hexagone. Les programmes ? Le directeur se voit attribuer à l'antenne, l'« habillage » de la chaîne sera

repensé et les « programmes courts » multipliés. Les projets de développement, enfin ? La SEPT étudie la création d'une société d'édition de cassettes vidéo et entend développer une politique active auprès des maisons de la culture, des collèges et lycées, etc.

Mais c'est, une fois encore, la diffusion qui aura la priorité. A l'étranger, cette fois, avec le feu vert donné par les autorités helvétiques pour une reprise sur les réseaux câblés belges et suisses — c'est déjà le cas à Genève. Des négociations sont en cours avec la Bundespost pour desservir les cinq millions de foyers câblés outre-Rhin. « A brève échéance, la SEPT sera infiniment plus regardée hors des frontières qu'à l'intérieur », remarque M. Clément. Ce qui serait quand même paradoxal, alors que l'effort financier d'une telle entreprise a été essentiellement porté par les téléopérateurs français.

PIERRE-ANGEL GAY.

La bataille pour le contrôle du journal lorrain

Les administrateurs de « l'Est républicain » s'opposent à toute cession

« C'est Dallas plutôt que Châteauneuf », a noté M. Gérard Lignac, PDG de l'Est républicain (Nancy) au cours d'une conférence de presse, tenue le 5 juillet dans la capitale lorraine, à propos de la cession au groupe Cœra-Révillon de MM. Philippe et Michel Bouriez de 22 % du capital, propriété de M^{me} Marguerite Puhl-Demange et de M. Claude Puhl, respectivement PDG et directeur général du *Républicain lorrain* (Metz).

Quelques heures auparavant, huit des onze administrateurs du quotidien nancéen — M. Puhl, son beau-frère, M. Maurice Petit-Demange et M. Michel Urbain étaient absents — s'étaient réunis afin d'adopter une

position sur ce que M. Lignac appelle « un coup de main ». Compte tenu de deux abstentions, cinq administrateurs ont emboîté le pas à M. Lignac et ont voté une résolution dans laquelle ils indiquent vouloir « s'opposer avec la dernière énergie » à cette cession.

Entendant « sauvegarder l'indépendance du journal et ne pas en faire un simple instrument entre les mains d'un groupe financier qui occupe déjà une position dominante dans la zone de diffusion de l'Est républicain », ces administrateurs ont indiqué « ne pas tolérer qu'un groupe réalise un coup de main sur le journal en prenant la majorité

dans les assemblées au mépris des règles ».

La mise en sommeil de l'ordonnance de 1944 et l'abrogation de la loi de 1984 sur le pluralisme et la transparence de la presse ont, il est vrai, détruit les remparts protégeant les journaux. Les administrateurs de l'Est républicain ont cependant appelé à la rescousse l'article 4 de la loi de novembre 1986 de M. Létard. Celui-ci stipule que « toute cession est soumise à l'agrément du conseil d'administration ». Les statuts de l'Est républicain précisent que cet « agrément » doit être « préalable ». La ligne de défense existe donc bien mais elle est fragile : la résolution du conseil a toutefois été adressée aux pouvoirs publics et, ironie du sort, au président de la Fédération nationale de la presse française, M. Claude Puhl. La vente par ce dernier de ses actions de l'Est républicain à MM. Bouriez n'a pas été confirmée, même si l'on sait avec certitude qu'un « engagement de vente » a bien été signé.

Tout devrait se jouer dans les prochains jours. Les administrateurs de l'Est républicain se sont soumis au jugement du tribunal de commerce de Nancy, qui a exigé la réunion avant le 31 juillet d'une assemblée générale des sept cents actionnaires du journal. Mais il a fait aussi appel de ce jugement, certains membres du conseil évoquant en privé des « liens » qui existeraient entre le tribunal et la chambre de commerce de Nancy, que préside M. Michel Bouriez.

M. Lignac, qui possède 32 % du capital de l'Est républicain — les 8 % provenant de la succession de son père ont été débloqués le 29 juin, — entend se battre et réfute toutes les rumeurs concernant une éventuelle vente de ses parts.

Quant à M. Bouriez — qui détient 24 % du journal et serait en situation d'en détenir 22 % de plus, cédés par M. Puhl, il « attend le déroulement des événements ». L'action de l'Est républicain, cotée à 288 francs, se négocierait actuellement à la Bourse interrégionale à 2 000 francs.

YVES-MARIE LABÉ.

« La chance aux chansons » menacée de suppression

TF 1 et le CSA n'ont pas le même diapason

TF 1 ne programmera plus « La chance aux chansons » à la rentrée, si le CSA n'accepte pas de chasser cette émission parmi les œuvres audiovisuelles pour le calcul des quotas de diffusion. Cette émission consacrée depuis six ans à la chanson française classique est animée par Pascal Sevran, un proche de M. Jack Lang. Ce qui peut expliquer que TF1 l'ait choisie comme otage dans le chantage que la chaîne mène à l'égard d'une dizaine d'émissions.

L'autorisation de la chaîne stipule en effet qu'en matière de diffusion, seules sont considérées œuvres audiovisuelles les fictions tous publics, les dessins animés, les documentaires de création ou magazines élaborés, ainsi que les émissions scénarisées pour la jeunesse.

Entre le CSA qui se tient à cette règle, et TF1 qui revendique une définition plus large des œuvres audiovisuelles, les discussions s'achoppent depuis un an. Le corpus placé sur l'émission de variétés montre qu'en France tout fait par des chansons, même les problèmes de réglementation.

M. André Ferras nommé directeur général du « Parisien »

M. André Ferras, directeur général adjoint du *Parisien*, a été nommé, le 5 juillet, directeur général. Il sera placé sous l'autorité des deux gérants du *Parisien*, M. Philippe Amoury, PDG du groupe et directeur de la publication du quotidien, et M. Martin Desprez, directeur général.

La nomination de M. Ferras s'inscrit dans la phase actuelle de développement du *Parisien*, qui passera prochainement au format berlinois et à la couleur, puisqu'il sera fabriqué dans l'imprimerie d'Ivry du *Monde* et d'Hachette auxquels il s'est associé.

« S'appuyant sur ces renforts et des moyens accrus, Philippe Amoury et Martin Desprez entendent ainsi placer le *Parisien* en phase avec ses perspectives de développement », souligne la direction du journal. Tous les indicateurs sont à la hausse. (...) Le *Parisien* affiche une progression supérieure de 5 % en 1988. Par ailleurs, la vente quotidienne a dépassé les quatre cent mille exemplaires les cinq premiers mois de 1989.

M. Christophe Veyrin-Forrer, directeur du marketing du groupe, a été nommé directeur général adjoint du *Parisien*, où « il assistera André Ferras dans sa mission ».

(Publicité)



Afrique : le 89 des créateurs

Pour la première fois en France, le 12 juillet à Paris à 10 h 30 à l'UNESCO, « AMANDLA ».

Le groupe culturel Sud-Africain de l'A.N.C. donnera un spectacle. A cette occasion, seront discernés les « Génies de la Bastille », prix destinés à récompenser les créateurs africains de l'année (entrée libre dans la mesure des places disponibles, le soir de la manifestation).

Le 15 juillet « le groupe AMANDLA » se produira au château d'O à Montpellier.

Nous tenons également à remercier pour le concert privé qui s'est tenu le 1^{er} juin à Paris au Palais des Congrès : les épouses des chefs d'Etat des pays africains suivants : Cameroun, Centre-Afrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Sénégal ; ainsi que Madame veuve de feu le président Netto représentant l'Angola, Mademoiselle Pascaline Bongo pour le Gabon, et Mademoiselle Aïcha Babanguida pour le Nigéria.

Cet événement commun créé par Manu Dibango, A.-M. Tala (Cameroun), King Suny Ade, Oneyeka (Nigeria), Tshala Muana (Zaire), Zao (Congo), Nany (Angola), Akendengue (Gabon), ainsi que Maxime Le Forestier, Princesse Érika, Maurane et les ballets Black Blanc Beur, a été diffusé par la Cinq, dans le cadre de la fête de la musique le 21 juin à minuit.

Il le sera également en Afrique par Canal France International.

Les cassettes vidéo de ce spectacle seront mises en vente à partir de septembre chez Virgin Megastore, au profit de la Fondation France-Libertés Danielle Mitterrand pour son action en faveur de l'enfance en Afrique.



FRANCE-LIBERTÉS
FONDATION
DANIELLE
MITTERRAND



elf aquitaine

هكمان الأصيل

Le Monde DES LIVRES

La vengeance de Molly Keane

Rencontre avec une romancière irlandaise
qui écrivait en secret
pour échapper aux lois de son milieu.

D E Cork, petite ville du sud de l'Irlande, on s'enfonçait en suivant des ruelles étroites bordées de haies, dans la campagne verte et touffue que décrit Molly Keane à travers chacun de ses livres. Jusqu'au coin de Waterford, près de la mer, où demeure cet écrivain qui, à quatre-vingt-cinq ans, retrouve un second souffle. Elle vient, en effet, de publier son troisième roman. Cette œuvre compte pourtant moins, aux yeux des habitants de la région, qu'un traité sur la chasse au renard écrit dans sa jeunesse, au temps où Molly Keane était une adepte émérite de ce sport national.

L'ancestrale demeure de son enfance, qui constitue la toile de fond de son œuvre, a fait place à un cottage de dimensions plus modestes. On est introduit sans cérémonie dans un petit salon chargé de meubles anciens où brûle un feu d'acier. Silhouette menue, blottie dans un fauteuil à oreillettes, un peu fée ou peut-être sorcière — on hésite devant le regard intense et la chevelure grise en broussaille.

Molly Keane est assise, tenant serré contre elle un chien minuscule au nez pointu; il ne la quitte jamais, dit-elle, pas plus que les animaux domestiques, dans ses livres, ne se séparent des personnages dont ils sont les doubles fidèles.

Au mur, un tableau d'un impressionniste représentant deux gra-

cieuses demoiselles qui prennent la pose sous un saule; elles n'ont évidemment rien à voir avec ces *Denoted Ladies* qui, au début des années 30, surprisent le public de Molly Keane par leurs audaces amoureuses. Sur la cheminée, un carton d'invitation de la Royal Society of Literature à une conférence sur « L'autre Jane Austen ». Jane Austen, modèle incontestée des romancières anglaises, est l'écrivain préféré de Molly Keane; « trop polie, pourtant », ajoute-t-elle, car la méchanceté de Jane Austen, le plus souvent retenue, n'appartient à l'état pur que dans ses lettres (malencontreusement coupées par sa sœur Cassandra). Tchekhov aussi, dont l'écriture est « transparente, transparente comme de l'eau », ou encore Evelyn Waugh: « Je l'aime », dit-elle simplement de ce dernier. Pour sa clarté et sa ferocité, sans nul doute.

Une rare crainte

Située dans la lignée de Jane Austen et d'Evelyn Waugh, Molly Keane commença à écrire très tôt, à dix-neuf ans, dit-elle, publiant dès les années 20 des romans d'une rare cruauté, où se trouvait décrite l'aristocratie terrifiée par la révolution. Société fermée et régie par les règles étroites du monde victorien. Il



Molly Keane vue par Bernadette Cloze.

est vrai que, telles les Brontë, elle avait prudemment choisi de dissimuler son identité sous un pseudonyme — M.J. Farrell — qui ne révélait pas même que l'auteur était une femme. « Je venais de quitter l'école, se souvient-elle. En fait, je n'y avais passé que peu de temps, j'appartenais à une époque et à un monde où l'on était élevé par des gouvernantes. Elles étaient d'une ignorance intolérable. » La culture ne comptait pas, aucun livre n'était jamais mentionné; seuls le sport, les chevaux, la chasse au renard. Tels étaient les domaines où il fallait s'illustrer. Comment, dans ces circonstances, en était-elle venue à écrire? « Par ennui. Un été où je m'apprêtais à m'amuser et à chasser, on a cru que j'avais attrapé la tuberculose et on m'a mise au lit, seul remède à l'époque... J'avais

une telle honte d'écrire que je n'en ai rien dit. » Suit le récit, fréquent en cette époque de répression, d'une lutte héroïque et solitaire. « On guettait les quelques jeunes hommes qui avaient survécu à la guerre de 1914; il n'était pas question de se marier hors de son milieu et moins encore de flirter. J'aurais eu bien trop peur de les effrayer en lisant que j'écrivais: écrire, c'était dire littérairement, un défaut rédhibitoire... On attendait de moi que je me comporte en jeune fille de la maison: faire les bouquets, me rendre utile... Je devais m'estimer heureuse quand je pouvais chasser deux à trois fois par semaine. Bien sûr, j'aimais la chasse, mais, par-dessus tout, je voulais être libre. »

CHRISTINE JORDIS.

(Lire la suite page 21.)

Eloge de la rapidité

Le laconisme peut être efficace.
La preuve par trois: George Eliot,
Thomas de Quincey et Oscar Wilde.

L A littérature serait-elle en passe de prendre pour de bon le chemin des catacombes et d'en être consciente? N'est-on pas en train, *prima*, de multiplier, comme pour les sauver du Déluge, les éditions d'œuvres complètes et, *secundo*, celles d'ouvrages extrêmement brefs, voire de « choix », comme pour sauvegarder l'essentiel, ce qui peut être mémorisé?

Les premières réjouissent l'amateur qui, la conscience en paix, peut de la sorte renvoyer leur lecture à ce futur hypothétique où il aura enfin des loisirs. Les secondes, en revanche, sont faites pour le lecteur hédoniste qui, par le biais d'un ouvrage laconique, est d'un coup séduit par un auteur. C'est-à-dire par une nouvelle version de la réalité. Cela dit, la forme brève a toujours eu des partisans, et on dirait que leur nombre s'accroît de nos jours.

Dans ce merveilleux testament que sont les *Leçons américaines*, d'Italo Calvino (1) — livre posthume composé de cinq des six conférences qu'il devait prononcer à Harvard — l'un des chapitres est consacré à la rapidité. Il s'agit d'une analyse lumineuse concernant les éléments qui, savamment agencés, sont indispensables pour rendre efficace le laconisme. Et de rappeler, en guise d'exemple, une légende ayant trait à Charlemagne, reprise et développée au cours des siècles dans différentes versions de plus en plus complexes, notamment celle, riche en détails, de Pétrarque. Calvino leur préfère le résumé « tout nu » qu'en a donné, en quelques lignes, Barbey d'Aurevilly, « dans lequel tout est laissé à l'imagination » car « la succession immédiate des faits y donne un sens d'inéluctable ».

De son côté, Borges avait observé que, parmi d'autres, le compte rendu d'Arthur Machen d'une fameuse nouvelle d'Henry James, était « infiniment plus émouvant que le laborieux original ». Certes, on peut être rapide en trois cents pages et traîner en dix lignes, mais les quatre publi-

cations ici choisies procurent, chacune à leur manière, l'impression que leur auteur étale les idées intermédiaires, pressé de dire ce qui lui tient à cœur, et qui, ainsi, va directement au nôtre.

Le *Voile soulevé*, de George Eliot, aurait pu devenir un roman gothique de quelques centaines de pages. Tout s'y prêtait, à commencer par la nature du narrateur, jeune homme qui guette en lui l'éveil du génie poétique. Et qui, clairvoyant, télépathe, est accablé par la divination des pensées de son entourage et par ses visions d'un destin personnel désastreux, à l'accomplissement duquel il contribue de son mieux, sans même tenter d'y échapper.

« Un jeu de mélancolie »

Fascinée par les phénomènes de voyance, par la phrénologie et le magnétisme animal, George Eliot se laisse aller, dans ce texte qu'elle appelait « un jeu de mélancolie », à la description de quelques horreurs extravagantes. Ne voit-on pas, par exemple, un médecin se livrer à une tentative de résurrection sur une femme qui vient d'expirer, et qu'il réussit à arracher quelques secondes à la mort, juste le temps, pour la revenante, de dévoiler un secret redoutable qu'elle aurait dû, pour la paix générale, emporter au tombeau?

Dans une excellente analyse de cette fiction qui était pour Henry James, purement et simplement, une aberration, Marianne TONI rappelle qu'elle n'a jamais été appréciée par les écrivains et les critiques. Ni tout à fait par George Eliot elle-même. On comprend sans peine les réticences des uns et des autres. Car ce qui frappe surtout dans les grands romans de l'Anglaise, c'est le souci de traduire la réalité telle qu'elle la voyait, sans préjugés d'aucune sorte.

HECTOR BIANCIOTTI.

(Lire la suite page 20.)

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

de l'Académie française

Alain Cuny ou le désir de la parole, conversations avec Alfred Simon

On a prié Dieu qu'il n'existe pas !

C'EST de littérature qu'il s'agit; d'ontologie, pour parler vulgairement. Proférer ou non, être ou ne pas être : *that's the question*, telle est l'interrogation de tout spectacle, de tout livre. Elle aura été posée, au long d'un demi-siècle, par un bûcheron. Que dis-je, un bûcheron ? Une bûche. Le visage a le burin du bois qu'on a fendu, le poing a la largeur lisse des cognées, la voix siffle comme la hache volant vers son fût (on verra que Cuny incite aux comparaisons forestières, héroïennes, océanes; signe, déjà, qu'il dérange, car qu'est-ce qu'une métaphore sinon l'obligation d'aller voir plus loin si j'y suis ?).

Rare, le comédien l'est d'abord d'avoir peu joué, soit qu'on l'en ait peu prié, soit, plutôt, qu'il ait volontairement renoncé à le faire. C'est un miracle qu'il ait incarné le peu de personnages qu'il a incarnés. Au théâtre, pendant la guerre, ce fut *le Bout de la route*, de Giono; puis Craon, de *l'Annonce faite à Marie*; Couvrou, dans un autre Claudel, la *Villa*, au TNP; *Macbeth*, toujours au TNP; le coup de tonnerre de *Tête d'or*, encore Claudel, pour inaugurer l'Odéon de Barrault en 1959. Tarzief mourant dans ses bras de scaphandrier, pâle comme une violette, et de Gaulle aux premières loges, qu'on imaginait rimbaldaient, dans sa jeunesse, murmurant : « O future vigueur ! » Par la suite, sur scène, rien, des lectures confidentielles, un chuintement.

Au cinéma, on a vu Cuny chevaucher dans le carton-pâte des *Vistules du soir*, avec Aristy androgyn, c'était aussi pendant la guerre, les films fuyaient le présent. Cuny faisait monts et merveilles en médiéval de la nuque au pourpoint, ça lui resterait. Il aimait l'ordre et l'orgue, dans la *Dolce Vita* de Fellini, ce qui ne l'empêchait pas de tuer ses enfants, une nuit, prouvant à Mastroianni que le bonheur des autres, comme le pire, n'est pas toujours sûr.

Un peu piégé, dans *Emmanuelle*, en vieux dégoûtant théoricien du vice, il fournit à ses ennemis les raisons de la ridiculisation qui leur manquaient, et à lui-même l'occasion de se débarrasser de l'estime de gens qu'il n'estimait pas. Dans *les Amants*, il était le mari, patron de presse régionale, velours coté et odeurs de plomb; Louis Malle savait-il ce qu'il faisait

en lui confiant cette fonction sociale, précisément ? (Voir plus bas.)

Pour en finir avec la détestation inquisite que suscite Cuny, disons un mot de la « gifle à Moreno ». L'incident ne figure pas dans le livre. C'est Cuny qui me l'a raconté, la semaine passée, avec tous les légèvements de l'acteur en répétition qui cherche à la fois son texte et le ton juste : c'était, c'était, c'était... C'était au Festival de Cannes, dans les années 50 (entendez cinquante). La presse spécialisée et les invités en smoking venaient de huer *l'Avventura*, comme ils auraient sifflé Tchekhov aussi bien. Antonioni arpentait la Croisette, en larmes, de rage. Cuny l'a emmené de force au Palm Beach, où ça ripaillait en musique.

Soudain, paraît Dario Moreno, un chanteur style rythme tropical. Si tu vas à Rio, gélatine secouée. Cuny ne gifle personne, il laisse seulement échapper (mais avec un soufflet tout de même, le soufflet de forge de sa voix, entre les dents closes) : « C'est incroyablement... » Puis (le nez résonne au passage des diphtongues) : « Tout cela est bouffon ! » On manquera de le lyncher.

REPRENONS au départ. Cuny ne s'appelle pas Cuny, comme le mari de sa mère. Il arrive après quatre enfants issus d'un mariage forcé. Sa mère voulait échapper au couvent. C'était ainsi, voici quatre-vingts ans, à Saint-Malo. Car Cuny est malouin. Pas comme Chateaubriand, né pour toiser l'Océan. Il vient des fermes de granit alentour, grises comme des crêpes de sarrasin. Pis : il n'est pas légitime. C'est un enfant de l'amour, non reconnu. Ses tantes supplient le ciel de faire disparaître la pécheresse et le bâtard. Parfaitement : on a prié pour qu'Alain Cuny n'ait pas lieu, qu'il n'entre pas en scène. Le géniteur, aussi, y est allé de son reniement. Fils de paysan, il dirigeait un petit journal local (voir plus haut, le film de Malle). L'enfant lui rendait visite, l'appelait « parrain ». Un jour, l'ordre est tombé : « Désormais, tu m'appelleras Monsieur. » De là sont venues la tentation de se taire, l'impuissance à écrire, l'hésitation à être, le grand stoïquement pantelant, l'ombre d'une faute originelle sans origine, sans nom, dont il n'y a rien à dire.

(Lire la suite page 19.)

« Livre étrange, envoûtant ! »
JEAN-DENIS BREDIN « LE FIGARO »

THIERRY LEVY

Le droit chemin



A la fois une intrigue policière, une méditation sur
la justice et une longue lettre d'amour.

PLON

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

Jeunesse : des livres pour l'été

DES VOYAGES
EN IMAGES

● Chez Hachette, on a pensé qu'il ne fallait pas laisser aux adultes le monopole des guides et l'on propose les « petits bleus », des petits guides touristiques illustrés à emporter avec soi, conçus comme des jeux de piste et des promenades. (Guide de la Révolution. Guide de Paris. Guide du Musée d'Orsay. Format 14 x 18 cm. Hachette, 128 p., 59 F l'un. Pour les 8-12 ans.)

● Les pays, les fleuves, les villes ont une histoire... Des albums cartonnés sur papier glacé pour voyager... ou rester dans un fauteuil. (Pékin, New-York, Athènes, l'Espagne, l'Amazonie. Cartonné 13 x 18 cm. Larousse, coll. « Globe-Trotter », 82 p., 60 F. A partir de 8 ans.)



Les illustrations sont extraites de Petit Monde illustré, de Philippe Dumas.

● Un voyage Paris-Marseille, la nuit, en camionnette pour retrouver une fillette malade. Le dessin onirique de Frédéric Clément illustre le texte paré de Pet sans jamais faire pléonasme. Entre le tunnel de Fourvière et l'aire de repos de Montmirail, les grenouilles boivent la route. Vent levé, par Pet et Frédéric Clément. (Cartonné 24,5 x 22 cm. Messidor/La Farandole, 32 p., 80 F.)

● Une promenade poétique dans l'Alhambra de Grenade avec deux souricieux guidés par une cigogne, en mettant l'accent sur l'art ornemental arabo-musulman et les azulejos. (Alhambra le rouge. Cartonné, 20 x 28 cm. Syros, coll. « Feuilles », 42 p., 69 F. A partir de 8 ans.)

● De multiples itinéraires à inventer, à faire et à défaire en construisant une histoire aléatoire et des circuits à votre gré au long de chapitres qui ne sont pas numérotés. (Mahl, rendez-vous à Bombay 1890, Tse-tsong, l'insaisissable faucon turquoise sur les contreforts de l'Himalaya). Cartonné, 13 x 22 cm. Castelman, coll. « Aventure à construire », 116 p. A partir de 8 ans.)

● De grands albums illustrés en noir et blanc (avec un court lexique) à lire plutôt qu'à lire. (Venise. La cité des doges au quinzième siècle. Cartonné 22,5 x 28,5 cm. Albin Michel, coll. « Un lieu, des hommes, une histoire », 64 p., 72 F. A partir de 10 ans.)

● Superbes et passionnants pour tous, quatre titres « parisiens » de la collection « Découvertes » scrupuleusement illustrées racontent l'histoire jusqu'à l'actualité la plus récente, jusqu'à la Pyramide du Louvre et la Grande Arche de la Défense. (La Triomphe des arts, par Christiane Dupeyron et Francis Lachoue; Mémoires du Louvre, par Geneviève Bresc; Versailles, châteaue de la France et orgueil des rois, par Claire Constant; La Tour de M. Eiffel, par Bertrand Lemoine. Coll. « Découvertes Gallimard », série Architecture, 128 à 224 p., 60 F et 72 F l'un. De 9 à 99 ans.)

(Publié)
Vient de paraître :
Théodore BEREGLI
GENIE ET CREATION
DANS LA CIVILISATION
MONDIALE
de Donat & Paulner
Les Editions Art et Poésie -
575 pages, 150 F.
Commande à adresser à Théodore Bregli, 18, rue Charpentier, 92270, Bois-Colombes.

Le temps des vacances... Voilà l'époque où il fait bon lire. Pas d'école, pas de devoirs, pas de bureau, pas d'horaires draconiques ; à ne pas comprendre pourquoi tous les libraires ne resteraient pas ouverts tout l'été, le jour, la nuit, comme à Buenos-Aires. Pourquoi ne serait-il pas possible de fréquenter les bibliothèques de prêt sur le lieu des vacances ? Le choix d'un livre est déjà un préalable au plaisir de la lecture. Alors, par pitié, n'imposez pas aux enfants ce que vous estimez bon pour eux ! Vous ne feriez que développer leur méfiance à l'égard des livres. Mais sachez ce qu'ils lisent, sachez en parler avec eux, discuter avec eux. Laissez-les choisir, laissez-les feuilleter, flâner, errer dans les rayons. Même si, un temps, ils s'ont d'eux que pour les BD que vous réprimez... Le goût, c'est toujours une façon d'exprimer sa personnalité. Alors, faites-en l'expérience : seront-ils d'accord avec votre choix parmi les nouveautés ?

DE BEAUX
ALBUMS

Les auteurs, tant français qu'étrangers, qui savent à la fois raconter et illustrer nous donnent les livres d'images les plus beaux, les plus inventifs, les plus personnels. (De 3 à 333 ans.)

● Une épopée écologique pleine d'humour et d'aquarelles aux couleurs tendres avec des bêtes soies et méchantes et de gros pollueurs d'atmosphère et de rivières. (Les Fripouilles, par Janosch. Cartonné 28 x 22,4 cm. Castelman, 96 p., 61 F.)

● « Ma chambre est trop petite, dit Tom. Il n'y a même pas assez de place pour tout ce que j'ai... Le graphisme griffé de Ralph Steadman, l'auteur de Sigmund Freud, L'Arme à l'œil ou Dieu ! (pour les grands), fait merveille pour faire « tout ce que j'ai » les plus jeunes. (Pas assez de place, par Ralph Steadman. Cartonné 20,5 x 23,5 cm. Aubier, 32 p., 70 F.)

● « Dis chat, bébé, répète Grand-mère. Chien, dit Bébé ». Bébé aime à contredire. (Bébé fure, par David McKee. Cartonné, 20,5 x 24 cm. Kailidroscope, 32 p., 65 F., diff. L'Ecole des loisirs.)

● Cécile, fille unique, a une obsession. Ses parents renâclent. Jusqu'à quand ?... Une histoire vécue. (Le vent d'un chat, de Tony Ross. Cartonné, 20,5 x 23,5 cm. Seuil, 24 p., 64 F. Du même auteur : Hannel et Grotel, d'après Grimm. Kailidroscope, 32 p., 67 F.)

● Un général couvert de médailles fait un caprice. Il veut encore une médaille. Que faire ? Une guerre ?... (Les yeux d'une médaille, par Libiot. Cartonné, 22 x 29 cm. Atelier Rouge et or, 32 p., 65 F.)

● A l'école, au fond d'un égoût, le rat Léon était nul en tout. Mais peut-être a-t-il ses chances pour les J.O. de réhabilitation. (Nas-y Léon, par Babette Cole. Cartonné, 25 x 19,5 cm. Seuil, 28 p., 62 F.)



● Au pas ! Au trot ! Au galop ! Pour ceux qui font du poney, une leçon d'équitation — théorie et pratique — comme s'ils y étaient. (Nougatine, par Philippe Dumas. Cartonné, 30 x 22 cm. L'Ecole des loisirs, 28 p., 75 F.)

● Le comaroute s'est trompé de tournant sur la Voie Lactée. Il se rencontre Arthur, le petit garçon aux yeux ronds. Un autre « petit prince » de l'ère spatiale. (La Planète d'Arthur, par Setoichi Kizumura. Cartonné, 20,5 x 24 cm. Seuil, 28 p., 64 F.)

100.000 LIVRES
HADES EN STOCK
5 CATALOGUES PAR AN
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE
9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS



● Une crèche. Les uns s'amusent. Les autres non. « Loup y en-tu ? ». Des dessins « laïques » par les tout-petits. (Petit monde illustré, par Philippe Davoine. Cartonné, 24,5 x 22 cm. Messidor/La Farandole, 28 p., 70 F.)

● Un chat noir rêve... Joli graphisme aux crayons gras. (Le mangouste bien une souris, par Claude Boujon. Cartonné, 20,5 x 22 cm. L'Ecole des loisirs, 28 p., 62 F.)

● « Hap ! Hap ! Attends-moi ! », aboie le chien de chasse au lapin qui se sent mal dans sa paille. (Le chien qui voulait être chat, par Philippe Correntin. Cartonné, 23,5 x 31 cm. L'Ecole des loisirs, 32 p., 65 F.)

● Praline la lapine au délicat graphisme couleur layette soigne un chat. Guéri, il partira. (Praline s'ennuie, par Marie H. Henri. Cartonné, 21,5 x 24,5 cm. Duculot, 32 p., 77 F.)

● Les personnages de Grégoire Solotareff veulent être aimés. Ils savent ouvrir leur cœur... Surtout si, comme pour Pierre le petit garçon souris, leur papa est chirurgien. (Mon petit lapin est amoureux. Cartonné, 22 x 30 cm. L'Ecole des loisirs, 32 p., 65 F. Et Pierre Cour-de-Pierre, de Grégoire Solotareff. Hatier, 40 p., 68 F.)

● L'accident à vélo, l'ambulance, l'hôpital. Pour s'endormir, l'enfant, infiniment, fait raconter à sa mère. Un graphisme hyper-réalistique tout entouré de bandes Velpeu. (L'aurais-tu tombé, par Béatrice Poncelet. Cartonné, 21,5 x 30 cm. Syros, 36 p., 80 F.)

DES CHANSONS
DES COMPTINES

● « On la trouve plutôt jolie. Elle arrivait des Somalies, Lily... »

Pierre Perret amiradote illustré avec un grand pouvoir évocateur par une inconnue. (Lily, de Pierre Perret. Ill. de Nathalie C. Cartonné 21 x 27 cm. Nathan, 24 p.)

● Bateau, ciseaux ; Maman les p'tits bateaux ; Alouette... Un coffret qui réunit les comptines traditionnelles permettra aux parents d'apprendre à raconter ces histoires chantées. (La Grande Livre des comptines, coffret album illustré et cassette. Didier, coll. « Les petits livres », diff. Hatier, 2 coffrets parus, 128 F l'un. A partir de 3 ans.)

● Des quatrains où chaque mot devient prétexte à raconter une histoire et entraîne le lecteur dans un univers poétique accessible aux petits et aux grands. (Limaïlle, par Guillevic. Ill. par Hélène Vincent. Cartonné, 22 x 20 cm. Ed. Minuscules, 21, rue Augereau, 75007 Paris, 36 p., 90 F.)

JOUER, REGARDER,
APPRENDRE

● Drilling... Drilling... Ouin ! Ouin !... Qui ouï ouï... Des images qui parlent quand on les effleure : le chien aboie, le lion rugit, le téléphone sonne avec un beau réalisme. On s'y croit. (Le concert des animaux ; Les sons de la maison ; Les canards de la ferme. Un livre électronique, 21 x 21 cm. Nathan, coll.

« J'appelle, j'écoute... », 148 F. A partir de 2 ans.)

● Des livres-devinettes bien solides avec les réponses cachées qu'on fait apparaître. Qui aime les carottes ? Le lapin... Qui sait creuser ? La taupe... (Qui aime le miel ? ; Qui sait grimper ? ; Qui est le plus grand ? par Stephen Cartwright. Cartonné, 17 x 24 cm. Rouge et or, 35 F. A partir de 3 ans.)

● Dinosaures, chamoisures, brachiosaures se dressent littéralement entre les pages du livre. Très réussi dans le genre. Animaux d'autrefois : les dinosaures... Livre animé, 22,5 x 24 cm. Albin Michel Jeunesse, coll. National Geographic Society, 120 F.)

● « Il était une fois... » Il s'agit de remplacer les images par des mots. Des livres-rébus avec, à la fin, un dictionnaire des images. (Le Petit Chaparron Rouge ; Cendrillon. Cartonné, 21 x 27 cm. Ed. du Sorbier, 32 p., 64 F. Pour l'âge de la lecture.)

● Un livre de l'été qui permettra aux petits magiciens de faire des tours avec les accessoires qu'on peut trouver sur la plage. Pour détourner les copains. (Magie à la plage, de Gérard Majas... Livre souple, reliure spirale 17 x 22 cm. Nathan, 64 p., 62,50 F. A partir de 8 ans.)

● Un livre à lire dans le noir ; l'encre sympathique révélera alors les secrets des rêves de M. Loyal. Un gadget surprenant. (Mégie à la nuit, de Gérard Majas... Livre souple, reliure spirale 17 x 22 cm. Nathan, 64 p., 62,50 F. A partir de 8 ans.)

● Enseigner la lumière et vous verrez scintiller les étoiles. Des cartes du ciel classées par saison qui deviennent fluorescentes dans l'obscurité. (Le Livre lumineux des étoiles et des constellations. Cartonné, 22 x 30 cm. Centurion jeunesse, 20 p., 98 F. A partir de 10 ans.)



● Pour se perdre dans les images et reconnaître dans un livre un monde insolite que l'agrandissement photographique révèle mieux. Une superbe encyclopédie thématique pour tous les âges. (La Vie des bords de mer, par Steve Parker, en association avec le British Museum. Cartonné, 22,5 x 29 cm. Gallimard, coll. « Les yeux de la découverte », 64 p., 95 F. Jusqu'à 31 août. A lire seul ou en famille. Dans la même collection, vient de paraître : Le Temps des dinosaures.)

● Un grand cahier main pour garder vos souvenirs de vacances. Des pages blanches pour écrire, dessiner, coller des fleurs, des photos ; des conseils pour faire de la musique, fabriquer une fronde, jouer au crapa, apprendre à voir ; une boîte à trésors pour conserver vos bidouilles, tout et n'importe quoi. (Sur la piste des bidouilles. Illustré, 24 x 30 cm. Calmann-Lévy, 86 p., 69 F. A partir de 10 ans.)

Bonnes lectures bonnes vacances
NICOLE ZAND.

les 14-15-16 juillet
LE MARCHÉ DU LIVRE ANCIEN ET D'OCCASION
proposé à
la vente plus de
60 000 VOLUMES
et L'EQUIPEMENT DE LA PENSÉE - 15 tomes
de cartes postales et reproductions d'art
Parc Georges-Brassens, 105, rue Brancion, Paris XV/47-83-93-91.

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...
Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire.
Adressez manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris
Tél. 48.87.08.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS

DERNIÈRES LIVRAISONS

BIOGRAPHIE

● ELIAS BREDSORFF : Hans Christian Andersen. — Les écrits autobiographiques d'Andersen — correspondance et journal — ont été les principales sources d'Elias Bredsdorff pour écrire la biographie d'un auteur dont le nom est entré dans la légende littéraire universelle. Traduit de l'anglais par Claude Carre, (Presses de la Renaissance, 487 p., 160 F.)

CRITIQUE LITTÉRAIRE

● JEAN-PIERRE MOUREY : Borges, vérité et univers fictionnels. — Une analyse des œuvres de Jorge Luis Borges, de ses nuances, de ses paradoxes et stratagèmes, mis en rapport avec les espaces fictifs construits par l'écrivain : labyrinthes, microcosmes, échiquiers... (Pierre Mardaga, 174 p., 176 F.)

HISTOIRE LITTÉRAIRE

● MARIE KUHLMANN, NELLY KUNTZMANN et HÉLÈNE BELLOUR : Censure et bibliothèques au XX^e siècle. — Une passionnante étude sur toutes les formes de censure qui se sont exercées dans les bibliothèques au cours de notre siècle, en France et outre-Atlantique. Préface de Martine Foulain et Jean Hébrard. (Ed. du Cercle de la librairie, 350 p., 180 F.)

● Sous la direction d'ANNE HENRY : Schopenhauer et la création littéraire en Europe. — Un ensemble d'études sur l'influence profonde qu'exerce l'auteur du Monde comme volonté et représentation sur les écrivains modernes, de Strindberg à Beckett et Thomas Bernhard. Ces pages sont issues d'un séminaire qui s'est tenu au Centre de recherche en littérature comparée de Paris-IV (Mérédine Klincksieck, 230 p., 98 F.)

LITTÉRATURE

● GEORGES RIBEMONT-DESSAIGNES : Trois épitres. — Publiées entre 1929 et 1934, ces trois textes de Ribemont-Dessaignes, un des auteurs que l'histoire du surréalisme a le plus peu dans l'ombre, manifestent cette « liberté de l'esprit qui non seulement récuse les ordres de ses maîtres, refuse de servir, mais les séduisent. » Préface de Jacques Simonelli. (Fourbis, 21, passage Dumas, 75011 Paris, 98 p., 80 F.). Signalez également l'existence de l'Association des amis de l'écrivain qui publie le neuvième numéro de ses cahiers (Cahiers G. Ribemont-Dessaignes, J.-E. Moreau, BP 11, 06701 Saint-Laurent-du-Var, Cédex).

● ROGER VAILLAND : Trois romans. Les Mauvaises Coups, Bon pied bon œil et Un jeune homme seul. — Ces trois romans de Vailland, écrits entre 1948 et 1951, manifestent, selon François Bont qui en préface la présente réédition, ce trait de caractère de la nation française qui « ajoute une touche de cruauté à la peinture des loisirs qu'elle pratique volontiers : la conversation, l'irrespect, l'humour et le transport amoureux ». (Grasset, 400 p., 120 F.)

THÉÂTRE

● JULIANA TOSO RODINIS : Emmanuel Roblès et le grand théâtre du monde. La première étude d'ensemble sur le théâtre d'Emmanuel Roblès, des pièces historiques aux œuvres qui empruntent leurs thèmes au monde contemporain. Traduit de l'italien par Gérard P. Hug (Seuil, 272 p., 130 F.)

L'obstination

de Maurice Rajfus

Maurice Rajfus est un homme obstiné. Au début des années 80, il publiait une étude en forme de brûlot sur l'action de l'Union générale des israélites de France (UGIF) pendant les années sombres de l'Occupation (1). Il y mettait en cause les ambiguïtés d'un mouvement amené à se faire « l'œil à son corps défendant » l'auxiliaire des nazis. Quelque sérieusement documenté, ce travail ne lui fit pas — c'est un euphémisme — que des amis.

Masochisme ou lucidité tranquille ? Maurice Rajfus publie aujourd'hui Identité à la carte ou le Judaïsme français en questions, quatre cents pages serrées pour une charge tous azimuts contre ceux qui prétendent parler au nom d'une « communauté » juive de France, dans laquelle l'auteur refuse de se reconnaître. « Je fais partie de ceux qui estiment que le fait d'être juif ne modifie pas la nature d'un individu. Être juif n'est pour moi ni un titre de

gloire ni un déshonneur. Je n'accepte pas que l'on puisse se servir de mon origine pour me manipuler par procuration, pour qu'un groupe de pression puisse s'en prévaloir en certaines circonstances. »

Il ne saurait y avoir, pour Maurice Rajfus, de « peuple élu », mais une collectivité diverse, accueillant en son sein « des héros et des sages », à l'image de la société dans laquelle elle s'immerge. Dès lors, il met en cause ceux qui, par le biais d'un retour au religieux — les « sionistes » comme il les surnomme, à la suite de Shlomo Reich — ou d'une allégeance à l'Etat d'Israël — « Lobby or not to be » — s'acheminent à la constituer en entité autonome, parlant d'une seule voix. Pied de nez aux effets de mode, Maurice Rajfus revendique, en somme, un droit à l'indifférence par rapport à son origine. Non par égoïsme, mais, ainsi que l'indique la dédicace, par solidarité avec « les parias de toutes les dissidences, les immigrés de toutes les fuites... »

Dans le même temps, Maurice Rajfus publie un autre ouvrage qui retrace l'itinéraire de son père, Nahoum P., juif polonais installé en France — après quelques vicissitudes — en 1923, pour en repartir définitivement en 1942, dans les wagons plombés de la « solution finale ». Cette quête familiale, souvent émouvante, n'a pourtant rien, on s'en doute, d'une recherche nostalgique d'identité. Elle nourrit une réflexion — et une indignation — très actuelle. Contre l'antisémitisme, bien sûr. Mais aussi — surtout — contre le racisme antirabe, cette immigration qui incarne aujourd'hui le « métèque » qu'incarnait, hier, Nahoum.

BERTRAND AUDUSSE.

★ IDENTITÉ À LA CARTE, de Maurice Rajfus, 64, Arcane (5, passage de la Folle-Bégue, 75011 Paris), 414 p., 150 F.

★ MON PÈRE, L'ÉTRANGER, de Maurice Rajfus, L'Harmattan, 256 p., 120 F.

(1) Des Juifs dans la collaboration, FUGIF 1941-1944, EDI, 1980.

● LA VIE DU LANGAGE - par Denis Slakta

Grammaire patriotique

ÉTAIT-IL nécessaire de commencer les fêtes républicaines de juillet 1989 par un barbarisme ? Dans les bons dictionnaires, une commémoration est une cérémonie, plutôt solennelle, « établie pour rappeler le souvenir d'un événement ». Il est donc bizarre d'inventer, ou d'inciter, les populations laborieuses à « commémorer le 200^e anniversaire de la Révolution française ». Célébrer n'aurait pas fait mesquin, semble-t-il.

On peut proposer une spéculation, d'envergure symbolique. Puisque tous les grands créateurs de la Révolution ont protesté un jour contre l'abus des mots, l'emploi barbare de commémorer serait un hommage indirect à leur souci de la langue. Qu'on se souvienne du jugement de M^{me} de Staël : « Dans aucun pays ni dans aucun temps, l'art de parler sous toutes ses formes n'a été aussi remarquable que dans les premières années de la Révolution (1) ».

Même si de bons apôtres le regrettaient en justifiant leur nostalgie par la Terreur, la prise de la Bastille a définitivement libéré l'esprit — qui brisa alors les contraintes politiques, religieuses, morales et linguistiques.

L'IMPENSABLE s'était produit. Grâce au duc de La Rochefoucauld-Liancourt, Louis XVI aurait pu le comprendre dès le soir du 14 juillet 1789. Comme on sait, le dialogue fut bref : « C'est une révolte », dit le roi en espérant le meilleur. Le duc répondit, libre déjà de préférer le pire : « C'est une révolution ». Les révoltes, en effet, n'étaient pas inconnues dans le royaume ; mais, au bout du compte, force était restée à la loi. Or, soumise à d'autres lois, semblables à celles qui régissent le mouvement des astres, une révolution balaye tout, change tout. Et, comme le dit Hannah Arendt, elle est irrésistible : « Quand il déclare que la prise de la Bastille est une révolte, le roi affirme son autorité (...). Liancourt répond que ce qui s'est passé là est irrévocable, dépasse le pouvoir d'un roi. » La révolte fut [alors] que la nécessité envahit le domaine politique (2). » Révolte et révolution manifestant ainsi l'homonymie du mot loi.

Toute révolte relève encore de l'ordre juridique ; alors que révolution contraint à penser la loi sous la modalité du nécessaire ; ce que dit par exemple la « loi de la chute des corps ».

Quoi qu'il en soit, la France avait changé ; cependant, rien n'était joué. Des oppositions, ou des conflits, se manifestaient entre patriotes et aristocrates, « mais, tant que les échafauds n'avaient pas été dressés, la parole était encore un médiateur acceptable entre les deux parties » (M^{me} de Staël). On pouvait même régler ses comptes à coups d'anagrammes.

DANS un livre bien informé et passionnant (3), Jacques Guilhaumou rappelle quelques facettes qui délassent des solennités et des pompes à venir. Dans les *Annales patriotiques et littéraires* du 15 janvier 1790, le jacobin Carra s'en prend à ses adversaires : « l'aristocrate est l'anagramme d'aristocrate ; on sait que c'était le surnom du traître Judas, qui livra Jésus-Christ aux juifs parce qu'il était sa paire » (voir Matthieu, X, 4). Les royalistes ripostent que « dans le mot aristocrate on reconnaît tout à la fois Aristote et Socrate » — ce qui, on en conviendra, est parfaitement « honorable ».

Bien avant Lewis Carroll, certains avaient inventé le mot-valise : avec jacobin et coquin, on construisait jacoquin. Heureux temps où les conflits se résolvaient par une volée de cruches ! Ferdinand Brunot recueille avec des pincettes aristocrate et démocrate. Naturellement, on faisait assaut de calembours. En voici deux, relevés par Henriette Walter (4) dans le journal révolutionnaire *les Actes des Apôtres* : M^{me} la comtesse Tation tombe par hasard sur M. l'abbé Tise. Le burlesque aussi redevient une arme politique.

Plus vertueusement, il fallait combattre pour la propriété ou l'exactitude des mots, pour choisir les « dénominations nouvelles ». On sait qu'Assemblée nationale a triomphé de justesse. Jacques Guilhaumou cite deux exemples un peu moins connus. Quand le roi, vaincu par la nécessité, crut trouver l'amour dans la fuite, il s'éleva « une dispute de mots dans plusieurs gazettes sur le nom qu'on devait donner au départ du roi » (*l'Argus patriote*, 26 juin 1791). De braves gens proposent de substituer enlèvement à évasion ou à fuite. Les jacobins protestent à deux

reprises dans les *Annales patriotiques* (juin 1791) : « L'expression d'enlèvement était (...) fautive, mensongère, indigne de l'auguste franchise qui caractérise le langage des hommes libres. » Et deux jours plus tard : « Jusqu'au moment de sa fuite, de son éviction, de sa désertion [voilà les mots propres], la nation avait des autorités à croire que le roi acceptait la Constitution sous tous ses rapports. La nation s'était trompée. »

Le terme même de Constitution aurait gagné, selon les uns, à s'effacer au profit de charte. Un rédacteur des *Révolutionnaires de Paris* répond aussitôt : « Il y a une grande différence entre les deux termes (...). Tout pouvoir émane du peuple, voilà notre Constitution ; les Anglais reconnaissent tenir leurs franchises de leur gracieux souverain, voilà leur charte (...). Citoyens ! cette remarque grammaticale est beaucoup plus importante qu'on affecte devant vous de la faire croire. Ne vous dessaisissez pas du terme constitution. »

Il était grand temps que des « grammairiens » pressent la situation en main ; d'autant que les abus, sinon les « erreurs » de mots, se multipliaient ; après le massacre du Champ-de-Mars, « n'est-ce pas sous la dénomination de « frères d'armes » que les « habits bleus » ont tiré sur le peuple ? » (Jacques Guilhaumou). Il faudra attendre un peu pour que l'armée du peuple se décide enfin à tirer sur le peuple. Voici deux figures remarquables, injustement oubliées, mais dont on retrouvera les traits dans le livre de Jacques Guilhaumou. Quoique né à Aubagne, François-Urbain Domergue (1744-1810) s'installe à Paris en 1790 avec un mot d'ordre : « Il faut élever notre langue à la hauteur de notre Constitution. » Aussitôt il fonde le *Journal de la langue française* et la Société des amateurs de la langue française. On ne sera pas surpris d'apprendre que le succès fut immédiat ; et la liste des premiers adhérents est d'autant plus impressionnante qu'on regrettera les décès successifs : Condorcet, Anthoine, Brissot, Robespierre, Cloots, Collot d'Herbois, etc.

Le programme du « grammairien patriote » peut encore donner à rêver. Pour combattre la langue vague et trompeuse des « préjugés », pour « rendre intelligible la langue de la liberté », il faut d'abord élaborer une grammaire : « La langue exacte est d'une utilité reconnue par tout le monde. » A la grammaire fondamentale s'articuleront une rhétorique et une poétique raisonnée, puisque « la langue ornée va devenir très utile à toutes les institutions publiques, à tous les jeunes gens que le nouvel ordre des choses destine à porter la parole dans les assemblées civiques ».

Un second grammairien, Antoine Tournon (1754-1794) viendra prêter main forte, mais dans l'autre phase de la Révolution, où la vertu va s'abîmer dans la Terreur, où la rhétorique va céder au « leconisme » et à un nouveau signe de croix, « au nom de Robespierre, de Le Peletier et de Marat ». Pour se mettre au goût du jour, la *Grammaire des sans-culottes* exclut donc la rhétorique, devenue inutile, et développe surtout une syntaxe.

Tournon avait bien écrit quelques années plus tôt : « Par la seule syntaxe des langues, nous pouvons juger des vertus et des vices, de la liberté et de l'esclavage des nations. » Fallait-il pour autant tordre le cou à la vraie rhétorique ?

Le grammairien Tournon se détache des jacobins après 1792, quand la rhétorique de bois et les vociférations remplacent le libre jugement de la droite raison. Tournon le dit très exactement : « Ceux qui étaient exorcisés dans les luttes politiques au commencement de 1792 n'ont pu soutenir le bavardage, l'extravagance et souvent la mauvaise foi ou l'ineptie des apprentis orateurs ; et ils se sont lassés des cris, du tumulte et des extravagances. » Après un « jugement sommaire », il sera guillotiné le 10 juillet 1794. La Révolution, glacée, n'avait plus besoin de grammairiens.

Il ne serait ni malvenu ni contre-révolutionnaire de célébrer aussi et surtout ces deux grammairiens patriotes.

(1) Germaine de Staël : *Considérations sur la Révolution française*, introduction, bibliographie, chronologie et notes par Jacques Guilhaumou, éd. Tallandier.

(2) Hannah Arendt : *Essai sur la Révolution*, trad. Michel Chossien, Gallimard, « Tel ».

(3) Jacques Guilhaumou : *La Langue pratique et la Révolution française*, Méridien/Kailash.

(4) Henriette Walter : *Des mots sans-culottes*, Robert Laffont.



● HISTOIRE LITTÉRAIRE

Passion vélocipédique

C'est le Tour de France... De Dickens à Tolstoï, d'Emmanuel Bove à Georges Perros, beaucoup d'écrivains ont été des ensorcelés du cycle.

PLUSIEURS moments et stèles célèbres, en France ou en Europe, des champions tels que Pottier, Ockers, Coppi, Magne, Leducq, Simpson, Bobet, Anquetil... On notera que seuls des coureurs cyclistes sont cités, tout comme leur patronyme (lié à ceux de quelques inventeurs, pionniers et thuriféraires) apparaît 332 fois dans l'encyclopédie *Jeux et Sports* de « La Pléiade », dirigée par Roger Caillols (1), ce qui est beaucoup plus que pour les autres disciplines sportives.

De cette précellence, il convient de ne point s'étonner. Les bougres ont à un tel degré le sens de l'épique qu'écrivains et peintres n'ont eu de cesse de les chanter. « La légende des cycles », selon une expression qu'Antoine Blondin pourrait parer, a commencé à se concevoir dès la fin du dix-neuvième siècle, époque luxuriante pour le vélo entre toutes. Cette légende continue à s'amplifier puisque des pays naguère étrangers à la patrie vélocipédique ont rejoint les pelotons qui s'élevaient vers des chemins de crêtes où l'air raréfié sied mal aux poumons chétifs.

« L'étrange animal »

Découvrant ces « deux roues montées sur une équation » (le développement), Jean Richepin s'écria : « L'étrange animal m'a conquis ! Depuis je ne déviolai plus ! » Charles-Albert Cingria considérait que « les gens qui ne font pas attention à la poésie et à la beauté d'un vélo ont beau s'agiter, ils ne feront pas attention non plus aux plus hauts sommets de la tragédie grecque ». Martin, héros de Marcel Aymé, croyait que Dieu « s'intéressait aux courses de bicyclette et [qu']il avait bien raison ».

Le peintre de Vlaminck estimait que sa découverte du monde datait de la bicyclette. Kipling regretta « de n'avoir pu faire le Tour de France comme coureur ». Trois ou quatre fois par semaine, deux années durant, Violante grimpa le Puy-de-Dôme afin, en quelque sorte, de mettre la main à la pâte et de mieux comprendre l'effort des coureurs. Tristan Bernard, directeur du

de bicyclette en 1909 », Maurice Leblanc, au temps où la pratique de la bicyclette conférait une réputation d'excentricité, comme le précise Francis Lacassin (2), avouait : « C'est une infernale joie de dévorer l'espace, et de le dévorer par sa propre force. Il n'est pas un sport où le résultat corresponde aussi exactement à l'effort donné. On se sent formidable, vainqueur des éléments, maître du monde. »

L'enfant champion

Bref, de Dickens (il s'empressa d'essayer à l'école vélocipédique Spencer, le 18 avril 1869, un an avant sa mort, le French Vélocipède, importé en Angleterre par Turner, rapporte Pierre Naudin dans l'édition de « La Pléiade » prémentionnée) à Tolstoï (sur son journal, à la date du 7 septembre 1885, on lit : « Fait de la bicyclette et écrit ma *Résurrection* »), d'Emile Zola à Roland Barthes (« Je crois que le Tour de France est le meilleur exemple que nous ayons rencontré d'un mythe total »), de Maurice Barrès à François Mitterrand (« Mon idée fixe d'adolescent, aller au Vel d'Hiv, ce temple des courses cyclistes sur piste, pour suivre une épreuve de six-jours »), d'Emmanuel Bove à Georges Perros (« Merckx ? Un dieu un peu triste, en visite par-ci par-là, dans les siècles des siècles vélocipédiques »), de Malaparte (« Barati ? Un homme métaphysique protégé par les saints ») à Buzzati (« Les coureurs cyclistes symbolisent en chair et en os, comme dans les tableaux de quelques peintres d'autrefois, l'incompréhensible aventure de la vie »), de William Saroyan (« La bicyclette est la plus noble invention de l'humanité ») à Michel Déon (« En Irlande, le vélo a depuis longtemps conquis toutes les couches de la population. On commence comme ça, paisiblement, et on finit comme Sean Kelly »), de René Fallet (« Quand le Tour de France n'a pas lieu, les catastrophes sont à la porte ») à Yves Berger, d'André Hardellet à Alphonse Boudard (« Le Tour de France m'ensorcelle le mois de juillet. C'est presque aussi mystérieux que la Sainte Trinité du caté-

Dans les Alpes, il grimpe si vite les cols (« Je freinais pour prendre les virages », racontera-t-il plus tard) que la France s'entiche du petit Cannois, chasseur au Majestic puis au Palm-Beach, avant de choisir le cyclisme, à l'écart d'autres occupations professionnelles, dès sa seizième année. Les Alpes franchies, restent les Pyrénées. Quinzième étape : Perpignan-Ax-les-Thermes. Antonin Magne, leader de l'équipe de France (Victor prononçait « *Madère* »), est accidenté dans la descente de l'Hospitalet. En fidèle compagnon, celui qui deviendra « le roi René » freine, met pied à terre, desserre sa roue avant et l'offre à son chef de file. Puis il reste au bord de la route, machonnant un citron, les yeux rougis, rageur, attendant qu'on le dépasse.

Cette image de désespoir de l'enfant champion entre dans la mythologie. En un seul geste, René Vietto accède à une popularité que seul, en France, dans l'univers du sport, le boxeur Georges Carpentier avait connue avant lui.

Seizième étape : Ax-les-Thermes-Luchon. Le drame se répète. Magne est arrêté : bris de chaîne. Vietto, qui le précède, l'apprend. Il rebrousse chemin et, sanglotant, lui donne son vélo. Alors, le lendemain, dans les chaudières, on ne parle que de ce sacrifice. De son vivant, Vietto vient d'écrire sa légende. Comme dans les temps les plus reculés, les témoins sauront la transmettre et la magnifier.

Sa mort va-t-elle encore y ajouter ? Elle survient le 14 octobre 1988. Les dernières volontés du vieux champion ? Résumons-les : brûler mon corps, et allumer la flamme avec une lettre où Antonin Magne me rend grâce de mon dévouement dans le Tour de France 1934. Recueillir mes cendres, et que mon fils Jean les disperse au sommet du col de Braus, où j'ai jamais tant entraîné et où, dès l'âge de dix-sept ans, j'ai construit ma première grande victoire : la boucle de Sospel, 1931.

Un personnage de Pagnol

Ainsi, l'ancien groom des palaces de la Croisette, qui parlait comme un personnage de Marcel Pagnol, qui, en bon ressortissant des bords de la Méditerranée, se plaisait à ciselier l'antiphrase, retrouvait d'instinct la tradition antique de l'incinération et de la dispersion des cendres qui permettait, d'après les Romains, le retour plus rapide dans le « tout universel », et, pour les Grecs, la purification et l'espoir d'une résurrection plus aisée.

Huit jours plus tard, le 22 octobre, Jean, vêtu d'un maillot jaune au nom de Vietto, escorté d'amis, d'anciens coureurs, d'admirateurs anonymes, gravissait à vélo les 10 kilomètres qui mènent au faîte du Braus.

Au moment prévu, à 15 heures, les larmes aux yeux, il débouchait deux bidons (ceux que placent les cyclistes sur leur cadre et qu'ils utilisent pour boire pendant leur course) et obéissait au vœu de son père.

Depuis, je suis remonté souvent au col de Braus, haut de 1 000 mètres. Il n'est pas rare de voir, près du talus, à gauche de la route venant de Nice et avant la plongée sur Sospel, des personnes courbées sous le poids du souvenir. Oui, juste là où René Vietto, le grimpeur aux pédales de vent, prit son dernier envol (3). Pour certains êtres, ne fussent-ils que des héros sportifs, l'usure du temps tarde à se manifester. N'est-ce pas le propre des légendes et de ceux pour qui on les tisse ?

LOUIS NUCERA.

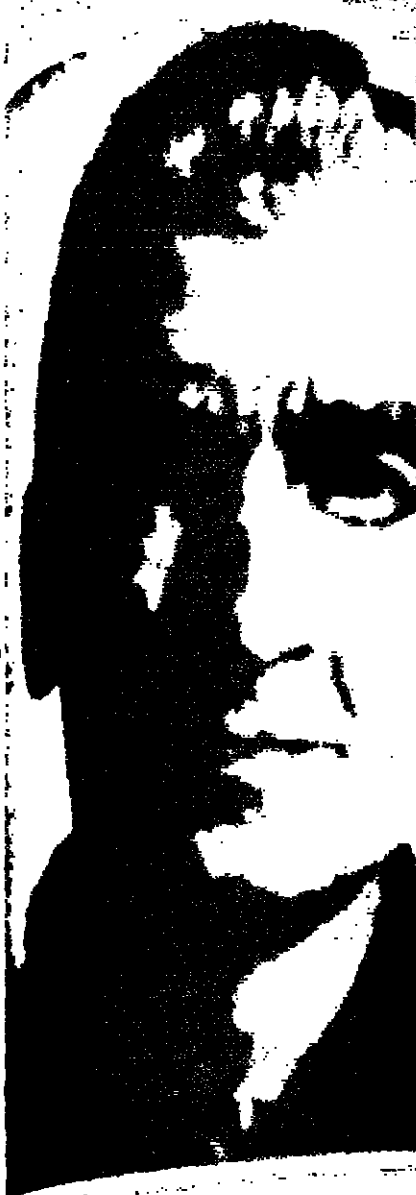
(1) Gallimard.
(2) Arène Lupis, coll. « Bouquins », Robert Laffont.
(3) Le 17 juin dernier, une stèle commémorative a été inaugurée.



CAGNAT

vélochrome de Buffalo, estimait que l'on pouvait « tricher avec l'importance qu'il avait le Tour de France », les ensorcelés du cycle, aux regards pleins d'incroyable, abondent, et l'hyperbole ne les rebute pas.

Sens de l'épique, disions-nous. Voyons le cas René Vietto. Tour de France 1934, il a vingt ans,



DOMINIQUE BOUTIER

LE SAINT-PIERRE
DANS LES MONTAGNES
INTERNATIONAL

ROMANS



André Fraigneau vu par Bernice Cleve.

RENCONTRE

André Fraigneau ou la résurrection permanente

Il a quatre-vingt-deux ans et n'a pas écrit depuis quelque trente ans.
A chaque génération, de jeunes éditeurs le republient.

ANDRÉ FRAIGNEAU aime à donner ses rendez-vous dans des cafés de quartier. Ponctuel, moins grand qu'on ne l'imaginait, il a gardé sur son visage de vieilles empreintes de la très grande beauté qui le rendait célèbre. Et, sinon une certaine dureté, du moins un manque d'indulgence qui n'a pas dû être le moindre de ses charmes ni le moins pervers. Passer un moment en sa compagnie, c'est se retrouver au cœur des années 30, dans un milieu de jeunes lettrés et artistes (Fraigneau est né en 1907) écrivant pour le plaisir plutôt que l'œil rivé sur la liste des meilleures ventes — qui d'ailleurs n'existait pas.

Ecouter André Fraigneau, c'est voir apparaître, superbement rendus à la vie par un homme qui sait regarder et entendre, Cocteau, Malraux, Bernard Grasset, Gaston Gallimard et les autres;

c'est retrouver les folles nuits du Bon sur le Toit; bref, c'est la nostalgie d'une époque perdue et d'un souvenir presque enfoui. Pour perpétuer cette nostalgie, il faut redécouvrir les livres de Fraigneau : c'est le cas pour chaque génération, depuis que, dans les années 50, les « hussards » — Nimier, Blondin, Laurent, Déon — ont fait de lui leur « général ». « C'est assez drôle d'assister, de son vivant, à sa troisième ou quatrième résurrection », dit André Fraigneau. Surtout pour moi qui ai affirmé à Gaston Gallimard que je voulais « être enterré pour rendre plus tard ». Je n'ai rien demandé. Depuis quelques années, je reçois des coups de téléphone de jeunes éditeurs, pour la plupart inconnus de moi, qui sollicitent l'autorisation de rééditer certains titres.

On a vu ainsi reparaître le cycle de Guillaume Francœur, un roman d'apprentissage (le personnage du jeune Francœur est un double de Fraigneau), distingué notamment par Maurice Blanchot et Edmond Jaloux (1), le *Livre de raison d'un roi fou*, Mémoires apocryphes de Louis II de Bavière, un des personnages qui ont fasciné Fraigneau (2), *Journal profane d'un solitaire* et le *Songe de l'empereur* (3), *L'Amour vagabond* (4), les *Enfants de Venise* (5) et, aujourd'hui, la *Grâce humaine*, des nouvelles de 1938, ainsi que des *Entretiens* avec Jean Cocteau, dans la belle collection Alphonse des éditions du Rocher.

Pour François Mauriac, la *Grâce humaine* était « un livre extraordinaire qui répond exactement à son admirable titre ». Il considérait que trois nouvelles du recueil étaient « déjà des chefs-d'œuvre ». La première (dite *Chapitre premier*, car André Fraigneau a lié ses textes en une sorte de parcours romanesque), tout comme le *Premier Ami* et le *Pourri*, sont en effet des modèles du genre. Avec la touche d'exo-

tisme qu'ajoute désormais cette espèce de patine déposée par le temps sur ces personnages d'avant guerre, dont la psychologie nous est non pas étrangère, mais lointaine. Il faut lire aussi les *Enfants de Venise*, pour son charme subtil, et *L'Amour vagabond*, histoire d'amour envoûtante à force d'être devenue désuète, pour ce qu'elle restitue d'un monde à jamais englouti.

L'infinie séduction de leur désinvolture

Quant aux *Entretiens* avec Cocteau, traces d'une amitié indéfectible, ils furent diffusés à la radio en 1951 et évoquent « quarante années parmi les plus inventives que le monde de l'art ait jamais connues ». On y retrouve Proust, Radiguet, Raymond Roussel et Picasso, mais aussi les Ballets russes et Charlie Chaplin. On y trouve surtout Cocteau et Fraigneau, l'infinie séduction de leur désinvolture, leur manière d'être légers sans être vains. « Comme disait Oscar Wilde, « la profondeur est à la surface », commente André Fraigneau. « J'ai pris mon parti, en quelque sorte, fait remarquer Cocteau à la dernière page de ces *Entretiens*. C'est la grande guerre éternelle du singulier contre le pluriel et, hélas, elle devient de plus en plus grave puisque le monde se désindividualise et s'oriente de plus en plus vers le pluriel. » « Moi, je suis moins pessimiste, ajoute aujourd'hui André Fraigneau, puisque je suis un exemple vivant, une preuve que la bataille du singulier contre le pluriel n'a pas été gagnée par ce dernier. »

On aimerait en savoir un peu plus sur cette bataille menée avec obstination et sur ce parcours dans le siècle, commencé à Nîmes en 1907, poursuivi à Montpellier, où André Fraigneau fit son droit « parce que cela engageait moins que la médecine ou les lettres ».

avant de monter à Paris à vingt ans, en 1927, et d'y rester.

Mais André Fraigneau se refuse à écrire ses souvenirs. Il cite d'emblée Malraux : « Je ne m'intéresse pas » et déplore la prolifération actuelle des « prétendus Mémoires de gens qui n'ont rien à dire, ni d'eux-mêmes ni de personne, et qui parlent, comme de familiers, de gens qu'ils ont à peine connus ». Lui, pourtant, en aurait à dire : sur son travail d'éditeur à partir de 1929 chez Grasset, puis chez Plon — on lui doit, entre autres, les débuts de Paul Nizan (*Antoine Bloyé*) et d'André de Richaud, que l'on redécouvre, lui aussi — sur la radio de l'après-guerre (il faisait notamment sur France-Culture « Les escaliers de l'esprit », où il sortait du « purgatoire » des écrivains injustement oubliés), sur son activité d'écrivain.

Il consent seulement à confier que sa « nonchalance créole » (il est de la première génération née en France d'une famille établie à la Réunion depuis la révocation de l'édit de Nantes) l'a empêché de chercher à faire carrière en littérature, comportement qu'il eût réprouvé, comme il déteste l'idée de « gagner [sa] vie en écrivant des livres ». « Je ne comprends pas les jeunes gens qui semblent obsédés par cela, précise-t-il. Moi, j'y suis totalement opposé. Je pense, comme beaucoup d'écrivains de ma génération, qu'il faut absolument avoir un second métier. Lui seul nous assure la liberté absolue d'écrire pour le plaisir et pour quelques amis. Et si ces « happy few » sont un jour rejoints par un plus grand nombre, c'est une agréable surprise. »

A l'entendre, on se prend à rêver, avec mélancolie, à ce temps où l'élégance prenait le pas sur le compte en banque. On aimerait qu'André Fraigneau nous en entretienne plus longuement, dans un prochain livre. Tout n'est peut-être pas perdu puisqu'il fait remarquer, en guise de conclusion, que « Joinville a commencé à écrire à quatre-vingts ans ».

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ LA GRACE HUMAINE, d'André Fraigneau, éd. du Rocher, 140 p., 68 F.

★ ENTRETIENS D'ANDRÉ FRAIGNEAU ET JEAN COCTEAU, éd. du Rocher, 174 p., 84 F.

(1) Les *Éléments* de Guillaume Francœur, éd. du Rocher, 1985 (le Monde du 7 juin 1985).

(2) Ed. Grasset, 1965.

(3) Tous deux à La Table ronde en 1985.

(4) Ed. du Rocher, 1987.

(5) Actes, 1988.

Un homme d'encre et de papier

Dans son deuxième roman, Sylvie Monange décrit le passage qui mène de l'écrivain public à l'homme privé

PORTER l'interrogation sur le roman dans le roman lui-même, chercher le sens de l'écriture dans le geste même d'écrire sont des tentations éminemment modernes. Tentations qui ont fini par créer des schémas et des codes littéraires singuliers. Un ordre de fiction, avec ses lois et ses coutumes, existe à présent, dans lequel un écrivain tient la place du héros romanesque, devient le pivot autour duquel le récit se construit.

Après *A l'ancre bleue* (voir « Le Monde des livres » du 13 février 1987), qui avait révélé l'univers intime et déjà préoccupé par la question de l'écriture de Sylvie Monange, le *Récit du scribe* vient se placer résolument au cœur de l'interrogation et de la recherche dont nous parlions. A lire la jeune romancière, on sent bien que ce cœur ne bat pas au rythme d'un simple défillement théorique, d'une mode contingente. Quelque chose de plus essentiel et authentique, de plus nécessaire, se fait jour, qui pousse à laisser de côté les appréciations critiques sur la construction du livre ou sur ses aspects parfois trop démonstratifs ou explicatifs.

La trame du récit est simple, presque réduite aux dimensions d'une parabole : un vieil écrivain public, installé entre les parenthèses protectrices d'une « chambre murée de livres », subit un

bouleversement total de son existence, lié à la rencontre d'un jeune homme. D'un coup, celui-ci, par sa seule présence et les quelques mots qu'il profère, renverse les défenses de son âme, balaie ses certitudes passées et présentes pour l'exposer, nu et sans armes, à cette vérité qu'il a passée sa vie à éluder.

La défaite du scribe

L'homme d'encre et de papier, homme de lettres mortes, demeurant dans une fausse intimité, une intimité de fiction, le vieil écrivain a toujours refusé le détour par les dangers de la vie. Il fant « l'adorable persécution » de cette rencontre pour qu'il soit jeté hors de lui, loin de cette mélancolie ténébreuse où les figures de son passé sont comme d'innocentes figures de cire : l'instituteur, sa mère, et surtout Lise, l'émoussée, « au bord » de laquelle il était resté. Lettres mortes aussi, celles que l'aimée lui avait adressées et, qu'avec quarante ans de retard il exhume pour, désolamment, y répondre.

C'est moins le rapport pervers ou vampirique qui intéresse Sylvie Monange que le jeu symbolique — et toute la série d'images qu'il entraîne — autour de l'écriture et de son sujet. « Ecrire c'est

accepter d'entrer dans l'imparfait, c'est savoir d'avance que dans la bataille avec le langage, c'est le scribe toujours qui sortira vaincu. » Accepter cette défaite, tuer en soi l'écrivain public afin de naître à une vérité privée, intime, afin de vivre, d'écrire, enfin « à hauteur d'homme ». En exposant son narrateur à ce pari, gageons que Sylvie Monange s'y livre elle-même. Au-delà des maladrotes, cela suffit à forcer l'attention.

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ LE RÉCIT DU SCRIBE, de Sylvie Monange, Gallimard, 204 p., 80 F.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

On a prié Dieu qu'il n'existe pas !

(Suite de la page 15.)

Je n'aime pas ces explications freudiennes grosses comme les silhouettes de lapin cachées dans les branches, à l'envers, sur des vignettes enfantines : « Qu'attend le chasseur ? » Mais c'est Cuny lui-même qui donne la clef, avec une générosité calme. Il a fait le voyage de la psychanalyse, très jeune, dans les années 30. Son bon docteur était René Laforgue, le même que pour Françoise Dolan. Cela se passait dans le Var. Cuny campait dans un cabanon de trimard. Il n'osait pas se baigner dans la piscine du médecin : pour de la saouler. Jusqu'où la bêtardise ne va-t-elle pas se richifier ! N'empêche : c'est la psychanalyse qui le sauve de l'ignorance, de la honte, elle est la fissure par où le bâtarde péquenet échappe à son sort et s'envole vers l'Art ! Le surréalisme et Reverdy ne viendront qu'ensuite.

Il aurait pu dessiner, peindre, il sait faire. Le théâtre, il s'y essaie par hasard. Une jolie Dancie draguée à Montparnasse l'emmène chez Dullin, qui le prend pour un élève et lui fait « passer » une scène élisabéthaine. « Tu peux tout espérer », prophétise le maître, penché, le visage au ras de la table. Ce sera toute sa formation. La répugnance à s'exhiber en scène fera le reste. Cuny ou l'obscénité consentie du bout des lèvres. « Faites comme si je n'étais pas là. » Facile à dire !

Ils étaient deux acteurs de la même génération, de la même trempe rustique : Roger Blin et lui. Des emplois de valets de ferme bafouillant, des physiques à sortir d'une grange, de vieds dans, sous la lune, forfaits commis. Blin, lui, a choisi de mettre en scène, à travers Genet et Beckett, et à l'ombre d'Artaud, l'obligation-tentation d'être larve. Cuny portait en lui plus de flamboyance, de conquête. Comme Claudel venant d'apercevoir Verlaine, épreuve, chez Mallarmé, il s'est juré de ne pas vivre en « vaincu ». Né pour le triomphe ? Non, mais pas pour la défaite, non plus. Entre les deux, interminablement, de justesse ; du côté du mauvais larron des Évangiles, du pharisien schizophrène.

Un peu plus, il écrivait lui-même ce livre sur lui. Il n'a pas renoncé à le compléter. Il devrait. Les textes inclus ici le font espérer. Il a tout de l'écrivain : l'à-quoi-bon sur le point d'être surmonté, le dédoublement canaille. Mais « faire », qui lui donnera, comme à Tête d'or, le pouvoir de « faire », c'est-à-dire de ne pas trop rire de soi ?

Des « entretiens » ont failli voir le jour. Au dernier moment, Cuny mettait son veto. Voici qu'il fait exception. Alfred Simon mérite cet honneur. Il a écrit sur le théâtre les articles et les livres les plus subtils, les plus frémissements, depuis trente ans (*Molière, Beckett, les Clowns*). C'est un philosophe, un vrai, qui prend très au sérieux les cris de l'homme dans la poussière d'un trépas. Avec lui, pas de risque qu'il se limite au biographique de ce clandestin dans sa propre vie, qu'il s'en tienne au Cuny « monstre sacré » ; d'habitude, les manières de lieux communs ajoutent : « le dernier des monstres sacrés ». Le comédien se savait gardé du terre à terre, comme de Gaulle disait l'être par Malraux. Ils avaient fraternisé à la revue *Esprit*, à méditer sur le « tragique ».

A propos de lieux communs, Simon ne les étale pas, dans l'essai qui préface les entretiens et s'organise en séquences de réflexions, en fragments à la Barthes. Il a relevé les métaphores qu'ont induites les apparitions de Cuny, dans le registre du chaos cosmique, de la rocallie légendaire, de l'océan énigmatique, cathédralesque... Comment avouer mieux que l'homme encombre, le vocabulaire autant que la scène !

Au fond, son titubement et son asthme nous racontent moins le drame de la présence physique au théâtre, née à l'abri d'un masque de chair, que le drame de l'apparition, insatisfaisante, de toute parole. Venu d'Artaud, mais trop sain, décidément, pour le suivre, il rejoint le Mallarmé des « abolis bibelots d'innéité sonore ». L'alternative qu'il suggère n'existe pas. L'autre choix, celui de disparaître et de faire silence, reste fantomatique. Ce qu'il montre se suffit. C'est l'absolu dans le réel ; rien que ça. Ou l'idéal, si on y voit, avec Valéry, une manière de boudier...

On aurait aimé que ce mystère ambulant digne de Laurence Olivier fût mis au service de *Hamlet*, voici trente ans, au service d'Alceste, ensuite — on l'imagine si bien voulant... « pour la beauté du fait d'avoir perdu (sa) cause » ! *Leur* l'attend encore. De tout, il peut faire un chef-d'œuvre, si on nomme ainsi les œuvres qui nous font sentir ce qui leur manque.

Alain Cuny a toujours rêvé de tourner *L'annonce faite à Marie*. Le tiers du film est réalisé. L'argent fait défaut, paraît-il, pour aller au bout. C'est un scandale.

★ ALAIN CUNY, LE DESIR DE PAROLE, conversations et rencontres avec Alfred Simon, La Manufacture, 210 p., 95 F.

LE SAINT-SIÈGE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES

Collectif sous la direction de J.B. d'Onorio

« Voici un ouvrage qui sera le livre de chevet de tous les diplomates, et qui constitue un instrument de référence indispensable à tous ceux qui s'intéressent au droit international, aux relations entre les États, aux problèmes mondiaux, et à la place de l'Eglise dans le monde moderne ».

Extrait de la Préface de J.B. RAIMOND, ambassadeur de France auprès du Saint-Siège

Collection
Éthique et société
469 pages 185 F

cerf

Co-édition
Cerf/Cujas

● LETTRES BRITANNIQUES

L'humour cruel
d'Evelyn Waugh

La fin d'une époque. Étude de mœurs. Excursion dans la réalité, tels sont quelques-uns des titres des nouvelles de ce recueil dont la principale, qui clôt le livre, est

décadence (1928). En 1943, date de publication de ce recueil, son pessimisme et sa férocité n'avaient rien perdu de leur vigueur. Le déclin des familles nobles.



Evelyn Waugh : un juge impitoyable

interrompt brutalement sans que soit achevée l'histoire, puis conclut par une brève postface : avec la deuxième guerre mondiale survient la fin de ce monde que décrit Evelyn Waugh dans des récits qui constituent autant d'études d'une société éteinte. Si elle n'est pas inconsciente de l'imminence du danger, une classe sociale demeure repliée dans des habitudes immuables. « Les castors élevés en captivité dans un bassin de béton font bêtement, mécaniquement, si on leur donne du bois, tous les gestes ancestraux pour construire un barrage sur le cours d'eau. »

Inutiles, les gestes continuent d'être accomplis et les traditions d'exister bien après que leur raison d'être a disparu ; préoccupés par leur vie privée et leurs problèmes intimes, cernés par le présent immédiat, les personnages s'agitent et s'amusent tandis qu'autour d'eux le monde peu à peu se défile. Et ce mouvement incontrôlé, privé de tout support réel, prend, avec le recul de l'histoire, un caractère absurde et désolatoire. « Nos vies avaient pris fin, dit le narrateur de la fin d'une époque, sans que nous nous en apercevions. » L'inschémement de la nouvelle marque cette fin inévitable.

Juge impitoyable d'une société dont il s'ingéniait à faire partie, Waugh reste extérieur à ses personnages et à leurs destins : c'est cette attitude qui engendre l'extraordinaire comique de ses récits. La guerre ne pouvait que renforcer un point de vue qu'il avait adopté dès son premier roman, *Grandeur et*

n'est pas dû à une débauche héroïque, mais à un appauvrissement inévitable. Il n'est pas rare que des manifestations d'excentricité marquent la décadence ; ainsi, la mère de Bella Fiesca (Belle Fiesca donne une fête) « avait, du jour de son mariage jusqu'à sa mort, vécu en proie à l'illusion qu'elle était une négresse ». Quant au frère de Bella, qui s'était consacré à la peinture, « il avait une obsession : les assassins », et travaillait à une toile sur son propre meurtre, peu avant de tomber effectivement dans une embuscade.

Mais le chef-d'œuvre de ce recueil est sans nul doute la *Petite Sortie de M. Loveday*. On y suit l'histoire d'un homme inoffensif et doux, si raisonnable en dépit du crime qu'il commet, si attaché à l'asile où il vit enfermé depuis trente-cinq ans, qu'il est l'objet de louanges unanimes. Angela Moping, fille de lord Moping, forte des bons principes et des illusions qu'autorise sa situation sociale, s'emploiera à faire libérer M. Loveday ; ce sera l'unique et brève sortie de cet homme aimable qui, tout au long de ses années d'internement, n'avait rêvé que d'un « petit plaisir » et put enfin se l'accorder. La nouvelle finit sur une image effrayante que l'on se gardera bien de décrire.

C. J.

★ LA FIN D'UNE ÉPOQUE, d'Evelyn Waugh, nouvelles traduites de l'anglais par Jocelyne Goussard, Quai Voltaire, 273 p., 120 F.

Deux adolescentes d'autrefois

Longtemps méconnues, Dorothy Richardson et Antonia White ont montré les chemins du roman moderne dans de longues autobiographies romancées.

DOROTHY RICHARDSON et Antonia White sont ressuscitées par l'édition française, comme elles l'ont déjà été il y a quelques années par les publications anglaises Virago. La première, jouissant d'une renommée clandestine, si l'on peut dire. Admiration par Joyce et Virginia Woolf, elle demeurait presque méconnue, même en Angleterre. La seconde, de vingt ans sa cadette, finissait par être plus connue pour ses traductions du français que pour sa propre œuvre. Toutes deux ont écrit leur autobiographie romancée en plusieurs volumes.

Dorothy Miller Richardson naquit en 1873. Son père était un gentleman « appauvri ». A dix-sept ans, elle chercha du travail et elle fut engagée dans une école allemande, à Hanovre — ce qu'elle a raconté dans *Toits pointus* (1), le premier tome de sa saga autobiographique, *Pèlerinage*. Au bout de six mois, elle revint à Londres où elle travailla dans une école privée.

C'est cette deuxième expérience qu'elle relate dans *Eau morte*. Son père allait de ruine en ruine et sa mère se suicida. Tour à tour gouvernante et assistante d'une dentiste, Dorothy Richardson fréquenta, au début du siècle, le milieu artistique de Bloomsbury. Elle épousa un peintre, Alan Odle, « dont les cheveux arrivaient jusqu'aux reins et qui ne se coupait jamais les ongles ». Ce n'est qu'en 1913 qu'elle commença à publier *Pèlerinage*, dont l'originalité allait tout de suite frapper les autres écrivains. Le « flux de conscience », cher à William James, trouve ici son expression. Virginia Woolf dira : « Elle a inventé une phrase que

nous pourrions appeler la phrase psychologique du genre féminin. » Mais c'est surtout John Cowper Powys qui, en 1931, soulignera la singularité de cet écrivain, sinon son génie. Et l'on est surpris que cette romancière, comparée par lui à Dantès et à Dostoevski, soit si rarement citée dans les histoires de la littérature anglaise.

Règlement
de comptes

Le cas d'Antonia White est similaire. Son œuvre, également autobiographique, a cependant fait l'objet d'une récente adaptation télévisée, en Angleterre, qui a suscité un regain d'intérêt.

Après la mort d'Antonia, en 1980, sa fille, Susan Chitty, publia un règlement de comptes en bonne et due forme, *Now to my Mother* (2), dans lequel elle montre que la vie de l'écrivain ne fut pas exempte de cruauté ni de frivolité. Ses nombreux amants, son amitié tourmentée avec Djuna Barnes, qui l'incita à écrire, ne correspondent pas à l'image de chrétienne exaltée qu'Antonia White devait donner à la fin de sa vie, notamment avec la publication de sa correspondance « catholique », *The Hound and the Falcon* (3). Susan Chitty révèle surtout la folie de sa mère.

C'est en 1933 qu'Antonia White publia son premier livre : *Frost in May* (les Seins de glace), début de son autobiographie romancée. En 1950, après dix-sept années de silence, de folie et de métiers divers touchant à l'édition, à la radio, au journalisme et à la publicité, elle pour-

suivit le récit de sa vie, en changeant le nom de son héroïne. Nanda Grey devint Clara Batchelor.

La Miriam de Dorothy Richardson et la Clara d'Antonia White ont bien des traits communs. Leur âge : c'est la fin de l'adolescence. Leur humeur : toutes deux désespérées, désabusées avant d'aimer, incomprises de leurs parents, tournées vers un univers intérieur dont elles tentent de suivre le cours, dans des rêveries nourries de littérature pour l'une (Miriam) et de mysticisme méfiant pour l'autre (Clara). Leur situation : toutes deux, au sortir du convent ou de l'école religieuse, elles vont avoir en charge des enfants. La Miriam de Dorothy Richardson est professeur dans une petite école privée où elle restera peu de temps. C'est un drame qui détonnera Clara de sa tâche de préceptrice. L'enfant dont elle s'occupe meurt sous ses yeux, en voulant « sauter en parachute » avec un parapluie, du haut d'une murette. Cette mort culpabilise profondément Clara qui, comme les héroïnes de Jean Rhys, a compris que sa vie serait désormais un flottement entre l'égarement, l'angoisse et une excitation superficielle.

Mais si Antonia White traque la mauvaise conscience chrétienne dans l'âme de son double, Dorothy Richardson délaisse toute spéculation psychologique, pour dépeindre (avec une liberté de style qui ne sera égale que par les éphémères de Joyce, les tropismes de Nathalie Sarraute ou les flux de conscience de Virginia Woolf) les incertitudes de la perception et les discontinuités de la pensée. Avec des méthodes radicalement différentes, White et

Richardson se retrouvent cependant.

La Clara de la première dit en contemplant la marque de son numéro de pension, brodée sur ses vêtements : « Je ne suis personne... absolument personne, même plus un numéro maternel. » Et à la fin du roman, elle demande à sa mère : « Comment fait-on pour devenir réel ? »

De la même façon, la Miriam de Dorothy Richardson essaie de découvrir en elle les indices d'une vie qui ne cesse de la fuir : « Pendant une seconde, il lui parut que la vie s'arrêtait en elle et que l'escalier était balayé de sous ses pieds... » « Je suis vivante... C'était comme si quelque chose l'avait frappée, avait traversé son corps impalpable, l'emportant, la laissant crier silencieusement sans lui. Je suis vivante... je suis vivante ». Déjà (en 1916 !), Dorothy Richardson transcrivait des « sous-conversations », ce qu'elle appelait un « double-entendre ». Elle ouvrait la voie à la littérature « féminine », disent bûtivement les professeurs. Disons plutôt : à celle de la vie intérieure.

RENÉ DE CECCATTY.

★ EAU MORTE, de Dorothy Richardson, traduit de l'anglais par Pierre Leyris, éd. Bernard Contax, 198 p., 95 F.

★ L'ÉGAREMENT, d'Antonia White, traduit de l'anglais par Claudine Richetti, éd. de La Découverte-Éditions de Rossmore, 360 p., 125 F.

(1) Mercure de France, 1965, traduction Pierre Leyris, préface de John Cowper Powys.

(2) Weidenfeld & Nicholson, 1965.

(3) Longmans, Green & Co, 1965, et Virago, 1980.

Éloge de la rapidité

(Suite de la page 15.)

Et tant pis pour la société patriarcale dans laquelle elle vivait, qu'elle scandalisa en choisissant de vivre avec un homme marié — même si, toutefois, il lui fallut se résigner à prendre un pseudonyme masculin pour aller jusqu'au bout de sa pensée sans risquer le refus de ses livres. Traductrice de Feuerbach — et, partiellement, de Spinoza — née en 1819, deux ans après la mort de Jane Austen, sa devancière, elle fut l'une des toutes premières femmes à donner un démenti au Dr Samuel Johnson, pour qui « une femme qui préche est semblable à un chien qui marche sur ses pattes de derrière : ce qu'il fait n'est pas bien fait, mais vous êtes surpris de le lui voir faire ».

Pour ne pas quitter le domaine anglo-saxon, on saluera dans la foule le mince volume que l'éditeur Le Promeneur offre à tout acheteur de trois ouvrages publiés par ses soins, *Sur la tragédie grecque*, de Thomas De Quincey.

Auteur d'une œuvre vaste — pas moins de quinze volumes ! — et hétéroclite, composée d'essais, d'immodérables articles, de biographies, d'un roman, de récits, de traités d'économie politique, de pédagogie, etc., De Quincey est surtout connu par ses *Confessions d'un mangeur d'opium*, récit autobiographique traduit pour la première fois, de manière fantaisiste, en 1828, sept ans après sa parution, par un poète adolescent, Alfred de Musset.

Sans conteste, ce livre constitue, comme l'a signalé le plus récent de ses traducteurs, Mme F. Moreux (2), une grande date dans l'histoire des lettres. Car des thèmes nouveaux en découlent : la poésie des bas-fonds, la ville, l'observation raisonnée des rêves — des travaux que le dormeur exécutait pendant le sommeil — et, enfin, le thème de la prostitution, qui fascina tellement Baudelaire, et plus tard Marcel Schwob, et qui, dit-on,

serait à l'origine du personnage de Sonia dans *Crime et châtiment*.

Or les quelques trente pages que voici sur la tragédie grecque sont une pure merveille, en particulier celles qui ont trait à la fonction du chœur, lequel, selon une tradition tenace, aurait joué le rôle d'un maître de morale, ce que De Quincey réfute de façon superbe.

« L'océan
m'a bien déçu »

Passons maintenant à Oscar Wilde — qui a sans doute envié à De Quincey ne serait-ce qu'un titre — *De l'assassinat considéré comme l'un des beaux-arts*, — et dont on a récemment traduit les conférences de la tournée qu'il effectua en Amérique. Elles se trouvent réunies dans la *Critique créatrice*, petit volume où figurent également les billets sulfureux que Wilde et Whistler échangeaient à l'occasion d'une « querelle esthétique », ainsi qu'une « causerie » du peintre contre son cadet, traduite par Mallarmé.

Wilde avait vingt-huit ans. Et s'il possédait déjà l'art des saillies

verbales insolentes — « Je n'ai rien à déclarer, mon génie excepté... L'océan m'a bien déçu », dit-il en débarquant à New-York, — il ne se montre pas moins, dans ses paroles pour l'étranger, comme l'élève fidèle de Ruskin et de Walter Pater. Et dans le sillage de William Morris, chef de file d'un mouvement artistique socialisant, qui prônait l'artisanat afin que les pauvres eussent, eux aussi, accès à la beauté.

Une autre image de Wilde — au faite de la gloire, puis de la tragédie, — est celle que nous offre Gide dans les souvenirs qu'il rédige aussitôt qu'il apprend, à Biskra, la mort de celui dont il se plaignait à Valéry en ces termes : « Wilde s'étudie pieusement à tuer ce qui me restait d'âme. Depuis Wilde, je n'existe que très peu. » Sans doute après la rencontre historique d'Alger, où l'Anglais, dans la pénombre d'un café, poussa le jeune puritain très « coïné » dans les bras d'un jeune Arabe.

Gide, qui noterait dans son *Journal* : « Wilde ne m'a fait, je crois, que du mal. » Gide, qui ne

le considérerait pas comme un grand écrivain, mais comme un grand « viveur », et qui, en prenant au sérieux la célèbre boutade de son cher ami-ennemi : « J'ai mis tout mon génie dans ma vie ; je n'ai mis que mon talent dans mon œuvre », a contribué à renforcer le soupçon de pure frivolité qui pèse toujours sur lui.

Mais dans ces pages dont on lui sera à jamais reconnaissant, il rapporte les merveilleuses histoires que le conteur essayait tellement devant ses amis avant de les rédiger. Ou cette observation qui est d'un véritable romancier : « Ceux qui sont pour la première fois en prison se reconnaissent à ce qu'ils ne savent pas parler sans remuer les lèvres. » Ou, encore, ce mot qui résume le côté nocturne de la vie et de l'œuvre de Wilde : « La pitié, c'est le côté par où est ouverte une œuvre, par où elle parait infinie. »

L'auteur des *Faux-Monnayeurs* en a-t-il jamais montré ? On ne retire rien à son génie en posant la question, qui fournira sans doute un thème de débat parmi les initiés, dans ces catacombes où la littérature apportera la lumière d'une lampe de poche.

HECTOR BIANCOTTI.

★ LE VOILE SOULÉVÉ, de George Eliot, traduit de l'anglais par Alice Arisnè, traduction revue par Chantal Tasset, postface de Marianne Tosi, Éditions Ombres, 82 p., 49 F.

★ LA TRAGÉDIE GRECQUE, de Thomas De Quincey, traduit de l'anglais par Liliane Abensour et Ann Giddey, Le Promeneur, 38 p.

★ LA CRITIQUE CREATRICE, d'Oscar Wilde, présentation et traduction de Jacques de Langlade, Éditions Complexe, collection « Le regard littéraire », 224 p., 49 F.

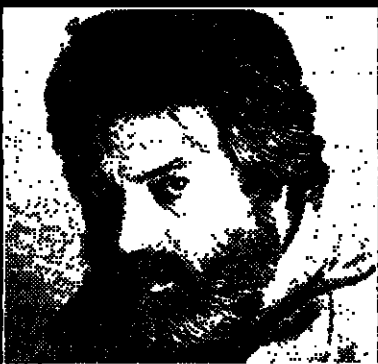
★ OSCAR WILDE, d'André Gide, Mercure de France, 75 p., 65 F.

(2) Aubier « collection bilingue », 1964.

MAREK HALTER

Les fils d'Abraham

roman



L'histoire des juifs en cette fin de siècle, un tour du monde de bruits et de fureur. Passionnant.

Monique Lefèvre / TELERAMA

ROBERT LAFFONT

● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Gustaw Herling, le Polonais errant de Campanie

★ JOURNAL ÉCRIT LA NUIT, de Gustaw Herling, traduit du polonais par Thérèse Douchy, L'Arpenteur, 398 p., 135 F.

★ NETCHAIEFF, de Jeanne-Marie Gaffiot, L'Age d'homme, coll. « Slavica », 314 p., 160 F.

JOURNAL écrit la nuit... Est-il un simple insomnie ou noctambule dont les éditions de L'Arpenteur publient le second livre ? Ou bien s'agit-il de l'Europe qu'on dit « de l'Est » — qui empêche de dormir Gustaw Herling ?... Le destin des Polonais les a souvent conduits à rester polonais hors des frontières de leur pays. Mais quelles frontières ? Si fluctuantes, que la langue a toujours été la plus solide des patries.

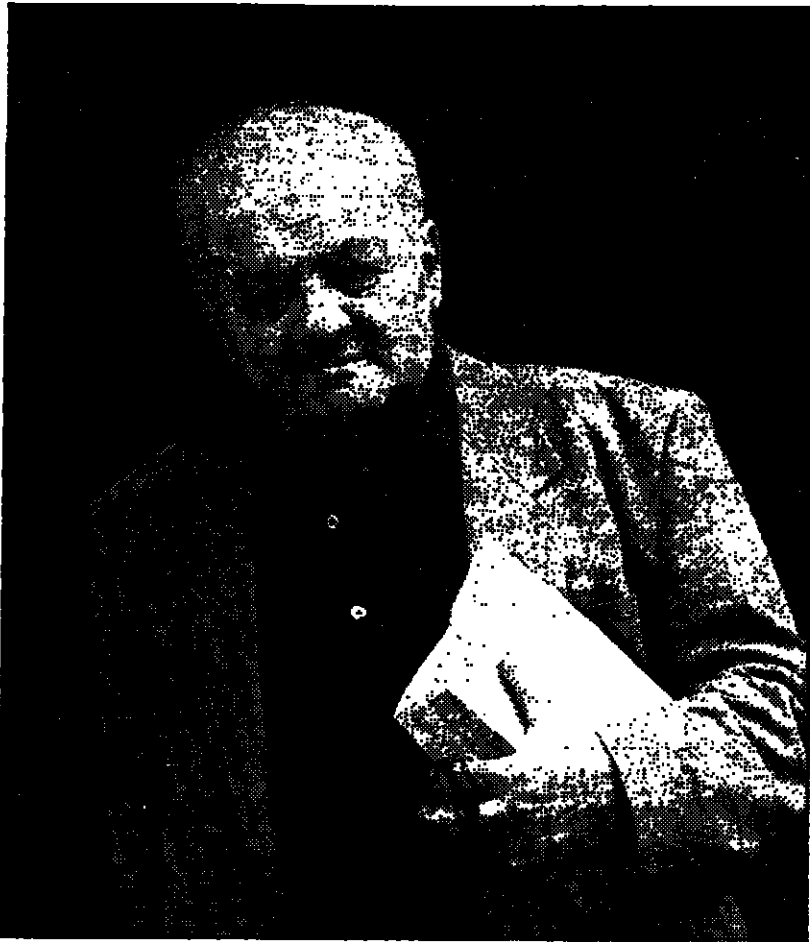
Né en Pologne en 1919, fondateur d'un mouvement de résistance après la victoire allemande de septembre 1939, arrêté par les Soviétiques en mars 1940, alors qu'il tente de rejoindre l'armée polonaise de France en franchissant la frontière avec la Lituanie occupée, il sera envoyé dans un camp près d'Arkhangelsk sur la mer Blanche ; puis libéré en 1942, après la rupture du pacte Ribbentrop-Staline, « réhabilité », de quoi ?... C'est ce Gouling du début des années 40 qui sera le sujet de son premier livre, *Un monde à part* (1), témoignage qui porte la marque d'un écrivain véritable. Il rejoint alors l'armée polonaise formée en URSS par le général Anders (« Nous étions une armée de prisonniers commandée par un prisonnier et reconstruite avec l'accord réticent des gardiens de la prison », expliquera-t-il plus tard). Armée Anders qui, par l'Égypte, l'Afrique du Nord, débarquera, dans les Pouilles, se battra à Monte-Cassino, ce qui vaudra à Herling la plus haute distinction polonaise.

« Tout cela pour se retrouver le jour de la victoire avec le sentiment d'avoir perdu la guerre, note Krystof Pomian dans sa préface. Expropriés de leur patrie, ceux qui buvaient à mort à Rome en 1945 n'avaient ni pays où rentrer ni avenir. » Il fait partie de l'équipe qui en 1948, autour de Jerzy Giedroyc, fonde une maison d'édition L'Institut littéraire, puis la revue *Kultura*. Après quelques années passées à Londres où il a été démolé, Gustaw Herling ira se fixer à Naples, où il a épousé la fille de Benedetto Croce. Une ville où, après quatre déconies, il se sent toujours un étranger, coupé de son entourage.

naturel, celui de l'émigration politique polonaise concentrée à Londres, Munich, Paris, Naples, « tristement belle dans sa maigre mortalité [où] un étranger établi depuis longtemps ne doit même pas rêver de s'arracher ». Aujourd'hui, après plus de quarante années, *Kultura*, véritable revue de la Pologne en exil, éditée à Maisons-Laffitte, est autorisée à paraître en Pologne où elle tire à 18 000 exemplaires (plus de 8 000 en France).

Le *Journal écrit la nuit*, qui paraît en français, présente un choix de ses articles écrits pour *Kultura* qui avaient été réunis dans trois volumes publiés en polonais (2) ; choix qui avait été entrepris, avant sa mort, par Kot Jeleniski — qui fut aussi un précieux collaborateur du Monde. Dans ce choix qui couvre dix-sept années de sa vie, de 1970 à 1987, beaucoup des références à la vie politique polonaise ont été éliminées pour mettre l'accent sur la culture « universaliste » de l'auteur et, ce qui frappe, au fur et à mesure qu'on entre dans ce livre, c'est l'impression de pénétrer dans la cervelle de l'auteur, d'apprendre à connaître ses goûts, et ses dégoûts, de fouiller dans sa mémoire. Voilà un journal où on ne parle pas de soi, mais des livres qu'on a lus, des films qu'on a vus, des amis rencontrés, des paysages qu'on découvre... Et cela avec une prodigieuse curiosité. « Un journal sans narcissisme, dit encore Pomian, Herling lui-même s'y réduit presque à un regard qui, tel un faisceau lumineux, sort de l'obscur. Et qui fait voir les choses. » Herling, qui stigmatise les journaux trop intimes, soustraits des écrits non égotistes, « ils naissent, note-t-il, du besoin de recul nécessaire au chroniqueur, ils sont une tentative de trouver une place arbitraire au milieu du chaos du monde. » Plus loin, il précise son « idéal de journal, impossible à atteindre, il est vrai » : lieu où défile « l'histoire déchirée », avec « dans le coin inférieur gauche, à l'instar de certaines peintures de la Renaissance, la peine acquiescente en miniature, l'autoportrait de l'observateur et chroniqueur ».

« La terre tremble... La terre qui tremble rythme les années de sa vie napoléonienne comme un leitmotiv — depuis ce terrible tremblement de terre d'Ischia en 1883 dont parle Benedetto Croce dans ses *Mémoires* et qui tue en une minute son père, se méla, se scia et laisse le corps brisé du futur philosophe napoléonien âgé de seize ans... Herling,



Gustaw Herling : un voyage rêvé à Prague pour Kafka...

mois après mois, dresse sa « petite collection » l'abbé qui s'ouvre sous ses pas, les amis ou les personnalités admirables qui disparaissent : Ignacy Silone, Camus, Chieromonte, Nadejda Mandelstam, Kot Jeleniski. Mais sans désespoir, sans lamento, sans gémissement, étouffé ou non. Il médite, il salue parfois un jugement ravageur : contre le *Métier de vivre* de Pavese, rongé par le culte de la littérature, alors qu'il doit exister dans l'homme quelque chose que « personne sauf Dieu n'a le droit d'atteindre ». Il raille avec une certaine irritation les faiblesses des littérateurs et philosophes « engagés » : l'« hypocrisie » d'un Thomas Mann dont il réproche « le ton particulier de mandarin

esthète », le « cynisme » d'un Moravia, tous deux prêts à tout pour se faire publier en Russie. Il relève aussi la « débilite » de la confession soixante-huitarde de Sartre, qui a écrit : « Je ne pense pas que je me sentisse bien dans la société que je préconise pour les autres, mais le problème n'est pas là ». Preuve irréfutable, écrit Herling, que l'engagement « n'est pas qu'une masturbation de bavards qui ne croient pas un mot de ce que charrie le flot de leur salive ».

Pourtant, c'est souvent la compassion qui est la marque des écrits de cet homme qui est revenu de la « maison des morts » et qui, pour saluer Chalamov, l'auteur des terribles *Récits de Kolyma* (Fayard), évo-

que dans de très belles pages la mort du « grand écrivain » pour qui « l'espoir, ce furent toujours des chaînes, toujours l'esclavage ».

NOURRI de culture russe, antisovétique par expérience mais jamais antirusse, admirateur de Plietnov, de Tavataieva, de Tchekhov, de Dostoïevski surtout, Herling considère avec circonspection et répulsion le Verkhovenski des *Possédés* ou son modèle, le nihiliste Serge Netchaïev (1847-1882), fanatique prêt à tout pour atteindre son but, extradé de Suisse en 1872 à la demande du pouvoir tsariste pour l'assassinat de son camarade l'étudiant Ivanov, emprisonné pendant dix ans, jusqu'à sa mort, à la forteresse Pierre-et-Paul.

Modèle fondateur du révolutionnaire implacable dont la pureté même suscite l'effroi, précurseur de nos terroristes modernes, intimidant les militants par le terreur, Netchaïev fait naître des sentiments violents, contradictoires, fascine ou répugne. « Faut-il l'admirer, ou le haïr et l'exécuter », demande Jeanne-Marie Gaffiot, une historienne suisse, spécialiste des mouvements pré-révolutionnaires, dans une sérieuse et passionnante étude qui paraît justement à L'Age d'homme. Réfléchissant sur la chute des tyrans et la justification du meurtre politique, l'auteur remarque notamment la curieuse évolution sémantique du mot « révolution », en russe « vosstanie », qui signifie « se mettre debout, se dresser », qui, dans la liturgie orthodoxe est « résurrection » et qui, dans le dictionnaire soviétique de 1935, reçoit la définition suivante : « organisation des masses populaires contre le pouvoir gouvernemental ».

Finalement, c'est encore Kafka qui sera le plus souvent la référence de Gustaw Herling, et l'on reste sans voix devant ce voyage rêvé qu'il fit, ou ne fit pas, à Prague en juin 1978, « avec un passeport argentin », pour le 52^e anniversaire de la mort de Franz Kafka. Fiction qu'avait fait naître la lecture d'une notice dans *Le Monde*... La nuit, tous les rêves deviennent vrais, semble nous dire ce Polonais errant arrivé en Campanie et qui depuis cinquante ans n'a jamais revu la Pologne.

(1) *Un monde à part*. Publié en 1951 en anglais. Deuol 1983. Voir l'article de Jan Krauze dans *Le Monde* du 5 avril 1983. Prix de la Liberté 1986 du Pen-Club français.

(2) Institut littéraire, Maisons-Laffitte, 1973, 1980, 1984 (en polonais).

La vengeance de Molly Keane

(Suite de la page 15)

Ecrire aurait donc correspondu à une révolte ? « A une insoumission totale. Ecrire des livres, les écrire en secret, y raconter ce que je voulais, c'était aussi une sorte de vengeance, oui, une basse vengeance. »

Ses premiers livres étaient, dit-elle, de petits romans d'amour prenant pour cadre la chasse au renard. « Ils devaient tout de même avoir quelque chose, puisque Billy Collins, le directeur de la grande maison d'édition, les remarqua et me poussa à continuer. » Pendant des années, elle continua donc et garda le silence. Ses parents ne surent jamais rien de cette activité : « Peut-être ma mère lut-elle un jour les trois premiers mots d'un de mes romans ; elle a dû s'écrier : Oh, Molly, quel dommage ! » Qu'aurait-elle dit, cette mère redoutable, si, poursuivant sa lecture, elle avait pénétré dans un univers romanesque qui met en scène le déclin d'une époque et d'une classe sociale, dans un monde où les rapports familiaux sont déterminés moins par l'amour que par un combat sans pitié pour accaparer le pouvoir (on pense à Ivy Compton-Burnett, pour qui la volonté de puissance était la pas-

sion dominante) ? Cercle clos où les gens sont condamnés à s'entre-déchirer, où règne une mère tyrannique à laquelle les valeurs en place permettent d'écraser en toute bonne conscience une nombreuse progéniture, chacun se vengeant de frustrations multiples sur plus faible que lui (Nicandra, l'héroïne mal aimée d'*Amours sans retour*, pour trouver quelque soulagement à sa peine, torture un valet débile qui, sa vie durant, cherchera à son tour à affirmer quelque pouvoir).

Des excentriques et des maniaques

Peuple de grotesques et de monstres (dans *La Revanche*, chaque membre de la famille est affligé d'une difformité physique autour de laquelle s'est formée sa personnalité), de maniaques et d'excentriques, marginaux de tout poil auxquels le temps et le loisir, comme l'explique Molly Keane, mais aussi l'isolement, donnent toute possibilité de cultiver leur singularité et que la force de l'habitude maintient ensemble pour le pire plutôt que pour le meilleur. Les plus attachants sont les simples d'esprit, ceux que souvent l'on maltraite et qui ont « un autre mode d'appréhension du monde — plus proche, peut-être, de celui des animaux ».

S'il est des degrés dans la noirceur, on peut dire que Molly Keane, qui avoue aimer les comédies macabres, a progressé dans ce genre au long des treize romans qu'elle écrit. *Young Entry*, son premier livre, paraissait en 1928 ; en 1951, après avoir publié neuf autres romans, tous bien accueillis par la critique, elle garda le silence. Elle ne devait en sortir

que trente ans plus tard, signant alors de son vrai nom. *Good Behaviour*, traduit par les Saint-Charles (1) et suivi de peu par *Time after Time - La Revanche* (2), qui fut son premier grand succès.

Entre-temps, elle avait écrit tout de même quelques pièces de théâtre. L'échec des deux dernières, les problèmes financiers qui se posèrent après la mort de son mari, les soucis que lui causait l'éducation de ses deux filles, tout cela se ligua pour provoquer en elle une crise grave et lui donner l'impression qu'elle était « fide ». « Puis un jour, trente ans plus

tard, j'ai pensé que cela serait amusant d'écrire un livre sur quelqu'un qui ne sait rien du coup qui va l'atteindre. »

Amour et idiotie

Ainsi prit forme *Good Behaviour*, qui fut d'abord refusé par les éditeurs en raison de sa cruauté. Molly Keane ne voit, quant à elle, aucune continuité entre ses romans de jeunesse et les plus récents : « Ils sont très différents... J'étais quelqu'un d'autre,

alors ; j'étais jeune et j'aimais la vie. On était un peu fou à cette époque, moins sentimental que maintenant... » En fait, la vision du monde de Molly Keane n'a guère changé ; les affrontements sans merci à l'intérieur du couple de lesbiennes, dans *Devoiled Ladies*, pour être moins subtilement décrits, ne sont pas si éloignés des tensions qui sous-tendent les relations entre les personnages, dans *La Revanche*.

Le personnage central, que ce soit Jane, la beauté au bec de lièvre de *Devoiled Ladies*, ou la malheureuse Nicandra, dans *Amours sans retour*, est invariablement

stupide. Cette dernière, « esclave du terrible désir de donner et de faire plaisir », est au reste expédiée prestement à la fin du roman, alors qu'elle croit enfin tenir la certitude de son bonheur. « Une chance pour elle, commente Molly Keane, c'est ce qui pouvait lui arriver de mieux. » Méchanceté envers les personnages qui donne aux romans leur vivacité, leur comique, souvent, et leur énergie directrice. L'amour romantique est proche de l'idiotie. « Quand on aime trop, on est stupide », et, revenant sur cette notion de l'excès si importante dans son œuvre : « Il est dangereux de donner trop ; à mon avis, cela rend les gens moins intéressants parce qu'alors leurs réactions sont prévisibles. »

Amours sans retour est ainsi habilement construit autour de la faille qu'ouvre l'excès du besoin d'amour, besoin qui a, d'ailleurs, tôt fait de transformer l'autre en victime. Finalement, tout revient toujours à une question du pouvoir, qu'il soit exercé ou non sous le couvert de l'amour. Molly Keane prépare aujourd'hui un nouveau roman ; il portera sur un sujet qu'elle connaît à fond pour l'avoir exploré pendant soixante ans. « Il s'agit de la relation entre deux sœurs ; l'une a eu du succès, l'autre pas ; elles se haïssent, mais se retrouvent à travers des souvenirs d'enfance. » Quand on lui demande si elle aime Barbara Pym, elle répond : « Non, j'ai sans doute tort, mais... ça manque d'aspérité. »

CHRISTINE JORDIS.

★ AMOURS SANS RETOUR, de Molly Keane, traduit de l'anglais par Raymond Turle, Le Franciscain, 242 p., 128 F.

(1) Ed. Jean-Cyrille Godefroy, 1983.
(2) Même éditeur, 1984.

Utilisez votre Macintosh à 100 % de ses capacités

Formation et conseil en micro-édition et infographie. Impression laser en libre service. Transcodage IBM-Macintosh

LASERMARK
48 bd Richard Lenoir 75011 Paris
Tél : 48 06 84 01
Lun - Ven 9.00-18.30 Sam 14.00-18.00

IBRAHIM SOUSS

LES ROSES DE L'OMBRE

ROMAN

« L'exil est une torture de l'âme mais la violence n'est pas une solution. » René Backmann *Le Nouvel Observateur*

« Une histoire d'amour sur fond d'exil et de combats de l'ombre. » *L'Express*

276 pages, 89 F

Stock

Le Carnet du Monde

Naissances

— Marielle et Ludovic ont le grand bonheur d'annoncer la naissance de

Charlotte-Éléonor.
Nouchet, le 2 juillet 1989.

— Le docteur et M^{me} Henri POULET-GOFFARD sont heureux d'annoncer la naissance de leur première petite-fille

Hélène,
le 3 juin 1989, chez
Véronique POULET-GOFFARD
et Paul YOUNG,
internes en médecine.
33, rue Erlanger,
75016 Paris.
2, rue Mollien,
76000 Rouen.

— Sylvie GIACCHETTI, Dominique MAILLY et Benjamin ont la joie d'annoncer la naissance de

Joachim.
Paris, le 26 juin 1989.
120, avenue Gambetta,
75020 Paris.

Mariages

— Marie-Pierre RAYMOND-LAGARDE et Olivier BOCHET font part de leur mariage, célébré samedi 1^{er} juillet 1989, à Paris.

265, rue du Faubourg Saint-Martin,
75010 Paris.
Place de l'Église,
84830 Sérignan-du-Comtat.

Décès

— L'ensemble de la direction et du personnel de la SA Yacco ont la tristesse de faire part du décès de

M. André ABRANSON,
directeur financier honoraire,
administrateur,
survenu le 4 juillet 1989.

Les obsèques auront lieu le lundi 10 juillet, à 10 h 30, en l'église réformée de l'Étoile, 24, avenue de la Grande-Armée, Paris-17^e.

Ancienne adresse :
42, avenue de la Grande-Armée,
75017 Paris.
Nouvelle adresse :
43, rue Bayen,
75017 Paris.

— Pierre Bellet, son mari, Alida, Daniel, Claude et Sylvie, ses fils et belles-filles, Alexandre, Pierre-Henry et Virginie, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Marie BELLET,
née Larivière,
le 1^{er} juillet 1989, à Roquebrune-sur-Argens.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité le 4 juillet.

41, rue de l'Hôtel-de-Ville,
83200 Roquebrune-sur-Argens.

— Ses enfants, Samuel, Meyer, Ruben, Manrice, Jacques, Georges Benizma et leurs enfants, Les familles Benizma, Benichimol, Cohen, Benishon, Serero, Elalouf, Levy, Halimi, Hoca, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère, tante, cousine,

Sissy BENZIMRA,
née Benichimol,
survenue à Moutiers (Savoie), le 3 juillet 1989.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière parisien de Pantin le 6 juillet, à 10 heures.

— M^{me} Lise Lesèvre, M^{me} Elisabeth Chojacka-Lesèvre, M^{me} Katrik Lesèvre, M. Martin Moppet et leur fille, M. et M^{me} Guillaume Lesèvre et leurs filles, M. et M^{me} Vassena et leurs enfants, M^{me} Edwige Chojacka, Toute sa famille, Ses amis, ont la douleur de faire part de la mort, survenue le 3 juillet 1989, de

Georges LESÈVRE,
ancien élève
de l'École normale supérieure,
cofondateur et ex-directeur général
de la société CITAL,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance française,
croix du combattant volontaire,
ex-membre de l'équipe fondatrice
du service Périels (MUR).

L'inhumation aura lieu le 7 juillet, au Père-Lachaise, à 15 heures. Rendez-vous entrée principale.

— Le jury du Prix Georges-Sadoul a la douleur d'annoncer le décès de

Joris IVENS,
fondateur et président d'honneur
du Prix Georges-Sadoul.

— M^{me} Antoine Robinet, son épouse, Jacques Robinet, Louis Robinet, Marie-Françoise de Tisor, Anne-Marie Barria, ses enfants, Ses gendres et belles-filles, Et tous ses petits-enfants, M^{me} Claude Rouvillat, M^{me} Marie-Louise Robinet, M^{me} Colette Garzin, ses sœurs, M^{me} Emile Robinet, sa belle-sœur, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Antoine ROBINET,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'Ordre national du Mérite,
survenu à Madrid, le 30 juin 1989.

Les obsèques ont eu lieu à Uzès (Hérault-Pyrénées), le 4 juillet, dans la plus stricte intimité.

Une messe sera célébrée à son intention à Saint-Louis-des-Français (Calle Legaria, 83, Madrid), le samedi 22 juillet, à 19 h 30.

Zurbano, 5,
28010 Madrid.
68, boulevard Lénine,
64500 Saint-Jean-de-Luz.

— M. Michel Rubinstein, et ses enfants, Sandrine et Cécile Fabre, M. et M^{me} Jacques Lemelin et leurs enfants, Sébastien et Emma, ont la douleur de faire part du décès de leur fils Alexis,

le docteur et M^{me} Stéphane Rubinstein et leur fils Alexis,
survenu le 4 juillet 1989, à Cap-Cou en Fécamp (Finistère), de

M^{me} Michel RUBINSTEIN,
née Yvesse, Marie, Blanche Beger.

Son mari, ses enfants et petits-enfants demandent de prier pour celle qui s'est éternellement consacrée à eux.

Les familles Beger, Coquerel, Kermach, Lemoine, s'associent à ce deuil.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le jeudi 6 juillet, à 16 heures, en l'église de Lézignan (Sévennes-Meuse). Elles ont été suivies de l'inhumation au nouveau cimetière de ce village.

65, boulevard Soult,
75012 Paris.
La Boissière,
77138 Luzancy,
226, faubourg Saint-Antoine,
75012 Paris.
3, rue Jules-Lemaître,
75012 Paris.
6, avenue de la République,
94410 Saint-Maurice.

Anniversaires

— Le 7 juillet 1987 disparaissait

Mme VILLENEUVE.

Nous pensons à lui.

Sa famille remercie tous ceux qui viennent de perpétuer son souvenir.

Messes anniversaires

— A l'occasion du dixième anniversaire de la mort de

Pierre LYS,
professeur à la Faculté française de médecine et de pharmacie de Beyrouth (Liban),
une messe sera dite le dimanche 9 juillet 1989, à 10 h 30, en l'église de La Côte-Saint-André (Isère).

Erratum

— Dans l'avis de décès de

Joris IVENS,

il fallait lire :
On se réunira à la porte principale du cimetière de Montparnasse (3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14^e), à 16 h 15 et non 14 h 15 comme imprimé dans nos premières éditions du journal daté 4 juillet.

Soutenances de thèses

— Université Paris-II, le samedi 8 juillet, à 9 h 30, salle des Conseils, M^{me} Anne-Marie Yousens : « Statut des professeurs et assistants de faculté de 1800 à 1848 ».

— Institut d'études politiques de Paris, le samedi 8 juillet, à 15 heures, salle 401, 56, rue des Saints-Pères, M. Antoine de Roussel de Bezaux : « Les relations entre l'Égypte et ses partenaires économiques et financiers ».

— Université Paris-X (Nanterre), le jeudi 13 juillet, à 15 heures, salle des Actes, bâtiment F, M. Abdoulaye Diarra : « La gauche française et l'Afrique subsaharienne depuis 1958 ».

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-98-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F

Abonnés et actionnaires ... 73 F

Communications diverses ... 86 F

Education

Les inscriptions dans les universités

A Censier

Fin de...

communication

Assises au bord du trottoir, Nathalie pleure. Comme 800 autres bacheliers, cette jeune Parisienne s'est présentée jeudi 6 juillet devant les portes de l'université Paris-III-Censier pour s'inscrire en DEUG de lettres, arts, communication et expression (LAEC). Malheureusement, elle est arrivée trop tard : à 8 heures du matin, la file jouait déjà à gachets fermés. Les parents d'élèves qui s'étaient spontanément dévoués à organiser un système d'appel pour éviter l'émousse, avaient déjà distribué près de 700 numéros, alors que le nombre des candidats pour Paris-III ne dépassait pas 550 places.

Dans une immense jonchée de papiers gras, les étudiants repèrent leurs sacs de couchage, ramassent les reliefs de leurs pique-niques et jettent un coup d'œil découragé aux feuilles bleues que le recteur distribue à ceux qui n'ont pu s'inscrire. Ceux-là sont invités à effectuer d'autres choix, car Censier ne peut accueillir tous les candidats qui souhaitent rejoindre cette filière très recherchée. L'angoissement est tel que certains étudiants sont arrivés le veille en fin de matinée, et que la file d'attente comptait plus de 300 personnes à minuit. Beaucoup s'indignent de constater que l'université n'a rien prévu pour organiser cette attente, se contentant d'engager deux ou trois vigiles pour surveiller les étudiants à l'ouverture des portes.

Tandis que des membres de l'UNEF haranguent la foule et l'appellent à manifester le jour même devant le rectorat, des parents ne cachent pas leur colère. « C'est scandaleux, affirme une mère, à quel état s'est-il élevé son

Plusieurs disciplines affichent « complet » à Paris

On ne peut pas tout avoir : une place dans une université parisienne et un coup d'œil sur la sortie de Mikhaïl et Raima Gorbachev du grand amphithéâtre de la Sorbonne. Mercredi 5 juillet, il fallait choisir : saisir en direct l'image du couple soviétique descendant l'escalier de la rue des Ecoles, ou conserver précieusement son rang rue Saint-Jacques et rue Soufflot, dans la file d'attente pour les inscriptions en première année de fac.

Comme chaque année, en région parisienne, bon nombre de futurs bacheliers s'étaient précipités, dès l'aube, aux portes des universités, avant même de savoir s'ils étaient reçus au baccalauréat. Non sans raison. Car comme prévu (*Le Monde* du 17 juin) les places sont chères dans les universités du centre et dans les disciplines particulièrement demandées : droit, économie, langues étrangères appliquées (LEA), administration économique et sociale (AES) et culture et communication.

À la fin de la première journée, le bilan est sans réelle surprise. En droit, les inscriptions dans les universités les plus prisées (Paris-I Panthéon, Paris-II Assas, Paris-X Nanterre) ont été closes en une demi-journée. Même constat en économie, à l'exception de Paris-II, où il restait encore quelques places. En AES, il ne restait des places que dans les universités de la périphérie (Paris-VIII-Saint-Denis, Paris-XII-Cléteil, et Paris-XIII-Villetaneuse), ainsi qu'à Paris-V, LEA, l'une des filières les plus demandées, affiche complet partout dès le premier soir.

Les mentions de 1988

Les candidats de 1988 étaient-ils meilleurs ou les épreuves plus faciles ? Toujours est-il que les bacheliers de l'enseignement général de 1988 ont été plus nombreux à obtenir une mention (23,36 % des admis) que ceux de 1987 (20 %). Pour les baccalauréats technologiques, la proportion n'est que de 15,09 %. Il est vrai que les techniciens ont moins d'admis (67,67 %) que les généralistes (74,63 %).

Les mathématiques de la série C remportent la palme avec 39,89 % de mentions (32,5 % en 1987), loin devant leurs camarades de la série D (23,26 %). Les mentions sont plus difficiles à obtenir pour les littéraires, avec toutefois de gros écarts selon les options : 22,02 % en A1, mais seulement 13,45 % en A3. Les économistes de la série B ne sont guère mieux récompensés : 13,87 %.

La dispersion des taux est encore plus nette dans l'enseignement technique : 57 % en F11 (musique), où les effectifs sont, il est vrai, très réduits, pour 6,03 % seulement en G3.

Un candidat de l'académie de Strasbourg — où il y a la plus forte proportion d'admis (61 %) — a plus de chances de dépasser la barre des 12/20 de moyenne que celui de Bordeaux (17,4 %). En revanche, l'origine sociale des parents n'a pas d'influence sur la chance d'avoir une mention.

La mention « très bien » (16/20) dans l'enseignement général a été réservée à une élite de 1 315 personnes, soit 0,84 % des admis, contre 4,39 % de « bien » (14/20) et 18,33 % d'assez bien » (12/20).

AGRÉGATIONS

GRAMMAIRE

Maria-Anne Brus, 11^e ; Hélène Dejean, 6^e ; Blondel, 5^e ; Michèle Dirsch, 6^e ; Vaillant, 3^e ; Isabelle Galvez, 6^e ; Jacques Lemaire, 10^e ; Alice Manry, 7^e ; Charles Muller, 1^e ; Céline Pélissier, 8^e ; Marie-Hélène Roder, 6^e ; Pucier, 4^e ; Thierry Sanno-Vilas, 12^e ; Valérie Tullard, 9^e ; Dominique-Marie Ulms, 2^e ; Sabine Willem, 1^e ; Catherine Le Henaff, 6^e ; Koz, 2^e ; Martine Deroche, 3^e ; Isabelle Soccoman, 4^e.

ÉDUCATION MUSICALE ET CHANT CHORAL

Paul Ange, 2^e ; Vincent Barthe, 3^e ; Olga Blumstein, 21^e ; Jean-Christophe Branger, 3^e ; Isabelle Breuillat, 6^e ; ex aequo : Anne Camenail, 6^e ; Lesat, 27^e ; Yolande Cernicola, 26^e ; Bruno Comte, 1^e ; Jocelyne Dubois, 30^e ; Pierre Dupuis, 25^e ; Laurent Fichet, 9^e ; ex aequo : Marie-Claude Flourel, 15^e ; Florence Lehoucq, 9^e ; ex aequo : Claude Martin, 4^e ; ex aequo : Marie-Christine Richard, 6^e ; Gilbert, 22^e ; Elisabeth Rothmund, 1^e ; Michel Sabot, 51^e ; ex aequo : Christophe Schramberg, 51^e ; ex aequo : Stéphanie Schrempf, 44^e ; Marie-Stella Sehl, 6^e ; Sehl, 34^e ; Barbara Simonis, 6^e ; Durand, 32^e ; ex aequo : Christophe Thierry, 5^e ; Marisa Tordey, 51^e ; ex aequo : Carol Vian, 30^e ; Bernard Vigoroux, 30^e ; ex aequo : Marie-Hélène Weikard, 66^e.

GÉNIE MÉCANIQUE

Miguel-Angel Aparicio, 33^e ; ex aequo : William Burdon, 24^e ; Henri Barnerias, 33^e ; ex aequo : Marc Barabas, 18^e ; Jean-François Bonnet, 11^e ; Pascal Cardon, 14^e ; Franck Broutard, 4^e ; Christian Brummonck, 39^e ; ex aequo : Laurent Cabonnet, 1^e ; Jean Caudron, 25^e ; ex aequo : Gilles Corbier, 3^e ; Jean-Claude Deligant, 30^e ; ex aequo : Philippe Depierre, 37^e ; ex aequo : Jean-Louis Devauch, 32^e ; Patrick Dubois, 42^e ; Francis Duval, 9^e ; Francis Geneste, 36^e ; Daniel Ginesta, 19^e ; ex aequo : Laurent Helesta, 8^e ; Guy Hehner, 28^e ; ex aequo : Alain Juret, 37^e ; ex aequo : Pascal Kasperk, 22^e ; Gilbert Le Bras, 15^e ; ex aequo : Marc Martin, 5^e ; Pierre Michaud, 39^e ; ex aequo : Laurent Michel, 28^e ; ex aequo : Pascal Mogol, 2^e ; Yannick Olivier, 10^e ; Jean-François Paradis, 13^e ; Pascal Pazillis, 17^e ; Jacky Pasquet, 30^e ; ex aequo : Thierry Rabany, 43^e ; ex aequo : Philippe Raymond, 39^e ; ex aequo : Stéphane Raynaud, 16^e ; Jean-Marc Robin, 25^e ; ex aequo : Vincent Roussel, 7^e ; Laurent Sime, 19^e ; ex aequo : Eric Suet, 6^e ; Serge Theillet, 12^e ; Gilles Thomas, 33^e ; ex aequo : Denis Thome, 45^e ; ex aequo : Stephane Rafalimann, 4^e ; bis

ALLEMANT

Eric Algiers, 73^e ; Mireille Audibert, 73^e ; Ingeborg Bachmann, 6^e ; Courtois, 80^e ; Sylvie Bardin, 28^e ; Gilbert Baumgartner, 69^e ; ex aequo : Annie Baum, 4^e ; ex aequo : Jacques Baum, 63^e ; ex aequo : Béatrice Becarria, 63^e ; ex aequo : Béatrice Bedours, 4^e ; ex aequo : Béatrice Benoit, 4^e ; ex aequo : Richard-Eugène Blanchet, 74^e ; Sylvie Bordenx, 40^e ; Dominique Bouchet, 3^e ; ex aequo : Marie-Claude Hubert, 6^e ; Figue, 61^e ; Gilles Busson, 63^e ; ex aequo : Cécile Caplainco, 68^e ; Nathalie Champoux, 69^e ; ex aequo : Claire Chemina, 57^e ; Eric Chevrel, 14^e ; Anne-Marie Corbin, 6^e ; Schell, 59^e ; ex aequo : Valérie Coural, 49^e ; Anne Delacroix, 62^e ; ex aequo : Christian Descamps, 79^e ; Frédéric Didier, 8^e ; Jean Dubodet, 7^e ; Laurence Dupin, 6^e ; Olivier Dupuis, 13^e ; Lucie Dury, 59^e ; ex aequo : Daniel Frances, 16^e ; Béatrice Frappet, 38^e ; Isabelle Freitag, 41^e ; ex aequo : Peter Gärtnert, 10^e ; Christine Gascuel, 21^e ; Gregoire Raiser, 11^e ; Michel Grinberg, 24^e ; ex aequo : Eric Guillel, 35^e ; Jean-Michel Hannequart, 54^e ; ex aequo : Nicolas Hebert, 58^e ; Ulrich Helfer, 12^e ; Catherine Hillier, 6^e ; Scheidt, 67^e ; Antol

Propriété et Révolution

Un colloque sur le thème *Propriété et Révolution* aura lieu, les 12, 13 et 14 octobre, à l'université des sciences sociales Toulouse-I. Des spécialistes étudieront la interprétations actuelles de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen sous l'angle juridique, économique et historique.

(Contact : M^{me} Françoise Montallette au 81-63-36-38.)



La théologie à la carte

Les amateurs de théologie sont gâtés. De plus en plus de filières de formation, de niveau universitaire, sont proposées à ceux qui, sans être des spécialistes, sont des croyants qui veulent se mettre au service de leurs Églises ou simplement approfondir leurs connaissances religieuses. La formation C de l'Institut catholique de Paris (21, rue d'Assas 42-42-44-80 poste 323) a le mérite de l'ancienneté. Elle vient de fêter son vingtième anniversaire. Elle offre une formation longue, à base de cours du soir ou de week-end, permettant d'obtenir au bout de sept ans une licence de théologie. Sur 1 380 étudiants, 325 sont affiliés au bout du parcours.

Un éventail beaucoup plus large de cours et de conférences est également proposé par le centre Sèvres des jésuites (39, rue de Sèvres à Paris 44-44-58-91). Au cours de la prochaine année universitaire, auront lieu des mini-sessions sur des thèmes comme l'éthique en économie ou la tradition dans l'Église, une série d'enseignements sur l'éthique biomédicale, ainsi que des conférences des Pères Valadier, Calvez, Madelin ou Péléri sur les rapports de la religion avec la modernité et la laïcité.

Sur le thème *Évangile et culture* enfin, le Centre de formation théologique du Saatchi, de l'ordre dominicain (20, rue des Tanneries 43-37-14-52), offre, à partir de la rentrée, un programme de cours du soir dès lundi 8 janvier 1990, consacré cette année à des thèmes comme *Culture et développement* ou *Culture médiévale*. L'entrée est libre. Un approfondissement est possible, sous forme de groupes de travail d'une durée d'un mois et demi, pour lesquels une inscription est obligatoire.

H. T.

M^{me} de Chantérac à l'ESCP

M^{me} Véronique de Chantérac succède à M. Jacques Parnin à la tête du groupe ESCP (École supérieure de commerce de Paris). Elle avait enseigné à cette école de 1972 à 1977, puis à l'ISA, dont elle était directrice depuis 1984. M. Parnin est nommé directeur délégué du développement international et de l'appui aux entreprises à la direction de la chambre de commerce et d'industrie de Paris.

Stratégies d'entreprises

Quatre grandes écoles parisiennes (Télécom, ENSAE, Mines et Paris) l'université Paris-Nord créent ensemble un DEA (Diplôme d'études approfondies) en économie industrielle et stratégie internationale. Cette formation, qui intéresse les diplômés

QUE FAIRE AVEC OU SANS LE BAC ?

Tout sur les 25 000 formations et les 3 000 établissements de l'enseignement supérieur.

36.15
LE TUDIANT

INSTITUT INTERNATIONAL DE L'IMAGE ET DU SON

LA GRANDE ÉCOLE DU CINÉMA ET DE LA TÉLÉVISION

Établissement Privé d'Enseignement Supérieur - Centre de Formation Continue

Téléphone : 30.69.00.17 - 46.24.56.16

شكرام الأهل

[illegible]



Agenda

Paris Ile-de-France

EXPOSITIONS

« 68 affiches pour les droits de l'homme et du citoyen ». — Une des réalisations symboliques dans la célébration du Bicentenaire. L'exposition a été achetée par plus d'une centaine de communes et d'associations en France et sera présentée, cette année dans plus de cent pays dans le monde, de l'Inde au Pérou. A cette occasion, un livre bilingue français-anglais a été publié. Il évoque, en 450 pages, les droits de l'homme dans le monde aujourd'hui et reproduit en réduction les affiches de l'exposition. Jusqu'au 14 juillet, du mardi au dimanche de 10 h à 19 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Convent des Cordeliers, 15, rue de l'Ecole-de-Médecine, 75006 Paris. Tél. : 43-29-45-73.

« Les magiciens de la terre ». — Exposition mondiale d'art contemporain réunissant une centaine d'artistes des cinq continents, issus de cultures traditionnelles. Jusqu'au 14 août, tous les jours sauf le mardi, de 12 h à 22 h. Centre Georges-Pompidou, grande galerie du centre, 75004 Paris. Tél. : 42-77-12-33, et à la Grande Halle de la Villette, 221, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris (du mercredi au dimanche de 12 h à 20 h). Tél. : 42-40-27-28.

« 1789-1815, l'étoffe des héros ». — L'histoire des modes, de la Monarchie à la fin de l'Empire, avec de nombreux vêtements et plus de 60 peintures. Jusqu'au 30 juillet, du mercredi au samedi, de 12 h 30 à 18 h, et le dimanche de 11 h à 18 h. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli, 75001 Paris. Tél. : 42-60-32-14.

SPECTACLE

« Vie, amour et liberté ». — Mise en scène de France Clément, chorégraphie d'Hélène Hoffmann, direction musicale, Benoît Renard. — La compagnie « Les spectacles de l'histoire » présente trois pièces du théâtre français des dix-huitième et dix-neuvième, dont deux créations. Danses et musiques, mais aussi textes d'époque (avec Saint-Just et Sade comme auteurs) font l'originalité de cette trilogie. Le 12 juillet, 1^{re} partie, à 20 h en semaine et à 14 h 15 le dimanche ; 2^e partie, à 22 h en semaine et à 16 h le dimanche. Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, 75011 Paris. Tél. : 48-05-55-22 ou 43-67-05-35.

COLLOQUE

« Congrès mondial du Bicentenaire ». — Cinq cents savants du monde entier se réunissent à Paris du 6 au 12 juillet pour confronter leurs vues sur la Révolution. Venus de 43 pays, ces chercheurs plancheront sur « l'image de la Révolution ». Cette rencontre, placée sous la présidence de l'historien Michel Vovelle, permettra d'apprécier les traces de l'héritage de 1789. Les séances de commissions qui se tiendront à la Sorbonne sont ouvertes au public. Du 6 au 12 juillet, de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Université de la Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne, 75005 Paris. Tél. : 40-46-28-19 ou 43-26-82-07.

THEATRE

« Le Chant du retour » de Vera Feyder, mise en scène de Jean-Claude Penchenat. — Les courtes de la commémoration ou le Bicentenaire vu du côté des organisateurs d'un spectacle sur la Révolution... Un coup d'œil original pour la circonstance. Le 13 juillet, à 20 h 30. La Piscine, 250, avenue de la Division-Leclerc, 92290 Châtigny-Malabry. Tél. : 46-61-14-27.

Dictionnaire des chansons de la Révolution
G. & G. MARTY
Tallandier

Bicentenaire

Une blessure toujours ouverte

La mémoire blanche de la Vendée

PARIS exulte et la Vendée se raidit. Deux cent cinquante mille natifs de la région ont trouvé la mort ici, souvent dans des conditions atroces, en combattant les Républicains, et la plaie est toujours à vif. La *Marsillaise* poura bien retentir le 14 juillet pour exalter le Bicentenaire : elle garde, dans la mémoire vigile des Vendéens, des accents de chant funèbre.

On en doutait en arrivant à Angers mais l'évidence est là : les guerres de Vendée, qui forgèrent dans l'horreur une insaisissable conscience collective, continuent de peser sur les comportements aujourd'hui. La guerre est finie. L'armistice a été conclu, mais pas la paix. Deux cents ans après, les Bleus (les républicains) et les Blancs (les vendéens) se font toujours face : les anticléricals et les catholiques, les champions de l'école privée et ceux de l'école de la République. La gauche et la droite.

La carte électorale épouse fidèlement les contours de la Vendée insurgée. Nantes, qui s'est redonné en mars un maire de gauche, n'est, avec son agglomération, « politique-ment pas beaucoup plus qu'un îlot moderne dans un océan d'Ancien Régime ». Ce jugement émane du pionnier de la sociologie électorale, André Siegfried, et malgré les années, vaut toujours ou peu s'en faut.

La Roche-sur-Yon fait tâche elle aussi au cœur du département de la Vendée. Bâti par Napoléon — qui voulait garder un œil sur eux — elle est une rue Hoche, qui combattit l'insurrection. Presque un crime de lèse-mémoire, ici où les arènes des bords et des villages célèbrent plutôt les héros d'en face, Charette, La Rochejaquelein ou Stofflet.

Protestations

Le maire socialiste de La Roche-sur-Yon, M. Jacques Anxieux, a des accents de résistant pour dénoncer l'anonymat qui, par deux fois, est venu scier l'arbre de la liberté planté dans les jardins de l'hôtel de ville en l'honneur du Bicentenaire.

L'autre camp fait pareillement de la résistance. Jusqu'en 1984, le petit village de Chambrétaud (Vendée) refusait de célébrer le 14 juillet. Ni bal, ni fanfare, ni gerbe au monument aux morts : le 14 juillet était ici un jour comme les autres... le lendemain du 13. Le maire, le comte Jean de Suyrot, qui a, depuis, passé la main,

dénonçait à peine dans ce haut bocage vendéen auquel M. Philippe de Villiers, le président (UDF) du Conseil régional, doit sa fortune politique.

Chambrétaud n'est qu'à quelques kilomètres du château du Puy-du-Fou où un spectacle grandiose, un « éco-musée » et un parc d'attractions, sorte de Disneyland du terroir, glorifient la geste vendéenne. Quelques kilomètres encore et c'est le mont des Alouettes, sa chapelle en plein vent dédiée aux « martyrs » et ses moulins, dont les ailes avertissent les Blancs de l'avance de Bleus. L'un de ces moulins porte cette citation d'une conscience locale, Jean Yole : « La tradition, c'est le pied-mère, le progrès, c'est le greffon ». Traduction politique de cette profession de foi collectiviste : aux Herbiers, où tournent ces moulins de la mémoire, on s'est prononcé à 73 % pour M. Valéry Giscard d'Estaing en 1981 et à 62 % pour M. Jacques Chirac en 1988, au second tour de l'élection présidentielle.

La Vendée insurgée, dite Vendée militaire, vote, comme la Vendée départementale, à rebrousse-poil d'une France qui, ces années-là, a élu et réélu un président socialiste. La gauche ne s'est jamais implantée que modestément entre Loire et Sèvres niortaise, dans ce pays réfractaire qui ignore les frontières départementales et tire son homogénéité de l'histoire. Qu'on se le dise : les paroisses antérieures insurgées du Maine-et-Loire, de Loire-Atlantique, de Vendée, et tourmentées de la Vendée militaire, dont le souvenir, et parfois la mythologie, assure la cohésion politique et sociale. La sociologie, du coup, se moque des découpages territoriaux hérités de la Révolution. « Alors que toutes les provinces [de l'Ancien Régime] sont devenues des départements, la Vendée est le seul département [créé en 1790] qui soit resté une province », note orgueilleusement Jean Yole.

Provinces d'une mémoire encore fraîche, assurée, comme telle, de perdurer et dont la singularité défie, hier comme aujourd'hui, les lectures inspirées par un marxisme sommaire : l'exploitation par la superstructure (la religion) ou par l'infrastructure (l'organisation de la propriété foncière dans l'Ouest).

Ces lectures ne sont pas erronées. Elles méritent seulement — comme la surprenante vitalité associative et industrielle de cet Ouest-là, vitalité qui s'essouffie une fois franchies les limites de la Vendée militaire — un autre décryptage, si des événements bicentennaires continuent d'influer à ce point sur les comportements locaux, ce n'est pas un concours de circonstances, mais par la force du souvenir, entretenu comme un ciment.

M. de Villiers, dont la « ciné-scène » du Puy-du-Fou étonne en connaissance de cause ce culte-là, s'est habilement positionné — comme le porte-oriflamme des Blancs, c'est-à-dire d'un électeur dans les réflexes politiques tirant encore leur raison d'être de l'épopée vendéenne. Il contribue avec plus d'éclat que d'autres, mais avec la même flamme, à entretenir un imaginaire collectif qui défie le temps et, observé de loin, la compréhension.

Chemins de croix

M. Jean Lagniau est un de ces hommes-mémoire, président du Souvenir vendéen, une association qui revendique huit cents familles et se voue depuis 1932 au culte de la Rochejaquelein, de Charette, des autres et des morts. Résidé dans une maison basse du village de Beaupré (Vendée) — ancien agent d'assurances — comme si c'était hier des événements de 1794 : « Quand mon trisaïeul est revenu du combat où il avait servi sous les ordres de Snpauid, le chef de l'armée du Centre, il a trouvé sa famille massacrée, sa mère, sa femme et ses enfants. Le dernier-né, âgé d'un an, était mort, cloué sur la porte de la ferme ».

Le plus récent numéro de la *Revue du Souvenir vendéen* évoque, en vers rancuniers, la commémoration du Bicentenaire : « Je ne fêterai pas votre Révolution. On ne célèbre pas le vol, le crime. Mais je prendrai le deuil de nos pauvres victimes. Elles seules ont droit à ma vénération ».

Avec l'association Vendée militaire, plus ouvertement politique (royaliste légitimiste), Souvenir vendéen balise le « vieux pays » de plaques commémoratives qui sont le prétexte à autant de ras-

semblements où le ressentiment le dispute à la ferveur, aux accents du *Vexilla regis prodeunt* (Les drapeaux du roi s'avancent). La Vendée insurgée n'oublie pas. Qu'on se le dise à Paris : les « brigands » caricaturés par des généralisations d'historiens, à commencer par le monumental Michelet, ont leurs saints que continuent d'honorer deux cents ans après des centaines de milliers de fidèles.

Il faut avoir visité dans les pas de l'abbé René Lépine, curé du Pin-en-Mauges (Maine-et-Loire), l'église paroissiale vouée à la cathédrale de Cathelineau, natif du village. Simple voltairien, Jacques Cathelineau prit la tête de l'insurrection locale avant d'être fait généralissime et d'être blessé à mort quelques mois plus tard devant Nantes, en 1793. La lumière d'été jouait ce jour-là avec les vitraux de l'église qui retracent l'épopée-éclair du paysan-généralissime. Une lumière indulgente qui reléguait dans l'ombre l'autre chemin de croix, celui du Christ, tandis que la voix du vieux prêtre se faisait plus vibrante à chaque station.

Lui et beaucoup d'autres ne fêteront pas « notre » révolution. Ils ne le pourraient pas. Quant aux Vendéens acquis aux « idées nouvelles », celles d'hier et d'aujourd'hui (il y en a quand même !), ils la célébreront avec un arrière-goût de cendre. S'abandonner à la liesse générale, ce serait, pour la plupart, renier un peu d'eux-mêmes.

BERTRAND LE GENDRE.

Sur l'histoire de la Vendée, de 1793 à aujourd'hui, il faut lire trois des livres de Jean-Claude Martin : *la Vendée et la France* (Le Seuil, 1987) ; *la Vendée de la révolution (1800-1900)* (Le Seuil, 1989) ; *Une guerre interminable. La Vendée deux cents ans après* (Éditions Reliefs du passé, Nantes, 1988).

Sur les pas de Charette. — Loirs Accueil Vendée organise pour les groupes une visite guidée des lieux et châteaux où vécut et s'illustra il y a presque deux cents ans le chef vendéen François-Athanase de Charette de la Contre. Ce circuit, baptisé « Sur les pas de Charette », dure une journée. Renseignements auprès de Loirs Accueil Vendée, 8, place Napoléon, 85000 La Roche-sur-Yon. Tél. : 51-62-65-27.

Balade dans le Paris de la Révolution

La place de la Concorde n'est pas une place, c'est une idée. Le mot fameux revient en force à l'occasion de celui qui cherche dans Paris la trace des événements dont on célèbre cette année le bicentenaire. Où trouver le moment d'une Révolution qui, par nature, se bâtit d'abord en paroles, en gestes, en actes et qui, avant d'inscrire sa foi nouvelle dans la pierre, s'empare des symboles pour les abstraire — la Bastille — ou, plus raisonnablement, pour les nommer autrement, les prendre aux mots : ainsi de cette grande église que Soufflot achevait à peine sur la montagne Sainte-Geneviève, devenue à jamais Panthéon après que la Constituante l'eut destinée « à recevoir les grands hommes de la liberté française » (1).

Si la Concorde est une idée, cette Bastille soustraite à nos regards est devenue une place de l'imaginaire républicain, et ce n'est pas la trace de ses limites sur le pavé — que le piéton décèle par hasard — qui peut aider à en prendre la mesure. Ni son seul vestige — la base de la tour où fut enfoncée Sade — transporté dans un square, quai des Célestins. Les Parisiens de 1889 avaient eu droit, lors de l'Exposition universelle, à une reconstitution de la rue Saint-

Antoine. Ceux de 1989, s'ils assistaient à la Fête du centenaire de la tour Eiffel le 17 juin, auront vu une projection de la forteresse placée sur les façades du palais de Chaillot.

Visions saisissantes et fugitives. Sur place, l'opéra « populaire » est une nouvelle bastille à prendre. Où est le Paris de 1789 ? Les revirements de l'histoire politique de la France depuis deux siècles et surtout la radicale rationalisation du plan de la capitale par Haussmann rendent cette quête difficile. Out disparu notamment les lieux privilégiés du débat, ces convents qui donnaient leurs noms à des partis : cordeliers, jacobins, etc. L'église Saint-Roch, aujourd'hui école de Médecine ; Jacobins, par la rue Saint-Roch ; Cordeliers, entre la rue Saint-Honoré et l'actuelle rue de Rivoli. D'un autre côté, c'est parce qu'il attirait trop la ferveur des monarchistes que Napoléon donna l'ordre, en 1808, de raser la principale prison de la famille royale, le Temple, dont il ne reste rien.

C'est dans un Paris encore tout empreint de Moyen Âge que se déploie suivant les jours la fureur ou l'illégitimité populaire : Hôtel de Ville enclavé dans un réseau serré de ruelles ; forteresses, comme le Temple et la Bastille ; entre Louvre et Tuileries, tout un quartier dense restera en place alors que, dès le champ de Mars et la Concorde, commence une sorte de campagne. Une ville encombrée, mais qui se parcourt aisément à pied. Trois grandes places — place du Trône (Nation), de Grève (Hôtel-de-Ville), de la Révolution (Concorde) — où le pouvoir installait suivant les circonstances et la qualité des condamnés le « rasoir national », aussi appelé « raccourcisseur patriotique ».

Privé de Bastille, le piéton de 1989 peut essayer de remettre ses pas dans ceux d'un sans-culotte grâce à la réédition d'un guide de l'an 1789 ou de l'évocation proposée en 1989 par un membre éminent de l'Institut (2). Il peut plus commodément trouver dans deux ouvrages récents (3) le matériel historique pour des itinéraires thématiques.

Prisons, massacres, exécution, c'est le chapitre le plus riche. Le ministère de la culture vient de faire restaurer à la Conciergerie

les cachots les plus chargés d'histoire, non sans réveiller des querelles bicentennaires (4) à propos de tel ou tel locataire (Robespierre l'incrimine, Robespierre l'accommode), premier café de Paris, aujourd'hui restaurant entièrement rénové au tricentenaire.

Et l'on se dirigera vers le théâtre de l'Odéon (Camille Desmoulins habita sur la place aménagée dans le même style par et sobre). Il est beau comme l'antique, ce goût mis en valeur par les architectes des Lumières à la fin de l'Ancien Régime et qui va convenir admirablement... au nouveau. On se plongera avec délectation dans le petit livre (5) rassemble les idées, les projets et les constructions éphémères que nos chers utopistes, Boullée, Ledoux et Lequeux, traçaient, entre gloire et prison. On bien l'on se rendra, d'un coup de métropolitain, à la Villette saluer la rotonde de Ledoux qui, sur l'esplanade-écorce imaginée tout expiré et tout récemment pour elle par Bernard Huet, brille de tous les feux de la raison.

Les vertus du Palais-Royal

Sur la façade de Saint-Roch, les traces de balles témoignent d'un assaut autrement plus militaire : la répression des émeutes royalistes du 13 vendémiaire (octobre 1795), deux cents morts dans chaque camp, qui fera sortir le général Bonaparte de sa disgrâce. L'église elle-même, royale s'il en fut, renferme des ouvertures importantes regroupées par des révolutionnaires éclairés et venant des convents des jacobins et des feuillants.

D'humeur moins macabre, le curieux peut vouloir retrouver les lieux où se forgeront les idées, où s'affrontaient les créateurs, ces places, où la parole fut reine. Direction Palais-Royal : jardin où, le 13 juillet 1789, Camille Desmoulins, juché sur une table, enflamme ses auditeurs ; galerie où la stricte vertu républicaine ne fera pas mauvais ménage, la petite vertu ; boutiques où une certaine Charlotte achètera (au n° 177 de la galerie de Valois) le cousteau qui va tuer Marat. Comme plusieurs de ses amis ou rivaux, Marat habite la rive gauche, autour de l'actuel carrefour de l'Odéon. La maison de Marat n'existe plus (elle était située au coin de la rue de l'Ecole-de-Médecine et de l'actuel boulevard Saint-Germain) ; celle de Danton non plus, mais sa statue, disent les guides, occupe l'exact emplacement de son salon, dans un passage du Commerce-Saint-André, qui se prolongeait alors vers le sud. C'est d'ailleurs dans ces cours discrètes que l'on retrouve le mieux

l'atmosphère de ce Paris-là : passage du commerce Saint-André, où Marat imprimait *l'Ami du peuple*, ou au café Procope (rue de l'Ancien-Comptoir), premier café de Paris, aujourd'hui restaurant entièrement rénové au tricentenaire.

Et l'on se dirigera vers le théâtre de l'Odéon (Camille Desmoulins habita sur la place aménagée dans le même style par et sobre). Il est beau comme l'antique, ce goût mis en valeur par les architectes des Lumières à la fin de l'Ancien Régime et qui va convenir admirablement... au nouveau. On se plongera avec délectation dans le petit livre (5) rassemble les idées, les projets et les constructions éphémères que nos chers utopistes, Boullée, Ledoux et Lequeux, traçaient, entre gloire et prison. On bien l'on se rendra, d'un coup de métropolitain, à la Villette saluer la rotonde de Ledoux qui, sur l'esplanade-écorce imaginée tout expiré et tout récemment pour elle par Bernard Huet, brille de tous les feux de la raison.

MICHELLE CHAMPENOIS.

(1) « De Sainte-Geneviève au Panthéon ». Exposition à la Cité des monuments historiques, Hôtel de Sully.

(2) *Le Voyageur à Paris. Extraits du guide des amateurs et étrangers voyageurs à Paris*. Reprint de l'édition de 1789. En deux petits volumes, Bernard Coppens.

Paris en 1789, par Albert Babeau. Édité en 1889 chez Firmin Didot. Réédition Christine Bonneton. Relié, 560 pages, illustré de 96 gravures, 240 F.

(3) *Guide de Paris révolutionnaire 1789-1795*. Lieux, quartiers, rues, itinéraires. Lignes, pratiques et bien documenté. Paris-Musées, Perrin, 48 F.

(4) *Guide de la Révolution française*. Lieux, monuments, musées, hommes. Paris, par J.-J. Lévêque, et province, par Victor Liot. A la fois précis d'histoire et guide. Hory, 80 F.

(5) *Nouvelles salles de la Conciergerie (le Monde du 22 juin)*. Voir aussi les nouvelles salles du Musée Carnavalet (*le Monde* du 27 juin).

(6) *Les Architectes de la liberté*. Annie Jacques et Jean-Pierre Mouilleseux. Format poche, 178 pages illustrées en couleur. Dans l'excellente collection « Découvertes », Gallimard. Une exposition sur ce thème aura lieu à l'école des Beaux-Arts en octobre.

Agenda

Nord-Picardie

EXPOSITIONS

« Vivre sa ville » : Arras 1700-1789. — La vie des Arrageois au dix-huitième siècle à travers l'architecture et les intérieurs de l'habitat d'époque. Reconstitutions grâce à des meubles et objets provenant de particuliers. Jusqu'au 27 novembre, tous les jours sauf le mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30, le dimanche de 10 h à 12 h et de 15 h à 17 h 30. Musée d'Arras, 22, rue Paul-Doumer, 62000 Arras. Tél. : 21-71-28-43.

« Dunelivre pendant la Révolution ». — La singularité du phénomène révolutionnaire à Dunkerque à travers les documents d'archives et les fonds de la bibliothèque municipale. Jusqu'au 11 septembre, tous les jours sauf le mardi, de 10 h à 19 h. Archives départementales de l'Aisne, rue Fernand-Christ, 59140 Dunkerque. Tél. : 28-66-21-57.

« Citoyens ». — Les bouleversements dans la vie quotidienne qu'entraîne le passage de l'état de sujet à celui de citoyen. Jusqu'au 30 septembre, du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h 30, le week-end de 15 h à 19 h. Archives départementales de l'Aisne, rue Fernand-Christ, 02000 Laon. Tél. : 23-23-34-66.

ANIMATIONS

« De la Révolution comme un cortège ». — Texte et mise en scène de Gilles Defosse et Alain d'Almeida. Le Théâtre Prato de Lille présente un spectacle livrant sous forme de petites scènes de style carnavalesque. Une animation de rue en cortège et musique. Le 8 juillet, 16 h, à Dunkerque (59) ; le 13, 18 h, à Seclin (59) ; le 14, 16 h, à Thiant (59) ; le 15, 16 h, à Aulnoy-Aymeries (59). Tél. : 20-52-71-24.

« A bas les tristes à petites ». — Un spectacle de rue présenté par le Théâtre de la Manivelle. Le 20 août, 10 h 30, place de la mairie de Montreuil, 60160. Tél. : 44-25-57-07.

MANIFESTATIONS

« Fête de la Hotoie ». — Le parc de la Hotoie, à Amiens, sera pendant quatre jours transformé en une cité des sans-culottes. Un espace festif entre la fête foraine et les attractions historiques. Du 13 au 16 juillet, allée de la Hotoie, 80000 Amiens. Tél. : 22-92-00-87.

« Journée commémorative » consacrée à Camille Desmoulins. — Le célèbre révolutionnaire originaire de Guise sera évoqué par un diorama de soixante-dix mètres sur la façade du gymnase. Le 12 juillet, à 20 h, salle des fêtes de Guise, 02120. Tél. : 23-61-15-01.

THEATRE

« De 1789 à 1793 », de Richard Coignet, d'après « 1789 » et « 1793 » du Théâtre du Soleil et « la Révolution française » d'André Castelot, par le Théâtre-phage. — Fresque populaire inspirée de la commedia dell'arte, retraçant les grands événements de la Révolution. Le 9 juillet, 16 h, à Trith-Saint-Léger, place Salengro, 59125. Tél. : 27-29-77-26 ; les 22, 23 juillet, 5, 6, 12 et 13 août, 21 h, au parc départemental de l'abbaye à Liesies, 59740. Tél. : 27-60-66-11.

« Citoyen Lefèvre », mise en scène de Jacques Labarrière. — Exécution — à travers les personnages du folklore picard ou d'hommes ayant été — de l'indépendance de la Révolution de 1789 en province. Les 13, 14, 15 juillet, à 20 h 30, et le 16 juillet, à 15 h 30. Comédie Picarde, 62, rue des Jacobins, à Arras, 80000. Tél. : 22-92-94-85.

« Mémoire Saint-Just ou les orages de la Liberté », écrit et mis en scène par Patrick Wessel. — Une exposition et un spectacle dans le même lieu, au même moment. Le visiteur-spectateur découvre, avant la pièce, les moments forts de la Révolution et l'historique des scènes qui se dérouleront devant lui. Le 13 juillet, à 16 h et 20 h. Maison des arts et des loisirs, place Aubry, à Laon, 02000. Tél. : 23-20-28-48.

★ Minitel-Informations. — La Mission du Bicentenaire propose des informations sur minitel (taper 3615 puis 889) : 6 000 réalisations et manifestations répertoriées dans toute la France.

هكمان الأسفل

Culture

MUSIQUES

... Le Monde • Vendredi 7 juillet 1989 25

Un récital et un livre de Vlado Perlemuter

Les lumières du crépuscule

Dernier Mohican de la musique française, Vlado Perlemuter vient de fêter ses quatre-vingt-cinq ans en donnant, le 23 juin, un récital salle Pleyel. Les éditions Alinéa en profitent pour rééditer un livre où il consigne l'enseignement qu'il reçoit de Ravel lui-même.

La porte s'ouvre, Vlado Perlemuter s'avance, avec cet air d'oiseau effarouché que nous lui connaissons de toujours, s'agrippe au piano, salu, s'assoit, et sans prêter attention au public, ce public qu'il hait pour le trac effroyable qu'il lui fiche avant chaque concert, ce même public qu'il aime pour les triomphes qu'il lui concède après, attend que le silence se fasse. Il se fait. Le vénérable pianiste aux cheveux blancs, dont le profil ressemble tellement à celui de Ravel, pose alors ses grandes belles mains sur le clavier et joue le premier accord de la sonate *Les Adieux*, l'*Absence*, le *Retour*, de Beethoven. Sa sonorité irrédigible, douce et pourtant incrustée au fond du clavier; elle n'émeut pas parce qu'elle est intrinsèquement belle, lisse, mais parce qu'elle est portée par cet art du bien dire, cette simplicité, cette certitude de l'élan qui sont sa marque.

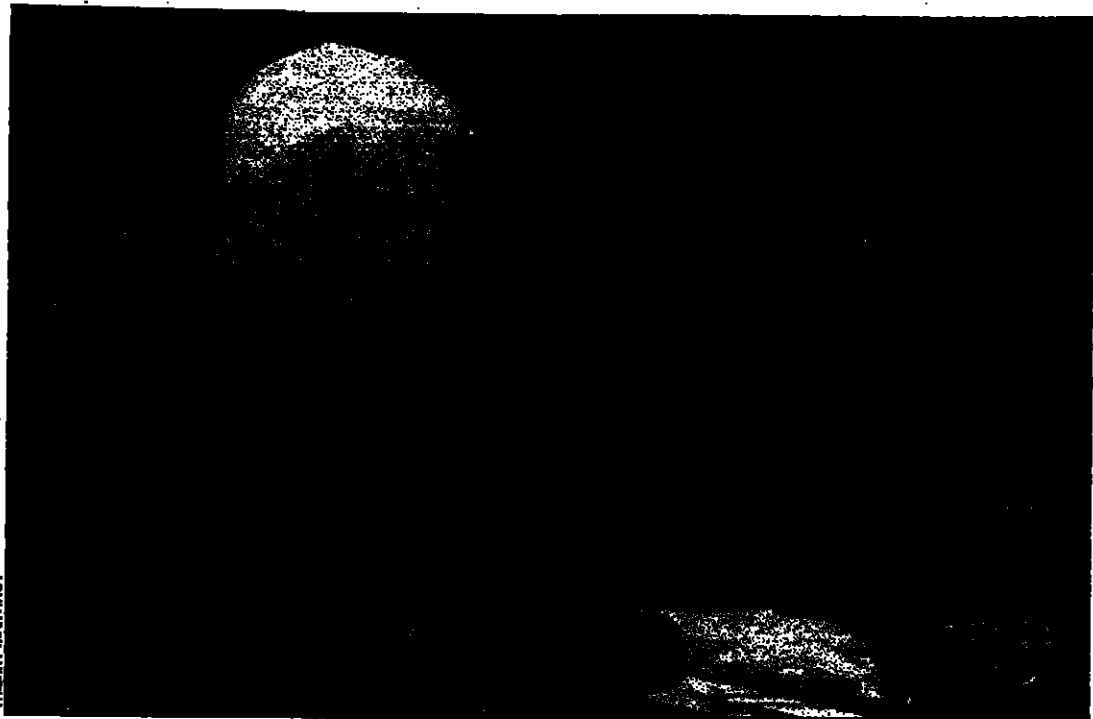
Les trois mouvements s'enchaînent sans hiatus, et si les doigts de Perlemuter ne sont pas infatigables, si son jeu de pédales, autrefois si subtil, s'est alourdi, sa tête exige, préemptoire, que le discours avance sans traîner. Détendu, libéré par une entrée en matière si inspirée, soutenu par un auditoire ému d'écouter cette légende vivante de la musique française, Perlemuter «*est*» des phrases d'une incroyable liberté poétique, prie dans l'*Absence*, attaque le finale avec allégresse pour fêter le *Retour* tant attendu.

«Inexplicablement ça marche»

A quoi pense-t-il lorsqu'il rentre en scène pour jouer les 1^{er}, 7^e et 14^e Nocturnes de Gabriel Fauré ? Ces confidences attristées, il les a jouées dans son jeune âge pour Fauré lui-même. Alors, il vient témoigner de la grandeur d'un art déformé par une mauvaise tradition, illustrée autrefois par M^{re} Long. Pas d'appuis rythmiques ou d'harmonies rassurantes dans ces œuvres, mais de longues phrases hésitantes passant d'une main à l'autre sans logique apparente, une grandeur, une solitude aussi qui taraudent. «*Maître Vlado*», comme l'appellent affectueusement ses élèves (quand ils ne l'appellent pas entre eux «*Vla*» d'*Tesou* pour le moteur) n'est pas un musicien qui se perd dans les détails, qui minimise les œuvres qu'il a choisies de garder à son répertoire. Il ne joue que celles qu'il aime, que celles qui lui sont nécessaires. Et Fauré, bien davantage que Debussy et Ravel, a besoin d'un médium qui en révèle le sens. Dans l'ultime nocturne, Perlemuter joue avec ce grand calme, cette évidence que seuls quelques rares élus atteignent.

Après l'entracte, il revient pour jouer les quatre ballades de Chopin. Ce compositeur dont il a travaillé les œuvres avec une telle opiniâtreté que ses partitions en lambeaux, crayonnées en tous sens, raturées de rouge, de bleu, de vert, témoignent de combats non encore gagnés. Ce compositeur qu'il a enseigné à des théoriciens d'écoles dans le monde entier et auquel son art est irrémédiablement attaché au point que Sir William Glock, qui fut le patron des services musicaux de la BBC, écrivit un jour que Perlemuter était à Chopin ce qu'Arthur Schnabel était à Beethoven.

Dans les ballades, Chopin oblige les pianistes à un périlleux exercice d'équilibre : être tout entier soumis à une ligne d'essence vocale, tout en ne perdant jamais de vue les lignes de force qui sous-tendent des œuvres construites en trompe l'œil, suite ininterrompue de fondus-



Vlado Perlemuter

enchaînés (1^{re} Ballade), de départs foudroyants (2^e Ballade), de rythmes obsédants et inflexibles (3^e Ballade), de variations qui n'en ont pas l'apparence (4^e Ballade). Usant d'un rubato magistralement conduit (ce que le pianiste vole au temps, il le lui rend toujours), de sonorités cristallines adoucies par une mélancolie poignante, sécrant les plans sonores comme un chef d'orchestre distribue les entrées d'instruments, Perlemuter restitue à la 4^e Ballade («*le Tristan et Isolde*» du piano, disait Heinrich Neuhaus), une grandeur qui culmine dans une coda victorieusement masculine qui fait mentir la légende d'un Chopin évanescant.

Dans sa loge, épuisé mais heureux, Perlemuter reçoit ses admirateurs, à l'un d'eux qui lui dit son émotion, il répond : «*Dans cette carrière effrénée, il y a parfois des soirs où, inexplicablement, ça marche...*»

ALAIN LOMPECH.

Tokiko Kato

la Joan Baez japonaise

«*Enfant, j'écoutais Darius; adolescent, j'ai rêvé de la Révolution; à vingt ans je chantais. Tokiko Kato résume ainsi sa vie. Peut-être parce qu'elle est née à Harbin en Mandchourie, alors occupée par les Japonais, parce que son enfance fut bercée par les chants tziganes, les chansons russes, et parce que son père voulait devenir chanteur d'opéra, Tokiko — elle utilise son prénom comme nom de scène — occupe une place à part dans la chanson japonaise moderne. Elle ne se rattache pas plus à la tradition des «*crooners*» à la voix vibrante qu'aux idoles, mûres et stéréotypées, de la jeune génération.*

«*Ce sont les échos de la musique slave que j'ai dans mon corps*», dit-elle. Elle chante l'amour, la destruction de la nature, la liberté, la solitude de l'activiste politique; avec une voix grave, légèrement rauque. A Paris, pour la première fois, elle chantera *Pier le Foule*, *Padam padam*, la *Vie en rose*. Elle a composé une chanson : *Père Lachaise dédiée à ceux qui sont morts pour la liberté, aux femmes qui ont vécu pour l'amour*, et elle interprétera en français *Cher Maria*.

A quarante-cinq ans, Tokiko Kato a derrière elle une carrière qui débute il y a vingt-trois ans lorsque, diplômée de la prestigieuse université de Tokyo et mêlée au mouvement étudiant de la fin des années 60, elle devint, une guitare à la main, la «*Joan Baez japonaise*». Quelques années plus tard, elle épousait un leader étudiant, alors en prison pour ses activités militantes.

Puisant dans le répertoire des pops songs d'Asie et d'Europe, Tokiko ne se veut pas une chanteuse engagée. «*Il y a assurément dans mes chansons des implications politiques. Mais si je suis devenue chanteuse, c'est précisément que je crois que la politique n'est pas toute la vie.*»

Faire la révolution en soi-même

Critique de l'égard de la société japonaise, «*qui vit dans la contradiction entre ce que l'on dit et ce que l'on pense, comme on l'a constaté lors de la mort de l'empereur*», Tokiko Kato prône une révolution en soi-même : «*La révolution est un rêve collectif, mais je pense que l'important est la révolution de soi-même : la réconciliation, de ce que l'on croit et de ce que l'on fait.*»

Love, love, love, un de ses succès récents, a pour thème «*ce mystère qui fait rester deux êtres ensemble*». «*Les chansons d'amour traitent presque toujours de relations impossibles, d'amours interdites*», dit-elle. Love, love, love est une chanson sur un amour qui n'en finit pas entre deux êtres égaux qui se sont habitués à vivre libres.

L'amour est un vent qui souffle sans cesse
Peut-être nous sépare-t-il,
Mais ne me parlez pas de
votre amour,
Même à travers le ciel.

PHILIPPE PONS.

★ Vendredi 7 juillet, à 20 heures, hall 1, UNESCO. Vende des billets : FNAC (06-46-07-01-66 et 43-96-48-48).

Transparences

Ravel d'après Ravel est un petit livre de cent cinquante pages, fruit d'entretiens radiophoniques entre Vlado Perlemuter et Hélène Jourdan-Morhange. Lui, fut son maître pendant six mois, en 1927; elle fut son amie de longues années. L'intérêt majeur de cet ouvrage est qu'il ouvre une porte sur les désirs du compositeur. Tout ce que Ravel a dit à Perlemuter y est consigné dans un style sobre, avec une honnêteté formelle; les exemples musicaux abondent; le pianiste y trouve de précieux renseignements sur des détails d'écriture, sur les temps, l'accentuation; l'arrangeur, matière à affiner son écoute.

Si ce livre est mince, il est capital pour la connaissance de l'œuvre pour piano de Ravel, dans la mesure où Perlemuter n'attribue jamais à Ravel ses propres vues.

Publié une première fois, en 1951, ce *Ravel d'après Ravel*,

est réédité avec une préface et un ensemble de textes de Jean Roy, révisés et «*parlementaires*» de la première heure. Cet apport est capital dans la mesure où Roy retracait des cours d'interprétation sur des œuvres de Ravel, Debussy, Chopin, Fauré et César Franck, brosse un portrait sensible et juste du grand pianiste, dresse une discographie intégrale, et parvient dans une lumineuse coda de trois pages tout à la fois à «*expliquer*» le piano et à approcher l'art de Vlado Perlemuter dans ce qu'il a d'essentiel et de lumineux.

En fait, Roy parle de Perlemuter comme Perlemuter parle de Ravel, avec transparence.

A. Lo.

★ *Ravel d'après Ravel*, entretiens entre Vlado Perlemuter et Hélène Jourdan-Morhange, suivis des *Rencontres avec Vlado Perlemuter*. Editions Alinéa, 156 pages, 83 F.

«Joseph», de Méhul

au Théâtre Renaud-Barrault

Fraternité biblique et révolutionnaire

Pierre Jourdan, qui veut créer un festival lyrique à l'Opéra impérial de Compiègne, affirme ses ambitions par un spectacle original et fort.

Etienne Méhul (1763-1817) doit sans doute la résurrection de son *Joseph au Bicentenaire de la Révolution*, via le *Chant du départ* qu'il composa «*sur un coin de cheminée*», un soir de 1794, sur des paroles de Marie-Joseph Chénier, pour soutenir l'ardeur des Français partis se battre à la frontière allemande», nous dit Gérard Condé.

Pourtant ce *Joseph* fut écrit au temps de Napoléon 1^{er}, en 1807, et, bien loin de «*pourfendre les tyrans au son de la trompette guerrière*», il inonde la scène de bons sentiments et prêche la fraternité universelle, ce qui est une autre manière, plus «*convenable*», de célébrer l'idéal révolutionnaire.

Le succès obtenu lundi par Joseph, dans la représentation du Théâtre français de la musique, ne tient certes pas à l'intrigue, fidèle au célèbre épisode biblique, mais fortement schématisée : vendu par ses frères, Joseph, grâce à ses talents d'interprète des songes, devient vice-roi d'Egypte; la famine régnant au pays de Canaan, ses frères viennent implorer sa charité, sans le reconnaître; Joseph fait venir Jacob et Benjamin, pardonne à tout le monde, et installe sa famille sur la terre que Pharaon lui a donnée.

Généreux et flamboyant

Le détestable livret d'un certain Alexandre Duval a toujours nui à cet opéra. Mais la musique en est par ailleurs si attachante que de loin en loin (jusqu'à Reynaldo Hahn à l'Opéra, en 1946), on a essayé de lui trouver un contexte dramatique plus acceptable. Cette fois, l'histoire est racontée à cinq petits enfants de diverses couleurs par un récitant qui manipule les chanteurs comme des personnages de tableaux vivants et parle à leur place.

Le procédé n'est pas très convaincant et le texte de Christiane Besse ne semble s'adresser ni ces bambins ni à des adultes, mais les chanteurs-acteurs (mnests) sont tellement impressionnants, hiératiques, pén-

trés de leur rôle, que l'émotion en vient à nous prendre à la gorge.

D'autant que ces statues s'animent avec la musique de Méhul, généreuse, flamboyante, qu'on peut situer à distance respectueuse de *Fidelio* et de la *Flûte enchantée*, mais nullement indigne de leur être comparée. Sur des paroles un peu banales et très redondantes, des formes simples (souvent couplets-refrain), s'élèvent des mélodies parfaitement écrites pour la voix et la prosodie françaises, se déployant en des ensembles vibrants et des chœurs pleins de ferveur. Et l'orchestre n'est pas moins direct et vigoureux, d'une architecture claire, mais nullement indigente (1).

La réussite de cette soirée tient au sérieux et à la foi avec lesquels elle a été réalisée : la mise en scène, pénétrée de respect, de Pierre Jourdan, le magnifique travail musical d'Irène Aloff (grâce à qui on comprend en particulier toutes les paroles des chanteurs et des choristes) et de Claude Bardot à la tête de l'Orchestre Sinfonietta de Picardie et de l'Ensemble choral Intermezzo.

Et les interprètes nous touchent et nous émeuvent en haleine, surtout Laurence Dale, admirable Joseph, toutes les qualités d'un téor de bronze sans aucun défaut, noble et poignant; René Massis, Siméon poursuivi par le remords; Frédéric Vassier, Jacob aveugle, statuaire de la douleur et de la résignation, avec des ressources inouïes au fond de sa dévotion; Brigitte Lafon, angélique et tendre Benjamin; et tous les autres frères, sans oublier Abbi Patric, le conteur, au style un peu trop «*BD*» peut-être, mais vivant et dynamique.

Tout s'achève, bien entendu, par un vibrant *Chant du départ* face au public, où les enfants blancs, noirs et jaunes, s'en donnent à cœur joie.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Qu'on écoute à cet égard l'étonnante 1^{re} Symphonie de Méhul, enregistrée par l'Orchestre de la radio de Berlin, dirigée par Rolf Kleinert (avec la 6^e Symphonie de Schubert, par Hermann Scherchen) : un disque compact Philips, UKD 16588.

★ Théâtre Renaud-Barrault, les 10 et 17 juillet, à 20 h 30 : la revue *Ardente et Wallonie* consacre à Méhul un numéro spécial (n° 37) très bien documenté (5, rue de la Fausse-Porte, 08600 Givet, 35 F).

Rencontre avec Youssou N'Dour

Le Dakar-Paris-Londres

Au moment de son passage à Paris et de la sortie de son nouveau disque, le roi du mbalax parle des chemins que prend la musique africaine pour arriver jusqu'aux oreilles occidentales.

L'histoire de Youssou N'Dour a emprunté des chemins imprévus. Il est né à Dakar il y a presque trente ans d'une mère issue d'une lignée de griots — les musiciens-poètes-généralistes d'Afrique occidentale. Or, comme il le rappelle, au Sénégal, «*on devient griot parce qu'on est griot*». Et il ajoute aussitôt : «*Mais il faut aussi qu'un griot ait du talent. Beaucoup auraient mieux fait d'être ministres ou députés.*» Youssou N'Dour n'est pas d'un naturel respectueux. A moins que ce soit justement son respect pour sa culture qui le pousse à aller de l'avant.

En 1984, il fait la rencontre qui a déterminé le cours nouveau de sa musique. Il était déjà une star au Sénégal, le premier représentant du mbalax (rythme, en langue wolof), la musique populaire sénégalaise. C'est à ce titre qu'il avait été invité à l'Africa Fête qui se tenait cette année-là au pavillon Baltard. Dans sa loge, il reçoit la visite de Peter Gabriel, qui venait de se découvrir un formidable appétit pour les musiques du monde. «*Ensuite il est venu me voir à Dakar, puis nous avons fait le bœuf dans son studio. Il m'a demandé de chanter sur son disque (So) et il m'a invité à faire la première partie de sa tournée mondiale. C'est là que nous avons appris à bien nous connaître.*»

Da coup, Youssou N'Dour a fait l'économie de l'étape parisienne par laquelle passent la plupart des musiciens africains. «*Je crois que la France joue ce rôle à cause de son passé colonial en Afrique. Mais j'ai choisi l'Angleterre à cause de Gabriel, parce que la maison de disques (Virgin) était basée là-bas et surtout parce que la musique qui m'intéresse est anglo-saxonne.*»

Le résultat s'appelle *The Lion*, un album irrésistible de ferveur et de richesse, chanté en anglais (sinon pas de conquête de l'Occident) et en wolof, avec un premier simple écrit et chanté en duo avec Peter Gabriel. Youssou N'Dour sait que la fraction la plus conservatrice de son public sénégalais n'appréciera pas forcément. «*Mais on ne peut pas courir deux lièvres à la fois. L'un après l'autre, peut-être. Pour l'instant, je vise une carrière internationale. Je veux prouver qu'un Africain peut faire un grand disque.*» Le fils de la griotte sait très bien où il habite. Pour enregistrer son prochain disque, il veut expédier du matériel au Sénégal et y installer un studio digne de ce nom, pour lui et pour les autres artistes africains obligés de s'exiler pour enregistrer.

Parce qu'il est beau et séduisant (ce que les jeunes Sénégalaises savent depuis longtemps) mais surtout parce qu'il chante («*Les griots n'ont jamais connu de micro, ils chantent avec le ventre, c'est ce qui leur donne cette force.*») avec la même force et la même élégance qu'il compose, Youssou N'Dour est bien parti pour devenir la première vedette internationale de la world music.

THOMAS SOTINEL.

★ Le jeudi 6 et le vendredi 7 juillet à 20 heures à l'Elysée-Montmartre, 72, boulevard de Rochechouart, Paris 18^e. Tél. : 42-53-25-15.

● Un Grand Prix des beaux-arts pour la sculpture. Après le Grand Prix de peinture, l'Académie des beaux-arts crée le Grand Prix de la sculpture avec le soutien de l'Ordre des experts-comptables, et réserve à des artistes de moins de trente-cinq ans. Doté de 240 000 F, répartis sur douze mois, il permettra au lauréat de préparer une exposition qui sera présentée à Paris et dans plusieurs villes de province. Clôture des inscriptions le 24 juillet et dépôt des dossiers entre le 22 et le 25 septembre. Le palmarès sera proclamé le 21 octobre prochain.

★ Académie des beaux-arts, 23, quai Conti, 75006. Tél. : 46-33-13-14 ou 43-26-22-47.

AMERICAN CENTER

AMERICAN LANGUAGE

AMERICAN CULTURE

AMERICAN LANGUAGE PROGRAM

Séance
trimestre
17 avril-
juillet

Cours
intensifs
chaque
quinzaine

Préparation
au TOEFL
E.P.C.

1, place de l'Odéon
75006 Paris
Tél. : 46 33 18 88

INSCRIPTIONS IMMÉDIATES

Culture

PHOTO

William Wegman à la galerie Baudouin Lebon

Une vie de chien

Mélange d'irrationnel et de tendresse, les tableaux absurdes d'un photographe dont le héros est un braque de Weimar.

C'est en 1970, à Long Beach, en Californie, que débute la collaboration de William Wegman, quarante-sept ans, avec un braque de Weimar gris bien, acheté 35 dollars. Ce dernier, qui devait s'appeler « Bauhaus », répond au nom de Man Ray. Wegman vit à New-York où il enseigne la peinture.

« Comme il était constamment fourré dans mes pieds, dit Wegman, j'ai décidé de le faire participer à mes activités plutôt que d'avoir à le gronder toutes les cinq minutes. » Pas cabot pour un sou, docile et patient, ce chien savant s'adonne inépuisablement à tous les caprices de son maître. A la fois ami, muse et modèle, il joue une foule de personnages devant une toile de fond et se livre à mille facéties avec des accessoires de fortune.

Ficelé, suspendu en déguisé en sac de dame, en grenouille, en biche, en chat, en zèbre ou en éléphant, il campe des saynètes absurdes et loufoques, réalisées d'après croquis. Malgré la cruauté de certaines situations, qu'il pose en Louis XIV ou en maillot de bain, Man Ray reste indéfectiblement lui-même. Parmi la centaine de photographies réalisées, ses portraits les plus beaux sont aussi les plus simples. Ce sont ceux d'une indéniable tristesse où l'objectif dépeint affectueusement son œil en gros plan.

Malgré la célébrité, les vidéos et les deux albums qui lui ont été consacrés, Man Ray était un chien comme les autres. Il est mort de vieillesse en 1982. « Je détestais le voir vieillir », dit Wegman qui a bien failli ne pas le remplacer. Le chien qui lui a succédé a mystérieusement disparu après quatre

mois. Finalement, il a trouvé un autre braque de Weimar, parfaitement identique au premier, surnommé Fay Ray, avec lequel il a réalisé une nouvelle série de photos.

Ce sont elles que l'on peut voir à la galerie Baudouin Lebon. Copie de son alter ego, Fay Ray épouse des attitudes similaires à celles de son prédécesseur auquel il ressemble tant qu'on ne peut les distinguer. Devant un fond de couleur, il fait du patin à roulettes, ou se déguise en ballon. Héros vaincu d'un combat infatigable, il ne touchera même pas un pourcentage sur la vente du Polaroid 61 x 51, réalisés à la chambre, qui sont tous des tirages uniques et dont le moins cher vaut 46 000 francs.

PATRICK ROEGERS.

★ William Wegman, photographies récentes, galerie Baudouin Lebon, 34, rue des Archives, Paris-IV, jusqu'au 13 juillet.

Les deux nuits blanches du cinéma en liberté

Vendredi 7 et samedi 8 juillet, de 22 heures à l'aube, la Grande Halle de La Villette propose deux nuits blanches de cinéma en liberté, sur écran géant. Cette manifestation est placée sous le patronage de la Mission du Bicentenaire de la Révolution française. L'entrée est gratuite, dans la limite, bien sûr, des places disponibles. On annonce que les portes seront fermées dix minutes après le début des séances, à la Grande Halle espace Nord.

Réalisateur et journaliste, Gilles Nédaud avait, en 1987, préparé la sélection des films de « Cité-cinéma », une réussite, en s'en souvenant. C'est lui qui a conçu le programme de ces deux nuits blanches, sous le signe de l'imagination, de la passion, de l'indépendance d'esprit, de l'invention. Ouverture vendredi avec *Thémocle* de Claude Farnold

Comment encadrer une toile ? La question n'est pas mince. Une exposition subtile le démontre.

Un tableau ne va pas sans son cadre. Même grand, même dépensé, il ne se passe pas sans peine d'un peu de bois, de plâtre et de colle qui le sépare du mur et cache la vue de la toile cloquée au châssis. Faute de baguette de bois clair ou plâtrée opaque, il est de toutes les expositions, artifice nécessaire. On l'a vérifié quand, au nom d'une esthétique sommaire du naturel, quelques conservateurs ont cru bon de débarrasser les tableaux de leurs musées et de les présenter nus, sans la moindre moulure : le résultat était tragique. Les toiles, les tristes toiles grises et il a fallu bien vite leur rendre leur cosmétique habituel.

Ce principe posé, reste la difficulté majeure : quel cadre pour quel type de peinture ? Les impressionnistes et les nabis, tous convaincus qu'il leur fallait non se passer de cet accessoire mais le renouveler, sont d'évidence les héros de l'affaire. Jusqu'à eux, point de difficulté. Un

Le tableau et son cadre

Au Musée d'Orsay

Delacroix, un Ingres, un Courbet même acceptent un encadrement « à l'ancienne », la dorure, les motifs décoratifs, les feuilles d'acanthus et les reflets roux du bois et de l'écaillé. Pour les enchâsser, il suffit de s'approvisionner chez les antiquaires ou de copier les artisans du XVIII^e et du XVIII^e siècles. Héritiers d'une tradition qu'ils adoraient, ces peintres se glissent aisément dans les vêtements taillés pour Rubens et Poussin.

L'agonie de la moulure

Mais lui-même, élève de Hals et de Velasquez, est à son aise dans un cadre riche dont l'éclat contraste heureusement avec le sombre et le crémeux de sa peinture. Jusque vers 1870 du moins. Car après... Après vient la couleur acide, le bleu de l'eau, le vert des prairies et le rose des jupes et des chairs. Alors naît la querelle du cadre moderne, qui est l'objet de l'exposition actuelle, une de ces expositions courtes et précises qui donnent à penser au moins autant qu'à voir.

Celle-ci récapitule les tentatives des années 1880-1900 avec beau-

coup de perspicacité. Elle réunit des tableaux dans leurs cadres originaux et une suite de documents, photographies et illustrations de presse, le tout composant une brève histoire de l'encadrement. Il y a un siècle. La moulure agonise aux Indépendants d'alors. Quelqu'elle, engluant encore de chaos à la crème et de feuillages de stuc les compositions des officiels de la III^e République, Degas et Caillebotte la prescrivent. Fini le néo-baroque Napoléon III. Les modernes inventent le cadre dépourvu, composé de baguettes droites accolées en parallèle. Il peut y en avoir quatre, avec épaisseurs, ou une dizaine, fines, qui répètent le rectangle de la toile. Degas acquiesce des modèles dans ses carnets de dessins. Van Gogh s'en entretient avec son frère, chargé de donner aux toiles de Van Gogh les ornements les mieux appropriés. Hayman et Fénéon les appellent par leurs réflexions critiques.

L'or ternit, son éclat s'éteint. Le mordant est à peine toléré, que remplace le vert-de-gris et le blanc, le blanc propre et simple dont Gaudin vante les mérites. Sur ce blanc, marge plus que décor, Sourat et

Signac posent les touches séparées de la complémentarité qui doit aviver l'harmonie de leur toile. Cependant, les symbolistes, révolutionnaires à leur manière, inventent le cadre à motifs décoratifs, plumes de paon, tiges de blé ou roses stylisées. Bonnard casse le bois de corolles géométriques, comme s'y cassera Matisse quelques années plus tard.

Ainsi s'esquisse une évolution dont le cubisme a marqué l'apothéose : quand Picasso colle une corde autour de sa *Nature morte à la chaise cannée*, il pousse à son paroxysme le principe selon lequel c'est la peinture qui produit son cadre, et non le cadre qui s'impose au tableau. L'équilibre est ainsi respecté, et l'homogénéité de l'effet garantie. Faut-il de quoi, le spectacle est glorieux. Il suffit pour s'en convaincre de contempler à Orsay la *Sur la plage de Marseilles* exprimée dans un cadre art déco noir et rouge commandé par Jacques Doucet : l'alliance est déconcertante et l'impact patibulaire.

PHILIPPE DAGEN.

★ Musée d'Orsay, jusqu'au 24 septembre.

Le Festival de Maubeuge

C'est une toute petite ville, Maubeuge, provinciale à souhait, comme le laisse supposer la chanson, mais toute proche de la Belgique. Depuis deux ans, la ville s'emploie à attirer un public plus large que les fervents du clair de lune. Elle s'est dotée d'un Festival de théâtre et organise, sous le label « Les Instants de juillet », une manifestation qui allie l'insolite et une jolie programmation. Du 30 juin au 9 juillet, Maubeuge se déguise ainsi en port de mer et accueille notamment les tambours du Burundi, l'Academy of St Martin in the Fields, Lionel Hampton, Karle Armitage et la Fura dels Baus, les Catalans apocalyptiques avec leur dernier spectacle « Hier Mon » que l'on pourra voir l'automne prochain à Paris, dans la grande halle de La Villette.

★ Renseignements : 27-62-17-75.

Jean Benguigui au Splendid

Le caméléon grinçant

Benguigui ne joue pas les jeunes premiers ; ce qui ne l'a pas empêché de faire une belle carrière : au théâtre avec Chéreau, Vincent, Grüber, Strehler... Au cinéma avec Heynemann, de Broca, Bille, Mocky, Ferreri... Il fait son métier avec justesse et talent.

Né à Alger, « j'ai vu avec une tête d'Arabe », Benguigui a les deux pieds entre Nantes, le Sentier et Barbès. Tout le monde en prend pour son grade, dans son régal au Splendid, y compris ses années qui risquent de traverser le Nil à la nage, avec Moïse, parce que leurs machines à coudre craignent l'eau. Puis, hop — c'est tout Benguigui, son art d'inventer d'abruptes cauchemars — on prend un bras enodin — la ligne Porte d'Orléans-Care de l'Est, et on se retrouve très très loin, à l'Est, dans des camps. Oh, c'est bien connu (cette fois c'est l'homme au bandana sur un œil qui parle), les

juifs ont prouvé qu'ils s'en tiraient toujours puisqu'ils étaient les derniers à avoir survécu quand les Américains ont débarqué. Et hop encore, en route pour un « Paris-Dakar » à l'aventure, avec pilotes noirs traçant la route dans les vignettes du Bordelais.

Inquiétant, avec Jean Benguigui, c'est qu'il sait, vraiment, se montrer inquiétant, se fabriquer une dégoûte, une guele de « bof » terrible, avec un regard d'acier. Il pourrait cultiver plus encore l'art du conteur — mieux servir ses histoires, elles sont formidables — mais il nous fait rire sans concession, acteur caméléon, corvassé, troublant, changeant de peau à vue, s'efforçant pour mieux faire entendre sa sincérité, ses peurs, sa joie d'être là pour dire tout ça, avec son métier.

ODILE CURIOT.

★ Jusqu'au 15 juillet au Splendid.

Le Monde DE L'EDUCATION

DOSSIER SPECIAL : LES PREMIERES INSCRIPTIONS EN FAC

► PARIS-PROVINCE : OU ET QUAND S'INSCRIRE

En province les modes d'inscription. A Paris, fac par fac, la liste des places disponibles.

► LES PIÈGES À ÉVITER

Les procédures d'inscription varient selon les filières et les disciplines. Les méthodes de sélection des facs.

► EXCLUSIF : LE PALMARÈS DES DEUG

Etablissement par établissement, les résultats dans six disciplines : droit, sciences éco, administration éco et sociale, langues étrangères appliquées, sciences des structures et de la matière, sciences de la nature et de la vie.

► LE FONCTIONNEMENT DES PREMIERS CYCLES

Beaucoup d'étudiants ne terminent pas les études qu'ils entreprennent. Le Monde de l'éducation a voulu savoir pourquoi et analyse les efforts des universités pour remédier à cette situation.

► ENQUÊTE : LES MIRAGES DE LA COMMUNICATION

Des formations et des diplômes aux contenus encore flous et aux débouchés incertains. Attention aux filières miroirs aux alouettes.

Le Monde DE L'EDUCATION

POUR BIEN COMPRENDRE SES ENFANTS. POUR PRÉPARER LEUR AVENIR.



N° juillet/août - 132 pages - 17 F
En vente chez votre marchand de journaux

هكمان الأصم

Spectacles

expositions

Centre Georges Pompidou

Pierre Georges Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

RICHARD ARTSCHWAGER. Œuvres contemporaines, rue de Châteaufort, 10, 7 juillet au 17 septembre.

BONS RAISONS D'ARTISTES. Des artistes contemporains découvrent la carte postale. Ateliers, des enfants. Jusqu'au 26 août.

CULTURE DE L'ORIENT. Galerie du Col. Entrée : 15 F (gratuit pour les moins de 13 ans). Jusqu'au 26 août.

DE MATISSE A AUJOURD'HUI. 3 et 4 étages. Entrée : 22 F. Jusqu'au 31 décembre.

DESSINS DE MATISSE. Salle d'art moderne. Jusqu'au 26 août.

MAGNETIC DISC LA TERRE. Grande galerie, 5 étages. Entrée : 32 F, 50 F (billet complet Grande Halle et Centre Georges Pompidou). Jusqu'au 14 août.

PAUL DE NOOYER. Galerie du forum. Jusqu'au 3 septembre.

OBSERVATOIRE BANQUEUR N° 6. Galerie de la R.P.I. Jusqu'au 3 septembre.

CARL FREUDER KUTZBERG. Musée d'art moderne. Jusqu'au 11 septembre.

Musée d'Orsay

Quel Américain-Français (40-49-48-14). T.l.j. et mar. de 9 h à 21 h, sam., dim. de 9 h à 17 h 30.

1889. LA TOUR EIFFEL ET L'EXPOSITION UNIVERSELLE. Entrée : 30 F. Jusqu'au 15 août.

CHARLES BAUDELAIRE - ACQUISITIONS RECENTES DE L'ÉLITE. Exposition de dessins. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 3 septembre.

OR ET COULEUR : LE CADRE DANS LA SECONDE MOITIÉ DU XIX^{SIÈCLE}. Exposition de dessins. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 24 septembre.

LES PEINTRES VILLES MODERNES. Exposition de dessins. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 24 septembre.

EMILIE ZOLA - PHOTOGRAPHIES DE SA FILLE DENISE (1897 - 1962). Exposition de dessins. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 17 septembre.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-51-51). T.l.j. et mar. de 12 h à 22 h. Exposition fermée du 30 juin au 19 juillet. La visite sera fermée du 13 au 15 juillet. Ouvert mardi 11 juillet.

LES DONATEURS DU LOUVRE. Hall Napoléon - niveau souterrain. Entrée : 25 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 21 août.

L'INSPIRATION DU POÈTE. Pavillon de la France. Entrée : 25 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 25 août.

MICHELANGE DRESSINGROOM. Galerie Médicis. Entrée : 25 F + 7 F (conservation du droit d'entrée au musée). Jusqu'au 31 juillet.

UN COLLECTIONNEUR PENDANT LA RÉVOLUTION. Jean-Louis Stoddard (1752 - 1813). Pavillon de la France (2 étages). Entrée : 25 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 24 juillet.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-25-67-27). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40, mer. jusqu'à 20 h 30.

JEAN KATZNER. Exposition rétrospective. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 septembre.

HISTOIRES DE MUSÉE. Entrée : 15 F. Jusqu'au 15 octobre.

NAM JUNE PAIK. La 1^{re} Biennale. Jusqu'au 30 octobre.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pt. Clemenceau, en Colonne.

LES ENVOIS DE JACQUES LARTIGUE. Cent photographies en noir et blanc de 1904 à 1944. Galerie nationale. T.l.j. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 décembre.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 7 JUILLET

« Le Marais, hôtels et place des Vosges », 10 h 30 et 15 heures, métro Saint-Paul (M. Polver).

« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de Bellechasse, sous le rhinocéros (Arts et métiers).

« Jolies demeures du Marais et leurs jardins secrets », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (M. Polver).

« Pyramide, crypte et appartement du Grand Louvre », 14 h 30, métro Louvre (M.C. Lamière).

« Le vieux village de Ménilmontant », 14 h 30, métro Saint-Fargeau (M.G. Leblanc).

« Le quartier du Gros-Cail », 14 h 30, métro La Courneuve (Paris pittoresque et insolite).

« La reine Marie-Antoinette à la Conciergerie », 14 h 30, métro Cité (C.A. Meunier).

« L'histoire du Louvre, du donjon à la Pyramide », 14 h 30, devant la statue de Louis XIV (Arcus).

MONUMENTS HISTORIQUES

« Le Panthéon, la basilique Saint-Denis, la Conciergerie », 11 heures, à l'entrée de chaque monument.

Musées

1789 - 1815 L'ÉPOQUE DES HÉROS. Costumes et textiles français de la Révolution à l'Empire. Musée des Arts et Métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Fermeture exceptionnelle les 14 et 15 juillet. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 octobre.

BRUCE GILDEN. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 7, rue Vivienne - 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-26). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 22 juillet.

TONI GRAND. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-54). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 18 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 17 septembre.

CHUAIL. Musée et bibliothèque. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-1^{er} de Serbie (47-30-82-23). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 24 septembre.

HOMMAGE AU MAÎTRE UNG-NO LEE. 1940 - 1944 - Paris 1988. Musée de la Ville de Paris, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 29 octobre.

LA BASTILLE : SOUS LA PLACE. UNE FORTERESSE. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (47-24-22-22). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 29 octobre.

BOGRATCHEV - POUYNY. Musée Rodin, 16, rue d'Antioche-Bourdelle (45-48-67-27). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 1 octobre.

MARGARET BURKE-WHITE. Rétrospective. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 3 septembre.

CHIEZ LES EXILÉS. Musée de l'Histoire, Palais de la Cité, place du Trocadéro (45-43-70-40). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 15 septembre.

CHRONIQUES SÉLÉNITIENNES. Photographies de Lottia Benaglia et Franca Zaccaria. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

COLLECTION - PASSION - DATION : L'ALGERIE DE PHILIPPE ZOUHREKOFF. Musée de la Poste, 34, bd du Vaugueux (43-20-15-30). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 6 juillet au 15 septembre.

CRAFT TODAY USA. Œuvres contemporaines made in USA. Musée des Arts et Métiers, galerie des Joints, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Fermeture exceptionnelle les 14 et 15 juillet. Entrée : 20 F. Jusqu'au 27 août.

DE LA RIVIERA A LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (compartiment d'entrée des expositions). Jusqu'au 30 janvier.

DEMACHY, FUYO ET LES AUTRES. LE PICTORIALISME DANS LES COLLECTIONS. Du 1^{er} au 30^{er} septembre. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DES SATELLITES POUR L'Océan. Palais de la Découverte, salle 12, av. Franklin-Roosevelt (43-59-16-45). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 14 h à 18 h. Entrée : 15 F. Du 11 juillet au 11 septembre.

DESSINS D'INGÈRES DU MUSÉE DE MONTAUBAN. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (43-33-82-50). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 3 septembre.

ROLAND DORÉ. Sculpteur. Exposition rétrospective. Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (47-27-35-74). T.l.j. et mar. de 9 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 septembre.

SYLVAIN DUBOUSSON. Musée des Arts et Métiers, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Fermeture exceptionnelle les 14 et 15 juillet. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 juillet.

DÉCOUVERTES SOUS-MARINES EN MANCHE ET ATLANTIQUE. Institut océanographique, centre de la mer et des eaux, 195, rue Saint-Jacques (46-33-06-61). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h 30 et de 13 h 15 à 17 h 30, sam. et dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 20 juillet.

« La cathédrale Saint-Alexandre-Nevsky : religion orthodoxe et art russe », 14 h 30, 12, rue Durs.

« Promenade à travers la cité du futur : la Ville de l'avenir », 15 heures, sortie métro Courcille-Carreau, côté manoirs pairs.

L'ÉTÉ DES MUSÉES NATIONAUX

« Femmes ou déesses au Indes », 11 heures. « Les maîtres bronziers de l'Inde du Sud », 12 h 30. « Les arts de l'Orient à travers mythes et discours populaires » (cinquante ans), 14 h 30. Musée Guimet, 6, place d'Iéna.

« L'imaginaire de l'art occidental dans l'atelier du peintre G. Moreau », pour les cinq-douze ans, 14 h 30, 14, rue de La Rochefoucauld.

« Les temples chez les Beni-Guizel », 14 heures. Musée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil. (S'assurer auprès du Musée que la visite a bien lieu.)

CONFÉRENCES

47, rue de la Fontaine-au-Roi, 20 h 15 : « Les Héros de Naxos au Pérou » (dispositifs) (AGEASAC).

Jeudi 6 juillet

EXTENSION DE LA GALERIE CONTEMPORAINES 1945 - 1989.

Musée des Arts et Métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Fermeture exceptionnelle les 14 et 15 juillet. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 octobre.

BRUCE GILDEN. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 7, rue Vivienne - 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-26). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 22 juillet.

TONI GRAND. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-54). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 18 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 17 septembre.

CHUAIL. Musée et bibliothèque. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-1^{er} de Serbie (47-30-82-23). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 24 septembre.

HOMMAGE AU MAÎTRE UNG-NO LEE. 1940 - 1944 - Paris 1988. Musée de la Ville de Paris, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 29 octobre.

LA BASTILLE : SOUS LA PLACE. UNE FORTERESSE. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (47-24-22-22). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 29 octobre.

BOGRATCHEV - POUYNY. Musée Rodin, 16, rue d'Antioche-Bourdelle (45-48-67-27). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 1 octobre.

MARGARET BURKE-WHITE. Rétrospective. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 3 septembre.

CHIEZ LES EXILÉS. Musée de l'Histoire, Palais de la Cité, place du Trocadéro (45-43-70-40). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 15 septembre.

CHRONIQUES SÉLÉNITIENNES. Photographies de Lottia Benaglia et Franca Zaccaria. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

COLLECTION - PASSION - DATION : L'ALGERIE DE PHILIPPE ZOUHREKOFF. Musée de la Poste, 34, bd du Vaugueux (43-20-15-30). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 6 juillet au 15 septembre.

CRAFT TODAY USA. Œuvres contemporaines made in USA. Musée des Arts et Métiers, galerie des Joints, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Fermeture exceptionnelle les 14 et 15 juillet. Entrée : 20 F. Jusqu'au 27 août.

DE LA RIVIERA A LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (compartiment d'entrée des expositions). Jusqu'au 30 janvier.

DEMACHY, FUYO ET LES AUTRES. LE PICTORIALISME DANS LES COLLECTIONS. Du 1^{er} au 30^{er} septembre. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DES SATELLITES POUR L'Océan. Palais de la Découverte, salle 12, av. Franklin-Roosevelt (43-59-16-45). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 14 h à 18 h. Entrée : 15 F. Du 11 juillet au 11 septembre.

DESSINS D'INGÈRES DU MUSÉE DE MONTAUBAN. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (43-33-82-50). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 3 septembre.

ROLAND DORÉ. Sculpteur. Exposition rétrospective. Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (47-27-35-74). T.l.j. et mar. de 9 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 septembre.

SYLVAIN DUBOUSSON. Musée des Arts et Métiers, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Fermeture exceptionnelle les 14 et 15 juillet. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 juillet.

DÉCOUVERTES SOUS-MARINES EN MANCHE ET ATLANTIQUE. Institut océanographique, centre de la mer et des eaux, 195, rue Saint-Jacques (46-33-06-61). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h 30 et de 13 h 15 à 17 h 30, sam. et dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 20 juillet.

Événements artistiques de la semaine

LEE FRIEDLANDER. Galerie Zabriz, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 29 juillet.

FROMANGER. Galerie Icy Brachet, 40, rue Mazurca (43-25-09-22). Jusqu'au 14 juillet.

CHRISTIAN GALZIN. Galerie Miro, 24, rue Beaumarchais (42-78-05-62). Jusqu'au 29 juillet.

PABLO GARGALLO. Galerie Marwan, 12, rue d'Alger (42-96-37-96). Jusqu'au 13 juillet.

RAYMOND HAINS. Le président du Land XIV. Galerie de Paris, 6, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-63). Jusqu'au 13 juillet.

HAPPENINGS ET FLUXUS. Galerie de Paris, 6, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-63). Jusqu'au 13 juillet.

GOTTFRIED HONEGGER. CORNELIA HESSE. Père et fils. Galerie Gilbert Brownstein et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 29 juillet.

ESDORE ISOU. Entrées avec Jean Castejon. Galerie Michel Broomhead, 46, rue de Seine (43-25-34-70). Jusqu'au 15 juillet.

FRANCIS, LE TYMPAN DE SAINT-AVOUL. A. FROVINE. Galerie Albert Lech, 12, rue des Beaux-Arts (46-33-06-87). Jusqu'au 31 août.

KANTOR. Plus tôt, plus tard. Galerie de Paris, 6, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-63). Jusqu'au 13 juillet.

ANIS KAPOOR, WOLFGANG LAIB, RICHARD LONG. Galerie Le Gallier, 18, rue Keller (48-07-04-41). Jusqu'au 22 juillet.

KAPÉRA. Tour Eiffel and C. Galerie Arlette Gimenez, 12, rue Mazurca (46-34-71-80). Jusqu'au 29 juillet.

CHARLES LAPOQUE. Œuvres sur papier. Galerie Thomas Le Guillou, 1, av. de Montparnasse (45-62-25-04). Jusqu'au 15 juillet.

DAVID MACH. Galerie Niki Dena, 9, place des Vosges (43-78-21-00). Jusqu'au 31 août.

LOIC MADEC. Galerie Lannegre, 43, rue de Saintonge (48-04-59-44). Jusqu'au 14 juillet.

MATTHEW FRANCOIS DES KIX ET XX^{SIÈCLES}. Galerie Schmit, 396, rue Saint-Hippolyte (42-60-36-36). Jusqu'au 20 juillet.

MIRO. Galerie Adrien Margit, 42, rue de Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 1 septembre.

NOUVELLE POLOGNE. Espace-tour, 27, rue Saint-Denis (45-51-18-59). Jusqu'au 30 septembre.

EVENT FLUXUS ET ARTISTES DE HAPPENINGS.

Galerie 1900-2000, 8, rue Beaumarchais (43-25-44-20). Jusqu'au 29 juillet.

LEE FRIEDLANDER. Galerie Zabriz, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 29 juillet.

FROMANGER. Galerie Icy Brachet, 40, rue Mazurca (43-25-09-22). Jusqu'au 14 juillet.

CHRISTIAN GALZIN. Galerie Miro, 24, rue Beaumarchais (42-78-05-62). Jusqu'au 29 juillet.

PABLO GARGALLO. Galerie Marwan, 12, rue d'Alger (42-96-37-96). Jusqu'au 13 juillet.

RAYMOND HAINS. Le président du Land XIV. Galerie de Paris, 6, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-63). Jusqu'au 13 juillet.

HAPPENINGS ET FLUXUS. Galerie de Paris, 6, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-63). Jusqu'au 13 juillet.

GOTTFRIED HONEGGER. CORNELIA HESSE. Père et fils. Galerie Gilbert Brownstein et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 29 juillet.

ESDORE ISOU. Entrées avec Jean Castejon. Galerie Michel Broomhead, 46, rue de Seine (43-25-34-70). Jusqu'au 15 juillet.

FRANCIS, LE TYMPAN DE SAINT-AVOUL. A. FROVINE. Galerie Albert Lech, 12, rue des Beaux-Arts (46-33-06-87). Jusqu'au 31 août.

KANTOR. Plus tôt, plus tard. Galerie de Paris, 6, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-63). Jusqu'au 13 juillet.

ANIS KAPOOR, WOLFGANG LAIB, RICHARD LONG. Galerie Le Gallier, 18, rue Keller (48-07-04-41). Jusqu'au 22 juillet.

KAPÉRA. Tour Eiffel and C. Galerie Arlette Gimenez, 12, rue Mazurca (46-34-71-80). Jusqu'au 29 juillet.

CHARLES LAPOQUE. Œuvres sur papier. Galerie Thomas Le Guillou, 1, av. de Montparnasse (45-62-25-04). Jusqu'au 15 juillet.

DAVID MACH. Galerie Niki Dena, 9, place des Vosges (43-78-21-00). Jusqu'au 31 août.

LOIC MADEC. Galerie Lannegre, 43, rue de Saintonge (48-04-59-44). Jusqu'au 14 juillet.

MATTHEW FRANCOIS DES KIX ET XX^{SIÈCLES}. Galerie Schmit, 396, rue Saint-Hippolyte (42-60-36-36). Jusqu'au 20 juillet.

MIRO. Galerie Adrien Margit, 42, rue de Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 1 septembre.

NOUVELLE POLOGNE. Espace-tour, 27, rue Saint-Denis (45-51-18-59). Jusqu'au 30 septembre.

OBJET OBJECTIF.

Galerie Daniel Tampion, 30, rue Beaumarchais (42-72-14-10). Jusqu'au 22 juillet.

CLAUDIO PARMIGIANI. Galerie Durand-Dessert, 43, rue de Montmorency (42-78-29-66). Jusqu'au 22 juillet.

GIUSEPPE PENONE. Galerie Durand-Dessert, 43, rue de Montmorency (42-78-29-66). Jusqu'au 22 juillet.

MICHEL POTAGE. Galerie J. et J. Douy, 57, rue de la Roquette (47-00-10-94). Jusqu'au 20 juillet.

DIETER ROTZ. Galerie Claudine Paillet, 39, rue de Tiverny (40-29-94-80). Jusqu'au 29 juillet.

NICOLAS SCHOFFER. Sculptures. Galerie Denise René, 196, bd Saint-Germain (42-22-77-57). Jusqu'au 23 septembre.

CINDY SHERMAN. Photographies. Galerie Claude Crouzet,

SOMMAIRE

■ M. Gorbatchev continue à se heurter aux résistances des campagnes à ses projets de réforme (lire ci-dessous).

■ Les pays du tiers-monde doivent réformer leurs circuits financiers, estime la Banque mondiale dans son rapport annuel sur le développement (lire ci-dessous).

■ Le dollar est en forte baisse, les marchés des changes anticipant un assouplissement de la politique monétaire américaine (lire page 30).

■ Le conseil des ministres a arrêté, mercredi 5 juillet, une nouvelle série de nominations à la tête d'entreprises publiques. M. Gandois est reconduit à la présidence de Pechiney, M. Rouvillois remplace M. Capron à celle du CEA (lire page 31).

Le rapport annuel de la Banque mondiale sur le développement

Les réformes financières, défi pour le tiers-monde

Rendu public mercredi 5 juillet, le rapport annuel de la Banque mondiale sur le développement est consacré en particulier à la nécessité de réformer les systèmes financiers dans les pays du tiers-monde. Ces réformes sont « difficiles » et parfois même d'une « lenteur désespérante », s'inquiètent les experts de la Banque mondiale.

Le constat est simple : il est urgent de mieux drainer l'épargne et surtout de mieux l'utiliser pour assurer le financement des investissements indispensables à la croissance. Le rapport, fournissant d'exemples, tente de tirer les leçons des succès et des erreurs passés dans les réformes financières menées par certains pays du tiers-monde. Une tâche aussi complexe que les situations sont hétérogènes. La Banque mondiale estime que la remise en ordre des circuits financiers dans chacun de ces pays constitue pour tous un « défi », d'autant plus redoutable que les perspectives économiques sont loin d'être encourageantes.

Le triple et traditionnel scénario établi pour les cinq ans à venir a de quoi préoccuper la majorité des pays couverts par l'étude. Seule l'Asie tire son épingle du jeu avec une croissance par habitant de 3,2 % par an dans l'hypothèse la plus défavorable. Par contre, dans le meilleur des cas, l'Afrique voit ses revenus par tête stagner et l'Amérique latine n'est créditée que d'une maigre amélioration de 1,2 %. Ces sombres prévisions s'accompagnent d'un autre type de préoccupation. Même si, la

nouvelle stratégie de la dette s'adapte, les flux de capitaux restent le chemin des pays en développement. Ils n'atteindront pas les niveaux des années 70. Pour des pays où les investissements ont fortement chuté depuis le début des années 80, ce manque probable de financements extérieurs doit être comblé, même partiellement, par l'utilisation plus efficace de l'épargne.

Les systèmes financiers detent généralement de l'indépendance ou de la modernisation des économies dans les années 1950 et 1960. Dans un premier temps, la politique interventionniste des États a permis d'accompagner la croissance — souvent au détriment de l'agriculture. Les choses se sont gâtées dans les années 70 pour aboutir, avec les nouvelles contraintes financières nées de l'aggravation de la dette depuis dix ans, à des situations de « détresse financière » sans précédent, même durant la grande dépression des années 30.

Chocs économiques extérieurs, mauvaise gestion, interventionnisme parfois excessif des États, spéculation, fraude, le cercle vicieux venant de la déliquescence de la faillite pure et simple de banques, voire de tout un système bancaire, est venu un peu plus grever les budgets, compliquer les tâches d'ajustement économique, et ralentir la croissance. Les tentatives de réformes financières ont été multiples. Mis à part les pays, surtout asiatiques, où la base économique était sans doute plus saine au départ, les résultats en ont été, dans l'ensemble, décevants.

Les « leçons » qu'en tire la Banque mondiale donnent une idée de la

peut-être à remonter. Pour être efficace, tout effort d'ajustement doit être progressif. Une libéralisation brutale des taux d'intérêt ou du contrôle des changes se révèle contre-productif. Le retour massif et déstabilisant des capitaux après une flambée du foyer de l'argent au Chili au début des années 70 en a été un exemple, la très forte dévaluation de la monnaie chilienne et la fuite tout aussi massive de capitaux qu'elle a entraînée en 1983 également. Jouer les seules forces du mar-

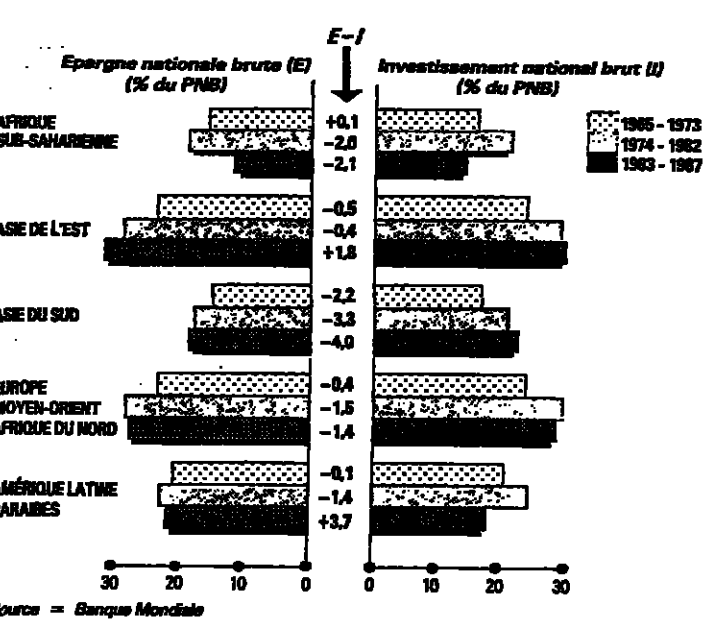
ché devient dangereux quand la déflation des banques risque de provoquer un retrait brusque des dépôts et de se répercuter sur le crédit international d'un pays : l'Argentine, la Colombie mais aussi la Thaïlande ou la Turquie en ont fait, chacune en son temps, l'expérience.

Nouvelles règles du jeu

Ce jeu d'équilibre entre l'intervention pure des pouvoirs publics et

le libéralisme dur est d'autant plus délicat que, dans nombre de pays, les systèmes financiers demeurent longtemps « rudimentaires ». Améliorer la collecte de l'information, renforcer le cadre juridique et réglementaire paraît « capital ». Cela demande du temps. Pour que les pays se dotent « des compétences nécessaires », mais aussi pour mieux utiliser l'arme complémentaire du budget. « Plus d'austérité fiscale, moins d'austérité budgétaire », telle est l'une des recommandations prioritaires des auteurs du rapport. Après avoir parfois fortement dévalué leur monnaie, les gouvernements doivent définir de « nouvelles règles du jeu ». Leur crédibilité internationale n'est pas seule en cause.

L'importance même de l'épargne « informelle » qui échappe aux circuits financiers officiels est à la mesure de la méfiance d'une bonne part des populations. La solution du problème de l'épargne, cette clé de l'investissement et de la croissance, ne se trouve pas uniquement dans ce réservoir d'épargne difficile à évaluer. Les flux financiers internationaux demeurent longtemps indispensables à la majorité des pays du tiers-monde. Il n'empêche que le poids de ces circuits parallèles — jusqu'à 84 % des crédits distribués au Niger selon une étude réalisée en 1986 — donne une idée d'un potentiel qui échappe aux législateurs et qu'il convient de mieux utiliser, selon la Banque mondiale, sans pour autant chercher à la formaliser rapidement.



La campagne soviétique, « Vendée de la perestroïka »

(Suite de la première page.)

« Nous manquons toujours de vêtements, de chaussures ou de chapeaux », poursuit Nicolai Sotchnik. Nous disposons de beaucoup d'argent liquide, impossible à dépenser en raison de l'absence de marchandises. Apportez ici quatre cents voitures. Elles seront vendues en cinq minutes.

Dans la république voisine de Biélorussie, au kolchoze Kirov, le patron, Sergueï Lementchenko, montre le jardin d'enfants qu'il a aménagé « sans demander 1 kopeck à l'État ». À la caisse d'épargne, « ses » paysans possèdent 11 millions de roubles (1). La location des terres en bail lui inspire un mouvement d'épaules : « L'avenir réside dans les kolchozes géants, qui pourront utiliser des équipements modernes, des micro-ordinateurs... ».

« Les kolchozes, dit-il, ont été créés à la tête du kolchoze, il parle fort et cru. « La collectivisation était une faute. Je me souviens des discours de Boukharine. Il voulait freiner, créer de bons exemples dans les campagnes pour inciter les paysans à se regrouper. Je peux vous dire que ni Ligatchev (2) ni Gorbatchev ne connaissent à fond ce domaine. »

transport », affirme l'académicien Victor Nazarenko, directeur de l'Institut des techniques et de l'économie agricole de Moscou. « Nous perdons aussi 1 million de tonnes de viande et le tiers de la production de fruits et légumes. »

L'ouverture est notre norme

Tous les millions de la chaîne alimentaire sont à consolider : les moissonneuses-batteuses laissent trop d'épis sur pied. La mise à l'abri de la récolte est sommaire et mal coordonnée comme le transport, souvent tardif et insuffisant. Les routes asphaltées et les wagons manquent. Les capacités de transformation de l'industrie agro-alimentaire sont nettement inférieures aux besoins. La marchandise se perd dans l'indifférence, ponctuée de temps à autre par un coup de colère des consommateurs. « Tout le monde est propriétaire, donc personne », explique Ivan Nikitchenko, le président de l'Académie Lénine des sciences agricoles à Minsk (Biélorussie).

Un comité central du Parti communiste, le porte-parole de la commission agricole, Victor Kiritchenko, regarde sans ciller pour affirmer : « À la fin du siècle, l'URSS n'achètera plus de céréales à l'étranger. » A ses yeux, les réformes entreprises dans la gestion de l'agriculture visant à encourager et à récompenser le travail rentable vont changer la face des choses : « Nous ne menons pas une campagne éclair comme la collectivisation de Staline. Il faut des bases juridiques solides et de la patience. L'ouverture est notre norme. Un paysan russe met beaucoup de temps pour atteler les chevaux, mais ensuite il va très vite. Aujourd'hui, on attelle les chevaux. »

Si l'écatement par et joint des kolchozes n'est pas à l'ordre du jour, leur mode de gestion a déjà bien changé. Dans la ferme du Quarantième-Anniversaire, des équipes autonomes, les « détachements », se sont constituées pour prendre en charge une partie de l'exploitation. Un contrat les lie au conseil du kolchoze qui leur donne une obligation de résultats. Les biens produits au-delà procurent un revenu supplémentaire aux agriculteurs. « Assez avant, on nivelait les salaires en les limitant, quel que soit le travail accompli. À présent, le salaire individuel dépend de l'effort réalisé et des résultats du kolchoze. Il n'y a plus de limites de salaires », précise Nicolai Sotchnik. Une section de contrôle et les contremaîtres jugent du revenu à distribuer à chacun. Par exemple, le travail du blé rapporte moins que celui de la betterave, plus complexe.

Depuis la charte de mars 1988, les kolchozes peuvent discuter les

plans de l'État. « Tout était naguère déterminé à Moscou, y compris le nombre d'hectares de céréales à cultiver. On a refusé cela, affirme Ivan Nikitchenko, en Biélorussie. La République présente ses commandes aux régions en considérant ses propres besoins, pas ceux de l'État. Une relation contractuelle s'est établie entre des kolchozes et les organismes d'achat. En Ukraine, le kolchoze du Quarantième-Anniversaire a déjà fait usage de cette nouvelle latitude. « Nous avons refusé le plan qui nous demandait de produire des légumes pour l'État, explique son président. Il fallait céder 70 % de la récolte à des prix fixes. Nous avons préféré trouver un client capable de nous acheter nos produits suivant des tarifs libres. »

Pas à pas, l'empire agricole de l'État se dessine. En 1989, les achats obligatoires du gouvernement porteront sur seulement 77 millions de tonnes de céréales contre 85 à 87 millions de tonnes par an dans le passé. « L'idéal serait qu'il renonce dans les dix ans à ces achats pour se fonder seulement sur le marché », assure M. Nazarenko.

Rendre aux paysans le sens de la propriété, inciter au travail par la carotte salariale, faire germer l'esprit d'initiative, le programme est ambitieux pour une population liquidée en tant que classe par la collectivisation. Pour quelques kolchozes de pointe, performants, gérés dans un environnement administratif favorable, combien, trop nombreux, restent dans un état de délabrement moyenâgeux, privés de réformes par des dirigeants locaux craignant pour leur situation.

Des usines militaires reconverties

« Une exploitation sur dix est bonne », précise Victor Kiritchenko. Sur 50 000 kolchozes et sorokhozes, plus de 1 700 travaillent en pleine perte, 20 % sont peu performants, 10 % ont un taux de rentabilité supérieur et sont en mesure de se transformer en sociétés. Les autres obtiennent des résultats moyens. En 1988, la dette des kolchozes auprès des banques soviétiques atteignait 49 milliards de roubles.

La perestroïka, quoi qu'on en dise dans les campagnes, s'est réservée quelques jokers agricoles. Après un moment de flottement, des usines militaires mises en chômage technique par le programme de désarmement se sont reconverties dans l'équipement « vert ». « C'est une chance pour nous, car, par le passé, les meilleurs techniciens travaillaient dans le domaine militaire », estime Nicolai Sotchnik. Du côté, il désigne une fraiseuse cédée par l'armée pour réaliser des pièces de rechange. « Nous avons passé un contrat avec le ministère de l'aviation pour la construction d'une conserveuse », se réjouit le chef du kolchoze ukrainien.

Les entreprises agro-alimentaires installées en joint-venture (société commune) avec des firmes occidentales (dont le groupe Interagro) et la location de 500 000 hectares en Ukraine à la firme italienne Ferruzzi sont les manches à air de la réforme. Mais le souffle de la paysannerie est encore trop court.

L'exode rural se poursuit dans les républiques du Centre et du Nord, à mesure que perdure l'état de mode de vie entre la ville et la campagne. Si l'homme de fer, en la personne de Stakhanov, a vaillamment son piedestal, l'homme de terre reste, une fois exhumé, à réanimer. Un faux pas serait dangereux pour le maître du Kremlin, dont l'agriculture est, pour l'instant, le talon d'Achille.

ERIC FOTTORINO.

Le gouvernement encourage la coopération des collectivités locales avec les pays en voie de développement

Le gouvernement encourage les collectivités locales à accentuer leur coopération avec les pays du tiers-monde. En installant officiellement, le 5 juillet, la commission de la coopération décentralisée pour le développement, M. Jacques Pelletier, ministre de la coopération, a vivement encouragé les collectivités locales (villes, départements et régions) à prolonger l'action de l'État par des mesures concrètes pour aider les pays du tiers-monde dans leur développement.

« Les collectivités peuvent apporter des solutions originales et mobiliser des moyens nouveaux », a déclaré le ministre devant les élus et les fonctionnaires membres de cette commission, créée au printemps dernier. « Si l'État seul peut agir pour un plus juste prix des matières premières ou pour un règlement plus équitable de la question de la dette, les élus ont une sensibilité et un savoir-faire dans les domaines de la santé, de l'action sociale, du développement économique local, de la gestion des équipements urbains, qui échappent parfois à l'État. »

Le théâtre privilégié de cette coopération concerne le continent africain, mais le gouvernement souhaite que le champ de la coopération décentralisée s'élargisse à l'ensem-

ble des pays en voie de développement. M. Pelletier a cité parmi les exemples de coopération intelligente l'action du département des Côtes-du-Nord au Niger ou en Tunisie, du Nord et du Pas-de-Calais le long du fleuve Sénégal, de l'Ille-et-Vilaine au Mali, du Loiret au Rwanda.

Dans un certain nombre de pays, des expériences vont être lancées pour que l'ensemble des partenaires (État, collectivités locales, organisations non gouvernementales) coordonnent leur approche et se répartissent mieux les tâches : ce sera le cas, par exemple, au Burkina.

Plusieurs élus membres de la commission, notamment M. Pierre Méhaignier, président du conseil général d'Ille-et-Vilaine, ont en effet mis en garde les pouvoirs publics contre un risque rampant de « bureaucratisation des procédures et de frais inutiles dont pâtissent les contribuables locaux et dont ne profitent que les agences de voyages... ». Dans quelques jours, le poste de délégué interministériel à l'action extérieure des collectivités locales, créé en 1985 mais officiellement vacant depuis plusieurs mois, devrait être enfin pourvu.

F. Gr.

Habitude et inertie

Les campagnes riches méritent bien le nom de « Vendée de la perestroïka » que leur donnent certains intellectuels moscovites. Il faut toute la sagacité de la Pravda pour trouver, aiguille dans une botte de foin, une famille d'arrendateurs (locataires) riches et heureux, propulsés pour l'exemple, fin juin, à la une du quotidien. Selon un spécialiste agricole de l'agence Novosti, une centaine de paysans se seraient lancés dans l'aventure des baux individuels, principalement dans les pays baltes. L'estimation est faible, trop sans doute, pour une réalité à l'évidence marginale. Tant qu'une loi n'a pas organisé les droits du locataire, la capacité des siens à hériter, les conditions d'approvisionnement en intrants (engrais) ou la liberté des prix de vente sur le marché, la terre cherchera encore longtemps ses maîtres.

L'habitude, l'inertie ou les jalousies des tenants du système égalitaire en place sont de véritables baobabs que les arrendateurs en puissance n'ont pas la force d'abattre. En grattant le Russe, on trouve moins le paysan — comme dit le proverbe — qu'un fonctionnaire de l'agriculture, étranger à l'impératif de produire mieux ou plus. En 1988, avec 195 millions de tonnes, l'URSS a connu sa plus faible récolte depuis trois ans. Ses importations de grain devaient dépasser 35 millions de tonnes. « Or, nous perdons chaque année 40 millions de tonnes de céréales, la moitié dans les champs, l'autre moitié dans le

transport », affirme l'académicien Victor Nazarenko, directeur de l'Institut des techniques et de l'économie agricole de Moscou. « Nous perdons aussi 1 million de tonnes de viande et le tiers de la production de fruits et légumes. »

L'ouverture est notre norme

Tous les millions de la chaîne alimentaire sont à consolider : les moissonneuses-batteuses laissent trop d'épis sur pied. La mise à l'abri de la récolte est sommaire et mal coordonnée comme le transport, souvent tardif et insuffisant. Les routes asphaltées et les wagons manquent. Les capacités de transformation de l'industrie agro-alimentaire sont nettement inférieures aux besoins. La marchandise se perd dans l'indifférence, ponctuée de temps à autre par un coup de colère des consommateurs. « Tout le monde est propriétaire, donc personne », explique Ivan Nikitchenko, le président de l'Académie Lénine des sciences agricoles à Minsk (Biélorussie).

Un comité central du Parti communiste, le porte-parole de la commission agricole, Victor Kiritchenko, regarde sans ciller pour affirmer : « À la fin du siècle, l'URSS n'achètera plus de céréales à l'étranger. » A ses yeux, les réformes entreprises dans la gestion de l'agriculture visant à encourager et à récompenser le travail rentable vont changer la face des choses : « Nous ne menons pas une campagne éclair comme la collectivisation de Staline. Il faut des bases juridiques solides et de la patience. L'ouverture est notre norme. Un paysan russe met beaucoup de temps pour atteler les chevaux, mais ensuite il va très vite. Aujourd'hui, on attelle les chevaux. »

Si l'écatement par et joint des kolchozes n'est pas à l'ordre du jour, leur mode de gestion a déjà bien changé. Dans la ferme du Quarantième-Anniversaire, des équipes autonomes, les « détachements », se sont constituées pour prendre en charge une partie de l'exploitation. Un contrat les lie au conseil du kolchoze qui leur donne une obligation de résultats. Les biens produits au-delà procurent un revenu supplémentaire aux agriculteurs. « Assez avant, on nivelait les salaires en les limitant, quel que soit le travail accompli. À présent, le salaire individuel dépend de l'effort réalisé et des résultats du kolchoze. Il n'y a plus de limites de salaires », précise Nicolai Sotchnik. Une section de contrôle et les contremaîtres jugent du revenu à distribuer à chacun. Par exemple, le travail du blé rapporte moins que celui de la betterave, plus complexe.

Depuis la charte de mars 1988, les kolchozes peuvent discuter les

plans de l'État. « Tout était naguère déterminé à Moscou, y compris le nombre d'hectares de céréales à cultiver. On a refusé cela, affirme Ivan Nikitchenko, en Biélorussie. La République présente ses commandes aux régions en considérant ses propres besoins, pas ceux de l'État. Une relation contractuelle s'est établie entre des kolchozes et les organismes d'achat. En Ukraine, le kolchoze du Quarantième-Anniversaire a déjà fait usage de cette nouvelle latitude. « Nous avons refusé le plan qui nous demandait de produire des légumes pour l'État, explique son président. Il fallait céder 70 % de la récolte à des prix fixes. Nous avons préféré trouver un client capable de nous acheter nos produits suivant des tarifs libres. »

Pas à pas, l'empire agricole de l'État se dessine. En 1989, les achats obligatoires du gouvernement porteront sur seulement 77 millions de tonnes de céréales contre 85 à 87 millions de tonnes par an dans le passé. « L'idéal serait qu'il renonce dans les dix ans à ces achats pour se fonder seulement sur le marché », assure M. Nazarenko.

Sauver la nature

L'autonomie visée prend des accents inattendus. « Dans l'avenir, nous aimerions réaliser, avec notre spécificité, les modèles suédois ou suisses, où des projets de Lénine ont été, à notre avis, très bien réalisés », confie Ivan Nikitchenko, se référant aux unions de producteurs, exemptes de bureaucratie, où les décisions naissent de façon « démocratique ».

Ce « moins d'État » préfigure le remodelage souhaité de la carte agricole d'Union soviétique. Au lieu du blé socialiste, dont on discutait l'implantation à Moscou, on s'achemine vers un retour de cultures traditionnelles à leur berceau d'origine. « En Biélorussie, poursuit Ivan Nikitchenko, nous avons quatre vocations : la viande, le lait, la pomme de terre et le lin. Nous avons la possibilité de multiplier par 1,5 notre production de viande en réduisant les surfaces ensemencées en céréales. Il faut laisser le blé à l'Ukraine, au sud de la Russie, au nord du Caucase, aux régions de la Volga. C'est la nature qui doit dicter ses conditions. »

Il propose même de renoncer aux grains du Kazakhstan pour réintroduire en masse les troupeaux de moutons. « Avant la Révolution et pendant la NEP [Nouvelle Politique économique], conclut-il, notre beurre de Volodga était connu à l'étranger. Quand nous avons engagé les programmes céréalières, pour répondre aux commandes de l'État, les herbages ont disparu et nous avons manqué de beurre. »

Rendre aux paysans le sens de la propriété, inciter au travail par la carotte salariale, faire germer l'esprit d'initiative, le programme est ambitieux pour une population liquidée en tant que classe par la collectivisation. Pour quelques kolchozes de pointe, performants, gérés dans un environnement administratif favorable, combien, trop nombreux, restent dans un état de délabrement moyenâgeux, privés de réformes par des dirigeants locaux craignant pour leur situation.

Des usines militaires reconverties

« Une exploitation sur dix est bonne », précise Victor Kiritchenko. Sur 50 000 kolchozes et sorokhozes, plus de 1 700 travaillent en pleine perte, 20 % sont peu performants, 10 % ont un taux de rentabilité supérieur et sont en mesure de se transformer en sociétés. Les autres obtiennent des résultats moyens. En 1988, la dette des kolchozes auprès des banques soviétiques atteignait 49 milliards de roubles.

La perestroïka, quoi qu'on en dise dans les campagnes, s'est réservée quelques jokers agricoles. Après un moment de flottement, des usines militaires mises en chômage technique par le programme de désarmement se sont reconverties dans l'équipement « vert ». « C'est une chance pour nous, car, par le passé, les meilleurs techniciens travaillaient dans le domaine militaire », estime Nicolai Sotchnik. Du côté, il désigne une fraiseuse cédée par l'armée pour réaliser des pièces de rechange. « Nous avons passé un contrat avec le ministère de l'aviation pour la construction d'une conserveuse », se réjouit le chef du kolchoze ukrainien.

Les entreprises agro-alimentaires installées en joint-venture (société commune) avec des firmes occidentales (dont le groupe Interagro) et la location de 500 000 hectares en Ukraine à la firme italienne Ferruzzi sont les manches à air de la réforme. Mais le souffle de la paysannerie est encore trop court.

L'exode rural se poursuit dans les républiques du Centre et du Nord, à mesure que perdure l'état de mode de vie entre la ville et la campagne. Si l'homme de fer, en la personne de Stakhanov, a vaillamment son piedestal, l'homme de terre reste, une fois exhumé, à réanimer. Un faux pas serait dangereux pour le maître du Kremlin, dont l'agriculture est, pour l'instant, le talon d'Achille.

ERIC FOTTORINO.

(Publicité)

VILLE DE PARIS

SEMAEST

CONSULTATIONS DE PROMOTEURS OU INVESTISSEURS

Z.A.C. BERCY (75012 PARIS)

La SEMAEST (Société d'économie mixte d'aménagement de l'Est de Paris) lance deux appels d'offres de charge foncière auprès de promoteurs ou investisseurs, en vue de la cession des droits de construire deux ensembles immobiliers de logements « en accession non aidée » ou en « locatif libre » situés sur les lots M5 et N2 de la Z.A.C. BERCY (75012 PARIS).

PROGRAMME DU LOT M5

Le programme prévoit la réalisation sur un terrain de 2 425 m² environ de :
7 900 m² de logements
600 m² de locaux d'activité, commerces ou autres
et 100 places de stationnement.

PROGRAMME DU LOT N2

Le programme prévoit la réalisation sur un terrain de 2 135 m² environ de :
6 500 m² de logements
300 m² de locaux d'activité, commerces ou autres
et 75 places de stationnement.

RETRAIT DES DOSSIERS

Le dossier de chacune des consultations peut être retiré contre remise d'un chèque de 1 000 F. libellé à l'ordre de la SEMAEST, à partir du lundi 10 juillet 1989, à la SEMAEST - 181, avenue Daumesnil - 75012 PARIS.

REMISE DES OFFRES

Les offres seront formulées pour chacun des programmes, ou pour les deux programmes, séparément. Les offres devront parvenir sous double enveloppe cachetée à la SEMAEST - 181, av. Daumesnil - 75012 PARIS, au plus tard pour le vendredi 8 septembre 1989 à 18 h, soit par pli recommandé avec accusé de réception, soit par dépôt contre reçu.

Économie

La mission d'information du député français aux États-Unis

M. Alphonandéry : « Pour éviter une récession, la Fed va être incitée à réduire ses taux d'intérêt »

Les derniers indicateurs le confirment : l'économie américaine semble marquer le pas. Pour l'instant, tous les observateurs s'accrochent pour reconnaître « un léger ralentissement de l'activité économique aux États-Unis qui apparaît dans le freinage de la demande intérieure », estime M. Alphonandéry à l'issue d'une semaine (du 26 juin au 2 juillet) d'entretiens avec les dirigeants et experts économiques américains. « Ce ralentissement, ajoute-t-il, a été jusqu'à présent atténué par la bonne tenue des exportations. » L'actuel retournement conjoncturel — après sept ans de forte croissance — est-il le signe d'une prochaine récession (deux trimestres consécutifs de baisse du PNB) ?

Sur cette question, « les avis des experts américains divergent », reconnaît M. Alphonandéry. Selon le député centriste, qui est aussi professeur d'économie, la politique monétaire menée sera, de ce point de vue, « déterminante ». La Fed se trouve confrontée à un dilemme classique : entre l'inflation et la récession, il lui faut choisir. « La Fed donnera-t-elle la priorité à la lutte contre l'inflation, au risque de conduire l'économie américaine à la récession, ou va-t-elle relâcher sa politique monétaire, au risque de voir les prix dériver ? »

M. Greenspan unanimement respecté

Des entretiens qu'il a eus, tant avec M. Greenspan, le président de la Fed, le 28 juin, qu'avec M. Johnson, son vice-président, et M. Corrigan, le président de la Banque fédérale de New-York, et d'autres experts, M. Alphonandéry retire la conviction que l'orientation des autorités monétaires américaines, qui pratiquent ce qu'on pourrait appeler « une gestion monétaire fine », dépendra de l'évolution de la conjoncture. Mais il en est cependant revenu convaincu, au vu des nombreux contacts qu'il a eus avec des économistes, que « la Fed va être en définitive incitée, dans un avenir plus ou moins proche, à baisser ses taux d'intérêt ».

Pour asseoir sa conviction, M. Alphonandéry s'est interrogé sur deux éléments décisifs : la person-

nalité de M. Greenspan, d'abord, l'analyse que ce dernier fait de la conjoncture américaine, ensuite. « Pragmatique », M. Greenspan est, selon M. Alphonandéry, un homme qui a réussi à s'imposer et à être « unanimement respecté », y compris parmi « les économistes monétaristes ». Le député français a été très frappé par le jugement positif que portent les responsables et économistes américains sur la politique que M. Greenspan a menée depuis son accession à la présidence de la Fed, en août 1987. « La politique du bureau fédéral de réserve est considérée, outre-Atlantique, comme ayant été bien conduite par les autorités monétaires depuis le krach de 1987 », juge M. Alphonandéry. Pour éviter que l'après-krach ne soit synonyme de récession, la Fed a injecté des liquidités dans l'économie américaine. Pour que cette action ne vienne pas alimenter les pressions inflationnistes, l'institut d'émission a — dans une seconde étape, il y a un peu plus d'un an — resserré sa politique du crédit.

Pour déterminer sa politique, « la Fed ne s'en tient pas à une vision monétariste, mais utilise, explique l'économiste français, une batterie d'indicateurs ». Deux d'entre eux jouent maintenant un rôle important : l'un, l'indice en vigueur qui réintroduit une approche monétariste de moyen terme, définit le niveau général des prix probables (et non pas l'inflation observée), l'autre prend en compte les taux de change.

« Actuellement, la politique monétaire américaine est restrictive », estime M. Alphonandéry. S'il pense qu'un assouplissement devrait intervenir dans un proche avenir, il tire cette hypothèse de l'analyse de la conjoncture et des contraintes politiques. Selon lui, le président de la Fed « veut d'abord lutter contre l'inflation, la stabilité des prix est son objectif premier ». « L'inflation est toujours présente aux États-Unis », les experts qu'il a rencontrés estiment que la hausse des prix à la consommation devrait se maintenir dans les mois qui viennent « entre 4 % et 6 % en rythme annuel ». « Aucun expert sérieux ne s'attend à de fortes tensions sur les prix, mais aucun ne prévoit cependant de réelle décelération », déclare M. Alphonandéry.

Des forces désinflationnistes

Selon les autorités monétaires, « les tensions inflationnistes ont plutôt tendance à se calmer, alors que se confirment certaines forces désinflationnistes ». Représentent les études réalisées outre-Atlantique, le député de Maine-et-Loire fait remarquer que « la masse monétaire (mesurée par M2) évolue à un rythme annuel qui se situe en dessous de la fourchette d'objectifs fixés par les autorités » et que d'autre part « les taux d'intérêt ont baissé d'un point pour le court terme depuis avril dernier, et de plus d'un point pour le long terme ». « Une certaine désinflation serait en œuvre, la hausse des prix à la consommation ayant été affectée au début de cette année par des circonstances particulières, notamment la sécheresse et les prix du pétrole », estime l'économiste français.

Dans ces conditions, M. Alphonandéry considère que, « s'il devait y avoir un dérapage des prix dans les mois à venir, il est très probable que la Fed resserrerait sa politique au risque d'une récession ». Il retient cependant pour aujourd'hui l'opinion qu'il a le plus souvent entendue outre-

Atlantique : « Si le retournement actuel devait se confirmer et s'accroître jusqu'à être perçu comme tel par le grand public, ce serait alors la détonateur qui conduirait la Fed à diminuer ses taux d'intérêt. » D'ailleurs, des pressions ne manqueraient pas de s'exercer sur la banque centrale américaine, certes indépendante, mais qui ne peut ignorer l'environnement politique.

Envoyé aux États-Unis par la commission des finances de l'Assemblée nationale, M. Alphonandéry s'est également informé sur les positions américaines en matière de coopération monétaire internationale et sur la question de la dette. Les deux thèmes qui seront abordés lors du sommet de l'Arche, à Paris, les 14 et 15 juillet. « S'ils veulent éviter les crises, les Américains restent cependant toujours hostiles à une véritable nouvelle organisation du marché des changes », estime M. Alphonandéry. Par « coopération monétaire internationale », M. Greenspan, comme d'autres Américains, entend d'abord « des efforts conjugués et convergents pour lutter contre l'inflation ». « Le taux de change reste géré avant tout outre-Atlantique avec des préoccupations internes », juge l'économiste français.

S'il existe une fourchette de variation pour le dollar par rapport aux autres devises, celle-ci reste large. Si le dollar est trop haut, l'industrie américaine risque de perdre de sa compétitivité ; s'il est trop bas, l'économie américaine est menacée d'inflation importée. Il est significatif que les autorités monétaires « ne souhaitent pas que les marges de fluctuations des accords du Louvre [accord entre les sept grands pays industrialisés fixant les marges pour les taux de change entre les grandes monnaies] soient rendues publiques ». De toute façon, la plupart des responsables rencontrés par M. Alphonandéry ont cherché à « relativiser » l'importance de ces accords. Les propositions, que l'on disait ambitieuses, de M. Mitterrand en matière de coopération monétaire pour le sommet de l'Arche risquent d'être accueillies avec scepticisme par la partie américaine.

ERIK IZRAELWICZ.

SOCIAL

La convention avec la Sécurité sociale

L'accord-cadre est signé par deux syndicats médicaux

La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et la Fédération des médecins de France (FMF) ont finalement accepté, à l'assise des majorités (53 % et 55 %), mercredi 5 juillet, de signer l'accord-cadre modifiant la convention médicale à compter du 1^{er} juillet 1990. Celui-ci a été ratifié aussi par la Mutualité sociale agricole et par la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs indépendants, après celle des salariés.

M. Claude Evin, le ministre de la Santé, n'a pas eu à mettre à exécution sa menace de recourir, en cas d'échec des négociations, à des conventions départementales, voire à des adhésions individuelles. En revanche, après un premier refus des généralistes de MG France et des réserves de la FMF, on a ajouté, avec l'accord du gouvernement, une promesse au texte laborieusement scellé la semaine dernière : celle d'une simplification de la situation des médecins conventionnés stricto sensu (c'est-à-dire respectant parfaitement les tarifs), grâce à une revalorisation de la consultation et à une extension de leur couverture sociale. L'ensemble doit faire l'objet d'un protocole spécifique à l'automne.

Les innovations de l'accord sont succinctes :

— Pour assurer une évolution « harmonieuse » des dépenses (sic), il prévoit l'établissement de « références médicales nationales » (actes médicaux, prescriptions, hospitalisations). Caisse primaire et syndicats médicaux départementaux en tireront les objectifs de « contrats » locaux sur des points précis. Les gains obtenus pourront servir à rémunérer des actions de santé publique ;

— Pour préparer ces contrats, en suivre l'exécution, les instances locales paritaires caisses-médecins sont renforcées par un secrétaire

permanent et un comité statistique ; une dotation annuelle est prévue pour informer médecins et assurés ; le calendrier des révisions est resserré ; une indemnisation des médecins, qui y participent, doit favoriser leur assiduité ;

— Dans les « zones d'ombre », où dominent les médecins ayant la liberté des honoraires (Le Monde du 30 mai), ceux-ci devront, en principe, respecter les tarifs conventionnels pour les urgences, les gardes et, par exemple, lorsqu'ils soignent certains malades remboursés à 100 %. Enfin, le dépassement des tarifs devrait être « modulé » selon le pourcentage de médecins respectant encore les tarifs conventionnels ;

— Un dispositif de formation continue, financé par les caisses et les médecins eux-mêmes, est mis en place. Un programme annuel sera établi, visé par une « instance scientifique » : il portera sur les tarifs de diagnostics et de soins. A partir de deux journées, cette formation sera indemnisée. Parallèlement, sera aussi établi un programme annuel d'évaluation des pratiques médicales.

S'y ajoutent deux autres séries de dispositions :

— Une échelle de sanctions pour les médecins qui ne respectent pas les tarifs (ou « le tact et la mesure » dans le dépassement) ; les caisses pourront suspendre le droit aux honoraires libres, l'indemnisation, la formation continue ou le conventionnement pour un, trois ou six mois, sans que les comités médicaux paritaires prévenus puissent freiner excessivement ;

— En positif, caisses et syndicats médicaux vont remettre sur le chantier, d'ici au 1^{er} novembre, le développement des gardes et urgences et des soins coordonnés à domicile et pourront ajouter d'autres expériences de coordination des soins, notamment les contrats de santé (entre un assuré et un généraliste), préconisés par MG France.

G. H.

Un goût d'eau tiède

L'ACCORD-cadre sur la convention médicale doit être complété d'ici au 1^{er} novembre par plusieurs autres « protocoles », annexes techniques importantes, en particulier sur l'organisation de la formation continue ou les modalités concrètes de traitement des « zones d'ombre ». Mais, en son état actuel, la convention rectifiée a un goût d'eau tiède et ressemble plutôt à un vœu pieux. Les syndicats médicaux, soucieux de préserver l'autonomie financière et professionnelle de leurs mandants, ont gommé tout ce qui paraissait trop contraignant. Et pourtant, les médecins, notamment ceux qui respectent les tarifs conventionnels (l'immense majorité des généralistes, en particulier) ont le sentiment de ne pas y retrouver leurs billes. Tout le monde a signé sans enthousiasme.

C'est seulement au gouvernement, et en particulier au ministère de la Santé, qu'on peut voir des « avancées significatives » sur la maîtrise des dépenses autant que sur la formation. On y garde cependant en réserve un moyen de pression : c'est seulement au vu des annexes que M. Claude Evin donnera son agrément à la convention réformée. Cela va encore susciter quelques disputes avec les médecins.

En fait, la maîtrise des dépenses de santé dépendra essentiellement des caisses. Cela a marché en 1987, paradoxalement, dans l'orbite du plan Séguin et des élargissements de la Sécurité sociale. Mais peu de caisses sont préparées à ce type d'opération : l'an dernier, un groupe de caisses primaires de l'Est a fait efficacement campagne sur les transferts sanitaires. Dans le Poitou-Charentes et le Limousin, une quinzaine de caisses (salariés, agriculteurs, travailleurs indépendants) viennent d'en relancer une sur les médicaments. Mais il faudra aller plus loin et entraîner les médecins, dont on ne peut logiquement attendre des initiatives. De même, l'évaluation suppose-t-elle un renouvellement complet de l'action du contrôle médical.

Mais le renforcement du partenariat entre caisses et médecins prévu par l'accord-cadre et inscrit dans la logique conventionnelle

peut-il encore apporter quelque chose ? Que peut-on attendre d'un soumissionnement de syndicats médicaux, d'un groupe professionnel élargi, qui doute et se met sur la défensive, individualisé par son métier même comme par son cadre d'exercice ?

Trouverait-on un remède au développement des honoraires libres, problème névralgique parce qu'il mine la logique conventionnelle ? Y a-t-il réellement d'autres réponses que l'arrêt de la formule comme on l'a fait il y a dix ans pour le « droit au dépassement permanent » des tarifs ? Celui-ci était critiqué dans ses modalités mais il introduisait des critères d'accès : titres, expérience, formation, autant d'éléments qui, certes ne suffisent pas à la qualité de la médecine, mais y contribuent et qui peuvent légitimer le désir d'un praticien d'être payé davantage.

Plus largement, le système est-il apte à prendre en compte l'évolution de la médecine, la révolution qu'apportera dans quelques années la monétique dans les relations entre caisses, assurés et médecins et la nécessité d'une coordination des soins avec l'hôpital, comme entre généralistes et spécialistes ?

GUY HERZLICH

● Poursuite de la grève à UTA.

— Les pilotes de la compagnie UTA ont décidé, le 5 juillet, de poursuivre la grève commencée le samedi 1^{er} juillet et qui devait s'achever le jeudi 6 juillet. Organisé par le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), cet arrêt de travail a pour objectif de s'opposer à l'emploi temporaire de pilotes étrangers par UTA. Une assemblée a décidé de prolonger le mouvement jusqu'au samedi 8 juillet à 23 h 59 afin de protester contre une politique accusée de « dégrader les conditions de travail et de rémunération du personnel navigant technique ». Cette grève perturbe fortement le trafic de la compagnie, qui a du mal à respecter ses horaires avec les appareils qu'elle affecte auprès de plusieurs compagnies étrangères.

(Publicité)

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Il est porté à la connaissance du public que le secrétariat technique du comité ad hoc et le liquidateur de l'entreprise socialiste Mamisoa, lancent un avis d'appel d'offres relatif à cette société en liquidation par arrêté numéro 2813/88 du 9 juin 1988.

L'offre est ouverte à toutes propositions nationales ou internationales : achat, location, location gérance ou toute autre forme de transaction à définir.

L'ensemble est divisé en deux (02) lots :

LOT NUMÉRO 1 :

Le volet industriel de Mamisoa, sis à Antsirabe, consistait en une usine d'extraction d'huile alimentaire à partir de graines de soja et éventuellement d'autres graines oléagineuses (coton, arachide, etc.) d'une capacité nominale de 90 000 tonnes de graines de soja par an et d'une raffinerie d'une capacité de 18 000 tonnes d'huile raffinée par an, ainsi que les installations annexes (stockages, services).

LOT NUMÉRO 2 :

Volet agricole consistant en 3 000 ha de terres aménagées en courbes de niveau avec matériel.

Ateliers, magasins et habitations sis à Ankazomiriotra et Mandoto dans le Fivondronana de Betafo.

Le cahier des charges peut être retiré à partir du 15 mai 1989, soit au bureau de la société Mamisoa, 11, rue Rainizanabololona, Antananarivo 101, Madagascar ou être adressé directement aux soumissionnaires qui en feront la demande, soit auprès de l'ambassade de la RDM à Port-Louis et auprès des consulats moyennant la somme de cinq cent mille francs (500 000 FMG).

LA DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES EST FIXÉE AU 1^{er} AOÛT 1989 A 12 H

Accès de faiblesse du dollar

Il y a trois semaines, le dollar atteignait ses plus hauts niveaux depuis plus de deux ans, s'élevant à 8,94 F, 2,04 DM et 151 yens. Il est, depuis, fortement retombé. Le jeudi 6 juillet au matin, il était coté à 8,41 F, 1,89 DM et 139 yens, ayant perdu près de 10 centimes par rapport à la veille. L'importante volatilité des cours des changes depuis quelques mois a ainsi permis à la devise américaine de réintégrer la fourchette de parités des accords du Louvre, dont on dit qu'elle fixe un cours maximal de 1,90 DM.

L'écoulement de faiblesse du dollar s'explique principalement par les anticipations de diminution des taux d'intérêt américains. Le comité de l'Open Mar-

ket de la Réserve fédérale, chargé de la détermination de la politique monétaire, se réunissait du 4 au 6 juillet. Bien que ses décisions soient tenues secrètes pendant six semaines après la réunion, les opérateurs peuvent les lire dans l'évolution des taux d'intérêt à court terme. La plupart d'entre eux s'attendent à une baisse des taux sur les fonds fédéraux au cours des prochains jours. Certains vont jusqu'à anticiper une diminution du taux de l'escompte, fixé actuellement à 7 %.

La baisse du dollar, habituellement défavorable au franc, n'a pas provoqué d'effacement important de la devise française face au mark. Celui-ci s'échangeait à 3,3915 F jeudi au fixing.

REPÈRES

Chômage

Poursuite de la baisse en RFA

Grâce à une nouvelle diminution du taux de chômage en juin, tombé à 6,7 % de la population active contre 6,8 % en mai, le nombre de chômeurs allemands reste inférieur à 2 millions. A la fin du mois de juin, le nombre de personnes inscrites au chômage en RFA s'élevait à 1 915 200, soit une baisse de 32 275 par rapport au mois précédent.

Finances publiques

Le déficit de la RFA va s'accroître

Le projet de budget de la RFA pour 1990 a été approuvé mercredi 5 juillet par le gouvernement. Ce budget prévoit 301,4 milliards de DM de dépenses publiques, soit une progression de 3,4 % par rapport à cette année. Le déficit budg-

taire passerait à 33,7 milliards de DM contre 27,8 milliards en 1989 selon les dernières estimations. Selon M. Vaigel, le ministre des finances, le déficit devrait progressivement se réduire et revenir à 25,6 milliards de DM en 1993.

Inflation

Hausse des prix de 0,3 % en mai dans la CEE

Le rythme de l'inflation s'est réduit en mai dans la Communauté économique européenne, pour s'inscrire en moyenne à 0,3 %, indique Eurostat. Sur douze mois, la hausse des prix à la consommation s'élève à 5,4 % contre 5,3 % aux États-Unis et 2,9 % au Japon. Au sein de la Communauté, le ralentissement de mai recouvre encore de fortes disparités entre les pays, la progression du mois de mai allant de 0,1 % en Belgique et en Espagne, de 0,2 % en RFA et au Portugal, de 0,3 % en Grèce et de 0,4 % en France, en Italie et au Luxembourg, à 0,8 % en Grande-Bretagne et 0,7 % au Danemark. Aux Pays-Bas, l'indice est resté stable.

هكزان الألف



AFFAIRES

Les nominations à la tête des entreprises publiques

Le conseil des ministres a achevé mercredi 5 juillet la nomination des PDG des grandes entreprises et organismes publics. On note trois changements marquants, tous déjà largement annoncés. Plus importante est la nomination au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) de M. Philippe Rouvillois, cinquante-quatre ans, ancien président de la SNCF et auteur d'un rapport récent sur l'avenir de la filière électronucléaire française. Il succède à M. Jean-Pierre Capron. A la SNECMA (Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation), M. Louis Gallois, quarante-cinq ans, directeur du cabinet de M. Jean-Pierre Chevènement et ancien directeur général de l'industrie, succède au général Bernard Capillon. Enfin, à l'ANVAR (Agence

nationale de valorisation de la recherche), M. Henri Guillemette, quarante-six ans, secrétaire général du comité Eureka et ancien commissaire au Plan, succède à M. Bertrand Larrère de Morel.

Le conseil des ministres a par ailleurs renouvelé pour trois ans le mandat de huit présidents : M. Jean-Michel Bloch-Lainé à la banque Worms, M. Jean-Baptiste Bosson à la banque Laydier, M. Jean-Luc Javal au Crédit chimique, M. Pierre Delaporte à EDF, M. Jacques Bouvet à FAFME (Agence française pour la maîtrise de l'énergie), M. Francis Gutmann à Gaz de France, M. Bernard Pache à Charbonnages de France et M. Jean Gandois à la société Pechiney.

M. Philippe Rouvillois, un moine-soldat

Le pouvoir rend aujourd'hui justice à Philippe Rouvillois. En le nommant au CEA, il efface la démission-licenciement de M. Rouvillois de son poste de président de la SNCF, qu'il avait remis, le 6 août 1988 après les catastrophes ferroviaires de la gare de Lyon (cinquante-six morts) et de la gare de l'Est (un mort).

Car président de la République et gouvernement avaient alors utilisé à son encontre la technique du bouc émissaire sans prendre en considération le fait qu'il assumait à la SNCF les responsabilités supérieures depuis moins de six mois. M. Rouvillois avait pourtant pris la mesure des archaïsmes économiques et surtout sociaux qui paralysaient la société nationale. Il avait commencé à mettre en place des responsabilités, dialogue et décentralisation. Dans une institution pesante et sclérosée que la SNCF, ce changement de climat n'avait pas encore modifié grand-chose en aussi peu de temps et il n'a pu, a fortiori, prévenir les erreurs humaines

ayant conduit aux accidents à répétition de l'été 1988.

S'il fallait comparer M. Rouvillois à un personnage, ce serait plutôt le moine-soldat que le grand serviteur de l'Etat qui viendrait à l'esprit. Cet immense inspecteur général des finances, sorti major de la promotion Vauhan de l'ENA, où il côtoya M. Jacques Chirac et M. Michel Rocard, est, en effet, un catholique fervent d'inspiration caritative. Il fait soigneusement ses actes de bravoure pendant la guerre d'Algérie. Peu loquace et presque timide, il sait être inflexible lorsqu'il estime qu'il va de l'intérêt public ou de la réussite de la politique décidée. Ce qui ne l'empêche pas de respecter les hommes et de faire preuve, à leur endroit, d'écoute et même de gentillesse.

Dans tous les postes qui lui ont été confiés, à la direction générale des impôts comme à la SNCF, M. Rouvillois s'est attiré l'estime des élus de toutes tendances et des fonctionnaires avec lesquels il a travaillé. A

l'évidence, cette unanimité a convaincu les plus hautes sphères de l'Etat, qui avaient méconnu, en lui, l'homme des entreprises difficiles.

ALAIN FAUJAS.

[Né le 23 janvier 1935 à Saumur (Maine-et-Loire), M. Philippe Rouvillois est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration dont il est sorti major de la promotion Vauhan. Entré à l'inspection des finances en 1959, il est conseiller technique, de 1966 à 1969, au cabinet de M. Michel Debré, ministre de l'économie et des finances. Il poursuit ensuite sa carrière au sein de la direction générale des impôts qu'il dirige de 1976 à 1983. Il passe alors à la SNCF où il est nommé directeur général adjoint chargé des finances et du budget puis, le 5 août 1987, directeur général. Président du conseil d'administration depuis le 24 février 1988, il démissionne le 6 août après l'accident de la gare de l'Est où un voyageur est tué. M. Rouvillois est inspecteur général des finances.]

Olivetti remporte un contrat record

Le groupe informatique italien Olivetti a annoncé mercredi 5 juillet à Ivrea (Piémont) la plus importante commande de son histoire, un contrat d'une valeur initiale d'environ 500 milliards de francs (2,3 milliards de dollars) pour la fourniture de mini-ordinateurs et de stations de travail informatiques à la Raho-

bank, l'une des principales banques suédoises.

Cette commande est la plus importante jamais signée depuis quatre-vingt ans par Olivetti. A déclaré M. Carlo de Benedetti, son président.

Le contrat prévoit des livraisons d'ordinateurs à partir de 1990

jusqu'à l'an 2000 et confie à Olivetti la gestion totale du projet, ainsi que des activités de conseil. Il devrait permettre à la société d'Ivrea de redresser des résultats jugés décevants ces dernières années par les milieux financiers, malgré les importantes mesures de restructuration opérées depuis 1987.

EN BREF

● La grève sur les plateformes pétrolières en mer du Nord fait monter les cours du brut. — Un an après la catastrophe du Piper Alpha qui avait fait cent soixante-sept morts, plus de cinq mille ouvriers travaillant sur les 135 plateformes pétrolières de la mer du Nord britannique se sont mis en grève pour obtenir une amélioration des conditions de travail et de sécurité en mer. Cette grève, qui fait suite à une série de mouvements sporadiques depuis dix semaines s'étend depuis le mardi 4 juillet et touche désormais la plupart des compagnies pétrolières.

L'annonce de ces conflits a provoqué une hausse des cours du brut depuis une semaine, les opérateurs craignant une baisse de la production britannique. Mercredi le brut américain de référence a grimpé de près de 1 dollar à 20,85 dollars par baril, mais bien que les statistiques publiées le même jour par l'Agence internationale de l'énergie montrent que la production de l'OPEP a augmenté en juin, atteignant 21,3 millions de barils par jour.

● Automobiles japonaises : M. Fauroux et le « contenu local ». — Le constructeur automobile japonais Subaru a accepté hier une condition, a indiqué M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie, le mardi 4 juillet. Subaru avait un projet de fabriquer à Angers des véhicules

4x4, mais le dossier avait été repoussé il y a un an car le « contenu local » (les composants achetés en France et le main-d'œuvre) n'atteignait pas les 80 % réclamés par les constructeurs européens qui craignent les importations déguisées.

● Promesses d'aide de 3,5 milliards de dollars aux Philippines. — La conférence sur l'aide aux Philippines s'est terminée, mercredi 5 juillet, à Tokyo par une promesse d'aide de 3,5 milliards de dollars. Vingt pays et sept organisations internationales étaient représentés dans ce « groupe consultatif ». Il s'agissait de mettre au point un « mini-plan Marshall » en faveur de Manille. L'envoie, deux fois plus élevée que celle accordée lors de la précédente réduction de 1987, aboutira à un soutien global de 14 milliards de dollars sur quatre ans, a souligné la Banque mondiale. Le Japon apportera la plus forte contribution avec près de 1 milliard de dollars. S'y ajouteront 600 millions de dollars sous forme de prêts de l'Edimbank nipponne et un accord est trouvé entre Manille et ses banques créancières pour une réduction de la dette des Philippines.

● Adjudication prochaine de devises en Tchecoslovaquie. — Ainsi que l'a fait le Pologne, la Tchecoslovaquie devrait procéder à partir de la semaine prochaine à des adjudications de devises permettant aux entreprises du pays d'échanger des couronnes contre des devises occidentales et vice-versa. Le quotidien officiel Rudé Pravo, qui a publié la nouvelle, a également annoncé que ces adjudications, outils de lutte contre le marché noir, seraient ouvertes aux particuliers à partir de janvier 1990.

● PÊCHE : Paris et Londres devant la Cour de justice européenne. — La Commission européenne a décidé de saisir la Cour européenne de justice à propos des pratiques de la Grande-Bretagne et de la France sur le dossier de la pêche. L'objectif de la CEE a été précisé le 4 juillet que cette mesure était motivée dans le cas de la France par des dépassements des quotas (morues, sardines, maquereaux) en 1988. Pour la Grande-Bretagne, la Commission met en cause la décision de Londres, en 1983, d'étendre sa « mer territoriale », qui délimite la zone de pêche exclusive des chalutiers britanniques. Elle redoute que cette décision ne restreigne les droits de pêche traditionnels d'autres pays de la CEE, notamment la Belgique et la RFA, au large du Royaume-Uni. Par ailleurs, la Commission a décidé d'ouvrir une enquête sur certaines aides accordées par des régions françaises pour la construction de chalutiers artisanaux. — (AFP.)

Un groupe de réflexion sur la construction de la CEE

Des jeunes décideurs « efficaces et motivés »

Ils ont « la jeune trentaine », des cursus prestigieux et, au vu de leur première expérience, dans quelques années, ils auront — s'ils n'y sont déjà — au cœur du pouvoir. Ajoutez un « plus » : ils savent que le pouvoir se mesure chaque jour davantage à l'échelle des Douze.

Unanimentement favorables à la construction européenne, ces jeunes gens sont une cinquantaine à y réfléchir ensemble, au sein du « groupe des Belles-Feuilles », une formation de la Fédération nationale des associations de grandes écoles (FNAEG). Huit fois par an, ils se réunissent autour d'un thème qui, au préalable, a fait l'objet d'une étude approfondie. Au programme au cours de l'année scolaire : une banque centrale pour l'Europe ? les décisions institutionnelles, l'Europe politique, harmoniser les fiscalités de l'épargne...

L'épaisseur de leurs carnets d'adresses atteste, les participants ont dû à des interventions de haut vol : MM. Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, Pascal Lamy, directeur de cabinet de Jacques Delors, Jacques Rigaud, PDG de RTL, leur ont fait leurs confidences au cours de petites-déjeuners.

« Nous voulons promouvoir auprès des jeunes Français qui sortent de l'enseignement supérieur et qui baignent dans les centres de décision français la connaissance des mécanismes de décision européens », explique M. Paul Jaeger, président de la FNAEG. Un président modeste : « Ce n'est pas vraiment d'apparaître comme un leader du groupe, dit-il. On fonctionne en collégialité. » Dont acte. Et pourtant, la tentation est grande de voir dans ce jeune homme de vingt-six ans, « dans le civil », l'occupé des grands risques industriels pour un groupe d'assurance, un « meneur ».

Administrateur de Jean Monnet, M. Jaeger estime que « la construction européenne est la machine à faire la paix la plus efficace que l'on ait connue depuis quarante ans ». Si l'assertion n'est guère originale, la méthode adoptée pour y contribuer l'est plus. Elle est en tout cas la preuve d'un grand pragmatisme : « Il s'agit de donner à un maximum de nos contemporains la compétence de bons décideurs européens, de les inciter à intégrer la dimension communautaire dans leurs choix ».

Surtout, ne les traitez pas de « militants ». A ce mot, ils préfèrent le cocktail « efficacité + compétence + motivation ». Bien que fervents du « père fondateur » de l'Europe, ils estiment que son époque est révolue, et que « l'environnement est aujourd'hui très favorable, les événements peuvent s'accélérer ».

Un groupe « transpolitique »

Motivations personnelles et vision politique se rejoignent dans leur credo européen ; l'idée est simple : à l'appartenance personnelle, l'appartenance professionnelle, le dévouement, peut créer une dynamique au sein des centres de décision. Financé par des entreprises de pointe telles que Interchemie et Marre, le « groupe des Belles-Feuilles » ne laisse pas les milieux politiques et économiques

indifférents : leurs rapports — et notamment celui sur le lobbying — sont très demandés.

Si certains des membres du groupe (qui se veut « transpolitique » plutôt qu'« apolitique ») sont directement impliqués dans la vie communautaire, ce n'est pas le cas en général. On y trouve, pélo-mêle : deux assistants parlementaires, le saupain de la liste de VGE aux européennes (en soixante-dix-septième position), des militants RPR aussi bien que PS, un éditeur d'art, un directeur sportif, des fon-

ctionnaires et une grande majorité de cadres. La plupart d'entre eux sortent des grandes écoles, mais le passage n'est pas obligé : effectué sur la base de la cooptation, le recrutement repose sur la motivation et l'efficacité professionnelle. Des principes que ne renierait pas Jean Monnet. D'ailleurs, M. Jaeger fait volontiers sien sa phrase : « Je ne suis pas optimiste, je suis déterminé ».

MARIE-PIERRE SUBTIL.
* Groupe des Belles-Feuilles, 50, rue Turenne, 75012 Paris. Tél. : 43-43-18-43.

Selon une étude de l'APEC

L'emploi des cadres connaît une forte croissance en Europe

Habituée à publier, tous les semestres, un indicateur qui permet de connaître la tendance pour l'emploi des cadres, en France, l'Association pour l'emploi des cadres (APEC) innove. Pour la première fois, le 4 juillet, elle a rendu publique une étude qui sera désormais annuelle et qui porte sur huit pays européens (France, Belgique, Grande-Bretagne, RFA, Italie, Espagne).

Comme pour toute première, les résultats ne sont pas encore assurés, reconnaît M. Jean Prevel, directeur des études à l'APEC, mais l'évolution prévisible est claire. L'emploi cadre se porte extrêmement bien et ne devrait pas souffrir d'une rechute à court terme. En 1988, 686 000 postes supplémentaires ont été pourvus dans les huit pays européens, dont 460 000 par l'embauche, alors que l'Allemagne fédérale pratique les promotions internes, à égalité avec les recrutements extérieurs. Après une croissance exceptionnelle des effectifs cadres, de l'ordre de 7,5 % en net, l'année en cours devrait enregistrer un léger ralentissement avec une progression estimée à 6 %, correspondant à 388 000 recrutements supplémentaires.

Dans tous ces pays, ce sont les services qui fournissent la grosse part des emplois, la RFA restant cependant fidèle aux postes industriels. Tandis que l'Espagne déboule à toute allure, la reprise britannique paraît buter sur l'instabilité de sa main-d'œuvre. La Grande-Bretagne accroît sa population cadre dans de fortes proportions et se place ainsi au premier rang des pays examinés. Mais elle emba-

che aussi énormément de salariés, pas forcément qualifiés, et on assisterait à un « emballement » qui pourrait, dans un proche avenir, entraîner un recul.

Parallèlement à ce nouvel exercice de prévision, l'APEC continue de fournir son traditionnel indicateur, qui confirme, à cette moitié de l'année, l'excellente tenue de l'emploi en France. Pour l'ensemble des salariés, les perspectives pour le deuxième semestre sont les meilleures enregistrées depuis 1976, après celles du premier semestre. 23,4 % des entreprises annoncent leur intention d'augmenter leurs effectifs et 14,9 %, seulement, envisagent de les comprimer.

Pour les cadres, « un record absolu » sera battu, affirme M. Prevel, au vu des résultats. Depuis l'existence du « panel APEC », il n'y avait jamais eu 21,6 % d'entreprises pour déclarer leur intention de recruter des cadres et, surtout, aussi peu (6,5 %) pour prédire une réduction d'effectifs.

Ces sommets atteints, le rythme des embauches marque toutefois le pas et ralentit de 7 %. L'année 1988 ayant été euphorique, il devient difficile, pour 1989, d'afficher des progressions aussi fortes. D'autant que, de toutes parts, des signes de tension apparaissent, sur le marché du travail. Les employeurs éprouvent des difficultés à trouver les cadres de recherche-développement et les informaticiens dont ils ont besoin. Il semblerait que la pénurie commence à se manifester dans d'autres spécialités.

A. La.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SLIGOS

SLIGOS AUGMENTE SA PARTICIPATION DANS LE CAPITAL DE CMG
SLIGOS a porté sa participation dans le capital de CMG de 52,5 % à 74,6 % en acquérant la totalité des titres détenus par Marcel Jacques.

Au cours du conseil d'administration de CMG qui s'est réuni le 30 juin, Marcel Jacques, président fondateur de la société a remis son mandat à la disposition du conseil.

Le conseil de CMG a appelé à sa présidence Jacques Blomet, directeur délégué à la direction générale de SLIGOS. La direction générale de CMG a été confiée à Jean-François Bourgeois précédemment directeur technique de SLIGOS.

CMG est une société de services informatiques en informatique industrielle qui a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 376 millions de francs et qui comptait quatre cent soixante-deux personnes à fin mai 1989.

A fin juin 1989 son activité devrait enregistrer une progression de l'ordre de 60 % par rapport au premier semestre 1988.

Palais de la Nouveauté

EXPLOITATION DE MAGASINS : SUPER-M, MONOPRIX, UNO

Assemblée générale ordinaire du 29 juin 1989

L'assemblée générale ordinaire du 29 juin 1989 qui s'est réunie sous la présidence de M. Georges Meyer a approuvé les comptes de l'exercice 1988 de la société anonyme du Palais de la Nouveauté.

Ceux-ci font apparaître, au niveau de la société mère un bénéfice net de F 17 millions contre F 13,3 millions en 1987, au niveau du groupe un bénéfice consolidé de F 28,9 millions contre 13,7 millions en 1987.

Cette amélioration substantielle des résultats par rapport à 1987 tient surtout à un meilleur assortiment marchandises et au perfectionnement du point de vente.

L'Assemblée a décidé de mettre au paiement à compter du 7 juillet 1989 le dividende net par action porté de F 22 contre F 20 au titre de l'exercice précédent. Ce dividende net, s'ajoute à un avoir fiscal de F 11 formant un revenu total de F 33.

LE GROUPE PALAIS DE LA NOUVEAUTÉ EN BREF

en millions de F	1988	1987
Chiffre d'affaires TTC	5 183	4 709
Résultat d'exploitation	67,3	33,7
Résultat net	28,9	13,7
35 magasins correspondant à une surface de vente totale d'environ 111 000 m ² .		
11 cafés.		
Effectif employé : 3 888 personnes.		

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LAFFITTE-PREMIÈRE

Société d'investissement à capital variable
Siège social : 21, rue Laffitte-75009 Paris
RCS Paris B 343 826 228

DEUXIÈME CONVOCATION

Les actionnaires de LAFFITTE-PREMIÈRE, SICAV, sont informés que l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le mardi 27 juin 1989 n'a pu se tenir faute de quorum.

En conséquence, les actionnaires sont convoqués, une nouvelle fois, le lundi 10 juillet 1989 à 17 heures, 21, rue Laffitte Paris-9 (salle du conseil, 7^{ème} étage), en vue de débattre sur l'ordre du jour suivant :

Rapport du conseil d'administration et rapport du commissaire aux comptes sur l'exercice clos le 31 mars 1989.

- Approbation des comptes présentés et affectation des résultats.
- Rapport spécial du commissaire aux comptes.
- Ratification de la cooptation de trois administrateurs.
- Renouvellement annuel du conseil d'administration.
- Renouvellement annuel du collège des censeurs.
- Fixation du montant des jetons de présence.

Les dépôts de titres et de pouvoirs effectués en vue de la première réunion du 27 juin 1989, et qui ont été maintenus par les intéressés, restent valables pour la seconde réunion ainsi que les cartes d'admission qui leur ont été délivrées.

LAFFITTE-PLACEMENTS

Société d'investissement à capital variable
Siège social : 21, rue Laffitte-75009 Paris
RCS Paris B 326 913 506

DEUXIÈME CONVOCATION

Les actionnaires de LAFFITTE-PLACEMENTS, SICAV, sont informés que l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le mardi 27 juin 1989 n'a pu se tenir faute de quorum.

En conséquence, les actionnaires sont convoqués, une nouvelle fois, le lundi 10 juillet 1989 à 15 heures, 21, rue Laffitte Paris-9 (salle du conseil, 7^{ème} étage), en vue de débattre sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport du conseil d'administration et rapport du commissaire aux comptes sur l'exercice clos le 31 mars 1989.
- Approbation des comptes présentés et affectation des résultats.
- Rapport spécial du commissaire aux comptes.
- Ratification de la cooptation de deux administrateurs.
- Renouvellement annuel du conseil d'administration.
- Fixation du montant des jetons de présence.

Les dépôts de titres et de pouvoirs effectués en vue de la première réunion du 27 juin 1989, et qui ont été maintenus par les intéressés, restent valables pour la seconde réunion ainsi que les cartes d'admission qui leur ont été délivrées.

Marchés financiers

La société de Bourse Rondeleux dépose son bilan

La société parisienne de Bourse Rondeleux devait déposer jeudi 6 juillet son bilan au tribunal de commerce de Paris. Dans un communiqué l'ex-chef précise qu'elle a effectué cette demande « pour faire face à la crise de trésorerie qu'elle subit, malgré un actif qui équilibre le passif ».

Elle indique d'autre part que, « en tout état de cause, la Société des

Bourses françaises garantit la bonne fin des opérations et la déposit des titres et espèces de la clientèle sans aucune limitation ».

La société de Bourse Rondeleux comptait depuis plusieurs années des problèmes comptables (le Monde du 1^{er} juillet), en raison, rappelle-t-on dans les milieux boursiers, de la défaillance du système informatique ACADI.

CORRESPONDANCE

Une précision d'ACADI

Mis en cause dans les difficultés financières de la société de Bourse Rondeleux par un article paru dans le Monde du 1^{er} juillet, le GIE ACADI (Agents de change associés pour le développement de leur informatique) nous adresse, par la voix de son président M. Jacques Rigal, les précisions suivantes :

L'article sur d'éventuelles difficultés d'une société de Bourse paru dans votre numéro daté du 1^{er} juillet 1989, cite le système informatique ACADI comme la cause apparente principale des problèmes que rencontrerait cette société.

Cette affirmation faite sans nuance peut constituer un inconvénient grave pour le GIE ACADI dont l'assurance la présidence depuis le 18 mai de cette année.

En effet, il est connu que le système ACADI a été mis en place en 1984-1985 avant d'être complé-

ment au point dans les charges d'agent de change : de Lavandry SA, de Compigne SA et Rondeleux SA. Cette mise en place prématurée a causé de réelles difficultés, aggravées par le nombre exceptionnel et inattendu d'écritures provoqué par le boom boursier des années 1985 à 1987. Mais, depuis 1988, le système ACADI est maîtrisé et fonctionne non seulement à la satisfaction de ses utilisateurs d'origine, mais gagne des adeptes puisqu'il constitue maintenant l'un des systèmes incontournables de la place de Paris.

J'en veux pour preuve que les sociétés de Bourse utilisant le produit ACADI ont récemment occupé des rangs de première, deuxième et troisième dans le classement fait par la Société des Bourses françaises pour le règlement des suspens titres de moins de trois mois.

Accord entre le Crédit coopératif et des banques populaires italiennes

Le Crédit coopératif a signé à Bologne un accord de collaboration avec un groupe de banques italiennes, membres de Gruppo 2000, qui est une association de banques populaires du nord de l'Italie, dont la clientèle est constituée de FME-PML. Ces banques populaires ou coopératives sont celles de Reggio Emilia, Pesaro, Imola et Vigevano.

Cet accord a pour objet de développer les liens existants et de mettre en place de nouvelles relations dans le domaine commercial et celui des opérations sur les marchés financiers.

ACEC va absorber Union minière

La Société générale de Belgique (SGB) va fusionner deux de ses filiales. Anciens ateliers de constructions électriques de Charleroi (ACEC) et Union minière, qui sera absorbée. ACEC, détenue à 51 %, n'est plus qu'une coquille, le contrôle de ses quatre divisions techniques ayant été cédé au groupe de la CGE. Quant à l'Union minière, filiale à 100 % de la SGB, elle constitue le pôle de regroupement des activités de la SGB dans le secteur des métaux non ferreux (Vieille Montagne, Hoboken, Asturienne) et procure au groupe le plus clair de ses ressources.

Une augmentation de capital d'ACEC sera réalisée, avant l'absorption de Union minière, qui sera dissoute et mise en liquidation. La SGB détient 97 % de la nouvelle entité qui s'appellera ACEC-Union minière, la valorisation retenue pour les titres Union minière étant basée sur des prix de métal en période longue inférieurs aux niveaux élevés de ces derniers mois. L'un des buts de l'opération est d'utiliser au maximum les déficits fiscaux accumulés par ACEC.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE HOECHST

Ont été nommés le 23 juin 1989 au Conseil de Surveillance de la Société Française Hoechst M. Friedrich DEICHMANN, M. Henri MONOD, M. le Dr. Reinhold HANDE.

Les membres du Conseil suivants sont reconduits dans leurs fonctions :

— Jürgen DORMANN — Dr. Günter METZ
— Dr. Werner FRANK — Justus MISCHKE
— Dr. Martin FRUEHAUF — Dr. Karl-Gerhard SEIFERT
— Dr. Hans-Georg JANSON — Bernard WINICKI
— Jean-Marie LEVÉQUE

M. Henri MONOD a été porté à la présidence, M. Friedrich DEICHMANN à la Vice-Présidence et M. François DONNAY à la Présidence d'Honneur.

Par ailleurs, M. Gilbert GAILLARD a été nommé Président du Directoire, M. Erich THEIS Directeur Général et M. Alain DEBOCK membre du Directoire.

Hoechst

NEW-YORK, 5 juillet

Redressement en fin de séance

Wall Street a ouvert ses portes, mercredi, après le chômage observé le 4 juillet pour la fête de l'Indépendance. La baisse a d'abord été un rendez-vous, entraînant le « Dow » jusqu'à 2 431,53. Mais un mouvement de reprise se dessinant au début de l'après-midi, le marché regagnait alors tout le terrain perdu initialement, et même au-delà. A la clôture, l'indice des Industriels s'élevait à 2 456,56, soit à 3,79 points au-dessus de son niveau précédent. Le bilan général a beaucoup mieux rendu du mouvement de reprise. Sur 1 940 valeurs traitées, 579 ont monté, 532 ont baissé et 829 n'ont pas varié.

Quoi qu'il en soit, la Bourse américaine n'a pas manifesté une grande vigueur, comme en témoignent les faibles rendements de l'après-midi. Avec 127,70 millions de titres échangés contre 68,87 millions, lundi, A cela, une bonne raison : les incertitudes sur la situation économique aux États-Unis, où la croissance semble se ralentir beaucoup plus vite que prévu. En règle générale, les investisseurs attendent la publication, vendredi, des statistiques de l'emploi pour juin, qui devraient donner une idée plus précise sur la situation. Pour l'instant, la perspective d'une baisse des taux d'intérêt tient le marché en haleine.

VALEURS	Cours de 3 juillet	Cours de 5 juillet
Alcoa	64 1/8	65 1/4
Amstar	48 3/4	48 7/8
Boeing	48 3/4	48 7/8
Chrysler	38 1/2	38 3/4
Eastman Kodak	47 3/8	47 7/8
Exxon	44 1/8	44 1/8
General Electric	52 1/8	52 1/4
General Motors	41 3/4	41 1/4
IBM	112 1/4	112
ITT	67 1/8	68 1/8
Johnson & Johnson	67 3/4	68 1/4
Schering-Plough	39 7/8	40 3/4
Union Carbide	144 1/2	147 1/4
United States Steel	28 3/8	28 1/4
Walt Disney	62 1/2	62 3/4
Worthington	62 1/2	62 3/8

LONDRES, 5 juillet

Affaiblissement

La Bourse de Londres a souffert, mercredi, de la grève des chemins de fer qui a perturbé la vie du pays. L'activité a été faible ainsi que les cours. L'indice Footsie a baissé de 11,5 points, soit 0,53 %, à 2 162,9 points.

Le baisse du Wall Street, à son ouverture, après un jour de fermeture en raison de l'Indépendance Day aux États-Unis, a également déstabilisé les investisseurs qui, en l'absence de nouvelles données, ont préféré attendre la publication de la semaine prochaine des données de la Banque d'Angleterre.

Seule l'affaire Plessey a donné pendant quelques instants un peu d'activité au marché. Ce groupe a en effet annoncé la rupture de ses négociations avec GEC. Plessey a fini sur une forte hausse. Le groupe minier britannique Consolidated Gold Fields a été repêché de 15 pence à 1 473 après avoir baissé, mardi soir, l'offre améliorée de 3,5 milliards de livres du conglomérat Hanson (3 218).

La bourse Scottish and Newcastle a progressé de 5 pence à 337 après l'acquisition, mardi, de 65 % du groupe de bières hollandais Centraal Beert en raison de 218 millions de livres. Les fonds d'État ont gagné un demi point. Les mines d'or étaient en hausse. Diefenbaker et Vael Reef étaient notamment fermes.

FAITS ET RÉSULTATS

Quatre établissements financiers ont créé une société pour le montage de grands projets. — Le Crédit lyonnais (pour 35 %), le Crédit agricole (pour 30 %), la Compagnie des BTP (pour 20 %) et le Crédit foncier de France (pour 15 %) ont créé le 3 juillet une société commune au capital de 5 millions de francs, baptisée FIT Ingénierie financière et grands travaux, pour l'étude et le financement de grands projets dans le domaine des infrastructures, des services publics et de l'aménagement urbain. La création de FIT correspond, selon ses fondateurs, qui veulent en faire une association durable, aux besoins d'investissement croissants des collectivités locales soucieuses à des contraintes financières qui limitent notamment leur recours à l'endettement.

Descentes et Gira au second marché le 11 juillet. — Les actions de la société Desquenne et Gira (travaux publics), cotées jusqu'à présent sur le marché hors cote, vont être transférées le 11 juillet sur le second marché de la Bourse de Paris. La Banque du bâtiment et des travaux publics va mettre sur le marché 75 000 actions Desquenne et Gira représentant 10 % du capital selon la procédure d'offre publique de vente. Ces actions seront proposées au prix de 225 F l'action.

Bourse de Lyon : trois prochains introductions. — La société d'ingénierie financière - Lyon Sonac et industrie (LFI) va introduire prochainement trois nouvelles sociétés à la Bourse de Lyon, CIFE France, le groupe Gérard Périot et Hololac. L'introduction de CIFE, société de Francheville (Rhône) spécialisée dans la réhabilitation (86 millions de francs de chiffre d'affaires en 1988 pour un

PARIS, 6 juillet

Léthargique

L'activité a continué de tourner au ralenti jeudi rue Vivienne. Et le marché, qui avait manifesté d'assez bonnes dispositions au démarrage matinal (+ 0,29 %), n'a pas réussi à tenir le cadence. A l'heure du déjeuner, l'indiceur instantané n'enregistrait déjà plus qu'une très modeste avance (+ 0,10 %). Dans l'après-midi, il s'est établi à 0,16 % en dessous de son niveau précédent.

A l'évidence, le comportement assez satisfaisant de Wall Street la veille n'a pas convaincu les investisseurs du bien-fondé de reprendre des positions. L'incertitude continue à régner sur l'évolution de la situation économique aux États-Unis. Les investisseurs doutent exprimés par un expert financier américain sur une prochaine baisse des taux d'intérêt outre-Atlantique ont incité le plus grand nombre à se réfugier dans un prudent attachement. D'autant qu'à la veille du week-end, le Bureau du travail américain doit publier les chiffres de l'emploi pour le mois de juin. Il s'agit là d'une statistique de première importance pour juger de l'état exact de l'économie dans le Nouveau Monde.

Dans ces conditions, beaucoup sous les lambris restent l'arme au pied. La faiblesse persistante des échanges témoigne du peu d'empressement manifesté actuellement par les intervenants pour les placements boursiers. Mercredi encore, le volume des transactions sur les valeurs françaises avait tout juste atteint 1,5 milliard de francs. Sur le parquet, des professionnels craignent déjà que l'été ne soit bien tiède sous les lambris.

TOKYO, 6 juillet

L'avance continue

Pour la deuxième fois consécutive, le Nikkei a monté jeudi, mais à un rythme plus modéré que la semaine dernière. L'indice Nikkei enregistrait une hausse de 13 points, soit 0,34 %, à 3 323,48, soit comparable à celle du matin (+ 115,52 points).

La baisse du dollar vis-à-vis du yen a été un facteur d'attraction pour les investisseurs à court terme ont encouragé les investisseurs à reprendre des positions fortes. Les professionnels ne se hâtaient pourtant pas à porter un jugement. « C'est un marché qui tourne et il est difficile de l'analyser », disait un expert japonais.

Les valeurs japonaises, notamment les valeurs de la Bourse de Tokyo, ont continué à progresser. Cela va probablement durer jusqu'aux élections du 23 juillet.

L'activité a été très modérée. La demande a essentiellement porté sur les valeurs liées au marché intérieur et sur les financières.

VALEURS	Cours de 5 juillet	Cours de 6 juillet
Ael	772	774
Brigantine	1840	1830
Casa	1830	1830
Fal	1830	1830
Honda Motor	2010	1980
Marubishi Electric	2440	2440
Marubishi Heavy	1250	1250
Sony Corp.	7870	7930
Toyota Motor	2800	2800

PARIS:

Second marché (addition)

VALEURS	Cours de 5 juillet	Cours de 6 juillet
Amstel & Amstel	407	407
Amstel	385	385
A.C.	380	380
B. Dumas & Associés	822	822
B.I.C.M.	820	820
Bolton	403	403
Bolton Technologies	980	980
Bolton Lynd	2116	2116
Chânes de Lyon	985	985
Cofin	786	786
CAL de P. E.C.I.	578	578
CATC	140	140
CAJAC	1710	1710
C.E.A.I.	380	380
C.E.A.I.	825	825
C.E.S.P.	276	276
C.E.P. Communication	417	417
Caisse d'Orléans	805	805
C.I.M.	604	604
Cofin	280	280
Concept	340	340
Continuum	891	891
Cordia	480	480
Dela	184	184
Dupont	1180	1180
Duval	840	840
Duval	200	200
Edison Bell	105	105
Edison Investment	18 70	18 70
Financ	240	240
Gecor	440	440
Gr. Fonderie R.F.F.	281	281
Gubert	786	786
I.C.C.	280	280
Immo	278	278
Immo	148 60	148 60
Immo	300	300
Immo	281 10	281 10
La Communauté Elect.	940	940

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 5 juillet 1989

VALEURS	PRIX d'exercice	Sept. dernier	Déc. dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
Accor	680	—	—	6,50	—
CGE	440	12	21	18	—
EM-Asphaltes	520	31	47	14,50	22
Environnement SA-PLC	120	7,30	12,50	8	11,50
Lafarge-Coppes	1350	130	180	18,50	28
Michelin	180	14	22	4,60	—
MMI	1400	65	70	—	—
Paribas	480	48,50	53	4,60	8
Poignat	1700	180	160	58	75
Saint-Gobain	480	33	73	—	—
Société générale	480	33	73	—	—
Thomson-CSF	240	4,20	5,70	32,70	—

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 5 juillet 1989				
Nombre de contrats : 30 667.				
COURS	ÉCHÉANCES			
	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90	
Dernier	107,54	107,32	107	
Précédent	107,42	107,20	106,90	
Options sur notionnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 89	Déc. 89	Sept. 89	Déc. 89
108	0,48	0,96	0,93	1,62

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 6,41 F	PARIS (BSE, base 100: 30-12-88)
La baisse du dollar s'est poursuivie, jeudi 6 juillet. Le billet vert a ainsi coté 6,41 F (contre 6,4225 F). Les professionnels avancent trois raisons pour expliquer ce nouveau recul : le dollar est passé en deçà du point de 1,9150 DM, critique pour les investisseurs sur graphiques. Ensuite, des positions sur options ont été débauchées. Enfin, la perspective d'une baisse des taux d'intérêt aux États-Unis reste grande. (Lire page 30.)	4 juillet 5 juillet
FRANCFORT (indice Dow Jones)	Industrielles ... 114,3
Dollar (en DM) ... 1,913	Valeurs étrangères ... 114,1
Dollar (en DM) ... 1,913	(SIF, base 100: 31-12-81)
Dollar (en yen) ... 148,20	Indice général CAC ... 482,5
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)	(SIF, base 100: 31-12-87)
Paris (6 juillet) ... 91/84/1/5	Indice CAC 40 ... 1 741,59
New-York (5 juillet) ... 93/87/1/5	Indice CAC 40 ... 1 751,16
	(OMF, base 100: 31-12-81)
	Indice OMF 50 ... 496,66
	Indice OMF 50 ... 495,13
	NEW-YORK (indice Dow Jones)
	Industrielles ... 114,3
	Valeurs étrangères ... 114,1
	(SIF, base 100: 31-12-81)
	Indice général CAC ... 482,5
	(SIF, base 100: 31-12-87)
	Indice CAC 40 ... 1 741,59
	Indice CAC 40 ... 1 751,16
	(OMF, base 100: 31-12-81)
	Indice OMF 50 ... 496,66
	Indice OMF 50 ... 495,13
	NEW-YORK (indice Dow Jones)
	Industrielles ... 114,3
	Valeurs étrangères ... 114,1
	(SIF, base 100: 31-12-81)
	Indice général CAC ... 482,5
	(SIF, base 100: 31-12-87)
	Indice CAC 40 ... 1 741,59
	Indice CAC 40 ... 1 751,16
	(OMF, base 100: 31-12-81)
	Indice OMF 50 ... 496,66
	Indice OMF 50 ... 495,13
	NEW-YORK (indice Dow Jones)
	Industrielles ... 114,3
	Valeurs étrangères ... 114,1
	(SIF, base 100: 31-12-81)
	Indice général CAC ... 482,5
	(SIF, base 100: 31-12-87)
	Indice CAC 40 ... 1 741,59
	Indice CAC 40 ... 1 751,16
	(OMF, base 100: 31-12-81)
	Indice OMF 50 ... 496,66
	Indice OMF 50 ... 495,13
	NEW-YORK (indice Dow Jones)
	Industrielles ... 114,3
	Valeurs étrangères ... 114,1
	(SIF, base 100: 31-12-81)
	Indice général CAC ... 482,5
	(SIF, base 100: 31-12-87)
	Indice CAC 40 ... 1 741,59
	Indice CAC 40 ... 1 751,16
	(OMF, base 100: 31-12-81)
	Indice OMF 50 ... 496,66
	Indice OMF 50 ... 495,13
	NEW-YORK (indice Dow Jones)
	Industrielles ... 114,3
	Valeurs étrangères ... 114,1
	(SIF, base 100: 31-12-81)
	Indice général CAC ... 482,5
	(SIF, base 100: 31-12-87)
	Indice CAC 40 ... 1 741,59
	Indice CAC 40 ... 1 751,16
	(OMF, base 100: 31-12-81)
	Indice OMF 50 ... 496,66
	Indice OMF 50 ... 495,13
	NEW-YORK (indice Dow Jones)
	Industrielles ... 114,3
	Valeurs étrangères ... 114,1
	(SIF, base 100: 31-12-81)
	Indice général CAC ... 482,5
	(SIF, base 100: 31-12-87)
	Indice CAC 40 ... 1 741,59
	Indice CAC 40 ... 1 751,16
	(OMF, base 100: 31-12-81)
	Indice OMF 50 ... 496,66
	Indice OMF 50 ... 495,13
	NEW-YORK (indice Dow Jones)
	Industrielles ... 114,3
	Valeurs étrangères ... 114,1
	(SIF, base 100: 31-12-81)
	Indice général CAC ... 482,5
	(SIF, base 100: 31-12-87)
	Indice CAC 40 ... 1 741,59
	Indice CAC 40 ... 1 751,16
	(OMF, base 100: 31-12-81)
	Indice OMF 50 ... 496,66
	Indice OMF 50 ... 495,13
	NEW-YORK (indice Dow Jones)
	Industrielles ... 114,3
	Valeurs étrangères ... 114,1
	(SIF, base 100: 31-12-81)
	Indice général CAC ... 482,5
	(SIF, base 100: 31-12-87)
	Indice CAC 40 ... 1 741,59
	Indice CAC 40 ... 1 751,16
	(OMF, base 100: 31-12-81)
	Indice OMF 50 ... 496,66
	Indice OMF 50 ... 495,13
	NEW-YORK (indice Dow Jones)
	Industrielles ... 114,3
	Valeurs étrangères ... 114,1
	(SIF, base 100: 31-12-81)
	Indice général CAC ... 482,5
	(SIF, base 100: 31-12-87)
	Indice CAC 40 ... 1 741,59
	Indice CAC 40 ... 1 751,16
	(OMF, base 100: 31-12-81)
	Indice OMF 50 ... 496,66
	Indice OMF 50 ... 495,13
	NEW-YORK (indice Dow Jones)
	Industrielles ... 114,3
	Valeurs étrangères ... 114,1
	(SIF, base 100: 31-12-81)
	Indice général CAC ... 482,5
	(SIF, base 100: 31-12-87)
	Indice CAC 40 ... 1 741,59
	Indice CAC 40 ... 1 751,16
	(OMF, base 100: 31-12-81)
	Indice OMF 50 ... 496,66
	Indice OMF 50 ... 495,13
	NEW-YORK (indice Dow Jones)
	Industrielles ... 114,3
	Valeurs étrangères ... 114,1
	(SIF, base 100: 31-12-81)
	Indice général CAC ... 482,5
	(SIF, base 100: 3

Marchés financiers

BOURSE DU 6 JUILLET

Réglement mensuel																	
Compte	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compte	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compte	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%
		mois	mois	mois	±			mois	mois	mois	±			mois	mois	mois	±
3008	C.A.E. 3% *	3803	3814	3811	+ 0.21	1670	Lafayette Capital	1615	1615	1617	+ 0.12	1360	St-Laure *	1356	1320	1328	c - 0.05
1190	B.N.P. T.P.	1201	1210	1210		1671	Lafayette *	1353	1354	1340	- 0.96	2610	Solomon	2600	2600	2801	c + 0.04
1232	C.C.F. T.P.	1105	1116	1116	+ 0.76	1672	Lafayette *	2859	2859	2810	- 1.74	420	Silverway	426	426	433	+ 0.21
1351	Cred. Lyonn. T.P.	1126	1136	1136		1673	Lafayette *	3530	3530	3516	- 0.39	820	Solomon	826	826	833	+ 0.08
1360	Compt. Ind. T.P.	1238	1238	1238		1674	Lafayette *	2214	2214	2214	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1616	Compt. Ind. T.P.	1238	1238	1238		1675	Lafayette *	1372	1380	1361	- 0.58	820	Solomon	826	826	833	+ 0.08
1367	St-Gabriel T.P.	1380	1380	1384		1676	Lafayette *	710	710	708	- 0.28	111	Solomon	111	111	111	0.00
1370	Thomson T.P.	1374	1370	1375	+ 0.07	1677	Lafayette *	476	480	470	- 0.40	820	Solomon	826	826	833	+ 0.08
720	Accor	725	727	729	+ 0.28	1678	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
620	Accor	625	627	627	+ 0.32	1679	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
3030	Alcatel	2500	2500	2500		1680	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
2140	Alcatel	2500	2500	2500		1681	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
600	A.L.S.P. 3%	206	206	207	+ 0.26	1682	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
600	A.L.S.P. 3%	206	206	207	+ 0.26	1683	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
2570	Alcatel	2500	2500	2500		1684	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
600	Alcatel	600	600	600		1685	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1686	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1687	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1688	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1689	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1690	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1691	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1692	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1693	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1694	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1695	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1696	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1697	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1698	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1699	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1700	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1701	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1702	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1703	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1704	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1705	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1706	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1707	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1708	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1709	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1710	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1711	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1712	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1713	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1714	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1715	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1716	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1717	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1718	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1719	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1720	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1721	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1722	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1723	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1724	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1725	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1726	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1727	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1728	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1729	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1730	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1731	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1732	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1733	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1734	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1735	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1736	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1737	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1738	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1739	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1740	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1741	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1742	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1743	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1744	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1745	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1746	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1747	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1748	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1749	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111	111	0.00
1060	Alcatel	1060	1060	1060		1750	Lafayette *	796	796	796	0.00	111	Solomon	111	111		

Comptant

VALEURS			% du nom.	% de coupon	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours
Obligations														
Exp. 6,00 % 77	125	1 091		C.I. Maritime	621	Mediana Ind.	.....	88	Unipac	.....	1405		
8,00 % 76/78	107 93	9 630		Chrom (B)	2200	Magnolia Indus.	.....	132	Vireo	.....	140		
10,00 % 76/79	104 40	9 020		Chrom	1340	Magnolia S.A.	.....	88 80	Wanamaker S.A.	.....	875		
12,25 % 80/80	103 55	1 789		Columbia (B)	1270	Milita Digby	.....	515	Zins de H&M	.....	215 80		
14,20 % 82/80	103 45	7 722		Compton	393	Monsi	.....	145					
15 % juin 82	108 54	1 194		Cia Industriale	8600	Navig. (Nat. del)	.....	167					
14,50 % juil. 80	108 77	400		Cia. Lanza	.....	Nord	.....	423					
10,50 % juil. 80	110 76	7 232		Comp. Lanza-Alm.	.....	Novel	.....	485					
12,20 % oct. 84	108 90	9 000		Cia. Lombard	540	Orsi	.....	116					
11 % fin. 85	113 80	4 000		Cofidi	141 40	Origo Quercini	.....	1421					
10,25 % jan. 86	106 73	3 261		Danfoss S.A.	.....	Pavia Montebell	.....	915					
OMT 12,75 % 80	.....	.....		Degussa	411	Pavia Montebell	.....	718					
OAT 10 % 2000	100 50	1 098		Delfinella S.A.	1620	Perfume	.....	219 50					
OAT 8,50 % 1987	107 50	5 510		Dell'Alto (Fin.)	419	Pirelli & C.	.....	388 20					
OAT 8,00 % 1988	106 20	4 280		Dina Sest	1072	Pirelli & C.	.....	238					
Ci. Franco S.p.A.	.....	.....		Ena Sest, Italy	5070	Porto S. Paolo	.....	385					
CIF Bepco Japan 82	907 18	0 120		Ena Sest, Italy	3620	Porto S. Paolo	.....	1401					
CIF Bepco	902 18	0 120		E.C.I.A.	1840	P.T.E.	.....	2120					
CIF Bepco	912 18	0 120		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
PTT 11,200% 86	109 10	6 159		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
CIF 10,50 % 85	106 40	4 241		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
CIE 11,500% 85	105 80	0 930		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
CNT 9% 86	100 80	1 087		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
CNT 10,50% oct. 86	110 25	1 111		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
A.G.A.T.P.	.....	.....		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
C.E.E. G.P. 80-80	.....	.....		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Dreco Sest. Chi. com.	2780	2 800		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Mediobanca 1 85 6/7	.....	.....		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Actions										Etrangères				
Agipco (Nat. Fin.)	.....	1430		C.I. Maritime	621	Mediana Ind.	.....	88	Unipac	.....	1405		
A.S.F. (Rit. Cont.)	.....	1035		Chrom (B)	2200	Magnolia Indus.	.....	132	Vireo	.....	140		
Agipco Hydrot.	.....	772		Chrom	1340	Magnolia S.A.	.....	88 80	Wanamaker S.A.	.....	875		
Agipco	.....	240		Columbia (B)	1270	Milita Digby	.....	515	Zins de H&M	.....	215 80		
Agipco	.....	240		Compton	393	Monsi	.....	145					
Agipco	.....	240		Cia Industriale	8600	Navig. (Nat. del)	.....	167					
Agipco	.....	240		Cia. Lanza	.....	Nord	.....	423					
Agipco	.....	240		Comp. Lanza-Alm.	.....	Novel	.....	485					
Agipco	.....	240		Cia. Lombard	540	Orsi	.....	116					
Agipco	.....	240		Cofidi	141 40	Origo Quercini	.....	1421					
Agipco	.....	240		Danfoss S.A.	.....	Pavia Montebell	.....	915					
Agipco	.....	240		Degussa	411	Pavia Montebell	.....	718					
Agipco	.....	240		Delfinella S.A.	1620	Perfume	.....	219 50					
Agipco	.....	240		Dell'Alto (Fin.)	419	Pirelli & C.	.....	388 20					
Agipco	.....	240		Dina Sest	1072	Pirelli & C.	.....	238					
Agipco	.....	240		Ena Sest, Italy	5070	Porto S. Paolo	.....	385					
Agipco	.....	240		Ena Sest, Italy	3620	Porto S. Paolo	.....	1401					
Agipco	.....	240		E.C.I.A.	1840	P.T.E.	.....	2120					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					
Agipco	.....	240		Eni Sest	335 10	P.T.E.	.....	200					

SICAV Investment

VALEURS			Rachet net			VALEURS			Rachet net			VALEURS			Rachet net		
	Emission	Prête incl.					Emission	Prête incl.					Emission	Prête incl.			
A	1004 35	279 80	France-Obligations	453 43	448 94	France-Première	240 30	240 16					728 08	685 52			
233 14	528 55	France	461 95	467 82	France Incantation	11007 28	11007 28					70576 78	70576 78				
546 81	527 14	France-Fin	836 80	832 78	France Incantation	55587 35	55587 35					6267 63	6267 63				
646 80	623 13	France-High	1204 31	1189 23	France Incantation	110 10	110 10					103 00	103 00				
617 08	595 38	France-Inc	27 80	27 80	France Incantation	10300 45	10300 45					110 74	105 78				
1192 08	1180 30	France-Inc	28 00	28 00	France Incantation	2280 08	2280 08					227 81	227 81				
842 48	820 81	France-Inc	35 28	35 28	France Incantation	168 98	168 98					1574 24	1574 24				
5000	1081 19	France-Inc	11849 35	11849 35	France Incantation	1574 24	1574 24					8123 38	8123 38				
104 60	104 60	France-Inc	24 28	238 17	France Incantation	800 21	792 56					1180 42	1180 42				
458 13	458 13	France-Inc	885 80	87 80	France Incantation	1180 42	1180 42					8205 14	8210 32				
134 09	121 05	France-Inc	20 20	20 20	France Incantation	10820 58	10820 58					722 78	712 70				
107 85	107 85	France-Inc	4222 23	4261 08	France Incantation	1405 47	1405 42					703 73	693 14				
1054 61	1054 61	France-Inc	594 91	655 07	France Incantation	412 03	401 59					894 64	792 97				
678 08	682 03	France-Inc	11720 14	11748 94	France Incantation	894 64	894 64					487 11	438 14				
207 72	200 21	France-Inc	1177 17	1138 46	France Incantation	210 17	201 07					328 38	320 08				
175 84	169 46	France-Inc	62278 11	63122 80 4	France Incantation	328 38	320 08					110 10	110 10				
6002 81	5916 33	France-Inc	157 10	153 64	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
634 45	615 73	France-Inc	1178 46	1144 13	France Incantation	110 10	110 10					103 00	103 00				
5402 68	5402 68	France-Inc	100827 91	100821 85	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
1120 28	1120 28	France-Inc	12084 97	12080 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
300 45	308 85	France-Inc	516 94	520 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
1402 38	1362 48	France-Inc	208 50	187 57	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
110 98	107 76	France-Inc	237 10	233 69	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
140 63	145 23	France-Inc	268 21	262 10	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
127 68	121 76	France-Inc	268 20	276 50	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
127 68	121 76	France-Inc	267 35	261 35	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
127 68	121 76	France-Inc	268 44	240 26	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
2540 37	2541 74	France-Inc	125 48	125 48	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
1577 80	1577 80	France-Inc	142 84	140 44	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
39 38	32 18	France-Inc	153 94	137 00	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
1033 56	1016 29	France-Inc	196 31	187 41	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
6302 33	6374 27	France-Inc	374 03	367 07	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
110 18	109 98	France-Inc	6216 25	6028 41	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
401 43	385 59	France-Inc	25224 04	23767 02	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
542 38	526 54	France-Inc	76 89	76 82	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
1044 10	1004 77	France-Inc	2116 19	2067 22	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
1044 10	1004 77	France-Inc	2116 19	2067 22	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
1141 01	1030 17	France-Inc	72 04	70 74	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
103 17	141 60	France-Inc	183 47	184 70	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
253 27	246 92	France-Inc	10138 38	10032 35	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
133 27	141 60	France-Inc	437 13	417 31	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
11904 07	1171 81	France-Inc	6626 25	6526 25	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
51006 13	51006 18	France-Inc	55480 78	55480 78 9	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
28272 77	28272 77	France-Inc	55918 45	55918 45	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
300 53	379 54	France-Inc	10818 98	10687 98	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
2038 21	2038 21	France-Inc	16 02	14 04	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232024	232024	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01	13680 01	France Incantation	103 00	103 00					103 00	103 00				
232 70	232 70	France-Inc	13680 01														

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS p/ct	COURS 6/7	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS p/ct.	COURS 6/7	Cours p/ct.
			Admet	Vente				
Etats-Unis (5 ct)	6 482	6 410	8 200	6 650	Or fin billo en barre	78300	79600	78 300
ECU	7 021	7 022	309	349	Or fin billo en barre	78350	79400	78 350
Allemagne (100 DM)	336 410	336 150	15 050	16 050	Pièce napoléon (20 ct)	454	457	454
Belgique (100 B)	16 127	16 201	15 050	16 050	Pièce napoléon (10 ct)	377	389	389
France (100 F)	301 140	300 800	232	312	Pièce milien (20 ct)	494	494	494
Devises (100 lire)	62 520	67 240	65 000	66 000	Pièce milien (10 ct)	468	468	468
Grande-Bretagne (100 £)	68 230	68 230	80 500	57 000	Pièce de 10 shillings	576	576	576
Grèce (100 dracmes)	10 384	10 391	10	10 000	Pièce de 20 shillings	2260	2330	2260
Italie (100 lire)	3 338	3 351	3 750	4 000	Pièce de 10 dollars	1820	1830	1820
Italie (100 lire)	4 689	4 682	4 400	4 500	Pièce de 5 dollars	910	910	910
Japan (100 ¥)	385 800	386 150	385	385	Pièce de 50 pesos	2960	2960	2960
Autriche (100 sch)	10 384	10 391	10	10 000	Pièce de 10 dollars	910	910	910
Canada (100 can.)	48 230	48 230	80 500	46 700	Or Louvain	478	478	478
Europe (100 pes.)	5 378	5 378	5 150	5 700	Or Zurich	478	478	478
Portugal (100 esc.)	4 065	4 065	4 000	4 000	Or Hongkong	478	478	478
Canada (5 can.)	6 351	6 351	5 200	5 600	Argent Louvain	478	478	478
.....	6 351	6 351	4 400	4 670	Argent Hongkong	478	478	478

e : coupon détaché - o : offert

121 90

Marché libre de l'or

de l'air	1501 30	1502 40	Chêne rouge	1725 76	1749 11	Val de	41128 24	41104 23
de l'air	425 31	445 12	Chêne moyen-caté	161 25	169 10	Val de	22085 61	22052 94
de l'air	1150 30	1152 30	Chêne-Landoult	97 66	97 66			
de l'air	1106 12	1075 80		92591 18	92591 08			
de l'air	1254 44	1183 05	Châtaignier	1280	1218 17			
de l'air	6467 59	6184 70	Ormeau	6504 77	6468 57			
de l'air	21 15	26 15	Pêche-Coromandel	632 52	631 94			
de l'air	107 71 71	107 71 71	Pêche-Grange	100291 09	100000 00			
de l'air	268 78	268 30	Pêche-Glenné					
de l'air	1 07	1 04	Pêche-Oupérouille	128 70	121 13			
de l'air	1007 51	1002 12	Pêche-Pontchâteau	640 80	627 45			
de l'air	264 31	263 78	Pêche-Rouge	82 67	81 76			
de l'air	107 94	107 94	Pêche-Rouge	174 40	171 05			
de l'air	404 21	414 52	Pêche-Rouge	671 66	662 10			

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-51-91-82, poste 4330

* : droit détaxé - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, posto 4330

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3-4 La visite en France du chef de l'Etat soviétique. 6 Pologne : l'élection du président de la République ajournée. - Hongrie : le mort de M. Janos Kadar. 7 Chine : le Quotidien du peuple critique violemment les Etats-Unis.	9 Débat à l'UDF entre les centristes et M. Giscard d'Estaing. - La préparation du congrès du Parti socialiste. 10 Le bilan de la session parlementaire. - Le communiqué du conseil des ministres.	11 Le gouvernement envisage de créer un observatoire de l'immigration. - La France manque d'eau. 12 Nouvelle procédure de recouvrement des créances. 13 Sports : regain de gloire pour McEnroe à Wimbledon.	25 Musiques : un récital et un livre de Vlado Perlemuter. - Rencontre avec Youssef N'Dour. 26 Photo : Wegman à la galerie Lebon. - Au Musée d'Orsay : le tableau et son cadre. 14 COMMUNICATION.	29 Le rapport annuel de la Banque mondiale sur le développement. 30 La mission d'information de M. Alphandéry aux Etats-Unis. 31 La nomination de Philippe Rouvillois. 32-33 Marchés financiers.	Abonnements 2 Campus 22 Carnet 22 Loto, Loterie 12 Météorologie : en grève. Mots croisés 13 Radio-Télévision 28 Spectacles 27	Les corrigés du bac 3615 tapes LMBAC Les grandes écoles 3615 tapes LEMONDE

La visite de M. et M^{me} Gorbatchev à Paris

Embarras dans les rues...

Avec la visite de Mikhaïl Gorbatchev, les Parisiens ont eu, mercredi 5 juillet, un avant-goût de ce qu'il risquerait de connaître à l'occasion des fêtes du Bicentenaire : une capitale sous haute surveillance et où toute circulation devient un exercice de patience.

Rues bloquées, autobus détournés, trottoirs interdits, embouteillages monstres, les allées et venues du cortège officiel qui, mercredi, a sillonné Paris de l'Hôtel de Ville à la Sorbonne ont provoqué de multiples embarras. Selon la RATP, une cinquantaine de lignes d'autobus, soit près de 90 % du réseau, ont été ainsi déviées, sinon interrompues, pendant quelques heures, itinéraires changés, arrêts déplacés.

Puisqu'il est évident que les stations de métro ont été fermées pendant quelques minutes, notamment Charles-de-Gaulle-Etoile, Franklin-Roosevelt et Hôtel-de-Ville.

Grèves de taxis

Les embarras - qui se produisent à l'occasion de toutes les visites de chefs d'Etat dans une ville où il y a beaucoup d'ambassadeurs - même quand M. Gorbatchev n'est pas là - alimentent la colère des chauffeurs de taxi. Leur syndicat FO met à profit le mécontentement des Parisiens pour faire valoir ses revendications. Il lance un appel à la grève du 10 au 16 juillet, semaine durant laquelle auront lieu le sommet des sept pays

industrialisés et la célébration du Bicentenaire.

Le syndicat FO regroupe environ deux mille chauffeurs de taxis (dont une moitié d'artisans et une moitié de salariés) sur les quatre-vingt mille trois cents inscrits immatriculés à Paris. Il réclame une augmentation des tarifs horaires à 120 francs au lieu des 85 francs actuels, afin qu'il reste au moins 30 francs de l'heure au chauffeur. Selon son responsable, M. Norbert Banerous, la durée moyenne de travail hebdomadaire des conducteurs est de soixante heures pour un salaire horaire de 21,25 francs. Le syndicat FO affirme ne pas être opposé à l'augmentation d'un millier du nombre des licences, « à condition que l'on diminue le temps de travail et que l'on améliore la situation en créant de nouveaux couloirs à contre-sens pour qu'ils soient bien réservés aux transports en commun ».

Les autres syndicats ne suivent pas FO. La Fédération nationale de l'industrie du taxi (FNIT) demande « au contraire à ses six mille adhérents de tout mettre en œuvre pour que le meilleur service soit rendu à la clientèle » la semaine prochaine. Quant à la compagnie G 7, dirigée par M. André Rousselet, elle mobilise ses chauffeurs sur le thème : « Ah ! ça ira, les taxis ! » Elle offrira une voiture haut de gamme à son conducteur le plus méritant à l'issue de « cette période où les conditions de circulation dans Paris vont être désastreuses ».

... et cohue à la Pyramide

Raïssa, souveraine, est descendue du ciel mercredi 5 juillet, vers 15 h 30. Vêtue d'un tailleur crème, elle s'est installée dans l'ascenseur-pilier de la Pyramide du Louvre avant de descendre lentement vers la foule en agitant la main. Les touristes massés en bas, dans le hall, ont préparé leurs appareils et armé leurs appareils photo. Raïssa, ravie, a fait ses premiers pas sous les applaudissements.

Et ce fut la cohue. Une de ces grandes et belles boucoulades où photographes et agents de sécurité jouent des coudes en se lançant quelques amabilités bien choisies. Des mouvements de mauvaise humeur, des appareils malmenés, des badges brandis avec théâtralité. Raïssa a esquissé quelques pas vers le centre du hall avant de se raviser et de se diriger vers le point d'information où l'attendaient les hôtes du musée. La foule a valé en cadence tandis qu'en haut, derrière les vitres teintées de la Pyramide, des groupes de curieux coulaient d'un coin à l'autre pour « la » voir de plus près.

La bataille fut plus vive encore à l'entrée du Louvre médiéval. La sécurité avait décidé de barrer la route aux caméras pour cause de « problèmes techniques ». Certains agents le regrettaient sans doute encore. Un cameraman de la télévision soviétique, furieux de s'être vu laisser distancer par le cortège officiel, s'est lancé de toutes ses forces contre le cordon de

sécurité, en brandissant sa caméra comme une arme...

« Je pense, donc je suis »

Les espaces verts du Musée Rodin ont fini par calmer les esprits. M^{me} Gorbatchev a traversé quelques salles au pas de charge avant de se laisser guider vers le Penseur, au milieu des pelouses. « Rodin a atteint là l'universalité », a souligné le conservateur du musée, M. Jacques Viti. « Je pense, donc je suis », a conclu Raïssa après un silence. Et la petite troupe s'est élançée à nouveau vers le pont pour rejoindre les voitures du cortège pendant que les agents de sécurité plâtraient les rochers pour encadrer la suite de plus près. « Hello from America », a lancé une touriste américaine qui était là « par hasard », dit-elle. « I hope you enjoy Paris. Vous êtes très belle ». Raïssa a souri de nouveau avant de repartir à grands pas vers sa voiture en agitant la main. Un dernier cadeau, un épais volume consacré au musée, quelques phrases appuyées sur cette « diplomatie populaire chargée de rapprocher les peuples plus que les Etats » et Raïssa était partie. « C'est effrayant », a conclu un responsable en s'épongeant le front après cette... « visite privée ».

ANNE CHEMIN.

ÉTATS-UNIS : Oliver North condamné à trois ans d'emprisonnement avec sursis

Peine symbolique pour le « héros » de l'Irangate

WASHINGTON de notre correspondant

L'honneur du lieutenant-colonel Oliver North est - presque - sauf. Le « héros » de l'Irangate, l'homme qui avait ému l'Amérique avec son regard clair, sa voix enrouée de baroudier et son menton volontaire, le soldat qui s'était sali les mains pour ce qu'il croyait être la bonne cause et pour servir son « commandant en chef » (l'ancien président Reagan) - mais celui qui avait incité les turpitudes d'un pouvoir exécutif peu respectueux de la loi et des désirs souverains du Congrès, - « Ollie », en un mot, n'ira pas en prison.

Ainsi en a décidé, mercredi 5 juillet, le juge Gesell, à qui revenait la responsabilité d'énoncer la peine, après qu'un jury ait déclaré, deux mois plus tôt exactement, l'ancien fonctionnaire du conseil national de sécurité coupable de trois délits qui seraient pu théoriquement lui valoir dix ans de prison : obstruction de l'enquête menée par le Congrès sur les ventes secrètes d'armes à l'Iran, destruction de documents et acceptation d'un « don » illégal (un système de sécurité construit autour de sa maison).

Le lieutenant-colonel est condamné à une peine symbolique de trois ans de prison avec sursis, assortie d'une amende de 150 000 dollars et d'une obligation d'accomplir mille deux cents heures de travail communautaire. Il devra pendant ce temps un programme d'assistance à des jeunes gens habitant des quartiers infestés par le trafic de drogue, tâche qui lui donnera l'occasion, selon le juge, de mettre à profit ses « très hauts talents administratifs et organisationnels » - ceux-là mêmes qui lui avaient permis de tenir tous les fils d'une complexe opération de livraison d'armes aux « contras » du Nicaragua, livraisons financées par les profits réalisés sur les ventes secrètes d'armes à l'Iran.

En outre, l'ex-marin est désormais privé de droit de prétendre à un quelconque poste fédéral, et donc à un siège de sénateur ou de représentant, comme il en avait caressé l'idée.

Le juge Gesell a justifié en ces termes son indulgence : « Je ne pense pas du tout que vous ayez été un meneur, mais plutôt un subordonné de grade peu élevé qui s'est efforcé de mettre à exécution les instructions de supérieurs cyniques ». Le juge n'a bien sûr pas précisé s'il avait à l'esprit les supérieurs directs de condamné, M. McFarlane puis l'amiral Poindexter, qui s'étaient succédés à l'époque en poste de chef du conseil national de sécurité, ou bien le directeur de la CIA, feu William Casey, ou bien même Ronald Reagan lui-même, qui avait approuvé les ventes d'armes à l'Iran, mais a toujours affirmé, avec la dernière énergie, n'avoir rien su du détournement de fonds et d'armes en faveur des « contras » (le Congrès s'était opposé à une telle aide voulue par M. Reagan).

A. V.

Avec une sorte de regret résigné, le juge a déclaré : « Vous en êtes venu à adopter l'idée fautive selon laquelle le Congrès n'était pas digne de confiance, et que le sort du pays pouvait être confié à un petit groupe de personnes non élues et libres d'agir comme bon leur semblait, tout en affirmant publiquement agir différemment. (...) Je pense que vous ne comprenez toujours pas à quel point le service de l'Etat a été terni [par ces actions] ». Mais, le juge a sciemment estimé que cette obstination rend d'autant plus douteuse l'utilité d'un séjour en prison : « ce que vous pensez est votre affaire, et la prison ne ferait que renforcer vos opinions erronées », a-t-il ajouté.

« Ollie »

Pour un certain nombre de démocrates « libéraux », mais aussi des membres de l'establishment washingtonien, comme Bob Woodward, l'un des deux journalistes qui avaient révélé le scandale du Watergate, cause de la perte de Richard Nixon, ce jugement est une désagréable surprise. Et le New York Times accueille la sentence par un éditorial au titre réprobateur : « Oliver North, un criminel qui a de la chance ».

Mais le Washington Post estime, lui, que la sentence est tout à fait appropriée, d'autant qu'elle n'équivaut nullement à un acquittement, mais tient en quelque sorte compte de circonstances atténuantes : Oliver North obéissait à des ordres. Plusieurs figures de proue du Parti démocrate, y compris certains des élus qui avaient joué un rôle majeur dans l'enquête du Congrès sur l'Irangate, se satisfont également de cette sentence, tout comme nombre de républicains.

An moment où le juge prononçait sa sentence, des jeunes manifestants, qui se pressaient devant les grilles de la Maison Blanche demandant au président Bush d'accorder sa grâce à celui qui allait être condamné : en fait, la légèreté de la peine dispense le président de prendre une décision politiquement délicate, dans un sens ou dans l'autre. Dans l'immédiat, la Maison Blanche s'est refusée à tout commentaire, mais M. Bush ne peut que se féliciter de voir ainsi un lourd fardeau tomber de ses épaules : il en aurait été tout autrement si Oliver North avait dû prendre le chemin de la prison.

La conclusion judiciaire de l'Irangate n'est pourtant pas atteinte, parce que d'autres accusés doivent encore passer en justice, en particulier l'amiral Poindexter, dont la seule ligne de défense logique serait de tenter de s'abriter derrière M. Reagan, et donc, par ricochet, derrière celui qui était à l'époque son vice-président, M. Bush.

JAN KRAUZE.

Accident ou attentat ?

Onze morts dans un autocar en Israël

Jérusalem (Reuters). - Au moins onze personnes ont été tuées et des dizaines d'autres ont été blessées, jeudi 6 juillet, dans l'accident d'un car israélien, qui a fait une embardée et quitté la route Jérusalem-Tel-Aviv lorsque, selon la police israélienne, un Arabe s'est emparé du volant. Le préfet de police David Kraus a déclaré à la radio israélienne : « Ce que nous savons maintenant, après avoir interrogé le conducteur, c'est que quelqu'un est venu auprès de lui, a tourné le volant vers la droite et a crié « Allah Akbar » (Dieu est grand) et que le car est sorti de la route », a-t-il dit. Selon la radio, au moins 23 personnes ont été blessées. Le suspect arabe, qui est aussi blessé, est sous garde policière à l'hôpital.

Les routes de France plus sûres en mai. - La sécurité routière a continué à s'améliorer au mois de mai puisque le nombre des tués est revenu à 797, soit 12,5 % de moins qu'en cours du mois correspondant de 1988, qui avait été particulièrement catastrophique avec 911 tués. Au cours des cinq premiers mois de l'année, la mortalité routière a reculé de 6,3 %.

Le numéro du « Monde » daté 6 juillet 1989 a été tiré à 503 949 exemplaires

Trente minutes avec M. Chirac

M. Mikhaïl Gorbatchev s'est rendu, mercredi 5 juillet, en fin de matinée, à la mairie de Paris pour la traditionnelle visite des chefs d'Etat étrangers. Pendant que son épouse visitait l'Hôtel-de-Ville en compagnie de M^{me} Bernadette Chirac, le président soviétique a eu un entretien d'une demi-heure avec le maire de Paris.

Selon le compte-rendu de M. Chirac, les conversations ont été essentiellement consacrées à l'Europe et à la conception de « maison commune » développée par M. Gorbatchev. Cette conception « représente indiscutablement un pas dans la bonne direction », a dit M. Chirac, tout en regrettant qu'elle ne constitue qu'« un toit commun recouvrant deux entités politiques, idéologiques et économiques distinctes, alors que c'est un toit qu'il conviendrait de faire disparaître, notamment sur le plan militaire ».

L'ancien premier ministre a aussi interrogé M. Gorbatchev sur le statut des deux Allemands, sur le droit à l'émigration des juifs d'Union soviétique et sur le Liban. Il a déclaré à propos de M. Gorbatchev : « Je l'ai trouvé extrêmement présent, c'est un homme à la fois ouvert et déterminé ayant une grande maîtrise de sa pensée et de son expression ».

C.L.

● Rencontre Giscard d'Estaing-Iakovlev. - M. Giscard d'Estaing, qui avait demandé, sans succès, à rencontrer M. Gorbatchev, a eu, mercredi 5 juillet, à Paris, un entretien avec M. Iakovlev, responsable des affaires internationales au secrétariat du PC soviétique.

Le nouveau plan-retraite sera prêt à la mi-juillet

M. Bérégovoy a confirmé, jeudi 6 juillet, qu'il arrêterait à la mi-juillet les grandes lignes du nouveau produit d'épargne, destiné à remplacer le plan d'épargne-retraite (PER). Le futur produit épargne-retraite sera populaire et laissera à chacun « le maximum de liberté (...) ». L'avantage sera lié à la durée, mais l'épargnant devra pouvoir récupérer sa mise dans des conditions normales s'il le veut ou s'il y est obligé.

A B C E F G H

Le colloque AJEF sur la perestroïka

Condamnés à réussir...

« Nous sommes condamnés à réussir », ont déclaré et répétés les responsables économiques soviétiques qui participaient mercredi 5 juillet à Paris au colloque organisé par l'AJEF (Association des journalistes économiques et financiers) sur la perestroïka.

Si cette expérience était « condamnée à mourir », ses auteurs s'en résoudraient sur le monde entier », a déclaré M. Vladimir Tchitcherbakov, qui pourrait être très bientôt nommé ministre du travail et n'a pas caché les difficultés de l'entreprise. Ne nous jugez pas trop vite, a-t-il ajouté en substance, car contrairement à ce qui est dit, la perestroïka n'a que dix-huit mois d'existence dans le domaine économique, n'ayant en fait véritablement pris naissance qu'au 1^{er} janvier 1988 avec la loi sur les entreprises.

Si la situation a, sur bien des points, cessé de se détériorer, il n'en est pas de même pour ce qui concerne la production de biens de consommation, les chers d'aggrégation encore, a précisé M. Tchitcherbakov. « Nous manquons de services, nous n'avons pas d'industrie pharmaceutique. Beaucoup de Soviétiques ont un bas niveau de vie (...) ». Nous avons des ingénieurs, ils ont des tas d'idées, mais la technologie et les équipements pour les mettre en service ne suivent pas. Nos prototypes sont admirables, mais nous n'arrivons pas à produire en grande série ».

Tel est le constat. Un constat confirmé par Valentin Pavlov, nouveau ministre des finances : « Pour des gens qui font des fusées, il faut du temps pour savoir fabriquer des avions ».

La situation n'est donc pas bonne et les participants soviétiques ne l'ont pas caché. M. Giscard Popov, qui est depuis cette année député et depuis 1988 rédacteur en chef de la revue Questions de l'économie, a décrit les risques sans complaisance : « Nous avons cru longtemps qu'il suffirait d'accélérer la croissance pour résoudre tous les problèmes, mais en 1986 on a bien vu que rien ne s'améliorait. En 1987, on a dit qu'il fallait reconstruire les mécanismes économiques et non plus accélérer. Mais en 1988, nous nous sommes aperçus que les réformes économiques n'apportaient pas de réponses suffisantes. La raison en était le blocage des mécanismes administratifs (...) ». La majeure partie de l'appareil n'était pas prête pour mettre en œuvre la perestroïka.

M. Popov n'est pas pessimiste : des pressions s'exercent maintenant d'en bas pour réformer. Mais il a cité des exemples de blocages, et notamment le fait que l'ambassade d'URSS à Paris n'avait rien fait pour provoquer des contacts en France entre économistes soviétiques et chefs d'entreprises français, pis, avait compliqué les choses en rétrogradant des passeports. « Nous avons dû nous contenter de visiter Versailles », a pour M. Popov, le danger n'est pas celui d'une victoire du conservatisme mais d'un débordement d'anarchie si démocratie politique et démocratie économique n'avancent pas d'un même pas.

Car que feront ces millions de Soviétiques qui sont maintenant d'une façon ou d'une autre engagés dans la vie politique et l'économie ne tourne pas, et le travail n'est pas efficace ?

Alors que faire ? M. Valentin Pavlov, le nouveau ministre des finances, l'a dit, en termes très généraux : les règles du marché doivent s'appliquer partout sauf dans quelques secteurs essentiels (énergie, viande, pain...) ; les entreprises doivent être autonomes et il faudra réfléchir aux problèmes de pro-

priété ; les monopoles doivent être démantelés, même si cela est difficile, en particulier pour le commerce extérieur, ce qui est déjà fait dans une certaine mesure. Et à terme, supra couramment, le rôle sera complètement converti : « Je crois qu'on va résoudre ce problème au début des années 2000 ». Auparavant M. Bassacne, conseiller économique de M. Gorbatchev, s'était montré un peu plus optimiste sur la date avançant un délai de cinq ou six ans. M. Pavlov a annoncé une mesure plus proche et tout aussi importante : que la convertibilité du rouble : une réforme fiscale d'envergure qui concernerait dès 1990 l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur le revenu et s'inspirerait des expériences européennes.

Les Soviétiques ont-ils été convaincus, dans l'étalage de leurs difficultés et la description de leurs espoirs ? Les chefs d'entreprise français qui assistaient au colloque ont finalement semblé moins réticents après avoir entendu les responsables des sociétés mixtes franco-soviétiques créées depuis 1987 leur décrire des expériences au total encourageantes.

A. V.

Juillet formidable chez NEUBAUER

Prix spéciaux sur les derniers modèles 89 en livraison immédiate !

205 GTI, 205 automatique, 405 MI16, 309 Diesel.

toujours plus avec la griffe

NEUBAUER PEUGEOT

* en fonction des options choisies, sur présentation de cette annonce

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21